

Rapport annuel 2012



“Ensemble pour réussir,”

> P.12-37

Un aperçu de notre performance de durabilité

> P.38-67

Plus d'informations sur nos différentes activités

> Notre travail d'équipe nous rend meilleurs, plus d'explications au travers de six études de cas



Consultez le rapport en ligne
www.uminco.com/reporting



Consultez le rapport en ligne
www.uminco.com/reporting

12

Notre performance
économique
en détails

32



20



12

Découvrez
nos avancées
au niveau
environnemental
et social



26

Naviguer à travers ce rapport

Introduction

À propos d'Umicore
Chiffres clés et faits marquants

2-5

6-7

8-11

Performance économique

12-19

Une entreprise où il fait bon travailler

20-25

Éco-efficacité

26-31

Engagement envers les parties prenantes

32-37

Revue par business group

38-45

Catalysis

46-51

Energy Materials

52-59

Performance Materials

60-67

Recycling

Rapport de gestion

Revue du Président
et de l'Administrateur Délégué



Table des matières



38



60



46

Plus
d'informations
sur nos
différentes
activités



52

Rapports d'activité

Rapport d'activité économique
et états financiers

Rapport d'activité environnemental

Rapport d'activité social

Déclaration de gouvernance d'entreprise

Conseil d'administration,

Comité de direction & Senior Management

Déclarations d'assurance

Glossaire

Index GRI

68-211

68-140

141-151

152-169

170-193

194-197

198-199

200-203

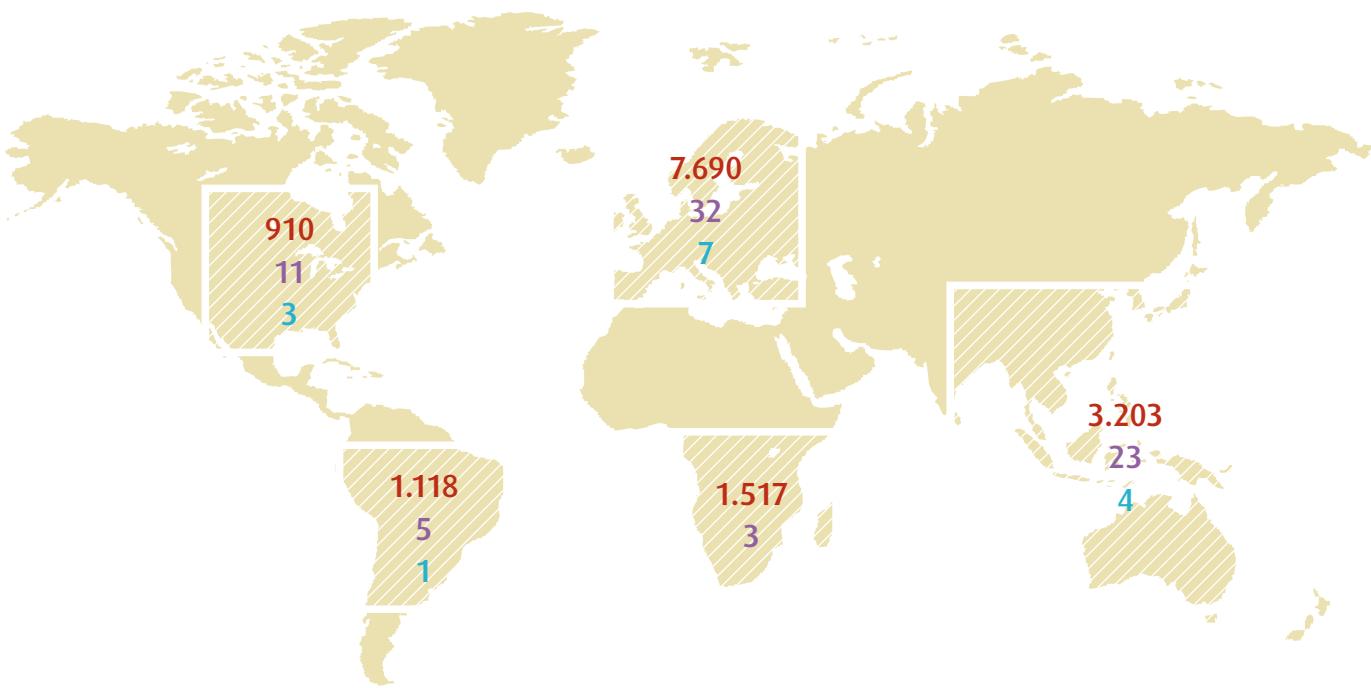
204-208

À propos de ce rapport

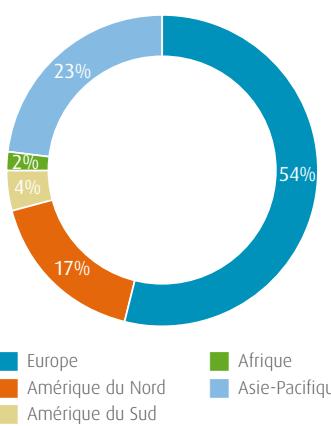
Ce rapport consiste en un aperçu intégré de nos performances économiques, sociales et environnementales en 2012. Pour accéder au rapport complet en ligne, visitez notre centre de reporting sur Internet via le lien ci-dessous (en anglais). Vous trouverez des QR codes qui vous donneront un accès direct aux parties correspondantes du site internet depuis un téléphone portable ou une tablette.

Notre rapport est vérifié par un tiers et a obtenu le niveau d'application GRI B+. Un aperçu complet de la portée de ce rapport est disponible en page 212.

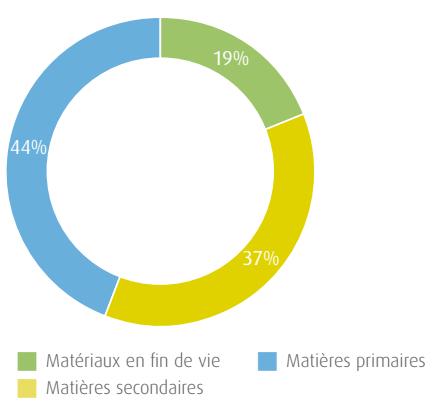
Consultez le rapport en ligne www.umincore.com/reporting



Repartition géographique des revenus
(sociétés associées incluses)



Efficacité des ressources



Revenus (en € millions)

2.427,6

EBIT récurrent (en € millions)

372,1

Dépenses de R&D en % de revenus

6,8%

Umicore en bref

Nous sommes un groupe mondial spécialisé dans la technologie des matériaux et le recyclage. Nous nous concentrons sur des domaines où notre expertise en chimie, science des matériaux, métallurgie et recyclage fait la différence.

Co Cobalt	Ni Nickel	Cu Cuivre	Zn Zinc	Ga Gallium	Ge Germanium				
As Arsenic	Se Sélénium	S Soufre	Ru Ruthénium	Rh Rhodium	Pd Palladium	Ag Argent	In Indium	Sn Étain	Sb Antimoine
Te Tellure	Ir Iridium	Pt Platine	Au Or	Pb Plomb	Bi Bismuth	La Lanthane	Ce Cérium	Pr Praséodyme	Nd Néodyme

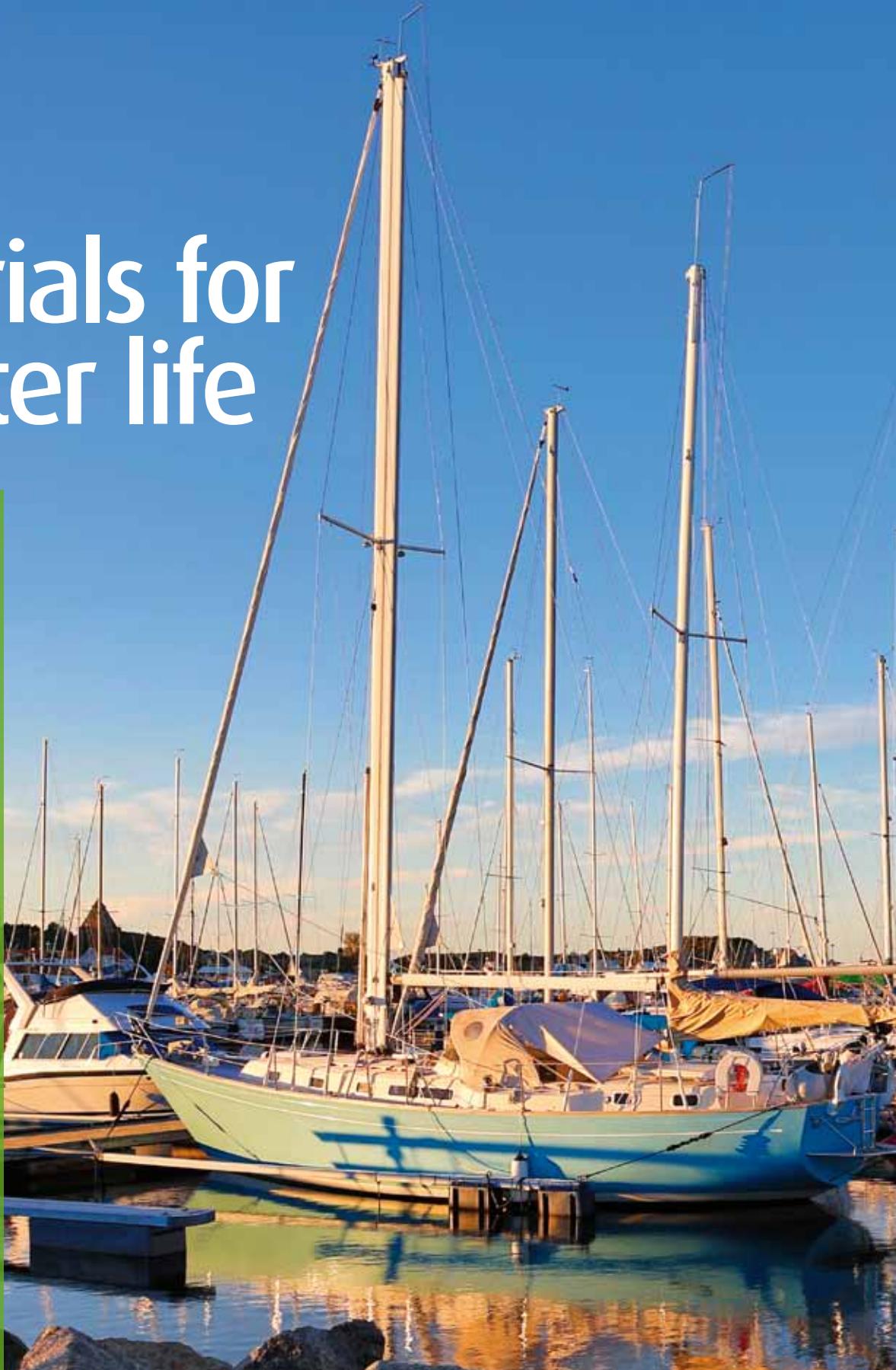
Nos activités



Materials for a better life

Notre stratégie Vision 2015 se concentre sur la croissance des activités grâce à la fourniture de solutions innovantes aux tendances mondiales que sont la disponibilité limitée des ressources, la mobilité durable et les énergies renouvelables. Nous y parvenons grâce à notre expertise en métallurgie et en science des matériaux, ainsi qu'à notre connaissance des applications et à notre offre en boucle fermée. Notre objectif est d'atteindre un rendement des capitaux engagés moyen supérieur à 15% tout au long du cycle économique.

Nous cherchons également à toujours améliorer nos performances sociales et environnementales grâce à des objectifs subdivisés en trois domaines : être une entreprise où il fait bon travailler, l'éco-efficacité et l'engagement envers les parties prenantes.



À propos de nous

Nous sommes un groupe mondial spécialisé dans la technologie des matériaux et le recyclage. Nous nous concentrons sur des domaines où notre expertise en chimie, science des matériaux, métallurgie et recyclage fait la différence.

Nos activités s'articulent autour de quatre business groups – Catalysis, Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Chaque business group est divisé en plusieurs business units offrant des matériaux et des solutions à la pointe des nouveaux développements technologiques. Ils sont essentiels à la vie de tous les jours.



Most Sustainable Corporations in the World

Chiffres clés

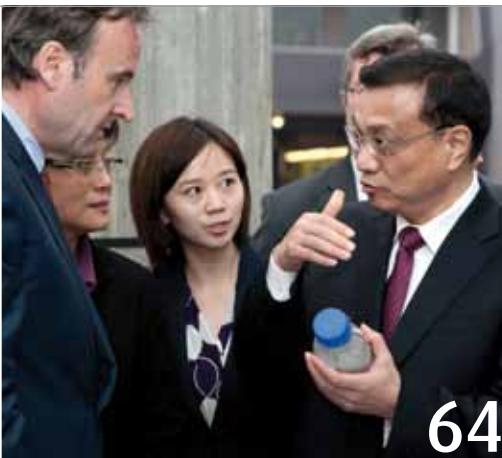
Performance économique (en millions € sauf mention contraire)	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires	9.124,0	6.937,4	9.691,1	14.480,9	12.548,0
Revenus (hors métal)	2.100,3	1.723,2	1.999,7	2.318,6	2.427,6
EBIT récurrent	354,6	146,4	342,5	416,1	372,1
dont sociétés associées	32,0	-6,1	30,1	22,9	22,2
EBIT total	249,1	141,2	324,0	432,7	328,6
Marge opérationnelle récurrente (en %)	15,4	8,9	15,6	17,0	14,4
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	17,8	8,1	17,5	18,6	16,7
Résultat net récurrent, part du Groupe	222,1	81,9	263,4	304,6	275,2
Résultat net, part du Groupe	121,7	73,8	248,7	325,0	233,4
Frais de recherche & développement	165,0	135,7	139,3	162,9	182,1
Investissements	216,0	190,5	172,0	212,6	253,5
Cash-flow net avant financement	195,3	258,4	-68,2	308,6	150,3
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	333,4	176,5	360,4	266,6	222,5
Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période (en %)	20,0	11,4	18,6	13,4	11,0
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période	1.290,7	1.314,2	1.517,0	1.667,5	1.751,7
Bénéfice par action récurrent (en €/action)	1,93	0,73	2,33	2,69	2,47
Bénéfice par action incluant les activités non continuées, de base (en €/action)	1,06	0,66	2,20	2,87	2,09
Dividende brut (en €/action)	0,65	0,65	0,80	1,00	1,00
Une entreprise où il fait bon travailler	2008	2009	2010	2011	2012
Effectif total (dont sociétés associées)	15.450	13.728	14.386	14.572	14.438
dont sociétés associées	5.337	4.415	4.828	4.408	4.042
Accidents avec arrêt de travail	87	48	56	60	49
Taux de fréquence	5,30	3,12	3,54	3,61	2,86
Taux de sévérité	0,17	0,08	0,13	0,11	0,11
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' (en %)	-	-	-	5,15	4,32
Nombre moyen d'heures de formation par employé	51,21	44,05	43,30	51,94	50,72
Taux de départs volontaires	3,56	2,59	3,78	3,84	3,20
Éco-efficacité	2008	2009	2010	2011	2012
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2) (en tonnes)	626.568	529.628	543.807	695.733	701.898
Métaux rejetés dans l'eau (charge en kg)	6.789	5.915	6.495	5.782	5.724
Métaux rejetés dans l'eau (unités d'impact)	301.271	442.575	389.676	306.627	249.146
Métaux rejetés dans l'air (charge en kg)	-	11.950	13.582	13.867	16.901
Métaux rejetés dans l'air (unités d'impact)	-	214.650	184.066	129.900	135.346
Engagement envers les parties prenantes	2008	2009	2010	2011	2012
Dons (en milliers d'€)	1.451,5	1.106,5	1.009,4	1.751,0	1.759,2



Quelques faits marquants de 2012



17



64



49



41



49

35

21



Scientific Awards > P.17

En avril, nous avons organisé la sixième édition de nos prestigieux Umicore Scientific Awards.

Zéro accident > P.21

Nous avons remis notre second Safety Award à Thomas Alt du site d'Hanau.

Top Employer > P.22

Nous avons à nouveau été reconnus comme Top Employer en Belgique, en France et en Allemagne.

iMove > P.35

Notre site d'Olen a accueilli le lancement du projet iMove qui vise à promouvoir la mobilité durable en Flandre.

Catalysis > P.41

Nous avons annoncé différents investissements dans des installations de production et de test chez Automotive Catalysts.

beLife > P.49

Nous avons annoncé une joint venture avec Prayon afin de développer une nouvelle génération de matériaux pour batteries rechargeables.

Corée du Sud > P.49

Nous avons annoncé un investissement important dans la production de matériaux précurseurs pour batteries à Cheonan en Corée du Sud.

Visite VIP > P.64

Le Vice-Premier ministre chinois Li Keqiang a visité nos activités d'Hoboken en Belgique.

Gagnant > P.65

Notre technologie UHT a remporté le European Business Awards for the Environment dans la catégorie procédés.



Marc Grynberg
Administrateur Délégué

Thomas Leysen
Président

Revue du Président et de l'Administrateur Délégué

Le Président d'Umicore, Thomas Leysen, et l'Administrateur Délégué, Marc Grynberg, passent en revue les faits marquants et les progrès de 2012 et sont enthousiastes pour 2013 et au-delà.

Dans quelle mesure le contexte économique a-t-il été difficile pour Umicore en 2012 ?

MG : Le contexte économique a été très éprouvant et la situation n'a cessé de se dégrader au second semestre, en particulier en Europe. Il faut toutefois replacer les choses dans leur contexte : nous avons réussi à réaliser la deuxième meilleure performance financière de notre histoire, et ce malgré la détérioration de plusieurs de nos marchés finaux. C'est donc un point positif.

Cependant, les difficultés ont été et restent de taille. Sur certains marchés, la demande a chuté de manière assez considérable. C'est particulièrement le cas du marché photovoltaïque, où la demande de produits en couche mince et de concentrateurs est arrivée pratiquement au point mort. Sur d'autres marchés, tels que ceux de la construction et de l'automobile en Europe, nous avons également été confrontés à une baisse de la demande. Nous avons néanmoins plusieurs raisons de nous réjouir : nos activités Recycling ont réalisé une performance exceptionnelle, la demande de matériaux pour batteries a poursuivi sa forte croissance et les marchés automobiles

nord-américain et asiatique ont réalisé de bons résultats en 2012.

TL : En effet, il s'agit d'une belle performance dans un contexte difficile. Nous avons accru de façon significative nos dépenses en recherche et développement. Nous avons également investi massivement dans de nouvelles capacités technologiques et de production, en particulier dans les domaines d'Energy Materials et de Catalysis. Cette combinaison pèse évidemment sur notre assiette de coûts.

Comment Umicore trouve-t-elle l'équilibre entre ses ambitions de croissance à long terme et les pressions à court terme ?

MG : Nous allons continuer à nous concentrer sur nos ambitions de croissance, mais en restant très attentifs au contexte économique. Notre approche consiste à anticiper les pressions du marché et à être suffisamment flexibles pour nous y préparer et nous y adapter correctement. En 2012, cela a consisté à adapter notre périmètre de production dans les régions où la baisse de la demande du marché a été la plus forte. Étant donné que nous investissons dans divers projets de croissance, il est primordial

de surveiller nos coûts de près. Notre objectif ultime est d'être en mesure de réaliser nos objectifs de croissance et d'améliorer nos performances économiques d'un cycle économique à l'autre. Il ne s'agit pas de nous focaliser soit sur la croissance à long terme soit sur la gestion habile des conditions économiques : les deux sont nécessaires pour réussir.

TL : Umicore est en bonne santé, ce qui devrait lui permettre de sortir plus forte de la situation économique actuelle. L'entreprise génère de solides flux de trésorerie et son niveau d'endettement est très faible. Cette force financière devrait permettre au management de réaliser des investissements significatifs et sélectifs dans des secteurs de croissance clés sans recourir à un financement extérieur. Étant donné la santé financière de l'entreprise, le Conseil d'administration a autorisé la poursuite du rachat d'actions Umicore en 2013, et a également recommandé le paiement d'un dividende stable aux actionnaires. Le Conseil d'administration accorde pleinement sa confiance à la stratégie et à la capacité du management à assurer la réussite de l'entreprise à long terme.

La crise va-t-elle retarder la concrétisation des ambitions de croissance de Vision 2015 ?

MG : En 2010, je disais que Vision 2015 s'échelonnerait sur trois phases : la préparation, l'accélération et l'exécution. La crise économique actuelle nous a empêchés d'accélérer quand nous l'aurions souhaité dans certains domaines. La phase de préparation se prolonge

“Notre approche consiste à anticiper les pressions du marché et à être suffisamment flexibles pour nous y préparer et nous y adapter correctement.”

gera probablement en 2013. Les programmes à long terme sont maintenus. En fait, le plus important n'est pas que nous concrétisons nos ambitions de croissance un peu plus tôt ou un peu plus tard, mais que les moteurs à long terme restent en place. Rien de ce que j'ai pu observer en 2012 n'indique que les problèmes de disponibilité limitée des ressources, le besoin de véhicules plus propres et de méthodes plus durables de production et de stockage de l'énergie aient disparu: si quelque chose a changé, c'est leur degré d'urgence.

TL : Umicore a beaucoup investi dans l'innovation. Elle dispose d'une grande réserve de technologies très prometteuses. Comme Marc l'a dit, les grandes tendances auxquelles Umicore tente d'apporter des solutions n'ont pas disparu. Il va devenir de plus en plus important d'examiner l'évolution future de ces tendances et la façon dont Umicore se positionne au-delà de 2015. Il n'est pas question de minimiser l'importance des objectifs de Vision 2015, mais simplement de reconnaître que ces problèmes requièrent une approche s'étalant sur plusieurs années. Les études commerciales et technologiques menées par le Conseil d'administration vont toujours au-delà de l'horizon du programme stratégique actuel, car nous voulons que notre vision

des choses permette à Umicore de définir le cap le plus adéquat à long terme.

Avez-vous bien avancé dans la réalisation des objectifs environnementaux et sociaux de Vision 2015 ?

MG : Je suis très satisfait de l'évolution globale. Comme vous le savez, la sécurité fait partie des aspects auxquels j'accorde une attention particulière. Nous avons traversé une période où la sécurité ne s'est pas améliorée. Nous avons essayé d'inverser la tendance et de promouvoir une culture de la sécurité chez Umicore. Nous avons commencé à en récolter les fruits en 2012. Nous avons enregistré une réduction du nombre d'accidents et je suis convaincu que nous pouvons éradiquer tous les accidents du travail. Nous avons également bien avancé dans d'autres domaines: nous avons fait chuter l'impact des rejets de métaux ces deux dernières années, lancé des initiatives pour attirer et retenir les talents, amélioré la santé au travail et intensifié notre engagement en faveur du développement durable avec les fournisseurs. Les émissions de CO₂ sont le seul domaine peu satisfaisant; c'est essentiellement dû à l'abandon des sources à faibles émissions de carbone par des producteurs d'électricité dans certains

pays européens, une décision sur laquelle nous n'avons aucune prise.

TL : L'intégration du développement durable dans la réflexion stratégique d'Umicore n'est pas neuve. L'entreprise a commencé à gérer l'héritage environnemental de ses activités il y a plusieurs années. Entre 2006 et 2010, Umicore a pris des mesures pour s'assurer que tous les sites et business units abordaient de manière similaire les questions de performance énergétique, de développement du personnel et d'égalité des chances. Aujourd'hui, nous observons une transition nette vers une période axée sur la performance, portée par des objectifs sociaux et environnementaux ambitieux. Globalement, les progrès que nous avons réalisés en 2011 et 2012 sont très encourageants. J'ai également été satisfait

de voir qu'Umicore s'était vue récompensée de ses efforts dans de nombreux domaines durables en 2012. Toutefois, je sais que personne n'a l'intention de se reposer sur ses lauriers: nous savons tous qu'il y a encore beaucoup à faire.

Quelle a été la principale priorité du Conseil d'administration en 2012 ?

TL : L'année a été chargée, avec six réunions et un certain nombre de projets d'investissements à étudier et à approuver. De plus, nous avons effectué une étude complète du profil de risque et des systèmes de gestion d'Umicore, une analyse technologique, ainsi qu'un examen minutieux de la feuille de route et des performances d'Umicore en matière de développement durable. Pour moi, cette année a surtout



Scannez le QR code ou utilisez l'url pour voir la vidéo de Marc Grynberg à propos de la performance 2012
www.uminicore.com/reporting/ceoreview

Revue du Président et de l'Administrateur Délégué

été marquée par la visite des sites d'Umicore en Corée du Sud en juin, ainsi que du site de Hanau en Allemagne en septembre. Ce fut impressionnant d'observer les investissements actuellement réalisés par Umicore en Corée, mais aussi de rencontrer des clients du secteur des batteries, ainsi que le partenaire de notre coentreprise et les clients des activités de catalyseurs automobiles durant la même visite. En 2012, nous avons également accueilli Rudi Thomaes au sein du Conseil d'administration. Rudi a remplacé Guy Paquot, qui a pris sa retraite en avril au terme de sept années de bons et loyaux services. Lors de l'Assemblée générale en avril 2013, nous proposerons également deux nouveaux membres au Conseil d'administration : Barbara Kux, actuellement membre du Conseil d'administration de Siemens, et Frans Van Daele, ancien ambassadeur et chef de cabinet du Président du Conseil européen.

Que réserve l'année 2013 à Umicore ?

TL : Les investissements de croissance devraient se maintenir à un niveau élevé. Je m'attends à ce que mes collègues du Conseil d'administration et moi-même accordions une attention particulière à nos progrès relatifs à la réalisation des objectifs de Vision 2015. Concernant l'équilibre entre les nouveaux projets et ceux en cours, Marc et le Comité de direction ont estimé qu'il était nécessaire de se concentrer davantage sur les projets dont les chances de réussite

sont plus élevées. En même temps, le Comité de direction doit se pencher sur les activités dont les performances n'atteignent pas un niveau suffisant.

MG : L'une des priorités de 2013 sera de veiller à la réalisation sans faille de nos projets d'investissements de croissance, car nous nous préparons à un essor de la demande de nouveaux secteurs, tels que les catalyseurs HDD ou les matériaux pour batteries des véhicules électriques. Chez Recycling, nous avons entamé un programme important visant à supprimer les goulots d'étranglement dans le processus et nous devrions bientôt être en mesure de définir les prochaines étapes de l'expansion. Ceci dit, 2013 devrait être une année difficile pour l'industrie. Durant les premiers mois de l'année, nous n'avons perçu aucun signe concret d'amélioration sur nos marchés finaux. Nous continuerons à travailler de façon pragmatique et ciblée afin de réduire nos coûts fixes et nos besoins en fonds de roulement, pour nous assurer que toutes les activités atteignent des niveaux de rentabilité durables. Nous continuons également à être sélectifs au niveau de nos projets d'investissement. Il sera essentiel de trouver le bon équilibre entre la poursuite de nos ambitions à long terme et la gestion quotidienne des activités. Nos collègues au sein d'Umicore ont fait preuve de beaucoup de persévérance et de créativité. En 2013, nous tirerons parti de ces qualités pour transformer les défis en opportunités.

"Umicore a beaucoup investi dans l'innovation. Elle dispose d'une grande réserve de technologies très prometteuses.."

"L'une des priorités de 2013 sera de veiller à la réalisation sans faille de nos projets d'investissements de croissance.."



Le Conseil d'administration d'Umicore visite la Corée du Sud

En juin, le Conseil d'administration a visité les opérations d'Umicore en Corée du Sud. La visite de deux jours a fourni au Conseil de nouvelles informations sur les activités d'Umicore dans le pays, en particulier sur les matériaux pour batteries rechargeables et sur les catalyseurs automobiles. Les membres du Conseil n'ont pas seulement visité les opérations d'Umicore et celles de sa joint venture dans le domaine des

catalyseurs automobiles, Ordeg, ils ont également rendu visite à d'importants clients de l'industrie automobile et du domaine des batteries. Umicore dispose d'une présence industrielle en Corée du Sud depuis 1987 et ses activités n'ont cessé d'y croître depuis lors.

Performance économique

Claudio Calardini, Toufik Essaghir,
Jérémie Seelke, Frédéric Cuny,
Gael Mahé Florange, France





Malgré un climat économique difficile, 2012 a été la seconde meilleure année jamais enregistrée pour Umicore.

Umicore a enregistré une performance solide en 2012 malgré le ralentissement de la demande sur de nombreux marchés, surtout au second semestre de l'exercice.

Les bénéfices ont accusé un recul en glissement annuel, d'une part, en raison d'une conjoncture économique plus difficile, d'autre part à cause de charges d'amortissement et de dépenses R&D liées à nos initiatives de croissance dans le cadre de Vision 2015. Nous avons continué à générer de bons rendements ainsi que des flux de trésorerie positifs. Notre structure de capital est restée très solide, et nous avons encore pu réduire notre endettement au cours de l'exercice.

Revenus, bénéfices et rendements (Voir graphiques p.14-15)

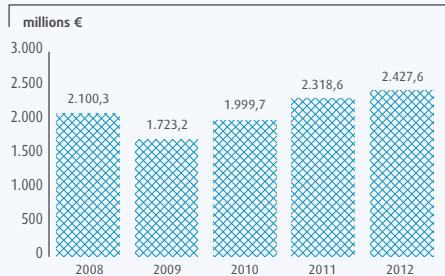
Les revenus ont augmenté de 5% par rapport à 2011, pour atteindre € 2,4 milliards. Ces résultats s'expliquent surtout par une augmentation des volumes de vente chez Catalysts et Recycling. Les revenus ont baissé au second semestre de l'exercice par rapport au premier semestre, la récession économique commençant à peser davantage sur nombre de nos activités.

Notre chiffre d'affaires (métaux inclus) a baissé de 13% d'une année par rapport à l'autre. Ce recul

est imputable au repli des livraisons physiques de métaux chez Precious Metals Management ainsi qu'à la baisse des volumes de couverture et de négoce au sein de la même business unit. Pour Umicore, les revenus sont une mesure plus significative de la performance "top line" que le chiffre d'affaires, car ils excluent le prix des métaux répercutés sur les clients.

L'EBIT récurrent a reculé de 11% par rapport à 2011, à € 372 millions, traduisant un contexte économique plus difficile, en particulier au second semestre. Nous avons aussi dû faire face à une pression accrue sur les marges en raison d'un mix produits et d'une répartition géographique moins favorables. L'intensification du contexte concurrentiel dans beaucoup d'activités a induit une pression sur les primes. Le prix des métaux a aussi eu un effet moins porteur qu'en 2011. Chez Catalysts, l'EBIT récurrent a progressé moins vite que les revenus, principale-

REVENUS (HORS MÉTAL)



EBIT RÉCURRENT & ROCE



ment à cause d'un changement de la répartition géographique des ventes chez Automotive Catalysts. Chez Energy Materials, l'EBIT récurrent a été réduit de plus de moitié suite au ralentissement économique et à des conditions défavorables dans certains marchés finaux spécifiques, en particulier le photovoltaïque. Chez Performance Materials, l'EBIT récurrent a chuté de 19%, principalement à cause de volumes de vente plus faibles, toutes business units confondues, à l'exception des activités de galvanoplastie. Chez Recycling, l'EBIT récurrent a diminué de 3%, d'une part en raison de conditions moins favorables sur les marchés finaux de Jewellery & Industrial Metals, d'autre part à cause d'une contribution moindre des activités de négoce de métaux précieux. Les frais nets récurrents du Groupe ont été légèrement supérieurs à ceux de 2011, pour s'établir à € 50 millions, et ce en raison de dépenses R&D plus élevées au niveau du Groupe. Pour plus de détails sur la performance économique des différents business groups, reportez-vous aux pages 38 à 67.

Les éléments non récurrents ont eu un impact négatif de € 47 millions sur l'EBIT. La majeure partie (€ 42 millions) est liée à des ajustements dans le périmètre de production et la réduction des effectifs qui y est associée ainsi qu'à des réductions de valeur. Ce montant concerne principalement Energy Materials, en réponse à un marché plus difficile, pour le photovoltaïque en particulier. Umicore a également comptabilisé des provisions environnementales de € 2 millions principalement liées au projet d'assainissement des sols en cours à Viviez, France. Les réductions de valeurs sur stock permanent, résultant d'une baisse des prix des métaux, se sont élevées à € 3 millions. L'impact de ces charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) était de € 40 millions.

Les règles comptables IAS 39 ont exercé un effet positif de € 3 millions sur l'EBIT et un impact négatif de € 2 millions sur le résultat net (part du Groupe). Cela s'explique par les différences de timing qu'impose l'IFRS, principalement

dans les couvertures transactionnelles et structurelles des métaux et des devises. Tous les impacts de l'IAS 39 dans le compte de résultats sont hors trésorerie.

Les amortissements relatifs aux immobilisations corporelles et incorporelles s'élèvent à € 152 millions, contre € 137 millions en 2011. Cette hausse est due à la finalisation de plusieurs nouveaux investissements en 2012. L'EBITDA récurrent global a reculé de 5% pour atteindre € 524 millions.

Les capitaux engagés moyens ont été conformes à ceux de 2011. Le rendement des capitaux engagés (ROCE) a atteint 16,7%, contre 18,6% en 2011. Afin de remettre ceci dans le contexte, notre objectif est de générer un rendement des capitaux engagés supérieur à 15%

dans le cadre de notre stratégie Vision 2015.

Charges financières & impôts

Les charges financières nettes récurrentes s'élèvent à € 23 millions, soit une diminution de € 6 millions par rapport à 2011. La différence s'explique principalement par la baisse des taux d'intérêt, dont la moyenne pondérée pour la période est tombé à 1,9%.

La charge fiscale récurrente sur la période s'est élevée à € 67 millions. Le taux d'imposition récurrent réel global s'est établi à 20,6%, soit à un niveau légèrement supérieur à celui de 2011.

Flux de trésorerie

Le cash-flow net d'exploitation total s'est élevé à € 416 millions. Le besoin en fonds de roulement est resté relativement stable sur la période. Le montant total des impôts payés en 2012 s'élève à € 94 millions et comprend les paiements cash d'impôts provisionnés durant les périodes précédentes. En 2012, le cash-flow net total avant financement est resté positif à € 150 millions.

Évolution de la dette nette financière

À la fin 2012, notre dette financière nette s'élevait à € 222 millions, contre € 267 millions pour l'exer-

"Umicore a continué de générer des flux de trésorerie positifs et a encore renforcé sa structure de capital."

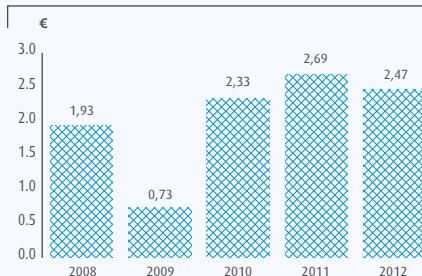
Performance économique

cice précédent. Compte tenu de capitaux propres à € 1 806 millions, le ratio d'endettement (dette financière nette / (dette financière nette + capitaux propres du Groupe)) est de 11%. Le ratio dette nette / EBITDA récurrent à la fin de l'année était similaire à celui de 2011, soit 0,5x. L'obligation qu'Umicore a émise en 2004 pour un montant de € 150 millions est arrivée à échéance en février 2012 et a été remboursée à partir des emprunts bancaires syndiqués existants.

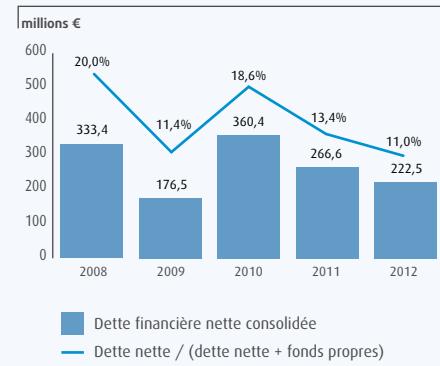
Dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont atteint € 253 millions, contre € 213 millions en 2011, soit une hausse de 19%. La majorité des investissements concerne des domaines en relation directe avec notre stratégie Vision 2015. Les investissements ont enregistré une hausse significative chez Catalysis en raison, d'une part de l'augmentation de capacité pour les véhicules légers et les diesels poids lourds en Chine et en Europe, d'autre part de construction de centres de développement technologique en Chine, au Japon et au Brésil. Chez Energy Materials, le niveau d'investissement est resté élevé conséquence de la poursuite des expansions de capacité de production chez Rechargeable Battery Materials. Les investissements ont été quelque peu inférieurs chez Performance Materials. Chez Recycling, les investissements se sont maintenus à un niveau élevé, suite à de l'expansion des installations d'échantillonnage et des nouvelles installations de traitement de l'eau et des émissions gazeuses à Hoboken (Belgique).

BÉNÉFICE PAR ACTION RÉCURRENT



DETTE NETTE FINANCIÈRE

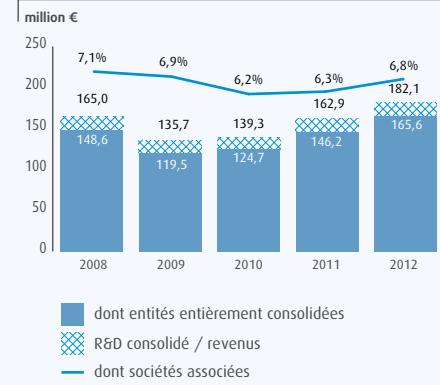


■ Dette financière nette consolidée
— Dette nette / (dette nette + fonds propres)

INVESTISSEMENTS

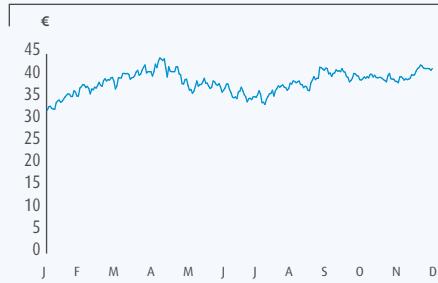


DÉPENSES DE R&D

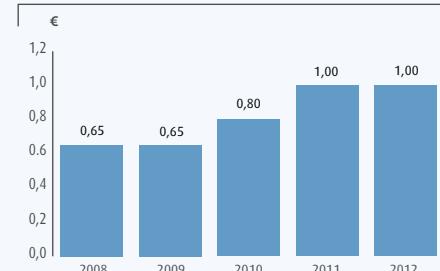


■ dont entités entièrement consolidées
▨ R&D consolidé / revenus
— dont sociétés associées

COURS DE L'ACTION



DIVIDENDE BRUT





Regardez la vidéo sur
www.uminicore.com/reporting/InnovationAward



En juin 2012, nous avons organisé la cérémonie des Umicore Innovation Awards 2012. 17 finalistes répartis en six catégories ont pris part à la cérémonie qui met à l'honneur les innovateurs au sein de la société.

umivation
innovation at umicore

Recherche, développement et innovation

Les dépenses de R&D ont atteint € 182 millions, soit une hausse de 11% par rapport à 2011. Cela correspond à 6,8% des revenus (hors dépenses des sociétés associées de l'ordre de € 17 millions). Les frais de développement capitalisés se sont élevés à € 18 millions.

La majorité de la hausse est à mettre à l'actif de Catalysis et de Recycling. Les dépenses ont augmenté de 14% chez Catalysis. Ceci s'explique par des dépenses plus importante chez Automotive Catalysts, qui se prépare à de futurs changements de législation et étend son champ d'action au secteur des poids lourds (HDD). La première consolidation des activités japonaises a également eu un effet moins important au dernier trimestre de 2012. Chez Recycling, les dépenses de R&D ont augmenté de 32%, suite à la disponibilité de la ligne pilote sur l'ensemble de l'année. Cette installation située à Hoboken a alterné le dévelop-

pement technologique et des essais de recyclage de batteries et d'autres matériaux potentiellement recyclables. Les dépenses de R&D se sont également accrues chez Performance Materials surtout chez Element Six Abrasives. Chez Energy Materials, un montant plus faible a été rapporté. Au niveau Corporate, les dépenses de R&D ont légèrement augmenté. Les activités dans le domaine des piles à combustible, repris dans la partie Corporate, ont encore progressé en 2012. La coentreprise SolviCore a intensifié ses activités de recherche et développement et a conclu d'avantage de partenariats commerciaux dans les applications stationnaires et automobiles avec, entre autres, le démarrage d'un projet avec un constructeur automobile allemand, financé sur quatre ans. Dans le domaine de la génération d'hydrogène où SolviCore fournit des produits pour les postes de remplissage d'hydrogène, elle a entamé un projet financé portant sur le stockage énergétique grâce à la technologie "power to gas" (conversion de la production électrique en gaz). En

septembre, SolviCore a lancé une nouvelle gamme de produits AME (Assemblage membrane-électrode) baptisée Greenerity™, destinée aux applications de piles à combustible et d'électrolyse.

Ces deux dernières années, Umicore a aligné sa définition de la recherche et du développement au sein de la société sur le manuel de Frascati, reconnu au niveau international. Les montants des dépenses en R&D pour 2011 et pour le premier semestre 2012 ont donc été ajustés en fonction.

En 2012, Umicore a déposé 45 nouvelles familles de brevets, soit un nombre similaire à celui de 2011.

Nous avons hiérarchisé les programmes R&D pour mieux soutenir nos ambitions Vision 2015. Nous accordons la priorité au développement de matériaux et processus novateurs chez Catalysis, Recycling et Energy Materials. En vue d'assurer la qualité du déploiement et la vitesse d'exécution, le Comité de direction a axé ses études technologiques en 2012 sur les dix projets d'innovation majeurs s'inscrivant parmi dans sa Vision 2015. Ces dix projets concernent des technologies produits dans le domaine de la catalyse automobile, de la catalyse pour piles à combustible et des matériaux pour batteries rechargeables. Ils comprennent également les technologies de recyclage ainsi que des procédés de production de catalyseurs, de matériaux pour batteries rechargeables et de matériaux en couche mince. En 2012, le Comité de direction a procédé à 14 études technologiques spécialisées, la plupart axées sur ces 10 projets prioritaires.

En juin s'est tenue la troisième édition des Umicore Innovation Awards. Elle a marqué le point d'orgue d'un processus d'un an visant à identifier et récompenser l'excellence en innovation au sein d'Umicore. 44 dossiers de candidature ont été soumis, dans cinq grandes catégories : l'amélioration des procédés techniques, l'amélioration des procédés non techniques, le développement de nouvelles activités, l'environnement, la santé et la sécurité, ainsi que les science et technologie. Deux prix spéciaux du jury ont été décernés à des candidatures présentant une orientation client particulière ou démontrant l'adoption de concepts ou de pratiques d'excellence déjà en œuvre dans une autre business unit d'Umicore. Vous pouvez voir un résumé au sujet des Innovation Awards 2012 en scannant le QR code en haut de la page.

En 2012, dans un cadre d'innovation ouverte, nous avons encore intensifié notre réseau de partenariat avec des universités et des instituts de recherche du monde entier. Nous avons accueilli en stage près de cent étudiants de Bachelor et de Master et avons parrainé directement 26 doctorants au cours de leurs études. Umicore occupe quatre chaires de professeurs invités dans diverses universités. Les chercheurs et techniciens d'Umicore ont donné plusieurs conférences dans des établissements universitaires à travers le monde. Nous entretenons aussi de nombreux partenariats universitaires dans la recherche et le partage des services et infrastructures. En 2012, nous avons établi une charte de l'innovation en collaboration avec l'Université de Hasselt (Belgique). Elle a pour objet les recherches dans les technologies de

Performance économique

stockage énergétique. La charte a été signée le 17 janvier 2013. Nous avons aussi scellé des partenariats avec la Katholieke Universiteit Leuven (KUL), l'université de Gand et le TNO en vue du lancement d'une plate-forme minière urbaine au Benelux, dans le giron de l'Institut européen d'innovation et de technologie (EIT). Sur notre site de Hanau, nous avons aussi convenu d'accueillir le groupe de projet Fraunhofer, qui étudie les cycles de vie des matériaux et les stratégies en matière de ressources.

En avril s'est tenue la sixième édition des Umicore Scientific Awards. Le prix "Thèse de doctorat" est allé à Niels Verellen de la KUL. Il a consacré ses travaux dans le domaine des nanomatériaux plasmoniques. La candidature de Niels figurait parmi 28 dossiers envoyés des quatre coins de l'Europe. Le prix principal est décerné à un docteur qui, par la qualité de ses recherches, fait progresser la science dans les domaines essentiels à la croissance de l'activité d'Umicore et contribue au développement d'une société durable. Ces domaines sont les suivants : la technologie et les applications des particules fines, la technologie des composés métalliques (par ex. le recyclage), les thèmes liés à aux énergies renouvelables, la catalyse et, enfin, les questions sociétales ou économiques liées aux composés métalliques. Trois autres prix sont venus récompenser des étudiants de Master.

L'action Umicore

En 2012, les marchés boursiers se sont redressés, après la décroissance du second semestre 2011. Cette reprise a contrasté avec la conjoncture économique plus difficile tout

au long de l'année notamment imputable à la politique monétaire menée par les États-Unis et l'Europe, où les faibles taux d'intérêt ont incité les investisseurs à investir sur les marchés boursiers.

En 2012, le cours de l'action Umicore s'est apprécié de 31%, passant de € 31,87 à € 41,69, soit 8% de mieux que l'indice Dow Jones Specialty Chemicals en valeur relative et corrigée des fluctuations de change. Le cours de l'action a dépassé de 10% son indice local, le BEL20. Durant l'exercice, nous avons conservé notre place dans l'indice FTSE4Good sustainability et dans plusieurs autres fonds durables.

À la fin 2012, trois sociétés d'investissement ont déclaré détenir des participations dans Umicore supérieures au seuil de déclaration de 3%. À la fin de l'exercice, l'actionnariat regroupant l'ensemble de ces déclarations équivalait à 11,32%. En 2012, Umicore a affecté 1.106.040 actions propres à l'exercice d'options sur actions du personnel. 24.450 autres ont servi à l'octroi d'actions aux membres du Conseil d'administration et du Comité de direction. À la fin de l'exercice, nous en détenions 8.113.448, soit 6,8% de nos actions propres en trésorerie.

Si l'affectation du résultat proposée est approuvée, un dividende brut de € 1,00 par action sera attribué au titre de l'exercice 2012. En tenant compte du dividende intermédiaire de € 0,50 payé en septembre 2012, un montant différentiel brut de € 0,50 sera donc mis en paiement le 8 mai 2013.



En avril, Niels Verellen, de la KUL (Katholieke Universiteit Leuven), a remporté le Umicore Scientific Award d'une valeur de 10.000 euros, pour sa thèse dans le domaine des nanomatériaux plasmoniques. La candidature de Niels figurait parmi 28 dossiers envoyés des quatre coins de l'Europe.

Denis Goffaux, CTO d'Umicore, a commenté : "La recherche universitaire fondamentale joue un rôle majeur dans le secteur industriel et la société tout entière. Le monde a besoin de plus de scientifiques talentueux comme Niels. Je suis fier de lui remettre le Umicore Scientific Award 2012. Son travail est important, car il pose les bases pour la conception et la compréhension de nouveaux nanosystèmes plasmoniques plus avancés, avec des applications potentielles au niveau, notamment, des capteurs chimiques et biologiques."

Le prix principal est décerné à un docteur qui, par la qualité de ses travaux, fait progresser la science dans les domaines essentiels à la croissance de l'activité d'Umicore et à la construction d'une société durable. Ces domaines sont les suivants : la technologie et les applications des particules fines, la technologie des composés métalliques (par ex. le recyclage), les thèmes liés aux énergies renouvelables, la catalyse et, enfin, les questions sociétales ou économiques liées aux composés métalliques.

Depuis son lancement en 2007, Umicore et ses partenaires ont examiné plus de 200 candidatures et récompensé 23 scientifiques à travers l'Europe, et ce à hauteur d'environ 100.000 euros.

Accédez directement aux chiffres



Coup d'accélérateur pour le HDD



Performance économique

CASE

Des règles plus strictes vont entrer en vigueur dans le monde entier afin de réduire les émissions des moteurs diesel de poids lourds (HDD). Automotive Catalysts se prépare à saisir cette opportunité de croissance.

Les moteurs diesel pour poids lourds (HDD) propulsent les camions, les bus, les tracteurs et les engins de chantier. Dans les années 90, le secteur démarre d'importants programmes de modernisation aux États-Unis. En 2005, Umicore décide de se positionner sur ce marché prometteur et a depuis continuellement consolidé ses activités dans le domaine du HDD. "Maîtriser les nouvelles technologies exige beaucoup de temps et d'efforts. Il ne s'agit pas de se contenter d'optimiser les applications diesel pour véhicules légers", déclare Marcus Pfeifer, Global Technical Product Manager Heavy-Duty Diesel.

La législation, moteur de croissance

Ces dernières années, la clientèle d'Umicore n'a cessé de s'étoffer. Nos technologies de réduction des émissions des véhicules HDD se révèlent extrêmement compétitives. De nouvelles normes plus strictes en matière d'émissions

HDD entrent en vigueur, dans le monde entier. En Europe, la norme Euro 6 sera d'appllicable cette année, tout comme la législation C4 en Chine.

Ce durcissement de la législation à l'échelle mondiale représente une opportunité de croissance pour Umicore, surtout en Europe et sur les marchés émergents. "Cette évolution est synonyme d'une plus grande complexité technologique. En 2000, il existait trois technologies catalytiques. À l'heure actuelle, nous proposons plus de 20 solutions pour les moteurs diesels légers et pour poids lourds." ajoute Marcus. Pour satisfaire la demande croissante, Umicore possède des capacités de production HDD partout dans le monde et a investi dans des lignes HDD spécialisées en France et en Chine.

Travailler avec les clients

Le succès rencontré par Umicore dans le domaine des catalyseurs

automobiles repose principalement sur la compréhension des besoins du client grâce à des partenariats. Une équipe d'optimisation a été mise en place en interne. Elle réunit des équipes issues de Research & Technology, Industrialisation et Production & Process Development, en vue de développer les compétences technologiques et les capacités de production. En parallèle, nos équipes commerciales dédiées présentent les produits aux clients, potentiels et existants. Le partenariat à long terme avec l'Institute for Internal Combustion Engines and Powertrain Systems, qui fait partie de l'Université de Darmstadt, en est un bel exemple. Depuis plusieurs années, l'Institut réalise des bancs d'essai de moteurs HDD très sophistiqués pour Umicore.

Marcus souligne l'importance de tels partenariats: "Les constructeurs de camions sont toujours plus nombreux à nous fournir des prototypes de moteurs pour mettre au point, ensemble, des solutions catalytiques correspondantes. Cette coopération est un indice supplémentaire de notre réputation grandissante sur le marché du HDD."

Une entreprise où il fait bon travailler

A photograph showing several people walking through a modern office building. In the foreground, a man in a dark blazer and glasses walks towards the camera. Behind him, a woman in a black jacket and glasses, a man in a blue shirt, and a woman in a purple top are also walking. The office has large windows and a high ceiling.

Michael Lachmann,
Franziska Zimmer, Thomas Alt,
Carolin Fischer Hanau, Allemagne



Une entreprise où il fait bon travailler



**En 2012,
85%**
de nos sites n'ont enregistré aucun accident avec arrêt de travail.

En 2012, nous avons progressé dans de nombreux domaines. Nous avons enregistré des progrès notables au niveau de notre performance dans le domaine de la santé et de la sécurité.

Zéro accident (Voir graphiques p.22-23)

Bien qu'il soit souvent complexe de comparer les statistiques de sécurité de plusieurs sociétés, il est évident que la performance en matière de sécurité d'Umicore figure parmi les meilleures de son secteur. L'objectif 2015 de zéro accident avec arrêt de travail atteste notre volonté de faire toujours mieux et de ne pas considérer l'accident comme inévitable.

En 2012, notre performance en matière de sécurité a progressé, après une période de stagnation.

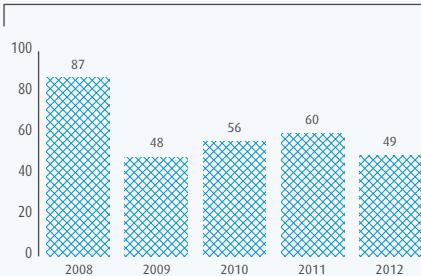
Le nombre total d'accidents avec arrêt de travail est passé de 60 en 2011 à 49 en 2012. Cette amélioration s'est aussi traduite au niveau du taux de fréquence, en baisse de 3,61 à 2,86, soit notre meilleur résultat à ce jour. Le taux global de gravité des accidents est cependant resté stable à 0,11. Près de la moitié des accidents sont survenus sur des sites du business group Recycling.

Cette amélioration des performances est un signe que les mesures de sécurité, initiées ou maintenues en 2011 et 2012 en vue d'encourager l'enracinement d'une

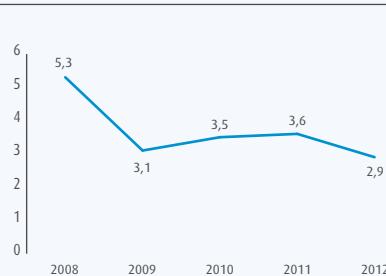
culture de sécurité, commencent à porter leurs fruits. En outre, cette constatation est renforcée par le fait que 85% de nos sites n'ont enregistré aucun accident en 2012.

Nous avons décerné notre second prix de la sécurité à Thomas Alt. Le jury a sélectionné le gagnant parmi 87 dossiers de candidature, soit plus de 400 personnes. Ce prix a pour but d'inciter les travailleurs à s'engager en faveur de la sécurité sur leur lieu de travail et de favoriser le partage des meilleures pratiques au sein d'Umicore. Nous avons également organisé des concours de sécurité à l'échelle locale : 199 collègues ont été nominés. En marge des prix individuels, nous avons instauré une récompense au niveau des sites. Nous distinguons les sites qui affichent plus de trois ou cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant

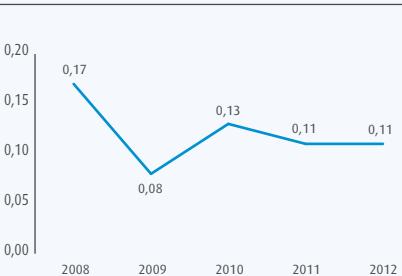
ACCIDENTS AVEC ARRÊT DE TRAVAIL



TAUX DE FRÉQUENCE DES ACCIDENTS



TAUX DE GRAVITÉ DES ACCIDENTS



des sous-traitants. À la fin 2012, neuf sites avaient inscrit trois ans sans accidents à leur palmarès, et six d'entre eux, cinq ans. Le témoignage à la page 25 décrit les mesures prises à Vicenza pour atteindre ce record exceptionnel en matière de sécurité.

D'autres initiatives ont été lancées ou intensifiées. Il s'agit principalement de programmes de sensibilisation adaptés aux besoins de chaque site. Ils comptent à la fois des projets élaborés en interne et des programmes externes tels que SafeStart®.

Développement des travailleurs

En tant qu'employeur, nous avons le devoir de donner à nos collègues l'occasion de s'épanouir et de se développer. Cette approche peut revêtir de multiples aspects tels que des possibilités d'apprentissage et de développement, un feedback régulier, la gestion des talents et des plans de succession. Un des objectifs à atteindre à l'horizon 2015 est que tous les travailleurs soient évalués quant à leur déve-

loppement personnel, au moins une fois par an.

En 2011, 87% des travailleurs avaient déjà bénéficié d'une évaluation. À la fin 2012, ce pourcentage avait atteint 92%. Les progrès enregistrés concernent l'ensemble des business groups et des zones géographiques (à l'exception de l'Afrique du Sud et de l'Amérique du Sud, qui avaient atteint les 100% en 2011).

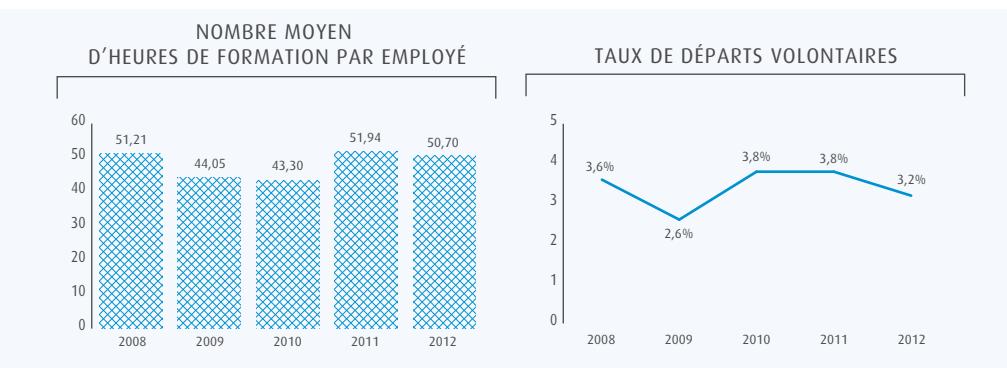
L'intensité de la formation est un indice du développement du personnel. En 2012, le nombre d'heures de formation moyen par travailleur a atteint 50,72 heures, contre 51,94 heures en 2011. Ce chiffre s'explique par un niveau de formation quelque peu inférieur en Asie par rapport aux niveaux élevés de 2011, qui prenaient en compte de l'initiation et de la formation des nouvelles recrues dans le cadre de nouveaux investissements de croissance. Sans tenir compte de cet impact, le niveau de formation par travailleur a été largement similaire d'une année sur l'autre. En 2012, nous avons encore mis l'accent sur la formation sur le terrain, où

l'apprentissage mise sur la pratique et/ou est intégré dans l'environnement de travail quotidien. Ceci inclus par exemple la visite de formation des opérateurs de l'usine d'Automotive Catalysts à Karlskoga (Suède) sur le site de Rheinfelden en Allemagne ou l'organisation régulière de séminaires "Lunch and Learn" par l'Umicore Technical Academy. Lors de ces séminaires, des experts internes d'une discipline mettent à profit la pause de midi pour présenter certains sujets techniques ou autres.

En 2012, nous avons développé une nouvelle plate-forme d'apprentissage (My Campus). Son déploiement a été entamé début 2013. Cette plate-forme vise à créer un lieu de travail plus collaboratif. Cet aspect avait été identifié comme un domaine de développement capital dans l'Enquête d'opinion 2010. My Campus fournit une plate-forme en ligne destinée aux travailleurs qui peuvent y gérer les formations les plus variées, du développement personnel à la gestion des talents. C'est aussi un outil de réseau collaboratif.



Une entreprise où il fait bon travailler



Nous avons également poursuivi notre inventaire des compétences et des talents pour les catégories de fonctions communes à toutes les business units. Le cadre de compétences destiné aux professionnels des finances d'Umicore a été finalisé en 2012. Nous avons aussi créé une nouvelle plate-forme pour l'ensemble des fonctions

“Umicore a été reconnue comme top employeur en 2012 et a fait de nouveaux progrès au niveau du développement des travailleurs.”

commerciales d'Umicore. Les deux objectifs principaux de cette plate-forme sont, d'une part d'encourager le partage des meilleures pratiques, toutes business units confondues, d'autre part d'étendre le recensement des compétences et des aptitudes aux professionnels de la vente et du marketing dans l'ensemble de l'entreprise. Nous avons procédé à une enquête sur la gestion des talents en Amérique du Nord, en prélude à la grande

enquête prévue en 2013 à l'échelle du Groupe.

Employeur attrayant

Attirer et conserver les talents est un défi de plus en plus dur à relever, surtout dans les secteurs à prédominance technologique comme ceux où Umicore évolue.

que les principaux sites allemands font partie des Top Employers nationaux. Les sites belges et allemands ont pris des mesures d'employeur branding pour mettre en avant les qualités d'employeur d'Umicore. À la fin 2012, 76% des sites avait élaboré un plan en vue d'être considéré comme un employeur attrayant à son échelon local, contre 70% en 2011.

En 2012, le taux de rotation du personnel a diminué pour atteindre 3,20%, contre 3,84% en 2011. Comme les années précédentes (et conformément aux tendances régionales), le taux de rotation a été le plus élevé dans la zone Asie-Pacifique, où les marchés de l'emploi sont très souples et très compétitifs.

En 2012, de nombreux sites ont encouragé les travailleurs à prendre part à des activités de promotion de la santé et du bien-être. Parmi celles-ci figurent des courses caritatives (cf. chapitre Engagement avec les parties prenantes), des séances de bien-être sur le lieu de travail, des excursions sportives

Nos objectifs 2015 en vue d'être un employeur attrayant se fondent sur les résultats de l'enquête d'opinion 2010. Chaque site est censé disposer d'un plan en vue d'être considéré comme un employeur attrayant dans son contexte opérationnel. Dans certains pays, des programmes de ce type sont déjà en place. Ils offrent une visibilité et une reconnaissance élevées, surtout dans l'Union européenne. Tous les sites de Belgique et France ainsi



Umicore a été reconnue comme entreprise éthique

Umicore a été nommé parmi les sociétés les plus durables au monde par Ethisphere. Le classement se base sur sept indicateurs clés de performance tels que la citoyenneté, la gouvernance d'entreprise, l'innovation et les programmes de respect de l'éthique.

TAUX D'EXPOSITION 'TOUS BIOMARQUEURS AGGRÉGÉS'



pour le personnel et des examens médicaux gratuits.

Dans le cadre de la Convention de développement durable passée avec le syndicat international IndustriALL, nous avons accueilli une délégation du Comité de surveillance sur notre site de Tulsa (USA). Comme ce fut le cas lors des visites précédentes en Chine, au Brésil et en Afrique du Sud, nous avons échangé des informations sur des sujets tels que les conditions de travail, la formation, l'enseignement et les politiques sociales.

Exposition professionnelle

Umicore ne ménage pas ses efforts en vue d'éradiquer les maladies professionnelles et de promouvoir le bien-être au travail. Les principaux risques en matière de santé au travail sont liés, d'une part, à l'exposition à des substances dangereuses (principalement l'arsenic, le cadmium, le cobalt, le plomb, le nickel et les sels de

platine), d'autre part, à des risques physiques (en particulier les nuisances sonores). Nous avons fixé des valeurs de référence strictes pour l'exposition professionnelle aux substances potentiellement dangereuses. Basées sur les critères de l'ACGIH (American Conference of Government and Industry Hygienists), elles sont toutes nettement plus sévères que les limites légales des différents pays où nous déployons nos activités. L'objectif Vision 2015 en matière d'exposition professionnelle est de réduire à zéro le nombre de relevés individuels indiquant une exposition du travailleur supérieure aux niveaux définis en interne. S'ils ne sont pas nécessairement révélateurs d'un risque pour la personne concernée, ces dépassements sont des indications importantes de l'exposition, récente ou à long terme. Ils servent aussi à apporter de nouvelles améliorations sur les différents lieux de travail. Tous les travailleurs présentant un risque d'exposition professionnelle à l'un des métaux visés (arsenic, cadmium, cobalt, nickel, plomb et sels de platine) ou

à d'autres métaux font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail.

Au niveau du Groupe, nous avons relevé un dépassement de 4,3% en 2012, soit une réduction par rapport aux 5,2% de 2011. Ceci signifie que sur 4.511 relevés réalisés auprès de travailleurs exposés aux métaux susmentionnés (hors sels de platine) sur leur lieu de travail, 195 individus ont présenté au moins un relevé indiquant une exposition aux métaux supérieure à notre niveau cible. La plupart des travailleurs sont soumis à une analyse au moins deux fois par an. Le pourcentage de dépassement le plus important a été relevé chez Cobalt & Specialty Chemicals et Rechargeable Battery Materials, deux business units d'Energy Materials, qui ont enregistré pour le cobalt un taux de dépassement de 14,4%. Cependant, ce taux était de 22,1% en 2011. Il est donc manifeste que les mesures de contrôle mises en place par les business units commencent à avoir un impact positif sur le niveau des relevés en dépassement.

En 2012, une sensibilisation aux sels de platine a été diagnostiquée chez six travailleurs, qui ont été soit transférés dans un atelier exempt d'exposition à ces substances, soit équipés de tenues et d'équipements individuels offrant un niveau de protection accru. Umicore et le National Institute for Occupational Safety & Health (NIOSH) américain ont entamé une étude visant à évaluer l'efficacité des mesures préventives de réduction de l'exposition professionnelle à l'oxyde d'étain-indium (ITO) sur son site de Providence (USA).



Une entreprise où il fait bon travailler

CASE

“ La sécurité est l'un des objectifs de développement durable d'Umicore. L'année dernière, le site de Technical Materials, à Vicenza (Italie), a célébré plus de trois ans sans accident. Comment cette étape majeure de sécurité a-t-elle été atteinte ?

Environ la moitié des 55 travailleurs d'Umicore Vicenza travaillent dans des bureaux. Les autres sont employés dans les ateliers de production et les entrepôts. Paola Pesarico, Safety Manager, souligne que les risques au sein de Vicenza ne sont pas comparables à ceux des sites de fabrication plus grands. "Cela ne signifie pas pour autant que nous pouvons baisser la garde", signale-t-elle. "La fonderie des alliages de soudure est équipée d'installations à haute température, et l'entrepôt comporte également des risques."

Les risques sont partout

Le Warehouse operator Alessandro Pedrazzoli explique : "Il ne faut pas uniquement faire attention aux chariots élévateurs. Nous avons également des substances dangereuses, comme les détergents et certains produits chimiques corrosifs utilisés pour la galvanoplastie, pour lesquelles la vigilance est toujours de mise."

A cours des quatre dernières années, le site s'est attelé à sensibiliser son personnel à la sécurité, avec le soutien de l'équipe Global Sustainable Development de sa business unit. "Tous les mardis matin, je m'entretiens avec le responsable production et trois superviseurs au sein d'un groupe de sécurité", affirme Paola.

"Nous assurons le suivi d'actions correctives et débattons de nouvelles propositions."

Sécurité à l'écran

Les initiatives mettent l'accent sur la formation, le dialogue en interne et les indicateurs de sécurité. "Nous avons mis en place un système destiné à signaler les risques et à proposer des solutions. Cependant, l'avancée majeure s'est produite lorsque nous avons focalisé notre attention, auparavant centrée sur les procédures et réglementations, sur le changement de comportement."

La formation à la sécurité peut se concevoir comme un jeu.

"Nous avons réalisé deux films sur le thème de la sécurité", déclare Paola. "Une expérience passionnante. Nos travailleurs ont été des acteurs très enthousiastes." Le premier film a été consacré à la sécurité au sein de l'entrepôt. Le second a mis en scène des employés de bureau. Alessandro explique : "Mon rôle était d'apprendre aux travailleurs à traverser les zones de transit et de stationnement en toute sécurité."

Comment ces activités ont-elles changé l'attitude vis-à-vis de la sécurité au sein d'Umicore Vicenza ? "La sensibilisation à la sécurité progresse", répond Paola. "Nos managers montrent l'exemple. Désormais, chacun est activement impliqué et prend des engagements."



Scannez le QR code pour voir l'interview complète en ligne
[www.uminco.com/
reporting/vicenza](http://www.uminco.com/reporting/vicenza)

Paola Pesarico et Alessandro Pedrazzoli
Umicore Technical Materials

Une entreprise où il fait bon travailler rime avec sécurité





Greetje Janssens
Sampling & Analytical Laboratory

Rudy Leemans
Accounting, Control



Michiel De Coninck
Precious Metals Operations



Éco-efficacité

Nous avons à nouveau réduit l'impact des émissions de métaux dans l'eau et analysé le profil de durabilité de produits supplémentaires.

Les émissions de CO₂ du champ d'application 2 ont augmenté suite à une modification du mix énergétique intervenue chez certains fournisseurs d'électricité.

Émissions de CO₂ (Voir graphiques p. 28)

Les politiques publiques menées de par le monde ont pour ambition de répondre au changement climatique et de relever le défi lié à la réduction de l'empreinte carbone de la société. Cette volonté est traduite par des accords internationaux tels que le protocole de Kyoto, ainsi que par de multiples initiatives et engagements au niveau régional ou national. Umicore est présent dans de nombreux segments de produits et de services susceptibles de

répondre aux enjeux liés à l'énergie et à l'empreinte carbone de la planète. Notre stratégie Vision 2015 a identifié de grandes perspectives de croissance dans des secteurs associés à ces défis, notamment les véhicules électriques, le photovoltaïque et le recyclage.

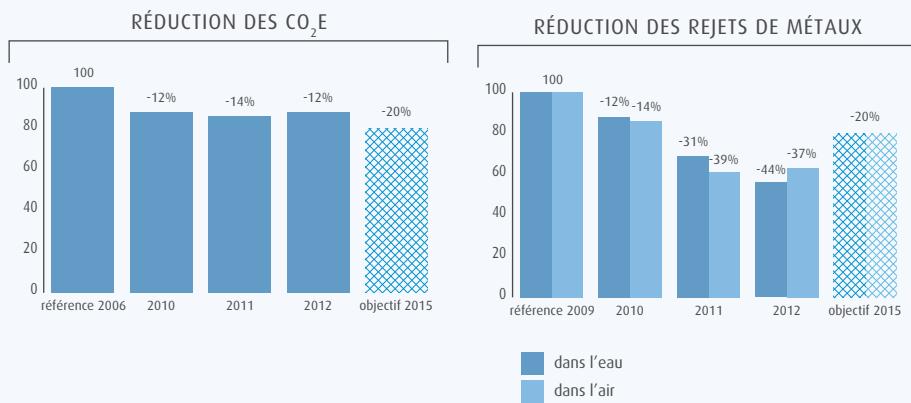
Dans nos activités, nous avons choisi de mener des actions spécifiques en vue d'alléger notre empreinte carbone et d'accroître notre efficacité énergétique. Afin de baliser cette approche, nous avons instauré, en 2011, une politique en

matière d'efficacité énergétique et d'empreinte carbone.

Son axe principal correspond à l'objectif au niveau du Groupe de réduire de 20% les émissions en équivalents CO₂ d'ici à 2015, par rapport à l'année de référence 2006 et en utilisant un même niveau d'activités qu'en 2006.

La politique revêt aussi d'autres aspects :

- **Investissements:** chaque investissement doit faire l'objet d'une analyse d'impact carbone.
- **Acquisitions:** nous nous engageons à intégrer les critères d'intensité carbone dans notre évaluation des acquisitions.
- **Personnel et mobilité:** tous les travailleurs sont encouragés à pratiquer une mobilité générant peu ou pas d'émissions de carbone.
- **Champ d'application 3 des émissions de CO₂:** nous



participerons activement au développement d'un système de comptabilisation adéquat du champ d'application 3 de nos émissions de façon à illustrer la contribution de nos produits et services à une économie à faible émission de carbone.

À la fin 2012, nous avions atteint une réduction de 12% par rapport à l'année de référence 2006, c'est-à-dire qu'à niveaux de production équivalents, nous avons émis 12% d'équivalents carbone en moins. À la fin 2011, cette réduction était de l'ordre de 14%. La différence s'explique presque intégralement par une modification du mix énergétique intervenue chez certains fournisseurs d'électricité de nos sites allemands et norvégiens. Le retrait du nucléaire en Allemagne et la décision des fournisseurs d'électricité norvégiens de vendre de l'hydroélectricité à d'autres pays européens se sont traduits par une augmentation de l'empreinte

carbone de l'énergie achetée par Umicore dans ces pays. Ce paramètre, qui n'est nullement du ressort d'Umicore, a eu un impact négatif sur le champ d'application 2. En excluant l'ajustement d'activités, nous avons enregistré une baisse de 3% des émissions en valeur absolue depuis 2006, contre une réduction de 6% à la fin 2011. Pour de plus amples informations, veuillez consulter la note E3 du rapport d'activité environnemental.

En 2012, nous avons mené à bien un programme d'évaluation sur les 25 sites contribuant le plus à nos émissions de CO₂. Son objectif était d'identifier de nouvelles pistes en vue d'améliorer l'efficacité énergétique et de réduire les émissions de CO₂. Nous avons retenu plus de 100 projets présentant un potentiel de réduction de l'intensité énergétique, des émissions de CO₂ et des coûts. La réalisation de notre objectif dépendra de la concrétisation d'une grande partie d'entre

eux ainsi que de deux initiatives sur des sites belges et chinois. Le changement de mix énergétique en Europe constitue un risque quant à la réalisation de notre objectif, étant donné que l'abandon de sources à faibles émissions de carbone dans certains pays a une incidence directe sur le champ 2 des émissions d'Umicore (cf. ci-dessus).

Sur certains sites, nous avons favorisé des mesures de réduction de l'empreinte écologique auprès du personnel. Les collaborateurs du siège bruxellois ont participé en masse à la "Semaine européenne de la mobilité", qui encourage l'usage des transports publics ou le recours au vélo au lieu de la voiture pour se rendre au travail. Sur le site de Hanau, nous avons participé au lancement d'une initiative de covoiturage avec la zone industrielle Wolfgang. Un service internet et une application mobile mettent

en relation les conducteurs et les passagers intéressés.

Rejets de métaux

Depuis des années, dans le cadre de notre approche de gestion environnementale, nous assurons un suivi des émissions et nous prenons des mesures pour réduire les rejets de métaux dans l'air et l'eau. Nos sites respectent les réglementations en vigueur et les limites autorisées dans les pays où nous sommes présents.

Chaque métal que nous rejetons présente un profil de toxicité potentielle très différent pour l'environnement et la santé humaine. Cela étant, nous avons formulé pour 2015 un objectif qui vise à réduire de 20% l'impact environnemental des métaux rejetés par rapport aux niveaux émis en 2009. Si notre priorité est de minimiser les rejets des métaux présentant la plus forte toxicité potentielle, nous prenons aussi des mesures pour réduire les volumes d'émission des autres métaux.

Nous avons eu recours à une méthodologie spécifique afin de déterminer l'impact des métaux dans l'air et l'eau. Pour les rejets dans l'air, nous nous sommes inspirés des valeurs maximales de concentration en milieu professionnel fixées par l'American Conference of Government and Industry Hygienists (ACGIH). Cette référence nous a permis de calculer les facteurs d'incidence sur la santé humaine. Pour les rejets dans l'eau, les facteurs d'incidence se basent sur la concentration prévisible sans effet pour les organismes vivants (PNEC), une mesure de l'écotoxicité

Éco-efficacité

Le produit ECOS ND15 d'Umicore est un exemple parfait de développement de nouvelles solutions visant à répondre aux défis environnementaux rencontrés par nos clients. (Voir l'étude de cas p.51)



Ecos ND 15

Umicore Specialty Materials Brugge NV
Kleine Patroekweg 82Bte-8000 Brugge



Grâce à sa ligne de produits à base de métaux précieux recyclés Butterfly™, Umicore est capable de fournir au marché nord-américain, une large gamme de produits de joaillerie et de métaux fins fabriqués à base d'or, d'argent ou de platine 100% recyclés. En plus de la certification par le Responsible Jewellery Council, les métaux précieux recyclés Butterfly™ font partie des initiatives d'Umicore en vue d'être reconnu en tant que source durable de métaux précieux.

CHAIRE INTERNATIONALE SUR LE CYCLE DE VIE

Umicore est fière de collaborer avec la Chaire internationale en analyse du cycle de vie qui mène des recherches sur l'impact des produits et des services sur notre société, du point de vue environnemental et sociétal pour chaque étape de leur cycle.

utilisée notamment par la réglementation REACH de l'UE.

En 2012, nos rejets de métaux dans l'air en termes de charge étaient de 16.901 kg, soit une augmentation de 22% par rapport à 2011, due essentiellement à plus d'émissions de zinc détectées sur les sites de Zinc Chemicals (Performance Materials). Parmi tous les métaux rejetés par Umicore, le zinc est celui ayant le plus petit impact sur la santé humaine. Pour cette raison, l'augmentation des rejets de zinc n'ont pas d'effet significatif sur l'impact global de nos rejets de métaux dans l'air. Catalysis et Energy Materials ont vu leurs charges d'émissions se réduire. Elles sont restées stables chez Recycling. En terme d'impact, nous avons enregistré une augmentation de 4% de l'impact environnemental de nos rejets de métaux dans l'air par rapport à 2011. Par rapport à l'année de référence 2009, nous avons enregistré une réduction de 37% à la fin 2012, contre un recul de 39% à la fin 2011. Cette légère baisse de performance est imputable à l'augmentation des émissions d'arsenic sur notre site de Hoboken (Recycling), qui s'explique par un changement du mix de matériaux en cours d'année. Un nouvel investissement dans une installation de purification des gaz devrait permettre de réduire nettement ces émissions dans les années à venir. En 2012, les autres business groups ont tous enregistré des progrès en termes d'impact par rapport à l'année précédente.

Nos rejets de métaux dans l'eau en termes de charge étaient de à 5.724 kg en 2012, soit une baisse de 1% par rapport à 2011.

Catalysis, Energy Materials et Performance Materials ont vu leur charge d'émissions reculer légèrement, une baisse largement neutralisée par l'augmentation des émissions au sein de Recycling. En termes d'impact des émissions de métaux dans l'eau, nous avons enregistré une réduction de près de 44% par rapport à 2009, notre année de référence. Par rapport à 2011, cette réduction est de l'ordre de 19%. D'une année à l'autre, le business group Recycling a apporté la contribution la plus significative, grâce à la réduction des émissions de thallium sur son site de Hoboken. Chez Energy Materials, le site d'Olen a encore réduit ses émissions d'argent en 2012. Chez Performance Materials, les émissions de cadmium ont encore baissé sur le site de Glens Falls. La réduction des émissions de nickel à Viviez a permis au business group d'apporter également une contribution importante à l'amélioration globale. Bien que, en valeur absolue, Catalysis soit le business group qui génère le moins d'émissions en termes d'impact, la réduction de ses émissions de nickel a été de l'ordre de 75% entre 2011 et 2012.

La poursuite du déploiement d'investissements mettant en œuvre de nouvelles technologies de maîtrise des émissions (telles que des stations d'épuration des eaux et des gaz à Hoboken) devrait nous permettre de réduire encore davantage l'impact de nos émissions de métaux dans l'eau et l'air dans les prochaines années.

Pour de plus amples informations sur les efforts de réduction consentis par chaque business group, consultez les pages 38 à 67.

Durabilité de produit

Nous sommes convaincus qu'il est essentiel d'entièrement comprendre l'impact de nos produits, et ce sur les plans écologique, social et économique. Conscients de cet enjeu, nous avons établi un objectif spécifique en matière de durabilité des produits dans le cadre de notre stratégie Vision 2015. Cet objectif nous impose d'investir dans des outils afin de mieux comprendre et mesurer les cycles de vie et les impacts de nos produits. Cette connaissance peut jouer un rôle capital pour prouver l'aspect durable de nos produits mis dans le marché, un élément au cœur de la différenciation des produits et des avantages concurrentiels pour certaines applications.

En 2012, nous avons encore développé et affiné notre méthodologie, qui combine notre savoir-faire interne aux meilleures pratiques du secteur dans ce domaine. Grâce à elle, nous avons élaboré un outil mesurant la durabilité de nos différentes gammes de produits et services. Nous nous sommes affiliés au Centre interuniversitaire de recherche sur le cycle de vie des produits, créé par l'Université de Montréal (www.ciraig.com). Nous faisons appel à un comité d'experts chargé de fournir, en toute indépendance, des avis scientifiques quant à notre approche.

Notre objectif est de tester six produits ou services, chaque année, de 2012 à 2015. Chaque business unit soumettra deux produits à l'étude. Nous disposerons ainsi à terme d'un profil de durabilité pour une part représentative de nos produits et services, en cours de développement, déployés sur des

marchés de niche ou susceptibles de devenir des produits et services phares d'Umicore. En 2011, nous avions procédé à des analyses pilotes sur trois produits et services et sur leur utilisation dans des applications spécifiques. En 2012, nous avons étendu la procédure à sept autres produits et services issus de Automotive Catalysts, Precious Metals Chemistry, Thin Film Products, Technical Materials, Building Products et Precious Metals Refining. À la fin de 2012, le nombre total des produits et services passés en revue à l'aide de l'outil représentait près de 10% des revenus d'Umicore.

En 2012, nous avons pu harmoniser l'établissement d'une base de données EHS standard pour tous les produits en cours de développement dans le cadre de l'enregistrement REACH. Les 571 fiches de données restantes (60% de l'ensemble des fiches requises) seront donc finalisées suivant le calendrier d'enregistrement des substances REACH. Certaines seront établies en 2013, et la majorité le sera d'ici à 2018. Pour de plus amples informations sur l'actuelle mise en conformité avec REACH, consultez la note E6 du rapport d'activité environnemental.



Éco-efficacité



Ricardo dos Santos Pereira,
Otaviano Teodoro da Silva,
Filho Telço Santos
Umicore Guarulhos

Une équipe en or

CASE



La conception d'un nouveau système de traitement des gaz pour les activités de raffinage de l'or de Guarulhos au Brésil s'est avérée être un défi de taille, relevé grâce à la collaboration de trois équipes.

Le procédé de raffinage de l'or mis en oeuvre à Guarulhos implique l'utilisation de plusieurs acides qui dégagent des fumées toxiques. Il faut traiter ces effluents gazeux afin de respecter la réglementation en matière d'émissions. Néanmoins, la capacité de ces installations de traitement était restreinte, ce qui limitait la production d'or.

"Il fallait trouver une solution", explique Eduardo Pierr, Industrial Manager à Guarulhos. "Le problème, c'est qu'il y a autant de systèmes de traitement des effluents gazeux que de procédés de raffinage. On ne peut pas se contenter d'ajouter un filtre." Après avoir étudié le problème et évalué les alternatives, il a été décidé de remodeler le système initialement mis au point pour un autre site d'Umicore, à Hoboken (Belgique).

D'une pierre deux coups

Maarten Quix, Project Manager à Hoboken, a donc eu l'occasion de s'envoler pour le Brésil. Trois équipes de Guarulhos, de Hoboken et du département Group R&D d'Olen (Belgique) ont travaillé de concert pour surmonter plusieurs obstacles.

L'un d'eux avait trait à la complexité du mélange d'effluents gazeux, à base d'oxydes d'azote (NO_x) et d'autres substances chimiques. La solution a consisté à subdiviser la technologie d'épuration en plusieurs étapes. "A posteriori, cela paraît simple", déclare Maarten, "Mais à l'époque, nous n'étions pas certains que cela serait possible." Le système a aussi été mis au point pour recycler les gaz en transformant les émanations nocives de NO_x en acide nitrique, valorisable dans le procédé de raffinage. "On a donc fait d'une pierre deux coups."

Ce système de pointe a été mis en service en 2012, en même temps que d'autres améliorations apportées dans différents secteurs de l'usine. "Dorénavant, nous pouvons produire de plus gros volumes en dégageant moins d'émissions", déclare Eduardo. "L'impact a été considérable et cela nous a remonté le moral."





Engagement envers les parties prenantes

Engagement envers les parties prenantes



L'initiative d'Umicore en faveur de l'approvisionnement durable a remporté un prix en 2012.

Les business units d'Umicore ont entamé la mise en œuvre de leurs projets d'approvisionnement durable. Nos dons ont atteint le même niveau qu'en 2011.

Chaîne d'approvisionnement durable

La charte d'approvisionnement durable précise les engagements d'Umicore envers ses fournisseurs en termes de pratiques et d'attitude. En retour, Umicore les invite à se conformer à des normes particulières en matière de bonne gouvernance environnementale, de code du travail et des droits de l'Homme, d'entreprise intègre et de chaîne d'approvisionnement.

Le département Purchasing & Transportation d'Umicore a été

jugé comme le plus indiqué pour déployer la première phase d'application étendue et systématique de ladite charte. L'expérience engrangée et les enseignements tirés de cette opération ont aidé les business units à mettre en œuvre cette charte.

La formation en approvisionnement durable a été l'une des premières étapes de la mise en pratique de la charte. Son but était de cerner les problèmes potentiels liés à la chaîne d'approvisionnement dans toute l'entreprise et de mieux les comprendre avec l'aide de professionnels des achats. La formation comportait un module d'apprentissage en ligne. Dans chaque business unit, le champion du développement durable a sélectionné des travailleurs invités à y participer (principalement ceux impliqués dans les procédures d'achat). Le module d'apprentissage en ligne a migré vers la plate-forme de



Des centaines de travailleurs de chez Umicore ont participé à différentes manifestations sportives dans un but caritatif. Ils ont pris part au marathon de Francfort, aux 20km de Bruxelles et à des jeux collectifs d'aérobics à Jiangmen.

gestion des formations My Campus (cf. page 22), élargie à l'ensemble du Groupe. Aucune formation n'a eu lieu en 2012, puisqu'il a été jugé plus utile de lancer une première vague de formation en 2013, après la migration.

Courant 2012, les centrales d'achat régionales en Belgique, en France, en Allemagne et au Brésil ont mis à jour leur sélection de "fournisseurs privilégiés" sur base de critères tels que l'importance, la situation géographique et le type de produit ou service fourni (dont ceux indispensables à la bonne marche des entités d'Umicore). Parmi les entreprises retenues par les centrales d'achat régionales, on trouve des fournisseurs de biens et de services et quelques fournisseurs de matières premières

(p. ex. métaux). Au total, 642 fournisseurs ont été sélectionnés, contre 601 à la fin 2011. À la fin 2012, 83% d'entre eux avaient officiellement marqué leur accord sur les termes de la Charte, contre 61% en 2011. Ils fournissent des biens et services indirects pour un montant de € 346 millions, soit 72% de nos dépenses totales en produits et services faites par notre département Purchasing & Transportation. Les fournisseurs de matières premières représentent environ € 272 millions, soit 72% des dépenses totales de matières premières de ces centrales d'achat en France et au Brésil.

Umicore a chargé Ecovadis d'évaluer la performance de 194 de ses fournisseurs en matière de développement durable. Cette procédure

a donné lieu à une fiche d'évaluation indiquant, d'une part un score global, d'autre part un score pour chaque catégorie de développement durable (environnement, travail, pratiques commerciales équitables et chaîne d'approvisionnement). Les points attribués vont de 1 à 10, 1 correspondant à un risque élevé en termes de développement durable. 46 fournisseurs n'ont pas répondu au questionnaire. Sur les 148 fiches d'évaluations reçues (soit l'équivalent de € 353 millions de biens et services fournis), 114 entreprises affichaient un score de 3 ou 4, qui traduit la mise en œuvre de mesures de base en matière de développement durable. Seules trois entreprises enregistraient un score inférieur ou égal à 2, soit un risque élevé. Dans l'ensemble, 31 entreprises se sont vu décerner un score supérieur à 4, ce qui signifie qu'elles disposent d'un "système de management durable approprié".

Toutes les fiches ont fait l'objet d'une évaluation en regard des quatre principes de développement durable énoncés dans la Charte d'approvisionnement durable et d'un ensemble de critères minimaux. Courant 2012, nous avons lancé un programme pilote avec 15 fournisseurs parmi les moins bien notés en vue d'établir et de mettre en œuvre un plan d'amélioration. Ces fournisseurs se sont

montrés désireux d'aborder l'aspect du développement durable avec Umicore. Plusieurs ont défini des mesures spécifiques en vue d'améliorer leur performance en cette matière. Durant les séances d'information, comme ce fut le cas en 2011, nous avons pris conscience que le faible résultat était notamment imputable au manque de documentation fournie pour étayer les griefs formulés dans l'évaluation. À la mi-2012, le programme pilote a été élargi à d'autres fournisseurs de chaque centrale d'achat régionale. En 2013, chacune fera en sorte de nouer le dialogue avec les fournisseurs retenus.

Plusieurs business units et sites chinois ont aussi désigné leurs "fournisseurs privilégiés" et les ont invités à adhérer aux principes de la charte. Les business groups et les sites chinois ont sélectionné 156 fournisseurs, dont 34% avaient officiellement confirmé leur adoption de la charte à la fin 2012. Pour en savoir plus sur l'application de la charte et les enjeux de l'approvisionnement durable de matériaux à l'échelle des business units, veuillez consulter le rapport sectoriel correspondant aux pages 38-67 du présent rapport.

En 2012, le projet de déploiement de la charte d'approvisionnement a été lauréat du Supply Chain Award Project of the Year 2012

"Nous cherchons à jouer un rôle positif au sein des collectivités où nous opérons et à être responsables envers les parties prenantes locales.,"

Engagement envers les parties prenantes

à Gand (Belgique) et a remporté le prix du public, décerné par les professionnels des achats réunis pour l'occasion. L'événement était organisé par VIB et PICS, deux fédérations belges des achats et de la chaîne d'approvisionnement.

En 2011, le Dodd Frank Act est entré en vigueur aux États-Unis. Le chapitre 1502 de cette loi contraint les entreprises cotées en Bourse sur le marché américain à déclarer tout approvisionnement de minerai provenant de République démocratique du Congo (RDC), et plus particulièrement le tantale, l'étain, le tungstène et l'or. Nos approvisionnements ne concernent pas des minéraux issus de zones de conflit, et nous ne sommes donc pas assujettis au Dodd Frank Act. Néanmoins, nous abordons préventivement cette question avec plusieurs de nos clients. En 2012, nous avons pris des mesures, en association avec des fédérations sectorielles ad hoc, pour offrir aux clients des garanties attestant que l'or que nous recyclons et mettons en œuvre dans nos produits ne provient pas de zones de conflits (cf. pour de plus amples informations, cf. revue par segment aux pages 38 à 67). Au début 2013, Umicore a formellement adopté une politique relative aux minéraux issus de zones de conflit.

Collectivités locales

L'objectif 2006-2010 d'Umicore dans ce domaine exigeait de tous les sites industriels qu'ils développent et mettent en place un plan, de façon à assumer leur responsabilité vis-à-vis des collectivités locales. Dans le cadre de Vision 2015, il a été décidé que l'enga-

gement envers les communautés était d'une importance telle qu'il fallait encore intensifier le dialogue avec les communautés des régions où nous sommes actifs. L'ampleur de l'analyse des différentes parties concernées et les modalités de dialogue sur les sites ont fait l'objet d'une plus grande d'attention. Un plan de dialogue était en vigueur sur 60% des sites à la fin 2012, soit un peu plus qu'en 2011. En 2012, 63% de nos sites disposaient de canaux de communication structurés pour dialoguer avec leur communauté locale. En fonction de la taille du site, ces canaux sont des lettres d'information, des audiences publiques, des réunions avec les pouvoirs locaux, des visites de site destinées aux riverains et des communiqués de presse destinés aux médias locaux.

Parmi les sites de plus grande ampleur, celui d'Hoboken (Belgique) a organisé 96 visites de riverains en 2012. Le site a fêté ses 125 ans d'activité industrielle. À cette occasion, il a organisé plusieurs manifestations, sur site et au sein de la communauté locale, notamment pour souligner l'évolution de ses activités au cours de ces dernières

Nous avons continué à soutenir un certain nombre de projets de mobilité durable gérés par des étudiants. Ces initiatives telles que la Thomas More Racing Team (en photo) ont pour but de promouvoir la sensibilisation générale à la mobilité propre et inspirer l'innovation.



Un drive-in pour les voitures électriques

Cinquante conducteurs ont été invités à tester une voiture électrique sur le trajet reliant la ville d'Hasselt au site d'Umicore à Olen. Ces voitures ont été connectées au réseau électrique pour recharger leurs batteries tandis que les conducteurs écoutaient à la radio une présentation. L'événement fait partie du projet iMove qui rassemble 18 entreprises et organisations de recherche investissant dans le développement du parc de voitures électriques et de la mobilité durable en Flandre.



Rentrée des classes en Haïti avec l'UNICEF

“

Dans le cadre de ses objectifs de développement durable, Umicore a signé un partenariat avec UNICEF Belgium pour financer des projets pédagogiques en Haïti et en Inde. L'un de nos projets consiste à réhabiliter un système scolaire mis à mal par une catastrophe naturelle.

Le 12 janvier 2010, un tremblement de terre catastrophique frappe Haïti. Il aurait fait 316.000 morts et 300.000 blessés. Le séisme endommage des milliers de bâtiments, dont 3.798 écoles. Mohamed Fall, Senior Advisor on Education d'UNICEF Haïti, raconte. "Avant la crise, seulement 50% des enfants étaient scolarisés. La situation a empiré avec le tremblement de terre et les inondations régulières."

Apprendre sous des tentes

La reconstruction des écoles du pays se déroule en trois phases. Dans un premier temps, plus de 300 écoles ont été rapidement aménagées dans des tentes de façon à assurer la continuité de la prise en charge scolaire des enfants. Durant la deuxième phase, 193 écoles semi-permanentes ont été construites, dont une grâce au financement d'Umicore. Dotées de sols et de murs en béton, ainsi que d'un toit, elles peuvent accueillir une cinquantaine d'enfants. "Parfois, les classes sont occupées en alternance par des niveaux différents", déclare Mohamed.

La phase 3 vise à construire des écoles permanentes.

Bien plus que des briques

Tatiana Cervak, Group Social Investment Manager chez Umicore, s'est rendue sur place pour mieux connaître les projets d'UNICEF. "Grâce à la générosité de donateurs tels qu'Umicore, l'UNICEF construit des bâtiments scolaires, mais fournit également des bancs, des stylos, du papier et même un repas par jour. En permettant à ces enfants d'avoir accès à une éducation digne de ce nom, on leur donne l'occasion de participer à la reconstruction de leur pays." Ce programme de reconstruction à grande échelle dépend de plusieurs partenaires. "Nous sommes donc particulièrement reconnaissants envers Umicore de son soutien", conclut Mohamed.

“

CASE





années. Le site d'Olen (Belgique) a poursuivi son programme de visites à l'intention des écoles avoisinantes et des riverains, "Umicore te kijk". La direction a notamment donné des cours de science à des étudiants des deux dernières années du secondaire. Le site a également accueilli le lancement d'iMove, une initiative flamande de promotion du transport électrique (cf. encadré). Le site d'Olen a aussi remporté le prix local de l'environnement. À Guarulhos (Brésil), nous avons poursuivi le dialogue avec les autorités locales concernant la problématique de pollution des sols et des eaux souterraines aux alentours du site. Nous avons également soutenu des projets "Better Life" à l'intention des enfants défavorisés de la population. Le site de Hanau (Allemagne) a ouvert ses portes aux familles des travailleurs et a accueilli des stagiaires d'établissements scolaires des environs. Beaucoup de travailleurs du site ont participé à des manifestations sportives locales, telles que le marathon de Francfort et la Dragonboat Race.

Les dons caritatifs font partie intégrante des programmes d'engagement envers la communauté des différents sites. Chaque business unit est censée financer des projets caritatifs à concurrence d'environ un tiers de pour-cent de la moyenne de son EBIT récurrent annuel consolidé sur les trois dernières années, que ce soit en espèces, sous forme de bénévolat ou de biens et services. Chaque site définit ensuite ses initiatives et sa contribution, en concertation avec la business unit dont il relève. En 2012, les business units ont fait des dons pour un montant total de € 1.016.860, contre € 1.013.290 en 2011. Environ 23% de cette somme

Engagement envers les parties prenantes



a pris la forme de bénévolat ou de dons en nature (contre 18% en 2011). Pour en savoir plus sur les dons des différentes business units, consultez la revue des business groups de la page 38 à la page 67 du présent rapport.

En plus de la contribution des business units, le Groupe a fait des dons caritatifs pour un montant total de € 742.320, dont la grande majorité sous forme de contribution financière. Par rapport aux dons réalisés à l'échelle des sites, à vocation plus locale, les dons du Groupe ont une portée mondiale. Nous veillons à consacrer la plupart de ces dons à des initiatives relatives à l'enseignement ou à la sensibilisation aux technologies durables.

En 2011, nous avons entamé un partenariat de trois ans avec l'UNICEF en vue de soutenir des projets pédagogiques dans différentes régions du monde. Parmi les premiers projets que nous soutenons, figurent une initiative visant à

scolariser des fillettes défavorisées dans la province du Rajasthan en Inde ou encore la campagne "Back to School" en Haïti, où nous avons financé la construction d'une école pour les enfants victimes du séisme de 2010. En 2012, nous avons pris part à une visite du projet UNICEF en Haïti. Le témoignage sur la page ci-contre fait le point sur l'état d'avancement de ce projet.

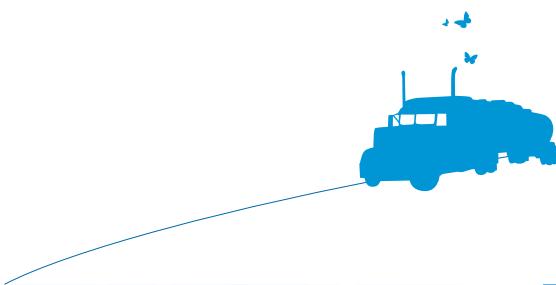
Dans le cadre de notre partenariat avec Entrepreneurs for Entrepreneurs, nous avons participé à trois projets d'aide aux chefs d'entreprise, au Cambodge, aux Philippines et en Tanzanie. Nous avons soutenu le projet Humasol, qui vise à sélectionner des étudiants dans cinq hautes écoles. Ils seront chargés d'installer un système photovoltaïque totalement opérationnel à Thiès (Sénégal), de juin à août. En 2012, nous avons intensifié l'aide apportée à plusieurs projets de mobilité propre réalisés par des étudiants. Nous avons l'intention de les regrouper différemment en 2013.

Catalysis



Raoul Klingmann
Umicore Automotive Catalysts

Christian Bach
EMPA Zürich



Catalysis



A blue speaker icon is located in the top right corner of the image area.

Catalysis a enregistré une croissance de ses revenus et bénéfices en 2012. De nouveaux progrès ont été rapportés dans les domaines sociaux et environnementaux.

Catalysis joue un rôle majeur dans la réduction des polluants rejetés par les véhicules. Umicore fournit des catalyseurs automobiles pour les véhicules légers essence ou diesel, ainsi que pour les poids lourds et autres grands véhicules roulant au diesel. Le business group produit également des composants à base de métaux précieux destinés à la chimie fine, aux sciences de la vie et au secteur pharmaceutique. Il se compose de deux business units : Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry.

Performance économique (Voir graphiques p.40)

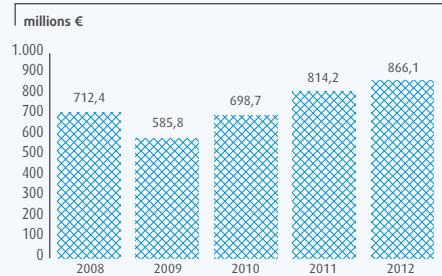
Les revenus du business group Catalysis ont augmenté de 6% par rapport à l'année dernière croissant tout autant chez Automotive Catalysts que chez Precious Metals Chemistry. L'EBIT récurrent a augmenté dans une moindre mesure, principalement à cause d'un changement de la répartition géographique des ventes chez Automotive Catalysts. Les dépenses d'investissement ont été nettement plus élevées qu'en 2011, car nous avons investi dans de nouvelles capacités technologiques et de



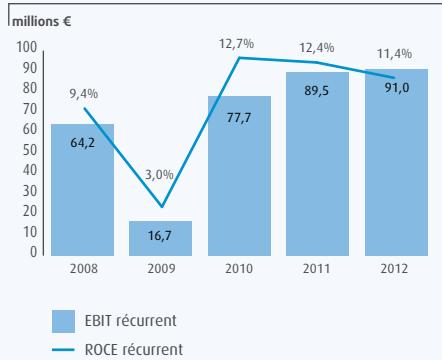
Automotive Catalysts

Precious Metals Chemistry

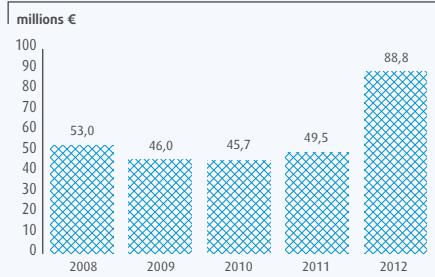
REVENUS (HORS MÉTAL)



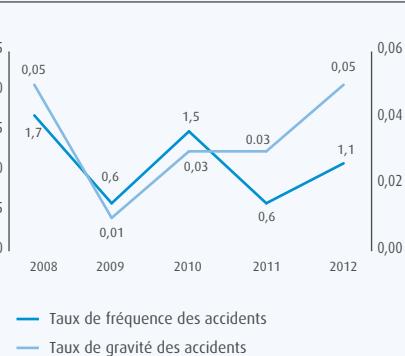
EBIT RÉCURRENT & ROCE



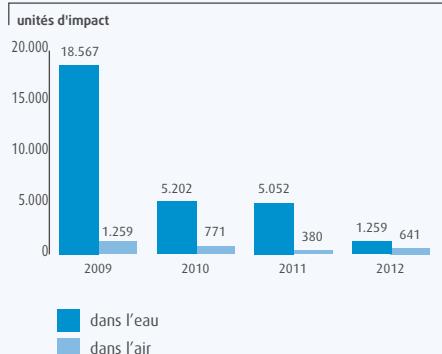
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

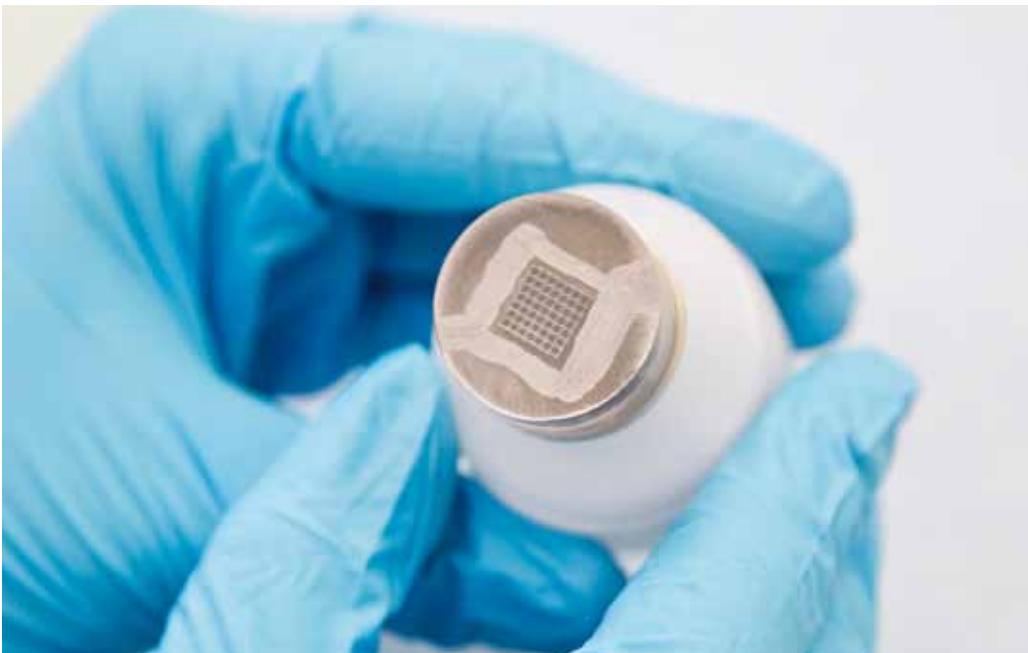
•XLSwww.umincore.com/reporting/
data

production, en particulier chez Automotive Catalysts. Les dépenses totales en R&D ont également augmenté significativement d'une année à l'autre.

La production automobile mondiale a augmenté de quelque 6% en glissement annuel, une hausse principalement due à la croissance en Asie et en Amérique du Nord, alors que le marché européen a reculé. Au niveau mondial, la croissance de la construction automobile a été plus marquée au premier semestre et a commencé à s'essouffler au second semestre. L'évolution des volumes de vente et des revenus de la business unit **Automotive Catalysts** d'Umicore a suivi la tendance de la production automobile mondiale. Cependant, la croissance des revenus ne s'est pas totalement traduite par des bénéfices supplémentaires, principalement en raison d'une redistribution du mix régional.

La production de véhicules en Europe a reculé de 5% par rapport à l'année précédente. Les volumes de vente d'Umicore ont cependant surpassé le marché, grâce à une forte exposition aux plates-formes qui se sont mieux vendues. Toutefois, le changement défavorable du mix produits s'est répercuté sur nos revenus et nos marges, une situation en partie imputable au repli des véhicules diesel sur le marché automobile européen. En Afrique du Sud, l'effectif a été réduit suite à la diminution de la demande en Europe. Nous avons annoncé le développement de nouvelles capacités de production en Allemagne afin d'honorer les contrats dans le cadre de l'entrée en vigueur de la législation Euro 6.

Catalysis



En Amérique du Nord, la construction automobile a augmenté de 17% par rapport à l'année précédente. Les volumes de vente et les revenus d'Umicore ont progressé, mais un peu moins que le marché, en raison d'une redistribution du mix produits et plates-formes. En Amérique du Sud, les revenus d'Umicore ont progressé d'une année à l'autre dans un marché stable. Nous avons annoncé l'extension du centre technologique d'Umicore à Americana (Brésil) qui devrait être opérationnel en 2014.

La construction automobile asiatique a augmenté d'environ 11%, une hausse principalement emmenée, d'une part par la reprise du secteur automobile japonais après les catastrophes naturelles de 2011

(+20%), et d'autre part par la croissance soutenue en Chine (+6%). La construction automobile coréenne a légèrement reculé pendant l'année. Les volumes de vente d'Umicore sont restés en phase avec le marché. L'effet lié à la croissance du marché japonais a été limité à cause de la part de marché plus faible d'Umicore au Japon. Ceci a été compensé par une surperformance sur le marché chinois, due à un mix clients et plates-formes favorable. La nouvelle ligne de production et le nouveau centre de développement technologique de Suzhou (Chine), annoncés dans notre rapport 2011, ont été mis en service à la fin 2012.

En 2012, Umicore et son partenaire de longue date Nippon Shokubai

ont fondé Umicore Shokubai, une coentreprise dont la majorité est détenue par Umicore et qui répondra aux besoins des constructeurs japonais à l'échelle mondiale. La construction d'un nouveau centre de développement technologique a débuté près de Nagoya (Japon). La production d'Umicore Shokubai à Hiimeji (Japon) a été suspendue en octobre 2012 après l'incendie qui s'est déclaré dans une usine voisine. L'approvisionnement des clients japonais a été assuré par d'autres sites Umicore jusqu'à la reprise de la production à la mi-novembre. La construction d'un nouveau site de production a démarré à Pune (Inde). Les investissements consentis à Pune s'inscrivent dans la stratégie d'Umicore qui vise à investir sur les principaux marchés

en croissance pour des systèmes catalytiques automobiles. La mise en service de la nouvelle usine, appelée à desservir une clientèle à la fois nationale et internationale, est prévue à la mi-2014.

Durant l'année, Umicore a décroché de nouveaux contrats pour les applications diesel pour poids lourds (HDD). Afin de répondre aux commandes qui en découlent, Umicore investit actuellement dans des capacités additionnelles de production pour HDD, en Europe et en Chine. Nous avons annoncé la construction d'une nouvelle usine HDD qui fabriquera des systèmes de réduction catalytique sélective (SCR) pour le traitement du NO_x à Suzhou (Chine). Après la mise en service d'une première ligne



Umicore a lancé une nouvelle gamme de catalyseur pour l'hydro-silylation destinée au secteurs du silicium et de la chimie fine

Utilisant la propriété intellectuelle d'Umicore, ce nouveau type de catalyseur offre des avantages par rapport aux catalyseurs d'hydro-silylation conventionnels en termes de sélectivité, d'activité et de rendement. Ce nouveau catalyseur vient compléter parfaitement le portefeuille de produits existant distribué par la business unit Precious Metals Chemistry. "Des décennies d'expérience industrielle en tant que fournisseur principal de produits chimiques et catalyseurs à base de métaux précieux à diverses industries nous fournissent une plateforme inestimable pour le développement de nouveaux catalyseurs", a déclaré Dr. Volker Raab au moment du lancement. La business unit Precious Metals Chemistry d'Umicore a développé avec succès ses activités dans le domaine des sciences de la vie et de la chimie fine.



Catalysis

de production HDD en France, nous avons décidé d'installer une seconde ligne afin de répondre à l'augmentation du nombre de contrats HDD en Europe.

Les revenus de la business unit **Precious Metals Chemistry** ont augmenté d'une année à l'autre. Le succès continu des solutions catalytiques avancées destinées aux sciences de la vie et aux applications pharmaceutiques, ainsi que les fortes ventes de catalyseurs pour des applications de masse, ont plus que compensé le ralentissement de la demande de précurseurs destinés au secteur automobile et de produits platinoides non catalytiques. La business unit a aussi continué d'étoffer avec succès son portefeuille de produits sur plusieurs marchés finaux et à étendre son périmètre géographique. La construction du nouveau site de production à Tulsa (Oklahoma) a débuté en 2012. Cette usine fabriquera toute la gamme de catalyseurs à base de métaux précieux et de produits chimiques de la business unit, y

compris les produits avancés tels que les catalyseurs de métathèse au ruthénium et les catalyseurs de couplage croisé au palladium.

Une entreprise où il fait bon travailler

De tous les business groups, Catalysis a encore signé la meilleure performance en matière de sécurité en 2012, même si ses résultats ne sont pas aussi bons qu'en 2011. Au total quatre accidents avec arrêt de travail ont été enregistrés, contre deux en 2011, soit un taux de fréquence de 1,1 accident par million d'heures de travail et un taux de gravité de 0,05. Tant Automotive Catalysts que Precious Metals Chemistry ont poursuivi le déploiement du plan de sécurité SafeStart® visant à atteindre zéro accident avec arrêt de travail à l'horizon 2015. À la fin 2012, le site de South Plainfield (États-Unis) avait atteint plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant

des sous-traitants sur site, tandis que les sites d'Americana et Port Elizabeth ont passé le cap des trois ans.

En ce qui concerne la santé au travail, en termes d'exposition aux métaux, aucune activité du business group Catalysis n'implique une exposition aux cinq métaux dangereux définis comme prioritaires dans notre objectif Vision 2015. Dans l'activité Catalysis, le principal risque sanitaire professionnel est celui de la sensibilisation aux sels de platine, qui peut occasionner un asthme professionnel. En 2012, deux travailleurs ont développé une sensibilisation. Ce chiffre est identique à 2011. Ils ont poursuivi leur travail dans un secteur du site exempt d'exposition à ces sels.

Éco-efficacité

Sur le plan des émissions de carbone, notre business group Catalysis est celui qui génère les plus faibles émissions. En 2012, il a émis 12% de nos émissions en équivalents CO₂, soit 87.135 tonnes d'équivalents CO₂. En 2011, les émissions avaient atteint les 82.308 tonnes.

Les produits d'Automotive Catalysts et de Precious Metals Chemistry ont fait partie de la deuxième vague d'évaluations de la durabilité des produits, menées avec l'outil APS d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu pour évaluer la durabilité d'un échantillon représentatif des produits et des services d'Umicore (cf. p. 30).

Catalysis n'a pas un profil industriel associé à un impact significatif des métaux, ni dans l'eau, ni dans l'air,

ces deux impacts représentant moins de 0,5% de l'impact global du Groupe. En 2012, les business units ont été en mesure de réduire la charge totale du rejet de métaux dans l'air et dans l'eau.

Engagement envers les parties prenantes

À la mi-2012, notre business unit Automotive Catalysts a terminé l'identification de ses principaux fournisseurs dans l'ensemble de ses sites. Des courriers présentant la Charte d'approvisionnement durable ont été envoyés aux principaux fournisseurs, et l'évaluation des cinq premiers fournisseurs de matières premières de chaque site a également été lancée au second semestre de 2012. La business unit a mis en place un système d'audit des fournisseurs. Il concerne tous les gros fournisseurs mondiaux et est réalisé à une fréquence triennale. L'accent est mis sur la qualité, l'environnement, la santé et les questions de sécurité.

Conscient de sa responsabilité vis-à-vis des collectivités locales, le business group a versé € 151.000 de dons caritatifs en 2012. Parmi les grands projets d'aide, citons SOS Village d'enfants et le projet Umicare Schooling à Port Elizabeth (Afrique du Sud), la Boai School pour les enfants ayant des besoins scolaires spéciaux à Suzhou (Chine) et les contributions aux banques alimentaires à Auburn Hills (États-Unis). Le site d'Auburn Hills a été reconnu comme faisant partie des trois premières entreprises à apporter une aide à la communauté locale.

La production automobile mondiale a augmenté de quelque 6% en glissement annuel, principalement grâce à la croissance en Asie et Amérique du Nord.



Une nouvelle technologie pour un nouveau défi



Catalysis

CASE //

Première entreprise à proposer sur le marché un filtre à particules diesel pour véhicules légers, Umicore est de nouveau à l'avant-garde des solutions pour améliorer la qualité de l'air. Grâce au traitement à particules pour les moteurs à essence, les constructeurs automobiles pourront se conformer aux prochaines normes environnementales, plus sévères.

Depuis 1993, avec sa directive Euro 1, l'Union européenne n'a cessé d'adopter des normes de plus en plus strictes afin de limiter les émissions nocives des véhicules. Lorsque des limites ont été imposées sur le rejet des particules fines de suie par les moteurs diesel, Umicore fut la première à commercialiser un filtre à particules diesel (FPD) pour les véhicules légers équipés de pots catalytiques. Depuis, ces filtres équipent tous les nouveaux véhicules diesel.

En 2012, une nouvelle directive a été adoptée. Pour la première fois, Euro 6 fixe des limites sur la quantité de particules émises par les moteurs à essence. Ces dernières années, l'injection directe s'est généralisée pour augmenter le rendement de ces moteurs. Cette technologie a pour inconvénient d'émettre de grandes quantités de microparticules de suie. Mais il

existe dorénavant une technologie qui élimine ces particules.

Raoul Klingmann, Director Industrialisation, Automotive Catalysts, se souvient du moment où le secteur automobile et ses partenaires de développement, comme Umicore, se sont mis à envisager le traitement des particules sur les motorisations essence, sous la forme d'un "filtre" (filtre à particules - FAP - pour moteurs à essence). "Nous pouvions évidemment tirer parti de notre expérience du diesel, même si les exigences techniques étaient fondamentalement différentes. Tout le monde a dû apprendre."

Collaboration au sens large

Developpées au Automotive Catalyst R&D Centre à Hanau (Allemagne), les solutions proposées par Umicore ont été le fruit d'une étroite collaboration avec des fournisseurs de substrats

filtrants et des concepteurs de systèmes de gestion de moteur.

Parmi nos partenaires technologiques de la première heure figure EMPA, un institut de recherche renommé dans le domaine des sciences des matériaux et des technologies, installé à Dübendorf (Suisse). "Dès le départ, nous savions qu'associer la technologie prototype d'Umicore à notre installation optimisée d'analyse des particules déboucherait sur de nombreux avantages." Afin de mieux cerner le contexte et les défis à relever, des essais poussés sur des moteurs et des véhicules ont été menés.

Sur cette base, Umicore a mis au point des imprégnateurs à haut rendement (appliqués sur divers types de substrats). "Grâce à ces enduits, la régénération du FAP essence n'est plus indispensable (nettoyage du filtre en poussant le régime pour éléver la température du moteur), ce qui évite l'augmentation de la consommation de carburant", explique Raoul.

Pour Raoul, le partenariat a été la clé du succès. "Dans le cas d'une nouvelle technologie, les collaborations internes et externes sont cruciales."



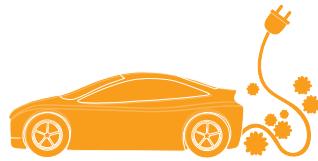
Scannez le QR code pour voir l'interview complète en ligne
[www.umincore.com/
reporting/gpf](http://www.umincore.com/reporting/gpf)

Energy Materials



Wouter Ghyoot
Umicore Cobalt &
Specialty Materials

Egil Holtmon
Reichhold



Energy Materials



La rentabilité a été plus faible suite aux conditions économiques défavorables, en particulier pour le photovoltaïque, ainsi qu'aux coûts liés au démarrage de nos nouveaux investissements.

Les matériaux produits par Energy Materials se retrouvent dans différentes applications liées à la production et au stockage d'énergie verte, dont les batteries rechargeables et les panneaux photovoltaïques, ainsi que dans une série d'autres applications. La plupart des produits sont des métaux, des alliages, des composés et des produits spéciaux de haute pureté, à base de cobalt, de germanium, de nickel et d'indium. Ce business group se compose de quatre business units : Cobalt & Specialty Materials, Electro-Optic Materials, Rechargeable Battery Materials et Thin Film Products.

Performance économique (Voir graphiques p. 48)

Les revenus d'Energy Materials ont enregistré une hausse de 2%. La forte croissance chez Rechargeable Battery Materials a été largement neutralisée par une diminution dans les autres business units. L'EBIT récurrent du business group a été réduit de plus de moitié suite au ralentissement économique. Electro-Optic Materials et Thin Film Products ont été particulièrement touchés par la faible demande issue du secteur photovoltaïque et



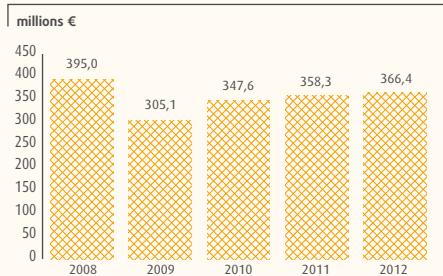
Cobalt & Specialty Materials

Electro-Optic Materials

Rechargeable Battery Materials

Thin Film Products

REVENUS (HORS MÉTAL)



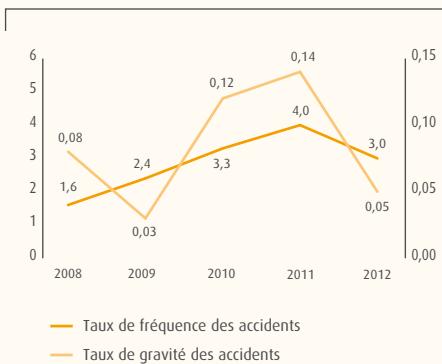
EBIT RÉCURRENT & ROCE



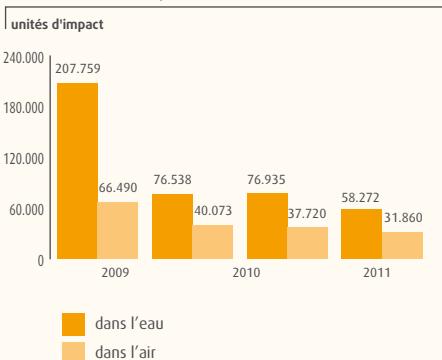
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

.XLS[www.uminicore.com/reporting/
data](http://www.uminicore.com/reporting/data)

de celui des écrans plats. Cobalt & Specialty Materials a fait preuve de plus de résistance, mais n'a pas pu reproduire la contribution exceptionnelle de 2011. Les bénéfices de Rechargeable Battery Materials se sont améliorés, bien que les charges d'amortissement et les coûts liés au démarrage aient continué à peser sur la performance. Les dépenses d'investissement ont été moins importantes qu'en 2011, car de nombreux investissements ont été achevés, en particulier chez Rechargeable Battery Materials. Les dépenses R&D du business group ont baissé de 4%, en raison d'ajustements dans les secteurs frappés par un ralentissement du marché.

Les revenus de la business unit **Cobalt & Specialty Materials** ont baissé par rapport à 2011. L'augmentation de l'activité de recyclage a contrasté avec le ralentissement observé pour plusieurs produits et marchés. Ceramics & Chemicals a enregistré des revenus moindres, le ralentissement économique ayant touché la plupart des marchés finaux. Les volumes de vente et les revenus des matériaux d'outillage ont reculé, suite principalement à un repli de la demande dans les secteurs de l'automobile et de la construction. Les marges de cette branche d'activité ont souffert de la concurrence effrénée. Les volumes traités par les activités de recyclage et de raffinage se sont maintenus à un niveau record. Cependant, le prix inférieur du cobalt et du nickel a érodé les marges de raffinage. La business unit a annoncé un investissement dans ses installations de production de poudres fines de cobalt à Olen (Belgique). Cet investissement devrait accélérer le cycle de pro-

Energy Materials



beLife, une joint-venture pour la production d'une nouvelle génération de matériaux pour batteries rechargeables

Umicore, leader en technologie des matériaux, s'associe avec le producteur de phosphates Prayon en vue de mettre au point des matériaux phosphatés pour cathode à base de lithium fer phosphate (LFP). Ces matériaux sont destinés aux batteries utilisées pour le stockage d'énergie mais également aux batteries des véhicules hybrides et électriques. La joint-venture a construit une usine pilote à Engis, Belgique, qui a démarré ses activités au second semestre 2012. Tous les matériaux produits seront commercialisés en exclusivité par Umicore.

duction des matériaux et améliorer les performances environnementales. Sa réalisation est prévue pour la mi-2014.

Les volumes de vente et les revenus de **Rechargeable Battery Materials** ont nettement progressé par rapport à l'année précédente. La forte demande en électronique portable haut de gamme, telle que les tablettes et les smartphones, a encore fait grimper la demande de matériaux cathodiques à haute densité énergétique. Umicore a tiré parti de cette tendance grâce à sa position nette de leader technologique. La demande de matériaux utilisés dans des appareils portables d'entrée de gamme est restée mitigée et les prix ont diminué à cause de la forte concurrence dans ce segment. Malgré une hausse de la demande globale pour des applications automobiles, les commandes restent volatiles. Bien que la pénétration des véhicules électriques (hybrides) Li-ion sur le marché se soit modérément intensifiée, le contexte sous-jacent a montré que

l'électrification des véhicules restait un secteur prometteur. La business unit a annoncé une nouvelle vague de projets d'investissement afin de répondre à la demande croissante des producteurs de batteries. Il s'agit d'un projet d'expansion pour des précurseurs de cathode en Corée ainsi que des investissements visant à augmenter la production de cathodes en Corée et en Chine. Umicore a créé une coentreprise beLife avec Prayon, un fabricant de phosphates. L'objectif est de développer des matériaux LFP (phosphate de fer lithié) pour les batteries rechargeables.

Chez **Electro-Optic Materials**, les ventes de flans en germanium ont baissé de manière significative. Les commandes de systèmes infrarouges passées par le secteur public ont même été inférieures à celles de 2011. Les revenus de l'activité des composants optiques ont enregistré une légère hausse, portés par une demande croissante de technologies infrarouges basées sur le GASIR®, en guise d'alternative



aux lentilles en germanium pur. Les revenus et les volumes de vente de substrats en germanium ont également baissé. La progression de la demande d'applications LED a contrasté avec le recul de la demande issue du secteur photovoltaïque. Les ventes de cellules solaires spatiales ont baissé face à la réduction du nombre de programmes de lancement de satellites. Le marché du solaire terrestre a commencé à ralentir au début de 2012. En réaction à la conjoncture difficile pour le photovoltaïque terrestre à concentrateur, Umicore a décidé de réduire la production de substrats en germanium ainsi que la main-d'œuvre sur son site de Quapaw (Oklahoma).

Chez **Thin Film Products**, la demande de matériaux pour revêtements de grande dimension destinés au secteur des écrans plats est restée faible. Les fabricants ont encore reporté leurs projets d'investissement dans de nouveaux équipements de revêtement à système rotatif. Les revenus des matériaux d'évaporation optiques sont restés stables, mais la demande émanant du secteur de la microélectronique a légèrement reculé, traduisant une certaine volatilité sur un marché très compétitif. En raison des perspectives économiques peu

prometteuses, la production de cibles AZO (oxyde de zinc dopé à l'aluminium) destinées au secteur photovoltaïque a été cessée à Balzers (Liechtenstein).

Une entreprise où il fait bon travailler

En matière de sécurité, le business group Energy Materials a amélioré ses résultats en 2012. Neuf accidents avec arrêt de travail y ont été répertoriés, contre 12 en 2011, soit un taux de fréquence de 2,96, un score légèrement supérieur à la moyenne d'Umicore. Le taux de gravité de ces accidents s'est situé sous la moyenne du groupe. Trois sites d'Energy Materials ont atteint le record des cinq années sans aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants : Dundee (Royaume-Uni), Fort Saskatchewan (Canada) et Hsinchu Hsien (Taïwan).

Quant à la santé au travail en termes d'exposition aux métaux, les principales substances qui représentent un risque sanitaire chez Energy Materials sont l'arsenic, le cobalt et le nickel. Les dépassements moyens des valeurs cibles fixées pour ces métaux sont restés



Umicore est un leader technologique et commercial pour les matériaux cathodiques de haute densité. Les ventes de ces matériaux ont fortement augmenté en 2012 car ils sont utilisés dans les batteries pour tablettes électroniques et les smartphones.

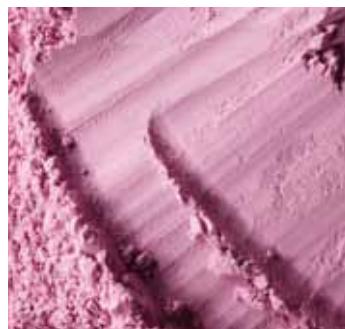
nettement supérieurs à la moyenne d'Umicore. Le niveau de dépassement le plus important concerne le cobalt (16,4%). Les plans d'action visant à réaliser des avancées en matière d'exposition au cobalt ont eu un impact positif. Le taux de dépassement de 2012 est descendu bien en dessous de celui de 2011. En 2012, les mesures relatives aux effets de l'exposition professionnelle à l'oxyde d'étain-indium sur la santé au travail et la réduction de l'exposition professionnelle se sont poursuivies à l'usine de Providence.

La business unit Rechargeable Battery Materials a été créée en 2012. Ses activités étaient auparavant intégrées à Cobalt & Specialty Materials. De nombreux efforts ont été fournis pour mettre sur pied la nouvelle entité ainsi que pour mettre au point des plans de recrutement et de développement, en particulier dans le contexte des nouveaux investissements en Asie.

Éco-efficacité

En termes d'émissions de carbone, le business group Energy Materials a généré 24% de nos émissions d'équivalents CO₂ en 2012, soit un total de 169.955 tonnes, contre 174.529 tonnes en 2011. Parmi les sites d'Energy Materials, c'est Olen (Belgique) qui affiche le niveau d'émissions le plus élevé. Depuis qu'il fait partie de la convention de référence énergétique flamande, en 2003, le site a mis en œuvre plusieurs initiatives de performance énergétique, conformes aux meilleurs standards internationaux.

Un produit de Thin Film Products a fait partie de la deuxième vague d'évaluations de la durabilité des produits, menées avec l'outil APS



d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu pour évaluer la durabilité d'un échantillon représentatif des produits et des services d'Umicore (cf. p. 30). Sur la page ci-contre, une étude de cas montre comment nos entités mettent au point des produits plus respectueux de l'environnement en collaboration avec nos clients.

Chez Energy Materials, les charges de métaux rejetés dans l'air ont baissé de 16% par rapport à 2011. L'impact a également été réduit de 16% par rapport à 2011, ce qui représente une baisse de 52% par rapport à 2009, notre année de référence. La réduction par rapport à l'année de référence s'explique pour l'essentiel par les efforts importants consentis pour limiter les rejets de cobalt depuis 2009 sur le site de Cheonan (Corée du Sud), avec l'installation d'un nouveau système de filtration, ainsi que par la réduction des rejets de cobalt à Fort Saskatchewan (Canada) et de nickel à Olen (Belgique). Les charges de métaux rejetés ont baissé de 13% d'une année par rapport à l'autre, tandis que l'impact des rejets a chuté de 24%, grâce à

une réduction supplémentaire des rejets d'argent sur le site d'Olen. Les niveaux d'impact ont enregistré une chute de 72% par rapport à 2009, année de référence.

Engagement envers les parties prenantes

Notre business unit Cobalt & Specialty Materials a encore affiné son approche de la chaîne d'approvisionnement durable pour le cobalt provenant de République démocratique du Congo. Elle a poursuivi l'évaluation de ses fournisseurs, notamment en ce qui concerne le travail des enfants, l'environnement, la santé et la sécurité, mais aussi en matière de respect du code minier congolais. La business unit Electro-Optic Materials a finalisé le processus de formation des professionnels des achats, la sélection des fournisseurs et l'élaboration d'une Charte d'approvisionnement durable. Thin Film Products a terminé sa sélection de fournisseurs critiques à la fin de l'année.

En 2012, les business units d'Energy Materials ont totalisé € 163.890 de dons. Une part significative de ce montant a été consacrée par Cobalt & Specialty Materials à un projet de scolarisation et de maternité à Lubumbashi (République démocratique du Congo). Parmi les autres initiatives figurent les programmes pédagogiques dans les populations riveraines de nos sites de Quapaw, Subic et Jiangmen. Les pouvoirs publics d'Alberta (Canada) ont décerné un Envirovista award au site de Fort Saskatchewan pour son engagement en faveur de l'environnement.

Energy Materials

À la recherche de solutions sûres



// Les substances à base de cobalt sont mises en œuvre dans de nombreux processus et produits. Une recherche proactive de composés sans danger illustre non seulement notre engagement en faveur du développement durable, mais fournit également un avantage concurrentiel.

La législation la plus stricte du monde sur les substances chimiques est entrée en vigueur en 2007. Appelée REACH, cette réglementation de l'UE vise à protéger la santé publique et l'environnement. La classification de certains composés au cobalt a mobilisé l'attention de Wouter Ghyoot et de ses collègues de Cobalt & Specialty Materials.

“Cinq d'entre eux ont été classés parmi les cancérogènes pulmonaires”, se souvient-il, “principalement en raison de leur solubilité dans l'eau et de la biodisponibilité du cobalt. Nous avons alors envisagé d'étendre cette liste à un groupe apparenté, les carboxylates de cobalt.” Ces substances sont utilisées dans de nombreux produits : par exemple

les encres et peintures à séchage rapide, ainsi que pour le durcissement de résines polyester non saturées et d'enduits gélifiés, qui entrent dans la fabrication d'une multitude de produits, depuis les pièces automobiles jusqu'aux pales d'éoliennes.

Un effort d'équipe

En partenariat avec des toxicologues et des experts environnementaux, Wouter et ses collègues ingénieurs chimistes ont eu l'occasion de participer à la mise au point d'un composé alternatif extrêmement sûr. L'équipe Umicore a fini par trouver une solution : incorporer le cobalt dans une structure polymère. “Cela réduit nettement sa solubilité dans l'eau”, explique Wouter.

Le nouveau composé, UMICORE® ECOS ND15, entre déjà dans la fabrication d'encre et de peinture. Dans l'optique de sa commercialisation sur le marché des composites, Umicore collabore depuis 2011, avec Reichhold, l'un des chefs de file mondiaux des résines polyester non saturées et des enduits gélifiés.

Alberto Piccinotti est Vice President Sales and Technology Europe: “Lors de nos tests, le ECOS ND15 a répondu aux attentes, voire les a dépassées. C'est une alternative immédiate, facile à mettre en œuvre, aux carboxylates de cobalt standard.

Pour Alberto, le produit est une véritable innovation. “Cette coopération avec Umicore offrira à nos clients une solution à base de cobalt à la fois sûre, efficace et durable.”



Scannez le QR code pour voir l'interview complète en ligne www.uminco.com/reporting/ecosND15

Performance Materials



Elodie Colasse
Umicore Building
Products France



Performance Materials



Les bénéfices ont diminué de 19% à cause de la mauvaise conjoncture économique. Des progrès satisfaisants ont été engrangés au niveau de la performance sociale et environnementale.

Performance Materials met sa technologie et son savoir-faire au service des propriétés exceptionnelles des métaux, proposant des matériaux qui permettent à ses clients de développer de meilleurs produits, plus sophistiqués et plus sûrs. Ses produits en zinc sont réputés pour leurs propriétés protectrices, tandis que ses éléments et matériaux à base de métaux précieux font partie intégrante d'applications aussi diverses que la production de verre de haute qualité, ainsi que les appareils électriques et électroniques. Performance Materials se compose de cinq business units : Zinc Chemicals, Electroplating, Platinum Engineered Materials, Technical Materials et Building Products.

Performance économique (Voir graphiques p. 54)

Les revenus de Performance Materials ont été similaires à ceux de 2011. La diminution des revenus chez Building Products, Technical Materials et Platinum Engineered Materials a été compensée par une forte croissance au sein d'Electroplating. L'EBIT récurrent a chuté de 19% principalement à cause des volumes de vente plus faibles dans les business units mentionnées ci-dessus et d'une plus faible contri-

Building Products

Zinc Chemicals

Technical Materials

Electroplating

Platinum Engineered Materials

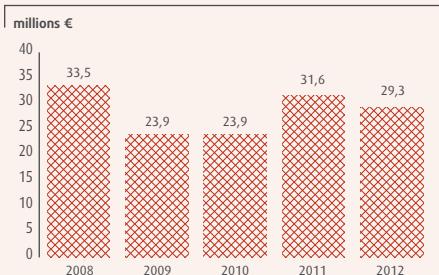
REVENUS (HORS MÉTAL)



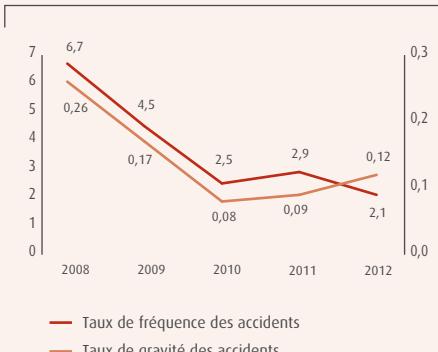
EBIT RÉCURRENT & ROCE



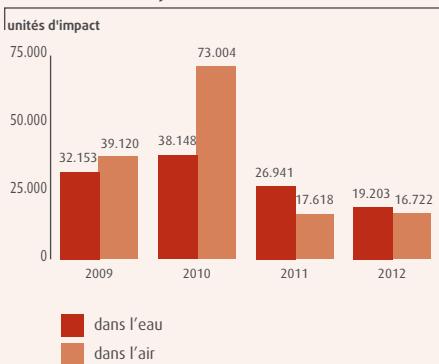
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

.XLSwww.uminicore.com/reporting/data

bution des activités de recyclage de zinc. Les investissements sont restés stables par rapport à 2011, tandis que les dépenses en R&D ont légèrement augmenté.

Les volumes de vente de la business unit **Building Products** ont reculé d'une année à l'autre, suite au ralentissement du secteur de la construction, en particulier en Europe centrale et méridionale. L'impact sur les revenus a été tempéré par l'accroissement des primes, surtout pour les produits haut de gamme. Le mix produits s'est aussi amélioré grâce à une baisse moins marquée des volumes de vente de produits prépatinés, vendus avec une marge plus élevée. La nouvelle ligne de production de produits prépatinés en construction à Viviez (France) devrait être opérationnelle en 2014.

Chez **Electroplating**, malgré un contexte économique plus morose, en particulier en Europe, les revenus ont augmenté par rapport à l'an dernier, surtout grâce au lancement réussi de plusieurs nouveaux produits. Le tassement de la demande de solutions à base de métaux précieux employées dans les applications techniques, p. ex. le secteur des semi-conducteurs, a été plus que neutralisé par l'engouement des clients pour les solutions d'argentage d'Umicore employées comme rétroréflecteur dans des LEDs, ainsi que pour les électrolytes à base de métaux non précieux. Les ventes d'électrolytes destinés aux applications décoratives ont été stables en glissement annuel. Le marché des revêtements métalliques employés en joaillerie et dans les articles de décoration a présenté des signes d'essouffle-



Performance Materials

ment. Cependant, la business unit a tiré parti de l'engouement pour l'alliage Rhoduna® récemment mis sur le marché. Ce produit à faible teneur en rhodium est employé comme substitut de revêtements en rhodium pur.

Les revenus de Platinum Engineered Materials ont été moindres, une baisse imputable au tassemement des commandes de l'industrie du verre. La consommation grand public de tous les types d'écrans est restée élevée. Néanmoins, les fabricants de verre de haute pureté ont différé leurs investissements dans de nouvelles capacités. Cela a entraîné un tassemement de la demande d'équipements de fabrication à base de platine. Les revenus des toiles en platine catalytiques, utilisées principalement pour la production d'engrais, ont été similaires à ceux de 2011.

Chez **Technical Materials**, les revenus ont baissé d'une année

par rapport à l'autre. La baisse des revenus enregistrée pour les matériaux de contact est largement imputable à la diminution de la demande en Europe pour les produits basse tension utilisés dans les équipements électriques et les infrastructures électriques à petite échelle. Les ventes de produits destinés aux applications moyenne tension ont quant à elles progressé, essentiellement grâce à la croissance soutenue des réseaux de distribution d'électricité en Chine. La demande en alliages de brasage a été touchée par le ralentissement d'activité en Europe, en particulier dans les secteurs de la construction de camions et de trains. Les revenus générés dans le secteur du chauffage, de la ventilation, du froid et de la climatisation ont baissé, face à un emballement de la concurrence sur les marchés non européens. Les revenus liés au marché de l'outillage sont restés stables.

Les revenus de Zinc Chemicals ont été en grande partie conformes à ceux de 2011, malgré un tassemement de la demande sur la plupart des marchés. Les volumes de vente des poudres fines de zinc utilisées dans les peintures anticorrosion ont baissé sur le marché européen tandis que la demande asiatique est restée bonne et que les ventes en Amérique du Sud ont bien progressé. Les ventes de produits destinés au secteur chimique ont atteint le même niveau que l'année précédente. Sur les marchés occidentaux, la demande d'oxyde de zinc a reculé, ce qui a eu un impact négatif sur les ventes. En Inde, où Umicore accroît sa capacité de production, les ventes ont encore progressé grâce à la hausse de la demande du secteur des pneumatiques. Les volumes de vente de poudres de zinc utilisées dans les batteries primaires ont baissé significativement. Les marges globales de recyclage de zinc ont diminué en raison de la moindre disponibi-

lité de résidus issus du secteur de la galvanisation.

Les revenus d'Element Six Abrasives (société associée à 40%) ont été moindres, suite au ralentissement des marchés finaux. Un mix produits moins favorable a également eu un impact négatif sur les marges globales. L'activité Advanced Materials a souffert du ralentissement et du déstockage pratiqué par les clients sur les marchés de l'outillage et de l'usinage. Pour Oil & Gas, le contexte concurrentiel est resté difficile. Malgré un ralentissement dans le secteur minier, l'activité de Hard Materials se porte bien, et ce grâce à la progression de la demande d'outils pour la construction routière et au lancement réussi de nouveaux produits. Dans l'optique d'aligner sa capacité de production au marché, Element Six Abrasives a réduit sa production de carbure au sein de ses sites sud-africains. L'entité a terminé la construction d'un

nouveau site de R&D centralisé au Royaume-Uni à la fin de 2012.

Une entreprise où il fait bon travailler

Les résultats du business group Performance Materials en matière de sécurité ont été légèrement meilleurs que la moyenne d'Umicore. Dix accidents avec arrêt de travail ont été répertoriés, contre 14 en 2011. Le taux de fréquence a été de 2,13 et le taux de gravité de 0,12. L'amélioration des performances est essentiellement due à de meilleurs résultats en matière de sécurité chez Zinc Chemicals. La business unit Electroplating n'a enregistré aucun accident en 2012. À la fin 2012, le site de Vicenza (Italie) avait atteint plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. La page 25 illustre comment le site a réussi à atteindre ce résultat en matière de sécurité.

Au niveau de la santé au travail, les dépassements globaux relatifs à l'exposition aux métaux pour Performance Materials ont été en

dessous de la moyenne d'Umicore, soit 1,4%. Cela représente une diminution par rapport au taux de dépassement de 2,3% en 2011. Ce chiffre est dû à la baisse des résultats positifs pour le cadmium et le plomb dans les urines. La tendance à utiliser des produits sans cadmium et les contrôles plus rigoureux en milieu professionnel expliquent le recul des mesures de cadmium en dépassement, principalement dans la business unit Technical Materials.

Éco-efficacité

En termes d'émissions de carbone, le business group Performance Materials a généré 23% de nos émissions d'équivalents CO₂ en 2012, soit 158.417 tonnes d'équivalents CO₂. En 2011, les émissions avaient atteint les 156.876 tonnes. Les émissions concernent quelque 30 sites industriels. Celles de Zinc Chemicals représentent la majorité des émissions du business group. La hausse des émissions est essentiellement due au changement de mix énergétique fourni par l'opérateur norvégien à l'usine de Zinc Chemicals à Larvik.

Toutes les business units ont fait des progrès dans le déploiement de la Charte d'approvisionnement durable.

Les produits de Building Products et Technical Materials ont fait partie de la deuxième vague d'évaluations de la durabilité des produits menées avec l'outil APS d'Umicore. Cette opération s'inscrit dans le processus continu pour évaluer la durabilité d'un échantillon représentatif des produits et des services d'Umicore (cf. p. 30).

Les charges de métaux rejetés dans l'air de Performance Materials ont augmenté de 32% en charge par rapport à 2011. L'impact a été réduit de 5% par rapport à 2011 et de 57% par rapport à 2009, l'année de référence. Les charges de métaux rejetés dans l'eau ont diminué de 14% par rapport à 2011. En termes d'impact, les rejets dans l'eau en 2012 ont été inférieurs de 29% aux niveaux de 2011 et de 40% à ceux de 2009, l'année de référence. Les progrès continus s'expliquent essentiellement par la réduction des rejets de cadmium sur le site de Glens Falls (Technical Materials) et de nickel sur le site de Viviez (Building Products).

Engagement envers les parties prenantes

Toutes les business units ont réalisé des progrès au niveau du déploiement de la Charte d'approvisionnement durable. Certaines business units, telles que Building Products et Electroplating, ont mis en œuvre la charte chez certains fournisseurs critiques, tandis que Zinc Chemicals a mené un

déploiement test sur trois de ses sites. Technical Materials a identifié ses fournisseurs critiques et s'est attelée à obtenir des documents de ses principaux fournisseurs relatifs à la non-provenance de zones de conflits de l'étain qu'elle intègre dans divers produits. La business unit Platinum Engineered Materials utilise les centrales d'achat régionales pour se fournir. Elle a donc collaboré aux efforts de ces centrales en vue d'identifier, évaluer et entamer un dialogue avec ses fournisseurs. (voir p. 33-35).

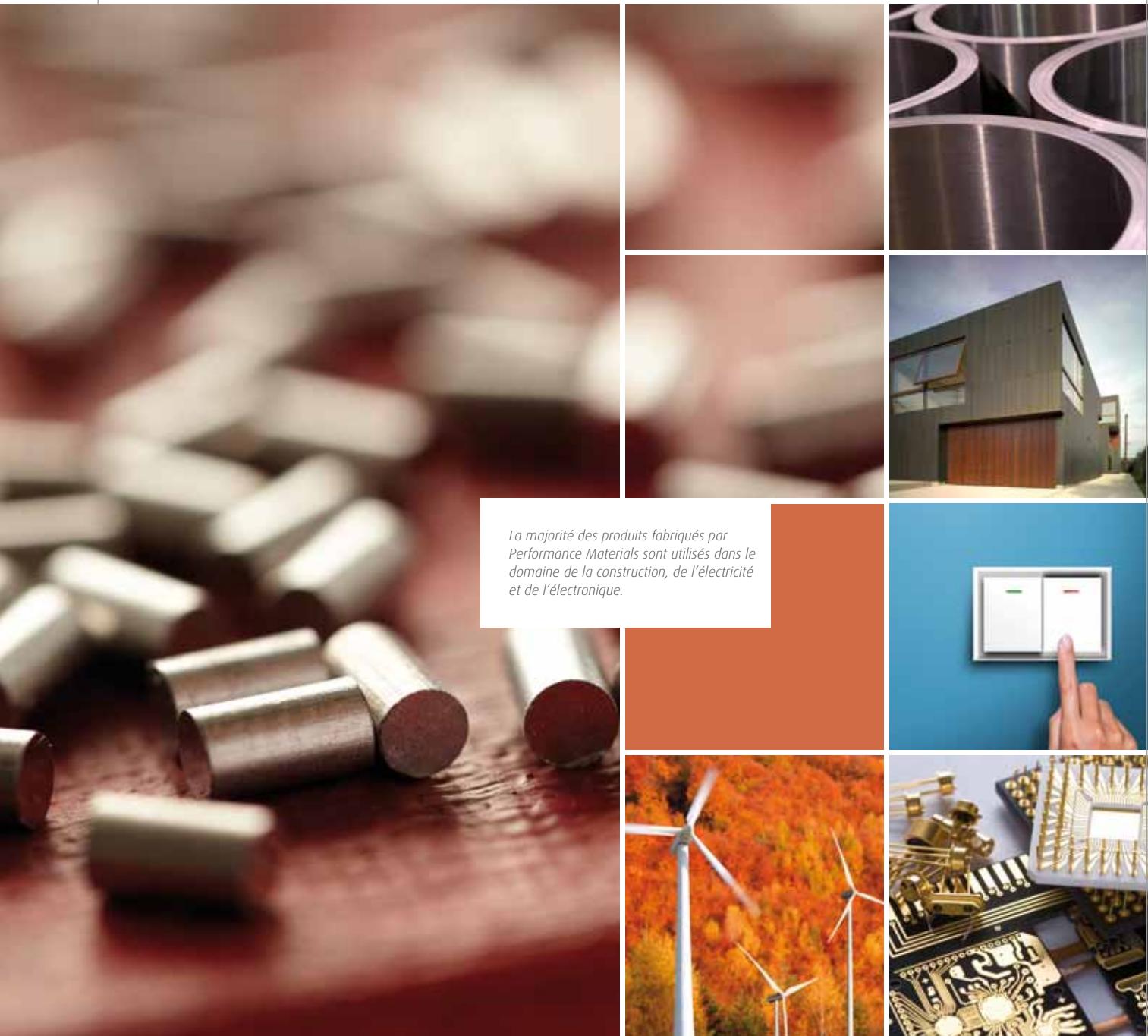
Au sujet de l'engagement envers les collectivités locales, le projet d'assainissement des sols à proximité du site de Building Products à Viviez a bien avancé en 2012. Il s'agit toujours d'un cas concret intéressant d'engagement en faveur des collectivités locales (voir p. 59). Globalement, les business units de Performance Materials ont fait € 171.456 de dons en 2012. C'est le résultat de nombreuses actions menées sur les 30 sites faisant partie de ces business units. Parmi celles-ci figurent le partenariat de Zinc Chemicals avec la Micronutrient Initiative, qui vise à fournir des kits de traitement aux sels de réhydratation orale et au zinc à 120.000 enfants d'Uttar Pradesh (Inde), ou encore Building Products, qui a intégré des personnes handicapées à son personnel en France, ainsi que Technical Materials, qui propose son usine de Suzhou comme site de formation pour les étudiants du Suzhou Technical Institute.

Umicore Building Products a organisé la cinquième édition de son Trophée

Archizinc
qui met en avant les innovations architecturales tout en promouvant l'utilisation du zinc.



Performance Materials





À l'écoute
des parties prenantes

Performance Materials

CASE

// L'engagement envers les parties prenantes passe par le dialogue et l'écoute. Il a fallu des années d'échanges avant qu'Umicore n'entreprene de son grand projet de réhabilitation industrielle. Ce témoignage montre qu'il ne s'agissait pas de paroles en l'air.

L'engagement d'Umicore en faveur du développement durable consiste notamment à maîtriser et éliminer les risques environnementaux liés à ses activités passées. Le site de Viviez, dans le Sud de la France, en est un bel exemple. Une raffinerie de zinc y était installée de 1855 à 1987, année de sa fermeture. Depuis, le site se consacre exclusivement à la transformation du zinc en matériaux de construction pour l'enveloppe des bâtiments.

En 2002, Umicore a lancé une demande de permis en vue d'assainir le site de fond en comble, plus d'un siècle d'opérations ayant laissé des résidus de substances potentiellement dangereuses, dans un certain nombres d'endroits, sur une superficie de plusieurs kilomètres carrés.

"Il s'agissait du projet de réhabilitation industrielle le plus

ambitieux de France", déclare Gaëtan Pastorelli, EHS Director de la business unit Building Products. "Il a fallu cinq ans pour faire aboutir les négociations avec toutes les parties prenantes." Il s'agissait de ministères nationaux et de conseils municipaux. Parmi les parties intéressées, citons aussi des acteurs politiques, des médecins, des associations de protection de l'environnement et des riverains. "Le projet a fortement attiré l'attention", déclare Gaëtan. "Nous avons rencontré la presse régulièrement."

Lutte contre la poussière

Le nettoyage a débuté en 2007. Plus d'un million de mètres cubes de résidus ont été excavés. En vue de stabiliser ce matériau, un site de traitement et de stockage temporaire a été construit. Cependant, un problème subsistait. Gilles Deslauriers, Project Manager à Viviez, explique. "Le résidu est

composé en grande partie de poudre. Pour le transporter, il aurait fallu faire appel à 100 000 camions. Les riverains auraient subi des nuisances liées au bruit, à la circulation et aux dégagements de poussière." La solution ? "Nous avons construit une bande transportuse longue de 1,6 kilomètres jusqu'au site de stockage", répond Gilles.

Une vaste installation de stockage étanche a été aménagée dans une déclivité naturelle du terrain afin d'accueillir de façon permanente le résidu stabilisé.

Le projet s'est poursuivi en 2012. Prévu en 2016, son achèvement marquera plus d'un siècle de bonnes relations entre le site de Viviez et ses riverains. "Nous allons certainement ouvrir quelques bouteilles de champagne", déclare Gaëtan, le sourire aux lèvres. Cette fin heureuse devrait marquer l'avènement d'un nouveau siècle de bon voisinage.



Scannez le QR code pour voir l'interview complète en ligne
www.uminicore.com/reporting/Viviez

Recycling

Rachid Benali
Umicore Precious
Metals Refining

Stephanie Vervynckt
Group Research
& Development

Jonathan Aerts
Umicore Precious
Metals Refining



Recycling



Une nouvelle performance économique exceptionnelle avec une rentabilité et des bénéfices élevés. La performance de la sécurité a enregistré une progression.

Recycling traite des matériaux complexes contenant des métaux précieux et autres métaux non ferreux. Umicore est capable de récupérer environ 20 de ces métaux à partir d'un large éventail de matériaux entrants, allant des résidus industriels aux matériaux en fin de vie. Recycling est unique en son genre par la diversité des matériaux qu'il est en mesure de recycler et la flexibilité de ses activités. Le business group est organisé en quatre business units : Precious Metals Refining, Battery Recycling, Jewellery & Industrial Metals et Precious Metals Management.

Performance économique (Voir graphiques p.62)

Les revenus de Recycling ont augmenté de 7% par rapport à 2011. La hausse est due à la croissance des revenus chez Precious Metals Refining, poussée par de meilleures conditions de marché. L'EBIT récurrent a diminué de 3% à cause de conditions moins favorables sur les marchés finaux de Jewellery & Industrial Metals et d'une contribution moindre des activités de négoce de métaux précieux. Les dépenses d'investissement ont nettement augmenté par rapport



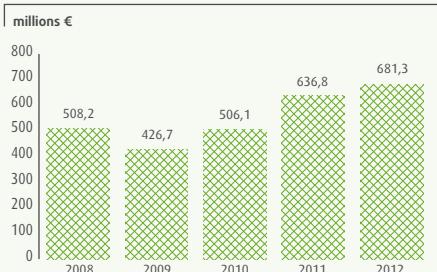
Precious Metals Refining

Battery Recycling

Jewellery & Industrial Metals

Precious Metals Management

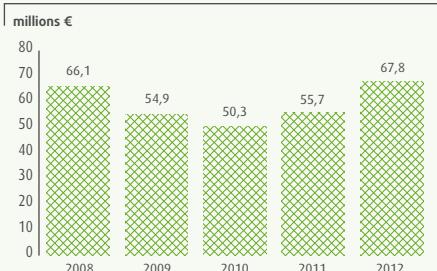
REVENUS (HORS MÉTAL)



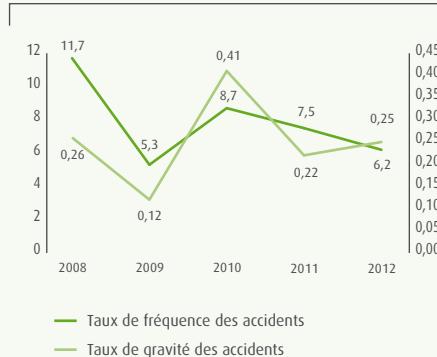
EBIT RÉCURRENT & ROCE



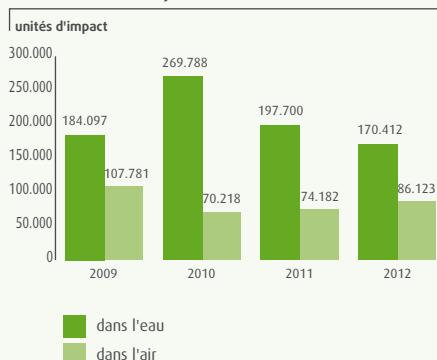
INVESTISSEMENTS



INDICATEURS DE SÉCURITÉ



REJETS DE MÉTAUX



Accédez directement aux chiffres

•XLS[www.umincore.com/reporting/
data](http://www.umincore.com/reporting/data)

à 2011. C'est en grande partie le résultat de l'intensification des investissements à l'usine d'Hoboken, notamment pour l'échantillonnage et l'analyse. Les dépenses en R&D ont également été plus importantes, en partie suite à l'intensification des essais de la technologie UHT pour le recyclage des batteries et d'autres filières potentielles d'approvisionnement.

Les revenus de **Precious Metals Refining** ont augmenté en glissement annuel. Les volumes traités totaux ont légèrement augmenté par rapport à 2011. Le contexte d'approvisionnement général pour différents types de résidus complexes et de matériaux en fin de vie est resté favorable. Les niveaux d'activité élevés dans le secteur des non-ferreux ont permis à l'activité d'optimiser son alimentation en résidus provenant de ces secteurs. Dans l'ensemble, Umicore a traité plus de résidus, avec un accroissement de l'approvisionnement provenant du secteur du raffinage des métaux précieux.

La capacité de traitement des déchets électroniques a nettement augmenté sur le marché, largement par anticipation de l'augmentation attendue de la collecte de ces déchets, suite au durcissement de la législation en matière de recyclage des DEEE en Europe. Malgré l'augmentation de la pression concurrentielle, Umicore a conforté sa position de spécialiste du recyclage des matériaux plus complexes et riches en métaux précieux. L'approvisionnement en déchets électroniques a fortement augmenté par rapport à 2011, tout comme les volumes traités de catalyseurs industriels usagés. La dispo-

Recycling



Chez Recycling, nous recyclons une large gamme de matériaux dont des catalyseurs automobiles usagés, de vieilles batteries rechargeables et des catalyseurs pétrochimiques épuisés.

nibilité de catalyseurs automobiles usagés sur le marché reste mitigée, tant en termes de volumes que de conditions commerciales.

Les prix effectifs moyens des métaux précieux et de base sont restés relativement stables, Umicore ayant sécurisé une part significative de ceux-ci au cours des périodes précédentes. Ces prix sécurisés plus élevés ont compensé la légère diminution des prix au comptant pour la plupart de ces métaux en 2012. Les prix de plusieurs métaux spéciaux tels que le tellure, le sélénium et l'indium ont nettement baissé, un recul principalement imputable au recul de la demande pour des applications de pointe, comme le photovoltaïque en couches minces. Ces effets de prix ont eu un impact négatif sur les marges.

La première phase de la modernisation et de l'expansion des installations d'échantillonnage s'est achevée à la fin de 2012. Une se-



conde phase d'expansion a démarré et devrait s'achever à la mi-2014.

Les revenus de **Precious Metals Management** ont baissé en 2012. La demande de livraisons de métaux précieux a baissé, suite au ralentissement de l'activité économique en Europe et au déstockage opéré par les clients à la fin de l'année. La demande de lingots destinés aux investisseurs a aussi accusé un recul. La volatilité sur les marchés des métaux précieux est restée nettement moindre qu'en 2011, ce qui a érodé la contribution de l'activité de négoce en glissement annuel.

Les revenus de la business unit **Jewellery & Industrial Metals** ont été similaires aux résultats exceptionnels de 2011. Une modification dans le mix produits s'est traduite par des marges en déçà des niveaux élevés enregistrés en 2011. Le carnet de commandes de flans destinés à la frappe de monnaie a été moins fourni, tandis que les ventes globales de produits



En mai, dans le cadre d'une visite officielle des institutions européennes et de la Belgique, nous avons eu l'honneur d'accueillir le Vice-Premier ministre du Conseil d'Etat de la République populaire de Chine, Li Keqiang, et Son Altesse Royale le Prince Philippe de Belgique dans notre usine de recyclage d'Hoboken.

en argent moulé ont augmenté, la business unit ayant accru sa capacité de production de lingots d'argent homologués par le LBMA. Les ventes de produits argentifères destinés aux applications industrielles ont également baissé, principalement en raison du recul des commandes émanant du secteur solaire. Dans le segment de la joaillerie, l'augmentation des ventes d'or et de platinoïdes au secteur des articles de luxe a été neutralisée par le recul de la demande du secteur des bijoux de fantaisie.

Les activités de recyclage ont encore signé de belles performances, surtout pour l'argent. Dans le courant de l'année, Umicore a achevé la première phase d'expansion de ses capacités de raffinage d'argent en Thaïlande et en Allemagne.

En 2012, la business unit a fermé son site de recyclage de joaillerie à Foshan (Chine), car le marché n'était pas suffisamment développé pour qu'elle maintienne sa présence dans cette région.

Chez **Battery Recycling**, l'usine pilote UHT a opéré par campagnes, en alternant le développement technologique et les essais de recyclage de batteries et d'autres matériaux potentiellement recyclables. La majeure partie des volumes de batteries rechargeables traités provenait de l'électronique portable, l'apport de batteries des véhicules électriques (hybrides) restant limité. En 2012, Umicore a conclu un contrat avec Toyoda por-

tant sur le recyclage des batteries des véhicules hybrides en Europe. Umicore a également inauguré un centre de démantèlement à Maxton (Caroline du Nord), destiné au marché nord-américain.

Une entreprise où il fait bon travailler

Le business group Recycling a à nouveau totalisé près de la moitié des accidents avec arrêt de travail survenus chez Umicore. Le nombre total d'accidents a poursuivi sa baisse graduelle, avec 23 accidents avec arrêt de travail en 2012, contre 26 en 2011 et 27 en 2010. Le taux de fréquence du business group (6,24 contre 7,45) s'est amélioré alors que le taux de gravité (0,25 contre 0,22) s'est quelque peu aggravé par rapport à 2011. La business unit Precious Metals Refining a adopté le programme SafeStart® visant à favoriser les améliorations en faveur de la sécurité, en particulier sur le site de Hoboken. À la fin 2012, le site de Markham (Canada) avait atteint plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable pour le personnel d'Umicore ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Quant à la santé au travail en termes d'exposition aux métaux, le business group Recycling a fait mieux que la moyenne d'Umicore, avec un taux de dépassement de 1%. Les principales substances présentant un risque sanitaire chez Recycling sont le plomb, l'arsenic, le nickel, le cobalt et le cadmium. Aucun dépassement n'a été relevé pour le nickel et le cobalt. Le dépassement pour le cadmium a atteint 2,5%, contre 0,4% en 2011.

Le dépassement pour l'arsenic a nettement reculé par rapport à 2011. Une sensibilisation aux sels de platine a été diagnostiquée chez quatre travailleurs, qui ont été équipés de tenues et d'équipements individuels offrant un niveau de protection accru.



De l'or pour l'or au Canada

Les canadiens qui voulaient soutenir leurs athlètes en vue de gagner des médailles d'or au Jeux Olympiques de 2012 ont eu l'occasion de le faire d'une manière unique. Une campagne médiatique nationale a proposé aux gens d'envoyer leurs bijoux en or qu'ils ne portaient plus en vue de les recycler. Les bijoux ont été vendus aux enchères et certains ont été raffinés dans les installations de Jewellery & Industrial Metals d'Umicore à Markham, Ontario. Tous les profits ont été reversés au fond Canadian Athletes Now.

Recycling

“L’impact des rejets de métaux dans l’eau a été de 14% inférieur à celui de 2011.”

Éco-efficacité

Les opérations de Recycling ont généré 41% de nos émissions d’équivalents CO₂ en 2012, soit un total de 285.879 tonnes d’équivalents CO₂. En 2011, les émissions avaient atteint 281.499 tonnes. Le principal contributeur aux émissions de CO₂ est le site de Hoboken, où des études sont en cours afin d’identifier des pistes supplémentaires de réduction des émissions en plus des projets déjà menés à bien depuis l’intégration du site dans la convention de référence énergétique flamande en 2003.

Le recyclage de certaines qualités de déchets électroniques a fait partie de la deuxième vague d’évaluations de la durabilité de produits, menées avec l’outil APS d’Umicore. Cette opération s’inscrit dans le processus continu visant à évaluer la durabilité d’un échantillon représentatif des produits et des services d’Umicore (cf. p. 30). Umicore a remporté le premier prix dans la catégorie Procédés aux prestigieux Business Awards for the Environment, qui ont consacré sa technologie unique de recyclage UHT. La business unit Jewellery & Industrial Metals a aussi lancé une gamme certifiée de matériaux de joaillerie recyclés sur le marché nord-américain (cf. p. 29).

En termes de charges d’émissions de métaux, les rejets de métaux

dans l’air de Recycling sont restés stables par rapport à 2011. En termes d’impact, le business group a enregistré une augmentation de 16% par rapport à 2011 mais le niveau atteint est toujours inférieur de 20% par rapport à l’année de référence 2009. Cette évolution en glissement annuel est imputable à l’augmentation des émissions d’arsenic dans l’air sur le site de Hoboken, qui s’explique par un changement du mix des matériaux traités durant l’année. Un nouvel investissement dans une installation de purification des gaz devrait permettre de réduire significativement ces émissions dans les années à venir. Les charges de métaux rejetés dans l’eau ont aug-

menté de 11% par rapport à 2011. En termes d’impact, les rejets dans l’eau en 2012 ont été inférieurs de 14% aux niveaux de 2011 (en raison d’une baisse des émissions de thallium) et de 7% à ceux de 2009, année de référence. La nouvelle station d’épuration des eaux sur le site de Hoboken devrait être mise en service à la mi-2013. Elle nous permettra de réduire davantage les rejets de métaux dans les effluents de l’usine.

Engagement envers les parties prenantes

Umicore Precious Metals Refining a encore procédé à un contrôle strict des fournisseurs à l’aide d’un système développé en interne, appelé Business Partner Screening (BPS). Elle a testé l’outil d’analyse des fournisseurs d’Ecovadis pour quatre d’entre eux. Nous avons également pris les mesures nécessaires afin d’offrir à nos clients l’assurance

que l’or que nous produisons et recyclons ne provient pas de zones de conflits. Chez Precious Metals Refining, nous avons collaboré avec la London Bullion Market Association (LBMA) en vue d’effectuer un audit de nos procédés et de nos filières d’approvisionnement en 2013. Une procédure similaire a été entreprise chez Jewellery & Industrial Metals, en partenariat avec le Responsible Jewelry Council (RJC).

En 2011, les sites du business group Recycling ont fait don d’un montant total de € 530.490. La contribution principale provient du site de Hoboken (Belgique). Parmi les initiatives figurent le spectacle de magie Ecomagie consacré à la sensibilisation à l’environnement et organisé dans 100 écoles de la Région mais également le parrainage du Museum aan de Stroom à Anvers et le soutien du festival Casa Blanca près de Hemiksem.



Les Technogirls à Hoboken

En février, plus de 600 jeunes filles âgées de 11 à 12 ans ont participé à la troisième édition de Technogirls, une initiative de Agoria, la fédération belge des industries technologiques. Trente jeunes filles ont visité notre site de Hoboken. Le but était de stimuler leur curiosité quant aux études et carrières techniques et technologiques. Après quelques exercices et expériences, la journée s’est poursuivie avec des présentations de diplômes et des sourires.

Un climat d'innovation

A photograph of two men standing outdoors in a field of tall grass. The man on the left is wearing a dark blue sweater over a light blue collared shirt and olive-green trousers, with his hands in his pockets. The man on the right is wearing dark blue overalls over a dark t-shirt, with a small Umicore logo patch on the chest. He is gesturing with his right hand while speaking. In the background, there's a city skyline under a cloudy sky.

Recycling

CASE

“ Trois départements d'Umicore ont uni leurs forces en vue d'accélérer le processus de fusion du haut fourneau de Hoboken (Belgique). Cette collaboration a donné lieu à un foisonnement d'idées innovantes et a débouché sur des avantages économiques et environnementaux considérables.

Il y a cinq ans, des collaborateurs des départements Group R&D, Process & Technology Innovation et Operations se sont réunis pour évoquer la meilleure manière d'accélérer le processus de fusion du haut fourneau de Hoboken tout en réduisant la consommation énergétique. “Chacun a mis son potentiel et ses compétences à contribution. Le débat a déclenché une avalanche d'idées”, déclare Jonathan Aerts, Project Manager, Hoboken. “Nous avons entamé ce projet sur les chapeaux de roue. En équipe, nous avons sélectionné et mené une réflexion sur les innovations technologiques les plus prometteuses susceptibles d'être mises en pratique.

Group R&D a mis en place les études scientifiques et théoriques, qui ont débouché sur des expériences en laboratoire ainsi que sur une installation pilote. À ce stade, le Pyrometallurgy

Research Centre de l'Université du Queensland (Australie), réputé à travers le monde pour sa connaissance du traitement des non-ferreux, a été d'un précieux secours.

Le département Process & Technology Innovation a ensuite transposé les conclusions de R&D en technologies opérationnelles et économiquement viables. Le département Operations a également joué un rôle crucial, sa mission consistant à déployer les améliorations technologiques au sein du haut fourneau.

Processus d'amélioration continue

Bien entendu, les défis n'ont pas manqué. Le déploiement de nouvelles technologies dans un cadre opérationnel est synonyme de changements, tant dans les processus existants que pour les personnes concernées. Dans ce contexte, le fort leadership de la

direction de Hoboken s'est avéré essentiel. Elle s'est concentrée sur les objectifs à atteindre et a persévétré malgré les quelques revers rencontrés au début.

Les améliorations technologiques ont engendré des résultats impressionnants. En 2012, la capacité de production quotidienne du haut fourneau a augmenté de 10%, tout en offrant une plus grande flexibilité au niveau du mix des matériaux. La consommation énergétique a chuté de 7%, et les émissions de CO₂ et de SO_x ont baissé dans la même proportion.

L'équipe n'entend pas se reposer sur ses lauriers. “Nous ne sommes qu'au début”, affirme Stephanie Vervynckt, Project Leader R&D. “Une excellente coopération a permis d'instaurer un réel climat d'innovation. Nous voulons en tirer le meilleur parti. Les résultats exceptionnels obtenus jusqu'ici motivent l'équipe. Nous avons donc l'intention de persévérer dans l'innovation et d'en tirer d'autres bénéfices.”



Scannez le QR code pour voir l'interview complète en ligne
[www.unicore.com/
reporting/blastfurnace](http://www.unicore.com/reporting/blastfurnace)

Rapport d'activité économique

Chiffres clés du Groupe

CHIFFRES CLÉS

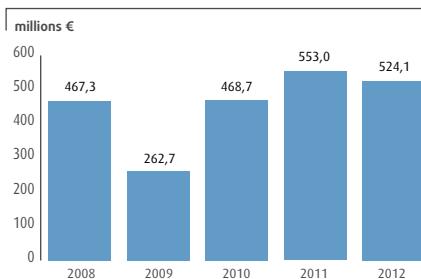
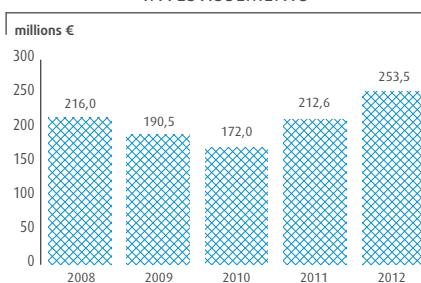
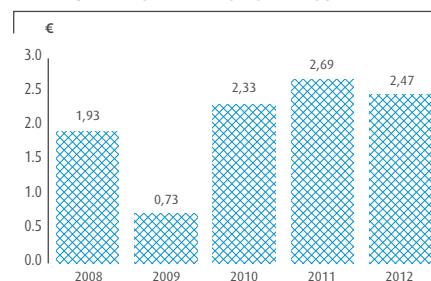
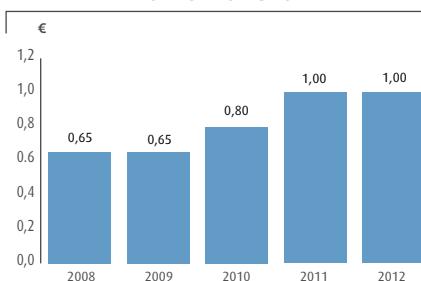
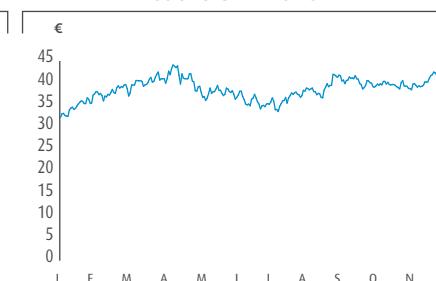
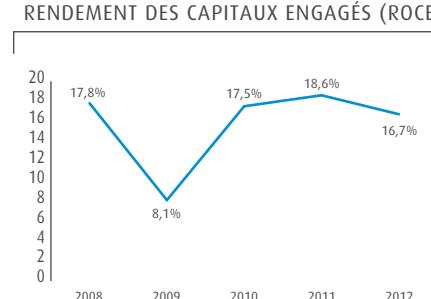
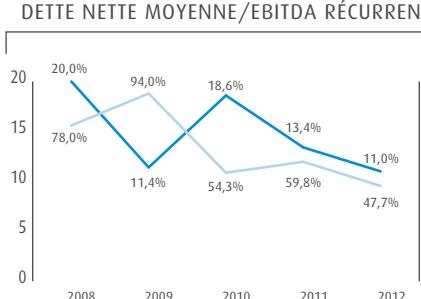
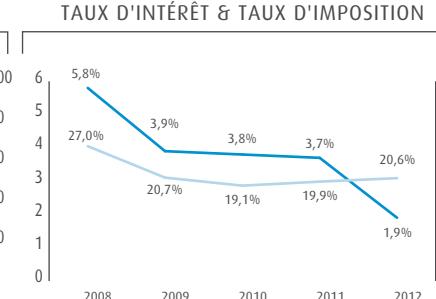
(en EUR millions sauf mention contraire)	Annexe	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires		9.124,0	6.937,4	9.691,1	14.480,9	12.548,0
Revenus (hors métal)		2.100,3	1.723,2	1.999,7	2.318,6	2.427,6
EBITDA récurrent	F9	467,3	262,7	468,7	553,0	524,1
EBIT récurrent	F9	354,6	146,4	342,5	416,1	372,1
dont sociétés associées	F9	32,0	-6,1	30,1	22,9	22,2
EBIT non récurrent	F9	-101,9	-11,4	-9,1	1,0	-46,7
Effet IAS 39 sur l'EBIT	F9	-3,6	6,2	-9,4	15,6	3,2
EBIT total	F9	249,1	141,2	324,0	432,7	328,6
Marge opérationnelle récurrente (en %)		15,4	8,9	15,6	17,0	14,4
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	F31	17,8	8,1	17,5	18,6	16,7
Taux d'intérêt moyen pondéré (en %)	F11	5,8	3,9	3,8	3,7	1,9
Taux d'imposition récurrent (en %)	F13	27,0	20,7	19,1	19,9	20,6
Résultat net récurrent, part du Groupe	F9	222,1	81,9	263,4	304,6	275,2
Résultat des activités non continuées, part du Groupe		-2,4	-4,2	0	0	0
Résultat net, part du Groupe	F9	121,7	73,8	248,7	325,0	233,4
Frais de recherche & développement	F9	165,0	135,7	139,3	162,9	182,1
Investissements	F34	216,0	190,5	172,0	212,6	253,5
Cash-flow net avant financement	F34	195,3	258,4	-68,2	308,6	150,3
Total des actifs des activités continuées, fin de période		3.024,9	2.826,7	3.511,6	3.713,2	3.667,9
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		1.290,7	1.314,2	1.517,0	1.667,5	1.751,7
Dettes financières nettes consolidées des activités continuées, fin de période	F24	333,4	176,5	360,4	266,6	222,5
Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période (en %)	F24	20,0	11,4	18,6	13,4	11,0
Dette nette moyenne / EBITDA récurrent (en %)		78,0	94,0	54,3	59,8	47,7
Capitaux engagés, fin de période	F31	1.902,5	1.781,1	2.181,8	2.168,8	2.259,4
Capitaux engagés, moyenne	F31	1.997,2	1.797,7	1.961,6	2.233,0	2.224,5

DONNÉES PAR ACTION

(en EUR / action)	Annexe	2008	2009	2010	2011	2012
Bénéfice par action						
Bénéfice par action récurrent	F39	1,93	0,73	2,33	2,69	2,47
Bénéfice par action ajusté excluant les activités non continuées	F39					
de base	F39	1,08	0,69	2,20	2,87	2,09
dilué	F39	1,07	0,69	2,19	2,85	2,08
Bénéfice par action incluant les activités non continuées	F39					
de base	F39	1,06	0,66	2,20	2,87	2,09
dilué	F39	1,05	0,65	2,19	2,85	2,08
Dividende brut		0,65	0,65	0,80	1,00	1,00
Cash-flow net avant financement, de base	F34	1,69	2,30	-0,60	2,72	1,35
Total des actifs des activités continuées, fin de période		26,95	25,13	30,93	33,53	32,78
Capitaux propres, part du Groupe, fin de période		11,50	11,68	13,36	15,06	15,66
Cours de l'action						
Plafond		37,10	24,32	40,37	40,09	44,12
Plancher		10,27	11,89	21,19	25,35	32,30
Moyen		26,55	17,75	28,58	34,21	38,57
Clôture		14,07	23,40	38,92	31,87	41,69

NOMBRE D'ACTIONS

	Note	2008	2009	2010	2011	2012
Nombre total d'actions émises, fin de période	F39	120.000.000	120.000.000	120.000.000	120.000.000	120.000.000
dont actions propres	F39	7.757.722	7.506.197	6.476.647	9.243.938	8.113.488
dont actions en circulation	F39	112.242.278	112.493.803	113.523.353	110.756.062	111.886.512
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation, de base	F39	115.263.300	112.350.457	113.001.404	113.304.188	111.593.474
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation, dilué	F39	116.259.507	112.884.977	113.724.891	114.208.275	112.346.081

REVENUS (HORS MÉTAL)**EBITDA RÉCURRENT****EBIT RÉCURRENT****DÉPENSES DE R&D****INVESTISSEMENTS****DETTE NETTE FINANCIÈRE****BÉNÉFICE PAR ACTION RÉCURRENT****DIVIDENDE BRUT****COURS DE L'ACTION****RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)****RATIO D'ENDETTEMENT & DETTE NETTE MOYENNE/EBITDA RÉCURRENT****TAUX D'INTÉRÊT & TAUX D'IMPOSITION**

— Ratio d'endettement des activités continuées, fin de période
— Dette nette moyenne / EBITDA récurrent

— Taux d'intérêt moyen pondéré
— Taux d'imposition récurrent

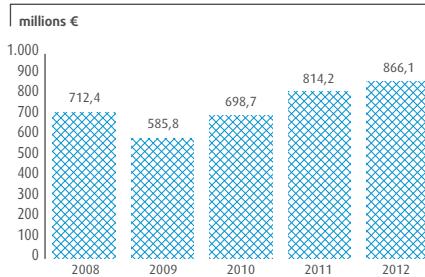
Catalysis chiffres clés

(en EUR millions sauf mention contraire)

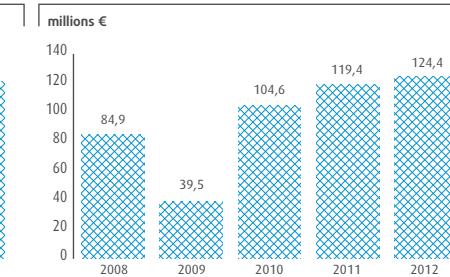
	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires total	2.033,9	1.155,7	1.548,3	1.932,0	1.871,9
Revenus totaux (hors métal)	712,4	585,8	698,7	814,2	866,1
EBITDA récurrent	84,9	39,5	104,6	119,4	124,4
EBIT récurrent	64,2	16,7	77,7	89,5	91,0
dont sociétés associées *	17,1	-7,1	4,8	5,7	10,5
EBIT total	58,7	13,2	72,4	96,8	83,8
Marge opérationnelle récurrente (en %)	6,6	4,1	10,4	10,3	9,3
Frais de recherche & développement	112,0	80,8	79,9	87,2	99,2
Investissements	53,0	46,0	45,7	49,5	88,8
Capitaux engagés, fin de période	609,0	554,4	640,3	768,2	795,5
Capitaux engagés, moyenne	681,9	558,5	611,3	718,7	797,6
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	9,4	3,0	12,7	12,4	11,4
Effectifs, fin de période	2.128	1.903	1.921	2.182	2.281
dont sociétés associées *	229	241	225	239	161

* Automotive Catalysts: Ordeg Korea, ICT Co. Japan (jusque septembre 2012), ICT Inc. USA (jusque septembre 2012)

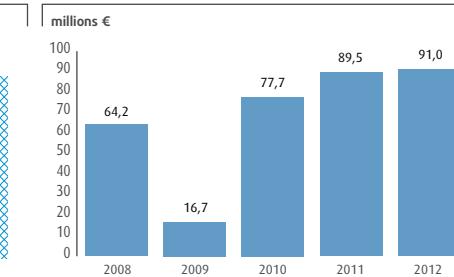
REVENUS (HORS MÉTAL)



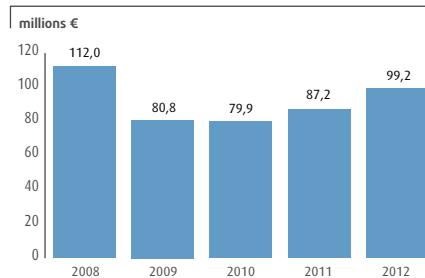
EBITDA RÉCURRENT



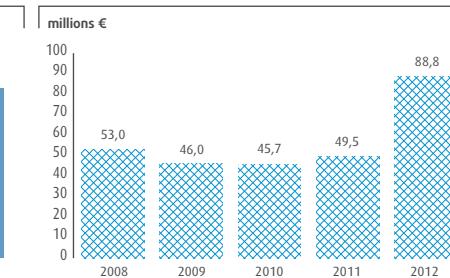
EBIT RÉCURRENT



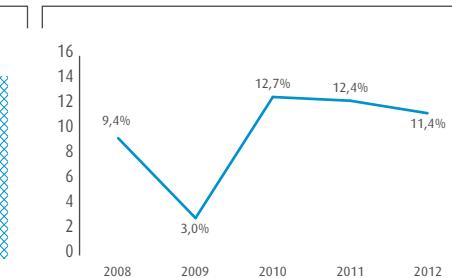
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



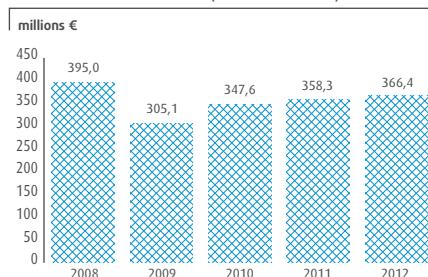
Energy Materials chiffres clés

(en EUR millions sauf mention contraire)

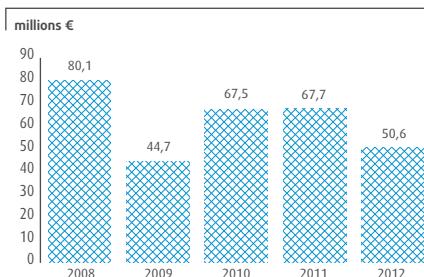
	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires total	982,9	541,4	702,3	729,3	763,7
Revenus totaux (hors métal)	395,0	305,1	347,6	358,3	366,4
EBITDA récurrent	80,1	44,7	67,5	67,7	50,6
EBIT récurrent	57,3	23,9	43,9	41,0	18,2
dont sociétés associées *	5,0	7,4	5,7	6,3	4,2
EBIT total	52,5	31,7	43,1	34,2	-11,3
Marge opérationnelle récurrente (en %)	13,3	5,4	11,0	9,7	3,8
Frais de recherche & développement	11,0	12,2	13,1	17,9	17,3
Investissements	52,3	51,0	38,3	67,6	57,4
Capitaux engagés, fin de période	355,5	346,2	390,1	457,4	476,3
Capitaux engagés, moyenne	359,9	353,9	371,5	430,2	475,2
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	15,9	6,7	11,8	9,5	3,8
Effectifs, fin de période	2.909	2.879	3.035	3.033	2.933
dont sociétés associées *	1.261	1.232	1.314	1.206	1.057

* Cobalt & Specialty Materials: Ganzhou Yi Hao Umicore Industries Co. Ltd., Todini and Co., Electro-Optic Materials: Yamanaka Eagle Picher (only in 2011); Rechargeable Battery Materials: Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co. Ltd., beLife

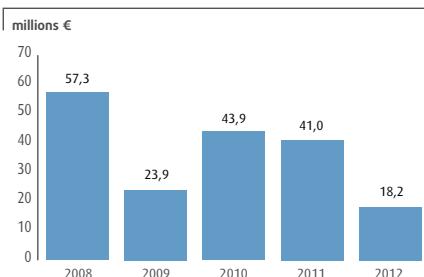
REVENUS (HORS MÉTAL)



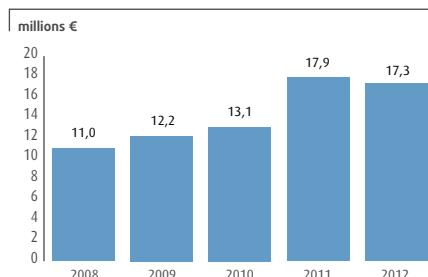
EBITDA RÉCURRENT



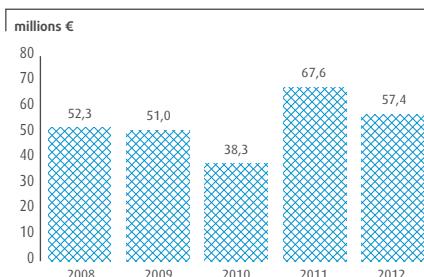
EBIT RÉCURRENT



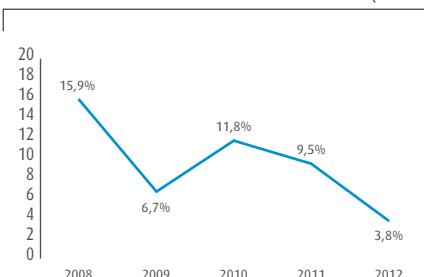
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

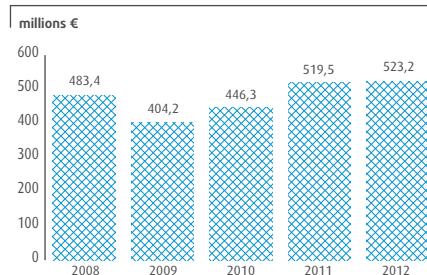


Performance Materials chiffres clés

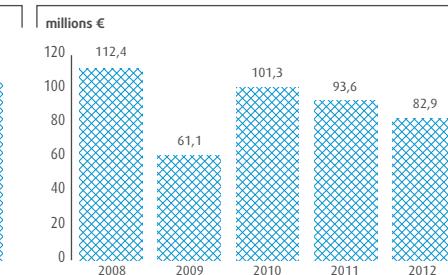
(en EUR millions sauf mention contraire)	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires total	1.280,2	899,4	1.296,3	1.618,4	1.508,4
Revenus totaux (hors métal)	483,4	404,2	446,3	519,5	523,2
EBITDA récurrent	112,4	61,1	101,3	93,6	82,9
EBIT récurrent	87,9	36,6	75,2	67,0	54,5
dont sociétés associées *	15,4	0,8	23,2	13,4	9,9
EBIT total	49,5	38,5	78,6	65,1	57,1
Marge opérationnelle récurrente (en %)	15,0	8,9	11,7	10,3	8,5
Frais de recherche & développement	15,7	11,7	16,0	22,4	24,0
Investissements	33,5	23,9	23,9	31,6	29,3
Capitaux engagés, fin de période	548,6	534,1	612,5	572,0	573,0
Capitaux engagés, moyenne	590,2	533,8	589,7	603,9	587,3
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	14,9	6,9	12,8	11,1	9,3
Effectifs, fin de période	7.037	5.687	6.121	5.845	5.629
dont sociétés associées *	3.801	2.888	3.244	2.915	2.775

* Zinc Chemicals: Rezinal; Building Products: leqsa; Element Six Abrasives

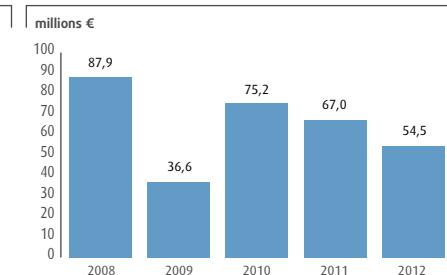
REVENUS (HORS MÉTAL)



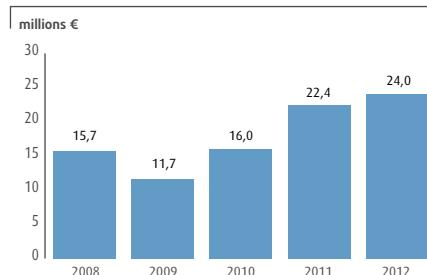
EBITDA RÉCURRENT



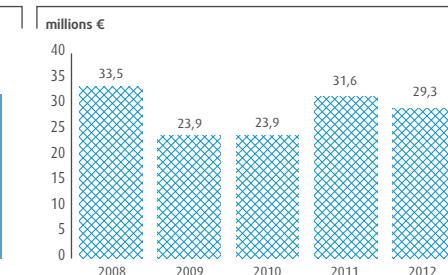
EBIT RÉCURRENT



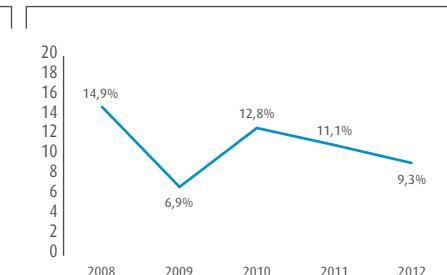
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)

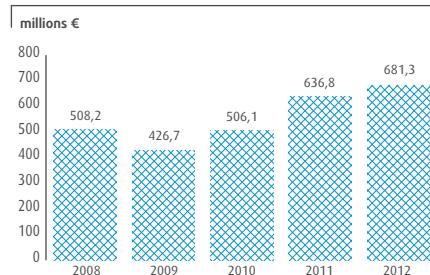


Recycling chiffres clés

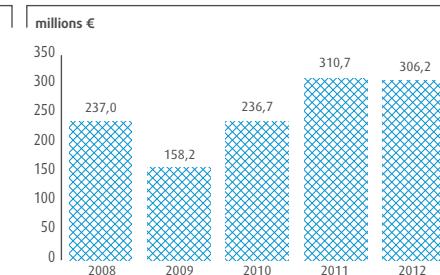
(en EUR millions sauf mention contraire)

	2008	2009	2010	2011	2012
Chiffre d'affaires total	4.788,0	4.323,0	6.120,9	11.649,3	9.589,6
Revenus totaux (hors métal)	508,2	426,7	506,1	636,8	681,3
EBITDA récurrent	237,0	158,2	236,7	310,7	306,2
EBIT récurrent	201,5	117,7	195,5	267,2	258,8
EBIT total	198,6	109,8	182,2	274,3	251,8
Marge opérationnelle récurrente (en %)	39,7	27,6	38,6	42,0	38,0
Frais de recherche & développement	5,1	8,9	10,3	15,4	20,3
Investissements	66,1	54,9	50,3	55,7	67,8
Capitaux engagés, fin de période	319,1	273,8	421,0	321,4	327,3
Capitaux engagés, moyenne	274,2	288,6	301,8	383,0	294,2
Rendement des capitaux engagés (ROCE) (en %)	73,5	40,8	64,8	69,8	88,0
Effectifs, fin de période	2.193	2.162	2.168	2.329	2.394

REVENUS (HORS MÉTAL)



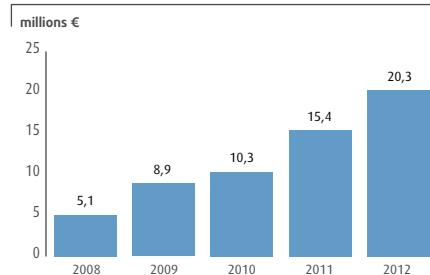
EBITDA RÉCURRENT



EBIT RÉCURRENT



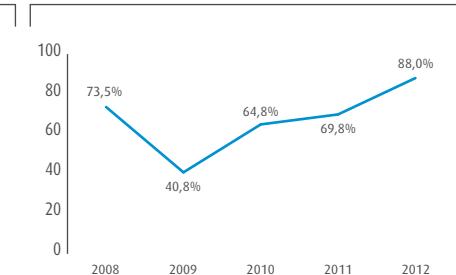
DÉPENSES DE R&D



INVESTISSEMENTS



RENDEMENT DES CAPITAUX ENGAGÉS (ROCE)



États financiers

Table des matières

Comptes consolidés

Compte de résultats consolidé	
Etat consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres	
Bilan consolidé	
Etat consolidé de l'évolution des capitaux propres	
Tableau de financement consolidé	

Annexes aux comptes consolidés

F1 Base de la préparation	
F2 Principes comptables	
F3 Gestion des risques financiers	
F4 Hypothèses clés et estimations comptables	
F5 Entreprises du Groupe	
F6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères	
F7 Information sectorielle	
F8 Regroupements d'entreprises	
F9 Résultat d'exploitation	99
F10 Rémunérations et avantages sociaux	101
F11 Coûts financiers nets	102
F12 Produits des investissements financiers	102
F13 Impôts sur le résultat	103
F14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill	104
F15 Goodwill	105
F16 Immobilisations corporelles	106
F17 Participations mises en équivalence	107
F18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés	108
F19 Stocks	109
F20 Créances commerciales et autres créances	109
F21 Impôts différés	111
F22 Liquidités et quasi-liquidités	112
F23 Ecarts de conversion et autres réserves	113
F24 Dettes financières	114
F25 Dettes commerciales et autres dettes	116

F26 Liquidité des dettes financières

116

F27 Provisions pour avantages sociaux

118

76 F28 Plans d'options sur actions accordés par la société

122

76 F29 Provisions environnementales

123

76 F30 Provisions pour autres risques et charges

124

77 F31 Capital employed

125

78 F32 Instruments financiers par catégorie

126

79 F33 Juste valeur des instruments financiers

129

79 F34 Annexes au tableau de financement consolidé

132

80 F35 Droits et engagements

133

80 F36 Passifs latents

134

80 F37 Parties liées

135

88 F38 Evénements importants survenus après la clôture

136

91 F39 Bénéfice par action

136

92 F40 Évolution des normes IFRS

137

93 F41 Rémunération du commissaire réviseur

137

98 Comptes annuels abrégés de la société mère

138

Déclaration de responsabilité de la direction

140

Comptes consolidés

Compte de résultats consolidé

	Annexes	2011	2012	(EUR milliers)
Chiffre d'affaires	F9	14.480.939	12.548.014	
Autres produits d'exploitation	F9	56.902	62.670	
Produits d'exploitation		14.537.841	12.610.684	
Approvisionnements et matières premières	F9	-12.902.623	-10.996.184	
Rémunérations et avantages sociaux	F10	-672.049	-717.025	
Amortissements et réductions de valeur	F9	-165.264	-181.696	
Autres charges d'exploitation	F9	-402.864	-410.388	
Charges d'exploitation		-14.142.800	-12.305.293	
Produits des investissements financiers	F12	10.178	988	
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		405.220	306.379	
Produits financiers	F11	5.125	3.288	
Charges financières	F11	-35.005	-23.946	
Résultat de change	F11	7.443	-10.345	
Résultat des sociétés mises en équivalence	F17	27.436	22.218	
Résultat avant impôts		410.218	297.594	
Impôts sur le résultat	F13	-76.006	-59.688	
RÉSULTAT DE LA PÉRIODE		334.212	237.905	
	dont: Part du Groupe	324.950	233.444	
	Part des minoritaires	9.262	4.461	
(EUR)				
Bénéfice par action (de base) total	F39	2,87	2,09	
Bénéfice par action (dilué) total	F39	2,85	2,08	
Dividende par action		1,00	1,00	

Les annexes en pages 80 à 139 font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres

	Annexes	2011	2012	(EUR milliers)
Résultat de la période		334.212	237.905	
Mouvements des réserves pour actifs financiers disponibles à la vente		-28.939	-10.788	
Mouvements des réserves de couvertures stratégiques		62.700	7.400	
Mouvements des avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles		-13.661	-57.316	
Mouvements des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global		-17.828	14.998	
Mouvements des écarts de conversion		-3.482	-14.021	
Autres éléments du résultat global	F23	-1.210	-59.726	
RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE		333.002	178.179	
	dont : Part du Groupe	329.754	176.265	
	Part des minoritaires	3.248	1.914	

Les impôts différés reconnus directement en capitaux propres sont dus aux réserves pour couvertures stratégiques pour EUR -2,7 millions et aux avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 17,1 millions.

Les annexes en pages 80 à 139 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Bilan consolidé

		(EUR milliers)	
	Annexes	31/12/2011	31/12/2012
Actifs long terme		1.418.510	1.478.168
Immobilisations incorporelles	F14, F15	183.303	200.902
Immobilisations corporelles	F16	864.336	912.268
Participations mises en équivalence	F17	218.923	214.015
Actifs financiers disponibles à la vente	F18	47.730	37.105
Prêts octroyés	F18	1.096	5.087
Créances commerciales et autres créances	F20	14.630	17.019
Impôts différés actifs	F21	88.492	91.772
Actifs court terme		2.294.649	2.189.731
Prêts accordés par l'entreprise	F18	1.051	4.960
Stocks	F19	1.305.010	1.235.107
Créances commerciales et autres créances	F20	867.530	788.377
Impôts à récupérer		17.067	29.861
Actifs financiers disponibles à la vente	F18	10	3
Liquidités et quasi-liquidités	F22	103.981	131.427
TOTAL DE L'ACTIF		3.713.160	3.667.899
Total des capitaux propres		1.721.708	1.805.805
Capitaux propres - Part du Groupe		1.667.529	1.751.664
Capital et primes d'émission		502.862	502.862
Résultats reportés et réserves		1.461.047	1.577.658
Ecart de conversion et autres réserves	F23	-43.620	-102.020
Actions détenues en propre (-)		-252.760	-226.836
Intérêts minoritaires		54.179	54.141
Passifs long terme		391.507	422.446
Provisions pour avantages sociaux	F27	193.023	258.975
Dettes financières	F24	23.878	2.861
Dettes commerciales et autres dettes	F25	15.084	13.922
Impôts différés passifs	F21	46.089	36.417
Provisions	F29, F30	113.434	110.271
Passifs court terme		1.599.945	1.439.648
Dettes financières	F24	346.654	351.047
Dettes commerciales et autres dettes	F25	1.148.450	1.022.363
Impôts		57.742	35.519
Provisions	F29, F30	47.099	30.719
TOTAL DU PASSIF		3.713.160	3.667.899

Les annexes en pages 80 à 139 font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de l'évolution des capitaux propres

(EUR milliers)

	Part du Groupe					
	Capital et primes d'émission	Résultats reportés	Ecart de conversion et autres réserves	Actions détenues en propre	Intérêts minoritaires	TOTAL
Solde au début de l'exercice précédent	502.862	1.234.242	-55.541	-164.602	58.281	1.575.242
Résultat de la période		324.950			9.262	334.212
Autres éléments du résultat global			4.804		-6.014	-1.210
Résultat global de la période		324.950	4.804		3.248	333.002
Mouvements des réserves pour paiement en actions			8.342			8.342
Augmentation de capital					-6.420	-6.420
Dividendes		-99.370			-931	-100.301
Transferts		1.225	-1.225			0
Mouvements sur actions propres				-88.158		-88.158
Variation de périmètre						
Solde à la fin de l'exercice précédent	502.862	1.461.047	-43.620	-252.760	54.179	1.721.707
Résultat de la période		233.444			4.457	237.901
Autres éléments du résultat global			-57.183		-2.543	-59.726
Résultat global de la période		233.444	-57.183		1.914	178.175
Mouvements des réserves pour paiement en actions			5.325			5.325
Augmentation de capital					6.283	6.283
Dividendes		-122.929			-6.882	-129.810
Transferts		6.542	-6.542			0
Mouvements sur actions propres				25.924		25.924
Variation de périmètre		-444			-1.357	-1.801
Solde à la fin de l'exercice	502.862	1.577.658	-102.020	-226.836	54.141	1.805.806

La réserve légale de EUR 50.000 milliers, incluse dans les résultats reportés, n'est pas distribuable.

Le capital social du Groupe au 31 décembre 2012 était composé de 120.000.000 actions sans valeur nominale.

Les annexes en pages 80 à 139 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau de financement consolidé

	Annexes	2011	2012	(EUR milliers)
Résultat des activités continuées		334.212	237.905	
Ajustement pour résultat des sociétés mises en équivalence		-27.436	-22.218	
Ajustement pour transactions non-cash	F34	189.926	166.220	
Ajustement pour éléments à présenter séparément ou à reclasser en trésorerie d'investissement ou en trésorerie de financement	F34	82.183	64.922	
Variation du besoin en fonds de roulement	F34	-48.575	34.060	
Cash-flow d'exploitation		530.309	480.889	
Dividendes reçus		15.915	27.015	
Taxes payées durant la période		-34.368	-93.788	
Subsides reçus		3.649	1.394	
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'EXPLOITATION	F34	515.505	415.509	
Acquisition d'immobilisations corporelles	F16	-188.018	-227.770	
Acquisition d'immobilisations incorporelles	F14	-24.556	-25.688	
Acquisition de participations consolidées (net des liquidités acquises)			-11.180	
Acquisition / augmentation de capital dans sociétés associées et joint-ventures		-5.500	-116	
Acquisition de parts supplémentaires de participations consolidées			-1.181	
Acquisition d'immobilisations financières	F18	-515	-70	
Nouveaux prêts accordés	F18	-1.018	-7.531	
Sous-total des acquisitions		-219.607	-273.535	
Cession d'immobilisations corporelles		2.134	2.937	
Cession d'immobilisations incorporelles			28	
Cession des participations consolidées et sociétés associées (net des liquidités cédées)		258	2.062	
Diminution de capital dans sociétés associées et joint-ventures		0	2.409	
Cession d'immobilisations financières		10.124	489	
Remboursement de prêts	F18	163	381	
Sous-total des cessions		12.679	8.306	
VARIATION DE LA TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT	F34	-206.928	-265.229	
Augmentation/diminution de capital dans minoritaires		-6.109	5.483	
Ventes (Achats) d'actions détenues en propre		-88.158	25.924	
Intérêts reçus		4.757	2.916	
Intérêts payés		-20.306	-15.950	
Nouveaux emprunts (remboursements)		-91.480	-16.793	
Dividendes versés aux actionnaires Umicore		-98.330	-122.468	
Dividendes versés aux minoritaires		-931	-6.881	
VARIATION DE LA TRÉSORERIE DE FINANCEMENT	F34	-300.558	-127.769	
Impact de la variation de change sur la trésorerie		-6.235	8.271	
VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE DES ACTIVITÉS CONTINUÉES		1.784	30.783	
Situation nette de trésorerie à l'ouverture	F22	98.421	100.205	
Situation nette de trésorerie à la clôture	F22	100.205	130.989	
dont liquidités et quasi-liquidités		103.981	131.427	
dont découverts bancaires		-3.776	-438	

Les annexes en pages 80 à 139 font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexes aux comptes consolidés

La publication des comptes annuels consolidés, ainsi que du rapport de gestion préparé conformément à l'article 119 du code des sociétés et repris aux 1 à 74 et 140 à 210, pour la période comptable se terminant le 31 décembre 2012 a été autorisée par le Conseil d'administration d'Umicore le 14 mars 2013. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux réglementations et aux lois applicables aux états financiers consolidés des sociétés belges. Ils comprennent les états financiers de la société consolidante et de ses filiales ainsi que ses intérêts dans les sociétés mises en équivalence.

F1 Base de la préparation

Le groupe présente ses états financiers conformément à tous les IFRS adoptés par l'Union Européenne (UE).

Les états financiers consolidés sont présentés en milliers d'euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique, à l'exception de ce qui est mesuré à la juste valeur.

F2 Principes comptables

2.1 Principes de consolidation et de segmentation

Umicore a retenu la méthode de consolidation par intégration globale pour les filiales dont elle détient le contrôle, c'est-à-dire le pouvoir de diriger la politique financière et opérationnelle de façon à obtenir les avantages découlant des activités de la filiale. Le contrôle est généralement établi lorsque Umicore détient directement ou indirectement via ses filiales, plus de 50% des droits de vote.

Les filiales sont consolidées à partir de la date où le Groupe détient le contrôle et ne le sont plus à partir de la date à laquelle le contrôle a cessé.

Une liste des principales filiales du Groupe à la date de clôture est fournie à l'annexe F5.

La méthode dite de "purchase accounting" est appliquée aux entreprises acquises. L'actif et le passif de la société acquise sont mesurés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Le coût de l'acquisition est mesuré à la juste valeur des actifs cédés, des actions émises ou du passif assumé à la date de l'acquisition, ainsi que les coûts directement liés à l'acquisition. La partie du coût de l'acquisition qui dépasse la part du Groupe dans la juste valeur d'actif net de la filiale est comptabilisée comme goodwill (voir point 2.6. Immobilisations incorporelles et Coûts des transactions en capital). Si la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif net dépasse le coût d'acquisition, l'excédent est immédiatement reconnu en compte de résultats.

Les transactions intra-groupe, soldes et gains non réalisés sur les transactions entre sociétés du Groupe sont éliminées. Les pertes latentes sont aussi éliminées, à moins qu'elles n'indiquent une perte de valeur. Au besoin, les règles comptables des filiales ont été adaptées pour assurer la cohérence avec celles du Groupe Umicore.

Une entreprise associée est une entreprise pour laquelle la société exerce une influence notable sur la politique financière et opérationnelle, sans toutefois la contrôler. C'est en général le cas si la société détient entre 20 et 50% des droits de vote. Une joint-venture est un accord contractuel en vertu duquel la société et d'autres parties exercent directement ou indirectement une activité économique sous contrôle conjoint.

Les entreprises associées et les joint-ventures sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence. En vertu de cette méthode, la part du Groupe dans les profits ou pertes postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans le compte de résultats, et la part du Groupe dans les mouvements des réserves postérieurs à l'acquisition est comptabilisée dans les réserves.

Les participations de la société dans ses entreprises associées et joint-ventures comprennent le goodwill découlant de l'acquisition, net d'amortissements cumulés.

Les profits non réalisés sur les transactions entre la société et ses entreprises associées ou joint-ventures sont éliminés proportionnellement à la quote-part que détient la société dans les entreprises associées et joint-ventures. Les pertes latentes sont également éliminées, sauf si la transaction indique une réduction de valeur.

Les participations dans des sociétés qui ne sont pas consolidées globalement ni mises en équivalence sont rapportées comme actifs financiers disponibles à la vente.

La liste des principales entreprises associées et joint-ventures de la société à la date de clôture est fournie à l'annexe F17.

L'annexe F7 présente l'information sectorielle conformément à IFRS 8. Umicore est organisé en business units.

Les secteurs d'activités sous IFRS 8 chez Umicore sont différenciés selon des facteurs de croissance dans les activités de Catalysis, Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Le secteur d'activités Catalysis produit des catalyseurs pour l'industrie automobile afin de réduire les émissions de moteurs ainsi que des produits catalytiques utilisés dans les processus chimiques dans l'industrie chimique et les sciences de la vie. Ces catalyseurs sont

principalement basés sur des métaux PGM. Le secteur d'activités Energy Materials se focalise principalement sur des matériaux utilisés dans des marchés en croissance pour les batteries rechargeables tant pour les appareils électroniques portables que pour les véhicules hybrides, et l'énergie solaire. Ses produits sont principalement basés sur le cobalt, le germanium et l'indium. Le secteur d'activité Recycling couvre un large spectre de métaux précieux et autres métaux venant de nombreux déchets et résidus industriels. Les opérations Recycling s'étendent également à la production de matériaux de bijouterie (incluant les services de recyclage) ainsi qu'au recyclage de batteries rechargeables. Le secteur d'activités Performance Materials dispose d'un vaste portefeuille de produits dans différentes industries telles que la construction, l'automobile, l'électricité et l'électronique. Tous ces produits utilisent des métaux précieux ou du zinc pour améliorer des caractéristiques spécifiques du produit.

Les secteurs d'activités rapportés sont cohérents avec ceux utilisés dans le reporting interne fourni au Conseil d'administration et au Comité de direction. Le Comité de direction analyse la performance des secteurs d'activités principalement sur base du résultat avant intérêts et taxes (EBIT), les capitaux engagés et le rendement des capitaux engagés. Les résultats financiers et fiscaux ne sont pas alloués aux secteurs d'activités.

Les résultats, actifs et passifs d'un secteur d'activités incluent des éléments directement attribuables au secteur ainsi que des éléments qui peuvent être raisonnablement alloués à celui-ci. La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

Un secteur géographique est engagé dans la fourniture de produits ou de services dans un environnement économique particulier et est exposé à des risques et à une rentabilité différents des risques et de la rentabilité des autres environnements économiques dans lesquels le groupe opère.

2.2 Comptabilité d'inflation

Pour l'exercice en cours, le Groupe Umicore ne comprend aucune filiale dont les comptes sont établis dans la devise d'une économie hyper-inflationiste.

2.3 Conversion des états financiers en devises étrangères

Devise fonctionnelle : les états financiers de chaque entité du Groupe sont établis dans la devise représentant au mieux la substance économique des événements et circonstances sous-jacents à cette entité (la devise fonctionnelle). Les états financiers consolidés sont présentés en euros, devise fonctionnelle de la société mère. Pour les besoins de la consolidation du Groupe et de ses filiales, les états financiers sont convertis comme suit :

- * les actifs et passifs au taux de clôture, publié par la Banque Centrale Européenne;
- * les produits et les charges au taux moyen de l'année;
- * les éléments des capitaux propres au taux de change historique.

Les différences de change résultant de la conversion des investissements nets dans les filiales, joint-ventures et entreprises associées étrangères au taux de clôture sont comptabilisées dans les capitaux propres, sous la rubrique "Ecarts de conversion".

Lorsqu'une entité est liquidée ou vendue, les différences de change qui étaient enregistrées dans les capitaux propres sont reconnues dans le compte de résultats comme faisant partie du gain ou de la perte sur la vente.

Le goodwill et la mise à leur juste valeur des actifs et passifs provenant de l'acquisition d'entités étrangères sont traités comme des actifs et passifs en devise locale de l'entité concernée et sont convertis au taux de clôture.

2.4 Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont d'abord comptabilisées dans la devise fonctionnelle de chaque entité au taux de change en vigueur à la date de la transaction. La date de transaction est la date à laquelle la transaction peut être reconnue. Pour des raisons pratiques, un taux qui s'approche du taux actuel à la date de la transaction est utilisé pour certaines opérations, par exemple un taux moyen pour la semaine ou le mois dans lequel la transaction se déroule.

Ensuite, les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères sont convertis au taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les gains et pertes résultant des transactions en devises étrangères et de la conversion des actifs et passifs monétaires en devises étrangères sont comptabilisés comme résultats financiers dans le compte de résultats.

Pour couvrir son exposition à certains risques de change, la société a conclu certains contrats à terme et options (voir point 2.21. Instruments de couverture).

2.5 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont reprises au bilan à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur. Les coûts comprennent tous les coûts directs ainsi qu'une part adéquate des coûts indirects encourus pour mettre l'actif en état de remplir la fonction qui lui est impartie.

Conformément à l'IAS 23, les coûts d'emprunt directement associés à des investissements sont capitalisés avec l'actif concerné. Les coûts d'emprunt qui ne peuvent être liés directement à un investissement sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Les coûts de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économiques futurs des actifs sont pris en charge lorsqu'ils sont encourus. Dans le cas contraire, ils sont incorporés comme éléments séparés dans les immobilisations corporelles. Les éléments qui sont régulièrement remplacés sont comptabilisés séparément vu que leur durée de vie est différente de celle des autres rubriques reprises dans les immobilisations corporelles auxquelles elles se rapportent. Les installations d'Umicore étant des installations industrielles très complexes et très spécifiques, elles ne possèdent pas de valeur résiduelle de vente en tant qu'équipement isolé. Pour cette raison, les montants d'amortissement sont déterminés en se basant sur une valeur résiduelle en fin de vie nulle.

La méthode de l'amortissement linéaire est appliquée pendant la durée de vie utile estimée des actifs. La durée de vie est le périodes de temps pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif. Les durées de vie utilisées sont définies pour chaque type d'immobilisation comme suit:

	Non amortissables
Terrains	
Bâtiments	
- Bâtiments industriels	20 ans
- Améliorations aux Bâtiments	10 ans
- Autres Bâtiments, tels que bureaux et laboratoires	40 ans
- Maisons et immeubles d'habitation	40 ans
Installations, machines et outillage	
- Fours	10 ans
- Petit outillage	7 ans
Mobilier et matériel roulant	
- Matériel roulant	5 ans
- Matériel de manutention mobile	7 ans
- Matériel informatique	3 à 5 ans
- Mobilier et Matériel de bureau	5 à 10 ans

Dans le cas d'acquisition ou de construction de nouveaux actifs, la durée de vie résiduelle est évaluée séparément au moment de la demande d'investissement et peut être différente des valeurs standard reprises ci-dessus.

La direction détermine la durée de vie résiduelle estimée des immobilisations corporelles et par conséquent, le niveau des charges d'amortissements. Elle utilise des estimations standard, basées sur une combinaison de durabilité physique et de cycle de vie des produits. La durée de vie résiduelle peut varier de manière importante en fonction d'innovations technologiques, d'évolutions du marché ou d'actions des concurrents. La direction augmente la charge d'amortissement des actifs dont la durée de vie a été réduite et réduit la valeur des actifs techniquement obsolètes ou non stratégiques qui ont été abandonnés ou vendus.

2.6 Immobilisations incorporelles et coûts des transactions en capital

2.6.1 Coûts des transactions en capital

Les frais de constitution et d'augmentation de capital sont déduits des fonds propres.

2.6.2 Goodwill

Le goodwill représente l'excédent du coût d'acquisition d'une filiale, entreprise associée ou entité contrôlée conjointement par rapport à la part du Groupe dans la juste valeur de l'actif et du passif identifiables de celle-ci à la date d'acquisition. Les goodwills sont reconnus à leur valeur historique déduction faite d'éventuelles réductions de valeur cumulées.

Dans le bilan, le goodwill sur entreprises associées et joint-ventures figure au poste "Participations mises en équivalence", avec l'investissement lui-même.

Pour l'évaluation de la réduction de valeur, le goodwill est alloué à une unité génératrice de trésorerie. À chaque clôture du bilan, les unités génératrices de trésorerie sont examinées pour y détecter des indices de réductions de valeur potentielles. Cela signifie qu'une analyse est faite pour déterminer si la valeur comptable du goodwill alloué à une unité génératrice de trésorerie est entièrement récupérable. Si tel n'est pas le cas, une réduction de valeur sera prise et reconnue en compte de résultats. Ces réductions de valeur ne sont jamais extournées.

L'excédent de la part de l'acquéreur dans la juste valeur de l'actif net acquis sur le coût d'acquisition est reconnu immédiatement dans le compte de résultats.

2.6.3 Recherche et développement

Les coûts de recherche exposés dans le but d'acquérir de nouvelles connaissances scientifiques ou technologiques sont comptabilisés en charges, dans la période où ils sont encourus.

Les coûts de développement représentent le coût de la conception de produits nouveaux ou substantiellement améliorés ainsi que des procédés préalables à la production ou l'utilisation commerciale. Ils sont portés au bilan si, entre autres choses, les conditions suivantes sont remplies :

- * l'immobilisation incorporelle est à même de générer des bénéfices économiques futurs, ou, en d'autres termes, son potentiel commercial est clairement démontré ;
- * les coûts liés au procédé ou au produit sont clairement identifiables et mesurables de façon fiable.

S'il est difficile de distinguer clairement les coûts de recherche et de développement, ils sont considérés comme coûts de recherche. Si les coûts de développement sont immobilisés, ils font l'objet d'un amortissement linéaire sur la période de bénéfice escomptée.

2.6.4 Droit d'émission de CO₂

Dans le cadre du protocole de Kyoto, une deuxième période relative aux droits d'émission a débuté, couvrant la période 2008-2012. De ce fait, le gouvernement flamand a octroyé des droits d'émissions aux sites flandriens de certaines sociétés, dont Umicore. Chaque année, fin février, un cinquième de ces droits d'émission est enregistré dans un registre officiel. Les mouvements sur ces droits d'émission sont enregistrés en immobilisations incorporelles suivant une procédure émise par la commission des normes comptables belges. Les gains enregistrés lors de la reconnaissance de ces droits d'émission à leur juste valeur sont différés et maintenus au bilan jusqu'à ce que les certificats soient utilisés ou vendus. Si, à la date de clôture, la valeur de marché des droits est inférieure à la valeur nette comptable, une réduction de valeur est comptabilisée. A chaque clôture le groupe évalue l'utilisation réelle de droits et enregistre une provision en conséquence. Les charges relatives à ces réductions de valeurs et/ou provisions sont compensées par la reconnaissance en parallèle d'une partie du produit différé lors de l'enregistrement original des droits d'émission. Umicore dispose historiquement des droits d'émissions nécessaires à la continuité de ses activités opérationnelles.

2.6.5 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles reprises ci-dessous sont enregistrées à leur coût historique, déduction faite des amortissements cumulés et des réductions de valeur :

- * brevets et licences : amortis sur la période de protection légale ;
- * logiciels et frais de développement interne connexes : amortis en 5 ans ;
- * droits d'usage de terrains : amortis linéairement sur la durée du contrat.

2.7 Leasing

2.7.1 Leasing financier

Le leasing, dans le cadre duquel la société assume l'essentiel des risques et des avantages inhérents à la propriété est considéré comme un leasing financier. Les leasings financiers sont repris à la valeur actuelle des paiements sous-jacents estimée au moment de la conclusion du leasing, ou à la valeur de marché estimée des biens si celle-ci est inférieure, diminuée des amortissements cumulés.

Tous les paiements à effectuer dans le cadre de tels contrats sont répartis entre les remboursements de la dette et une charge financière afin d'obtenir sur toute la durée du leasing un taux d'intérêt constant sur le solde de la dette. Les obligations correspondantes, hors intérêts, sont reprises en dettes financières long terme au passif du bilan. La part des paiements correspondant aux intérêts est prise en charge au compte de résultats sur la durée du leasing. Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre de contrats de leasing financier sont amorties sur la durée du contrat de location ou sur leur durée d'utilité si celle-ci est plus courte.

2.7.2 Leasing opérationnel

Le leasing dans le cadre duquel l'essentiel des risques et avantages inhérents à la propriété du bien reste entre les mains du bailleur, est considéré comme un leasing opérationnel. Les paiements et reçus effectués à ce titre sont reconnus comme une charge opérationnelle ou un revenu dans le compte de résultats en utilisant la méthode linéaire.

Le groupe met et prend en leasing des métaux auprès de tiers pour des périodes spécifiques. Le groupe reçoit et paye des primes liées à ses transactions. Les contrats de leasing de métaux sont conclus pour des périodes toujours inférieures à 1 an. Ces contrats sont repris dans les droits et engagements hors bilan.

2.8 Actifs financiers disponibles à la vente, emprunts et créances long terme

Tous les mouvements dans les actifs financiers disponibles à la vente, les emprunts et les créances long terme sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les actifs financiers disponibles à la vente sont enregistrés à leur juste valeur. Les gains et pertes non réalisés dus aux changements de juste valeur sont reconnus dans les capitaux propres en réserves pour actifs financiers. Lorsque ces actifs sont vendus ou réduits de valeur, le cumul des changements de juste valeur comptabilisés en capitaux propres est porté au compte de résultats.

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti, déduction faite d'éventuelles réductions de valeur.

Les réductions de valeur sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la valeur de l'actif.

Les actions propres sont déduites des capitaux propres.

2.9 Stocks

Les stocks sont comptabilisés au plus faible de leur coût d'acquisition ou de leur valeur nette de réalisation. Le coût d'acquisition comprend les coûts directs d'achat ou de fabrication et une allocation appropriée des frais généraux.

Les stocks se divisent en:

1. Produits de base avec couverture métal
2. Produits de base sans couverture métal
3. Consommables
4. Acomptes payés
5. Commandes en cours d'exécution.

Les produits de base avec couverture métal sont des produits contenant des métaux sujets à des risques de fluctuations de prix et pour lesquels Umicore applique une politique de couverture de risques active afin de minimiser les effets négatifs potentiels sur la performance financière du Groupe. Le contenu métal est classé dans des catégories qui reflètent leur nature spécifique et leur utilité commerciale entre autres les stocks permanents et les stocks de métal disponibles à la vente. Selon la catégorie, des mécanismes de couverture appropriés sont appliqués. La méthode du coût moyen pondéré est appliquée par catégorie de stocks.

Les produits de base sans couverture métal et les consommables sont également valorisés au coût moyen pondéré.

Des réductions de valeur sur stock sont reconnues quand la rotation est lente ou quand la valeur comptable dépasse la valeur nette réalisable, ce qui signifie le prix de vente estimé moins les coûts estimés d'exécution et les coûts estimés pour réaliser la vente. Les réductions de valeur sont présentées séparément.

Les acomptes payés sont des paiements aux fournisseurs sur des transactions pour lesquelles la livraison physique des biens n'a pas encore eu lieu. Ils sont comptabilisés à la valeur nominale.

Les commandes en cours d'exécution sont évaluées selon l'état d'avancement des travaux.

2.10 Créances commerciales et autres créances

Les créances commerciales et autres créances sont valorisées au coût amorti; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à recevoir. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique. Les créances non recouvrables sont réduites de valeur. Les réductions de valeurs sont enregistrées dans des comptes séparés et sont compensées avec la valeur brute dès qu'il n'y a plus aucune chance de récupérer la créance.

Les créances commerciales pour lesquelles实质iellement tous les risques et bénéfices ont été transférés ne sont pas reconnues au bilan.

Cette rubrique comprend également la juste valeur positive des produits financiers dérivés.

2.11 Liquidités et quasi-liquidités

La trésorerie comprend la caisse et les comptes à vue. Les quasi-liquidités sont des placements à court terme, très liquides, qui sont facilement convertibles en un montant connu de cash, qui ont une échéance inférieure ou égale à trois mois, et qui ne présentent pas un risque important de changement de valeur.

Ces éléments sont portés au bilan à leur valeur nominale ou au coût amorti. Les découverts bancaires sont inclus dans le passif court terme du bilan.

2.12 Réductions de valeur des actifs

Les immobilisations corporelles, ainsi que les autres actifs long terme, y compris les actifs financiers non détenus à des fins de transaction et les immobilisations incorporelles, sont revus afin de déterminer la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur lorsque des événements ou changements dans les circonstances indiquent que leur valeur comptable pourrait ne pas être entièrement récupérée. En présence d'une telle indication, la valeur recouvrable de l'actif est estimée.

La valeur recouvrable est le prix de vente net de l'actif ou sa valeur d'usage si celle-ci est plus élevée. Pour estimer le montant récupérable d'un actif individuel, la société détermine souvent le montant récupérable de l'unité génératrice de trésorerie à laquelle l'actif appartient.

Une réduction de valeur est immédiatement prise en charge lorsque la valeur comptable d'un actif dépasse la valeur recouvrable.

Une reprise de réduction de valeur est comptabilisée lorsqu'il apparaît que la réduction de valeur de l'actif ou de l'unité génératrice de trésorerie n'est plus justifiée ou a diminué. Une réduction de valeur n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif ne dépasse pas le montant tel qu'il serait apparu, après amortissements, si la réduction de valeur n'avait pas été prise en compte.

2.13 Capital social et bénéfice reporté

A. Rachat de capital

Lorsqu'une des sociétés du groupe rachète des actions de la société (actions détenues en propre), le montant versé en contre partie, y compris les coûts marginaux directement attribuables nets d'impôt sur le résultat, est déduit des fonds propres dans la rubrique "actions détenues en propre". Aucun résultat n'est reconnu lors de l'achat, la vente, l'émission ou l'annulation d'actions propres. En cas de vente ou de réémission ultérieure de ces actions, les produits perçus, nets des coûts marginaux directement attribuables à la transaction et de l'incidence fiscale afférente, sont inclus dans les capitaux propres attribuables aux actionnaires de la Société.

B. Les coûts marginaux attribuables à l'émission de nouvelles actions sont enregistrés nets d'impôts dans les capitaux propres en déduction de la valeur d'émission.

C. Les dividendes de la société mère ne sont reconnus en dettes qu'après approbation par l'assemblée générale des actionnaires.

2.14 Intérêts minoritaires

Les intérêts minoritaires représentent la quote-part des tiers dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables, comptabilisés lors de l'acquisition d'une filiale et attribuables à un tiers, ainsi que la proportion appropriée des profits et pertes ultérieurs.

Dans le compte de résultats, la participation minoritaire dans le bénéfice ou la perte de la société figure séparément de la part du Groupe dans le résultat consolidé.

2.15 Provisions

Une provision est comptabilisée au bilan lorsque :

- * une obligation (légale ou implicite) résulte d'un événement passé;
- * il est probable que des ressources devront être affectées à l'exécution de cette obligation;
- * il est possible de procéder à une estimation fiable du montant de l'obligation.

Une obligation implicite est une obligation qui résulte des actes de l'entreprise qui, sur base d'un modèle établi de pratiques passées ou de politiques affichées, a manifesté son intention d'accepter certaines responsabilités, suscitant en conséquence l'attente de la voir assumer ces responsabilités.

Le montant de la provision est la meilleure estimation possible de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle, à la clôture du bilan, en tenant compte de la probabilité de survenance de l'événement. Lorsque l'effet de la valeur temporelle de l'argent est matériel, le montant de la provision est égal à la valeur actualisée de la dépense considérée comme nécessaire pour éteindre l'obligation. Le résultat de l'actualisation annuelle éventuelle de la provision est comptabilisé en résultat financier.

Les principaux types de provision comprennent :

1. Provisions pour avantages sociaux (voir point 2.16 Avantages sociaux)

2. Obligations environnementales

Les provisions environnementales sont établies sur base des obligations légales et implicites résultant d'événements passés, conformément à la politique environnementale affichée par la société et la législation en vigueur. Le montant total de la provision est comptabilisé au moment où l'événement sous-jacent surgit. Lorsque l'obligation est liée à la production/activité, la provision est reconnue progressivement en fonction de l'usage normal ou du niveau de production.

3. Autres provisions

Il s'agit ici des provisions pour litiges, contrats déficitaires, garanties, risques sur investissements en titres, et restructurations. Une provision pour restructuration est constituée lorsque la société a approuvé un plan de restructuration formel et détaillé, et que la restructuration a commencé ou a été annoncée publiquement avant la clôture du bilan. Toute provision pour restructuration comprend uniquement les coûts directement liés à la restructuration, nécessairement occasionnés par la restructuration et non liés à l'activité poursuivie par l'entreprise.

2.16 Avantages sociaux

2.16.1 Avantages à court terme

Il s'agit ici des rémunérations et charges sociales, des vacances annuelles payées et des congés de maladie, des bonus et des avantages non financiers, pris en charge dans l'exercice. Les bonus sont octroyés à tous les cadres de la société, en fonction de la performance personnelle et d'indicateurs clés de performance financière. Le montant du bonus est comptabilisé en tant que charge, suivant une estimation à la clôture du bilan.

2.16.2 Autres avantages postérieurs à la pension (pensions, soins médicaux)

La société a mis en place plusieurs plans de pension et de soins médicaux, conformément aux conditions et pratiques des pays où elle opère. Ces régimes sont généralement financés par des paiements à des compagnies d'assurance ou à d'autres fonds de pension.

2.16.2.1 Régimes à prestations définies

La société a pris en compte toutes ses obligations légales et implicites, tant dans le cadre des régimes à prestations définies que des pratiques informelles de la société.

Le montant inscrit au bilan est le résultat de calculs actuariels (en appliquant la méthode dite "projected unit credit"). Il représente la valeur actualisée des obligations liées aux régimes à prestations définies, corrigée du coût non comptabilisé des prestations passées, et diminuée de la juste valeur des actifs du régime.

Le coût non comptabilisé des prestations passées résulte de l'introduction de nouveaux régimes d'avantages ou de changements dans les avantages dus au titre du régime existant. Le coût des prestations passées pour lesquelles les avantages ne sont pas encore acquis (l'employé doit préster pour bénéficier de l'avantage) sont amortis linéairement sur la période moyenne, jusqu'au moment où l'avantage nouveau ou modifié est acquis.

Les gains et pertes actuariels, découlant de changements d'hypothèses actuarielles de régimes à prestations définies postérieurs à la pension, sont enregistrés dans l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement en capitaux propres.

2.16.2.2 Régimes à cotisations définies

La société paie des cotisations dans le cadre de plans d'assurance du régime public ou privé. Les cotisations sont prises en charge lorsqu'elles sont encourues et sont incluses dans les frais de personnel.

2.16.3 Autres avantages à long terme octroyés au personnel (primes d'ancienneté)

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Les obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.4 Avantages en cas de départ (plans de préretraite, autres obligations en matière de fin de contrat)

Ces avantages naissent lorsque la société décide de mettre fin au contrat d'un membre du personnel avant la date normale de sa retraite, ou lorsque l'employé accepte volontairement de partir en échange de ces avantages. Lorsqu'elles sont raisonnablement prévisibles suivant les conditions et pratiques des pays où la société opère, les obligations futures sont également comptabilisées.

Ces avantages sont provisionnés, à concurrence du coût escompté, sur la durée de l'emploi, suivant une méthode de comptabilisation semblable à celle des régimes de pension à prestations définies. Ces obligations sont évaluées annuellement par des actuaires qualifiés et indépendants. Tous les gains et pertes actuariels sont immédiatement inscrits au compte de résultats.

2.16.5 Rémunérations en actions ou liées aux actions (paiements fondés sur des actions IFRS 2)

Différents programmes d'options sur actions et de plans d'actions permettent au personnel de la société et à ses cadres supérieurs d'acquérir ou d'obtenir des parts de la société. Le prix d'exercice des options ou des actions est égal à la valeur de marché des actions (sous-jacentes) à la date d'octroi des options. Lorsque des options sont exercées, des actions détenues en propre sont délivrées au bénéficiaire. Pour les plans d'actions, les actions sont données au bénéficiaire à partir d'actions détenues en propre existantes. Dans les deux cas, les fonds propres sont augmentés à concurrence des montants reçus correspondant au prix d'exercice.

Les options et actions sont irrévocablement acquises dès leur date d'octroi. Leur juste valeur est reconnue comme une charge sociale avec une augmentation correspondante de la réserve pour paiements fondés sur des actions. Pour les options, la charge à reconnaître est calculée par un actuaire suivant un modèle tenant compte de toutes les caractéristiques des options, de la volatilité de l'action sous-jacente et d'une estimation du calendrier d'exercice.

Tant que les options octroyées n'ont pas été exercées, la juste valeur est reconnue dans "l'Etat de l'Evolution des Fonds Propres" sous la ligne "Réserve pour paiements en actions". La valeur des options exercées pendant la période est transférée en réserves.

2.16.6 Présentation

L'impact des avantages du personnel sur le résultat est comptabilisé en résultat opérationnel sauf les intérêts et les effets de l'actualisation qui sont repris en résultats financiers.

2.17 Dettes financières

Tous les mouvements dans les dettes financières sont comptabilisés à la date de l'opération.

Les emprunts sont initialement enregistrés à la valeur des montants perçus, nets des coûts de transaction encourus. Ensuite, ils sont valorisés à leur coût amorti, suivant la méthode du taux d'intérêt effectif. Le coût amorti est calculé en tenant compte des frais d'émission éventuels, ristournes et primes d'émission. Toute différence entre le coût et la valeur de rachat est inscrite au compte de résultats à partir du remboursement.

2.18 Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes sont valorisées au coût amorti; c'est-à-dire, à la valeur actualisée nette du montant à payer. Si l'impact de l'actualisation n'est pas matériel, le montant reste évalué à sa valeur historique.

Cette rubrique comprend également la juste valeur négative des produits financiers dérivés.

2.19 Impôts sur le résultat

L'impôt sur le résultat de l'exercice comprend l'impôt courant et différé. Ces impôts sont calculés conformément aux règles fiscales en vigueur dans chaque pays où la société opère.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés (ou à récupérer) relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

L'impôt différé est calculé suivant la méthode du report variable (liability method) sur les différences temporaires entre la base fiscale de l'actif et du passif et leur valeur comptable telle qu'elle figure dans les états financiers. Ces impôts sont déterminés suivant les taux d'imposition en vigueur à la date de clôture ou au taux futur annoncé formellement par le gouvernement.

L'impôt différé actif n'est comptabilisé que dans la mesure où il est probable que des produits futurs imposables seront disponibles pour y imputer les différences temporaires.

Les impôts différés actifs et passifs sont soldés et présentés nets uniquement lorsqu'ils concernent des sommes exigées par les mêmes autorités fiscales de la même entité taxable.

2.20 Produits

2.20.1 Marchandises vendues et services rendus

Les produits de la vente de biens issus d'activités de transformation sont comptabilisés lorsque les risques et les avantages significatifs relatifs à la propriété ont été transférés à l'acheteur, et qu'il ne subsiste pas d'incertitude significative quant au recouvrement du prix dû, aux frais associés ou à l'éventuel retour des biens.

Les produits des activités de raffinage et les services sont comptabilisés en fonction du stade d'achèvement de la transaction, lorsqu'il peut être mesuré avec fiabilité.

2.20.2 Subsides

Un subside est d'abord comptabilisé au bilan comme revenu à recevoir lorsque l'on est raisonnablement sûr de le percevoir et de remplir les conditions y afférent. Les subsides sont comptabilisés dans le compte de résultats sur la période correspondant aux coûts qu'ils doivent compenser.

2.21 Instruments de couverture

La société utilise des produits dérivés dans le but de réduire l'exposition aux fluctuations des taux de change, des prix des métaux, des taux d'intérêts et des autres risques du marché. La société utilise principalement des contrats au comptant et à terme pour couvrir les risques liés aux métaux et aux devises, tandis que des swaps couvrent les risques liés aux taux d'intérêts. Les opérations effectuées sur les marchés à terme ne sont pas de nature spéculative.

2.21.1 Risques transactionnels – couverture en juste valeur

Les produits dérivés utilisés afin de protéger la juste valeur des éléments qu'ils couvrent (actifs, passifs et engagements fermes), sont initialement comptabilisés à la juste valeur à la date de l'opération.

Les produits dérivés sont ensuite inscrits au bilan à leur juste valeur, suivant le mécanisme "mark-to-market" (par référence au marché). Tous les profits et pertes des positions soldées sont immédiatement inscrits au compte de résultats, dans le résultat d'exploitation s'ils concernent les métaux et dans les résultats financiers dans tous les autres cas.

Les éléments couverts (essentiellement les engagements physiques et les stocks commerciaux) sont valorisés à la juste valeur lorsque la comptabilité de couverture peut être documentée conformément aux critères définis par IAS 39.

En l'absence de l'obtention de la comptabilité de couverture à juste valeur à la création, telle que définie par IAS 39, les éléments couverts sont maintenus au coût historique et restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus bas du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37) (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

Lorsqu'une filiale ou une unité génératrice de trésorerie du Groupe acquière du métal via un contrat dans le but de le revendre dans un délai très court, après la livraison, pour tirer profit de la fluctuation des prix des métaux, le stock est alors revalorisé à sa juste valeur via le compte de résultats et les engagements physiques ou papiers associés sont considérés comme produits dérivés et également revalorisés à leur juste valeur via le compte de résultats.

2.21.2 Risques structurels – couverture des flux de trésorerie

Les instruments financiers et produits dérivés destinés à la protection de flux de trésorerie futurs, sont désignés comme "cash flow hedges" dans la comptabilité de couverture.

La partie efficace des variations de la juste valeur d'instruments financiers satisfaisant aux critères de couverture de flux de trésorerie est comptabilisée dans les capitaux propres. Les montants cumulés dans les capitaux propres sont recyclés en compte de résultats au cours des périodes durant lesquelles l'élément couvert affecte le résultat.

Si l'occurrence de la transaction couverte n'est plus probable ou si la couverture devient inefficace, l'instrument de couverture correspondant est immédiatement clôturé. Tous les profits et pertes y afférant, en ce compris ceux qui étaient jusque là maintenus en capitaux propres, sont enregistrés immédiatement au compte de résultats.

En l'absence de l'obtention de la comptabilisation de la couverture des flux de trésorerie à la création telle que définie par IAS 39, la juste valeur des instruments de couverture sous-jacent est reconnue dans le compte de résultat au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

2.21.3 Dérivés incorporés

Les contrats exécutoires (le "contrat hôte") peuvent parfois contenir des dérivés incorporés. Les dérivés incorporés peuvent avoir pour conséquence de modifier les flux de trésorerie initialement prévus dans le contrat hôte en fonction du taux d'intérêt, du prix de l'instrument financier, du prix des matières, des taux de change ou de toute autre variable. Si le dérivé incorporé n'est pas fermement lié au contrat hôte, il est extrait du contrat hôte et comptabilisé séparément selon IAS 39. Le contrat hôte est comptabilisé selon la règle applicable au contrat exécutoire, ce qui signifie qu'il n'est reconnu au bilan ou au compte de résultats qu'au moment de la réalisation du contrat (voir également le point 2.22 Effet IAS 39).

2.22 Résultats non récurrents et effet IAS 39

Les résultats non récurrents résultent principalement de mesures de restructuration, de réductions de valeur d'actifs et d'autres profits ou pertes provenant d'activités ou d'événement ne faisant résolument pas partie de l'activité ordinaire de la société.

L'effet IAS 39 résulte de différences temporaires en terme de revenus dues à la non application ou la non possibilité d'obtention de la comptabilité de couverture, telle que définie par IAS 39, aux :

- a) Instruments de couverture transactionnels. Ceci signifie que les éléments couverts ne peuvent plus être mesurés à la juste valeur mais restent soumis aux règles d'évaluation applicables aux éléments similaires : le plus faible du coût historique ou du prix du marché pour les stocks (IAS 2), les provisions pour contrats déficitaires pour les engagements physiques (IAS 37).
- b) Instruments de couverture structurels. Ceci signifie que la juste valeur de l'instrument de couverture lié est enregistrée dans le compte de résultats au lieu des capitaux propres et cela avant la réalisation de l'opération sous-jacente prévue ou engagée.
- c) Dérivés incorporés dans des contrats exécutoires. Ceci signifie que la juste valeur sur les dérivés incorporés est reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant exécutoire pour lequel aucune mesure de la juste valeur n'est permise.

F3 Gestion des risques financiers

Toutes les activités du Groupe sont exposées à divers risques, parmi lesquels l'évolution du prix des métaux, les taux de change, certaines conditions commerciales dictées par le marché et les taux d'intérêts, ainsi que les risques de crédit et les risques de liquidités. Le programme général de gestion des risques du Groupe vise à minimiser les effets de ces facteurs sur la performance financière de l'entreprise. A cet effet, des instruments financiers sont utilisés pour couvrir les risques.

3.1 Risques liés aux devises

Pour Umicore, les risques liés aux devises sont de trois types distincts : structurel, transactionnel et de conversion.

3.1.1 Risque structurel

Une partie des revenus d'Umicore est structurellement liée au dollar américain (USD) alors que la majorité des opérations se situent à l'extérieur de la zone USD (en particulier en Europe et en Asie). Tout changement dans le taux de change entre le dollar et l'euro ou toute autre devise non liée au dollar exerce un impact significatif sur les résultats de la société. La majeure partie de l'exposition d'Umicore provient du fait que le prix des métaux est fixé en dollar, ce qui se répercute sur la valeur des excédents de métaux récupérés dans les matières à traiter.

Umicore a pour politique de couvrir son exposition structurelle au risque de change, soit en combinaison avec la couverture du risque métal, soit isolément, lorsque les taux de change ou le prix des métaux exprimés en euro sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées.

Au taux de change en vigueur à la fin 2012 et en ce qui concerne le risque de change structurel USD non lié au prix de métaux, une appréciation de l'USD à hauteur de 1 cent US par euro entraînerait une augmentation du résultat d'exploitation et du revenu d'un peu plus de EUR 1 million par an. Inversement, un affaiblissement de l'USD de 1 cent US par EUR entraînerait une baisse du résultat d'exploitation du même ordre.

Ce niveau de sensibilité à court terme est cependant quelque peu théorique, car souvent, le taux de change peut entraîner à la fois des modifications dans les conditions commerciales négociées en USD et des éléments échappant au contrôle d'Umicore, tels que l'influence que le taux de change du dollar US peut avoir sur les prix des métaux exprimés en dollars, prix dont les mouvements influencent les résultats d'Umicore (voir Risques liés aux prix des métaux).

Dans une moindre mesure, il existe également une certaine sensibilité par rapport à d'autres devises, notamment le réal brésilien, le rand sud-africain, le yuan chinois et le won coréen.

Couverture structurelle des devises

Umicore n'a pas de couverture structurelle en place concernant la sensibilité devises non liée au prix des métaux, sauf pour certains contrats spécifiques en EUR/USD chez Umicore, EUR/NOK et USD/NOK chez Umicore Norway et USD/KRW chez Umicore Corée.

3.1.2 Risque transactionnel

L'entreprise est par ailleurs sujette à des risques transactionnels liés aux devises. Les taux de change peuvent en effet fluctuer entre le moment où le prix est fixé avec un client ou un fournisseur et celui du règlement de la transaction. La politique du Groupe est de couvrir le risque transactionnel de la manière la plus étendue possible, principalement par le biais de contrats à terme.

3.1.3 Risque de conversion

Umicore, entreprise internationale, possède des entités dont les résultats ne sont pas exprimés en euro. Lorsque les résultats et les bilans de ces entités sont consolidés dans les comptes du Groupe Umicore, la conversion de ces montants est exposée aux variations dans la valeur des devises locales contre l'euro, principalement l'USD, le real Brésilien, le won Coréen, le yuan Chinois et le rand d'Afrique du Sud. Umicore ne se couvre pas contre ce risque.

3.2 Risques liés aux prix des métaux

Les risques liés aux prix des métaux peuvent être répartis en trois catégories distinctes: structurels, transactionnels et les risques liés aux stocks.

3.2.1 Risque structurel

Umicore encourt des risques structurels liés aux prix des métaux. Ces risques résultent principalement de l'impact qu'exercent les prix des métaux sur les frais de traitement ou tout autre composant du revenu qui fluctue avec le prix des métaux. Umicore a pour politique de couvrir son exposition au risque métal lorsque les prix des métaux exprimés dans la devise fonctionnelle des secteurs concernés sont historiquement élevés et que des marges attrayantes peuvent ainsi être assurées. L'ampleur de la couverture dépend de la liquidité des marchés concernés.

Le segment Recycling recycle du platine, palladium, rhodium, or et argent, mais également une série d'autres métaux spéciaux et de base. Dans ce segment, la sensibilité à court terme des revenus et du résultat opérationnel au prix des métaux précieux est matérielle. Cependant, étant donné la variabilité de l'approvisionnement en matières premières dans le temps et la durée variable des contrats de livraison négociés, il n'est pas approprié de fournir une sensibilité fixe à un métal en particulier. De manière générale, un prix des métaux plus élevé tend à améliorer les revenus du secteur d'activité Recycling. Umicore rencontre également une sensibilité au prix des métaux liée principalement aux composants revenu liés au prix des métaux dans ses autres secteurs d'activités (Catalysis, Energy Materials et Performance Materials) et dépendant des métaux utilisés dans ces segments. Aussi dans les cas où un prix des métaux plus élevé apporte des bénéfices à court terme au profit de chacune des activités. Cependant, d'autres conditions commerciales, largement indépendantes du prix des métaux tels que les marges sur les produits, sont également d'importants et d'indépendants générateurs de revenus et de rentabilité.

Couverture structurelle des métaux

Pour certains métaux cotés sur les marchés de produits dérivés, Umicore couvre une partie de son exposition métal future. Cette couverture est basée sur une documentation démontrant une grande probabilité des flux de trésorerie futurs basés sur le prix des métaux et découlant des contrats commerciaux conclus. Dans le passé, Umicore a déjà couvert une partie de son exposition pour 2012 et 2013. Courant 2012, suite à une visibilité croissante des accords commerciaux futurs, Umicore a étendu ses couvertures afin de couvrir les risques de prix pour 2013. Ces contrats sont principalement liés à la couverture du platine, du palladium, de l'or, de l'argent, du zinc et du cuivre.

3.2.2 Risque transactionnel

Le Groupe est confronté à des risques transactionnels liés aux prix des métaux. La majorité de transactions liées aux métaux utilise des références globales du marché des métaux comme le London Metal Exchange. Si le prix sous-jacent des métaux était constant, le prix payé par Umicore pour les métaux contenus dans les matières premières serait imputé au client comme faisant partie du prix du produit. Cependant, suite au délai entre la conversion de matières premières achetées en produits et la vente de ces produits, la volatilité dans le prix de référence du métal créé des différences entre le prix payé pour le métal contenu et le prix reçu. Par conséquent, un risque transactionnel existe pour toutes variations du prix entre le moment où la matière première est achetée (le métal est "priced in") et le moment où le produit est vendu (le métal est "priced out").

Le Groupe a pour politique de couvrir le plus largement possible le risque transactionnel, essentiellement par des contrats à terme.

3.2.3 Risque lié aux stocks métal

Le Groupe fait face à des risques liés aux prix des métaux sur ses stocks permanents de métaux. Ce risque est lié à la valeur de marché du métal qui pourrait être devenir inférieure à la valeur comptable de ces stocks. Umicore ne se couvre pas contre ces risques.

3.3 Risques liés aux taux d'intérêts

L'exposition du Groupe aux changements de taux d'intérêt concerne sa dette financière. Fin décembre 2012, la dette financière brute du Groupe se chiffrait à EUR 351 millions, dont EUR 328 millions étaient à taux flottants. En janvier 2013, le Groupe est entré dans un contrat de swap d'intérêt sur 5 ans, fixant le taux pour un montant de EUR 150 millions.

3.4 Risque de crédit

Risque de crédit et concentration du risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de non paiement par une quelconque contrepartie suite à la vente de produits ou d'opérations de prêts de métaux. Pour la gestion de ce type de risque, Umicore a mis en place une politique de crédit basé sur des demandes de limites de crédit, des procédures d'approbation, un monitoring permanent de l'exposition et des procédures de rappel en cas de retard de paiement.

Le risque de crédit provenant des ventes est en partie couvert par une assurance crédit, par des lettres de crédit ou par des moyens de paiement sécurisés similaires. Un contrat d'assurance crédit global mondial a été mis en place. Ce contrat protège les sociétés du Groupe contre les risques d'insolvabilité, les risques politiques et commerciaux avec une franchise individuelle de 5% par facture. La limite globale de décaissement annuel est établie à EUR 20 millions.

Umicore a déterminé que, dans un certain nombre de cas où le coût de l'assurance crédit était disproportionné par rapport au risque couvert, aucune couverture ne devait être prévue. Ceci est principalement le cas dans les activités où le niveau de concentration des clients est significatif ou dans celles où la relation avec le client est proche et particulière.

Il faut également noter que certaines transactions importantes, notamment les ventes de métaux précieux par la division Recycling, ont un risque de crédit limité puisque le paiement avant livraison est une pratique très répandue.

Concernant le risque lié aux institutions financières comme les banques et les brokers, Umicore utilise également des lignes de crédits internes. Des limites spécifiques sont établies par instrument financier, de manière à couvrir les différents risques auquel le Groupe est exposé lors des transactions avec ces institutions financières.

3.5 Risque de liquidité

Le risque de liquidité est géré en maintenant un degré suffisant de diversification des sources de financement. Ces sources incluent des lignes de crédit bancaire à court terme et deux à moyen terme et un programme de papiers commerciaux dont le montant maximum a atteint EUR 300 millions.

3.6 Risque lié à la fiscalité

La charge fiscale figurant dans les comptes annuels (états financiers) est la meilleure estimation de la dette fiscale du Groupe. Il existe toutefois un degré d'incertitude relative à la charge fiscale définitive pour la période aussi longtemps que les autorités fiscales n'ont pas terminé leurs contrôles. La politique du Groupe est de déposer les déclarations fiscales dans les délais et de discuter ouvertement avec les autorités fiscales afin de s'assurer que les problèmes fiscaux sont traités d'une manière aussi sereine que possible et que toute différence dans l'interprétation de la législation et de la réglementation fiscales est résolue le plus vite possible. Tout comme pour d'autres groupes internationaux, la TVA, les sales tax et les prix de transfert intra-Groupe sont des risques fiscaux inhérents au caractère international du Groupe. Des changements de lois fiscales ou de leur interprétation en matière de prix de transfert, de TVA, de dividendes d'origine étrangère, de soutiens fiscaux à la Recherche et Développement et d'autres déductions fiscales, pourraient augmenter le taux effectif d'imposition du Groupe et avoir un impact négatif sur son résultat net.

3.7 Risque lié au capital

L'objectif du Groupe dans sa gestion du capital est de protéger la continuité des activités, d'octroyer un rendement aux actionnaires et des avantages aux autres parties prenantes ainsi que de maintenir une structure optimale du capital afin de réduire les coûts du capital.

Pour maintenir ou ajuster la structure du capital, le Groupe peut par exemple ajuster le montant des dividendes payés aux actionnaires, leur restituer du capital, racheter des actions propres ou émettre de nouvelles actions.

Le Groupe contrôle sa structure du capital sur base du ratio d'endettement. Ce ratio est calculé en divisant la dette financière nette par la somme de la dette financière nette et des fonds propres totaux du Groupe. La dette financière nette est calculée en ajoutant aux dettes financières long terme, les dettes financières court terme et en y soustrayant les liquidités et quasi-liquidités.

Dans un environnement opérationnel normal, le Groupe vise à maintenir une structure du capital équivalente au status de l'"Investment Grade". Le Groupe pourrait considérer de dépasser temporairement ce niveau de l'endettement équivalent si une événement exceptionnel tel qu'une acquisition majeure survenait.

3.8 Risque stratégique et transactionnel

Le groupe Umicore est confronté à un certain nombre de risques stratégiques et transactionnels qui ne sont pas nécessairement de nature financière mais qui peuvent influencer la performance financière du Groupe. Cela inclut les risques d'approvisionnement, les risques technologiques et les risques de substi-

tution de produits par les clients. Veuillez vous reporter à la section Gestion des risques du Rapport de Gouvernance (page 186 à 189) pour une description de ces risques ainsi qu'une description générale de l'approche d'Umicore dans la gestion des risques.

F4 Hypothèses clés et estimations comptables

Les hypothèses et estimations utilisées afin de préparer les états financiers consolidés sont évaluées continuellement et sont basées sur l'expérience et sur d'autres facteurs, dont, certaines prévisions raisonnables d'événements futurs qui auraient un impact financier sur l'entité. Les estimations comptables en découlant seront, par définition, rarement égales au résultat réel.

Des hypothèses sont posées et des estimations sont faites dans les cas suivants :

- * estimation de la nécessité d'enregistrer une réduction de valeur et estimation de son montant;
- * comptabilisation de provisions pour pensions;
- * comptabilisation de provisions pour taxes, environnement, garanties et litiges, retour de produits et restructurations;
- * estimation d'éventuelles réductions de valeur sur stocks;
- * évaluation du caractère recouvrable des impôts différés actifs;
- * évaluation de la durée de vie résiduelle des immobilisations corporelles et incorporelles à l'exception des goodwill.

Les hypothèses et estimations comptables susceptibles d'engendrer un risque significatif d'ajustement de la valeur comptable d'actifs et de passifs dans les périodes futures sont détaillées ci-dessous.

4.1 Réduction de valeur du goodwill

La valeur recouvrable de chaque unité génératrice de trésorerie est déterminée en prenant le maximum de la juste valeur de l'actif moins les coûts liés à la vente et de sa valeur d'usage selon les règles comptables du Groupe. Ces calculs, appelés "tests de réduction de valeur", nécessitent l'utilisation d'estimations et d'hypothèses sur les taux d'actualisation, les taux de change, le prix des matières, les besoins futurs en capital ainsi que sur les performances opérationnelles futures. Les estimations des performances futures sont basées sur l'analyse de différents facteurs dont : les projections de croissance des marchés, les estimations de parts de marché, le paysage concurrentiel et l'évolution des coûts et des prix. Cette analyse combine des estimations d'éléments internes et des données de sources externes. En date du 31 décembre 2012, la valeur comptable du goodwill des entités consolidées globalement était de EUR 99.348 milliers (EUR 98.229 milliers en 2011).

4.2 Provisions pour réhabilitation de sites

Des provisions sont prises afin d'anticiper les coûts liés à la réhabilitation future de sites de production et de leurs environs, dans la mesure où des obligations légales et constructives existent selon le principe comptable 2.15. Ces provisions incluent des estimations des coûts futurs engendrés par le drainage des sols, des fermetures d'usines, le suivi, la démolition, la décontamination, la purification de l'eau et le stockage des résidus du passé. Ces estimations de coûts sont actualisées. Le calcul de ces provisions est basé sur des hypothèses telles que l'application de lois environnementales, les dates de fermeture d'usine, les technologies disponibles et les estimations de coûts de mise en œuvre. Une modification des hypothèses de base pourrait avoir un impact matériel sur la valeur comptable des provisions pour réhabilitation. En date du 31 décembre 2012, la valeur comptable des provisions pour réhabilitation était de EUR 80.441 milliers (EUR 87.162 milliers en 2011).

4.3 Régimes à prestations définies

Un actif ou un passif lié à des régimes à prestations définies est reconnu au bilan selon le principe comptable 2.16. La valeur actualisée de ces obligations à prestations définies dépend d'un certain nombre de facteurs déterminés par un actuari. Le Groupe détermine le taux d'actualisation à utiliser au terme de chaque année comptable. Les provisions pour avantages sociaux du Groupe sont détaillées à l'annexe F27. En date du 31 décembre 2012, une provision pour avantages sociaux de EUR 258.975 milliers a été reconnue (EUR 193.023 milliers en 2011).

4.4 Reconnaissance des impôts différés actifs

Des impôts différés actifs sont reconnus pour les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales non utilisées lorsqu'il est probable que des profits taxables futurs (basés sur les plans opérationnels du Groupe) soient réalisés permettant l'utilisation de ces actifs. Les résultats fiscaux futurs pourraient être différents des estimations effectuées lors de la reconnaissance des impôts différés.

D'autres hypothèses et estimations sont expliquées dans les annexes relatives aux éléments auxquels elles se rapportent.

F5 Entreprises du Groupe

La liste ci-dessous reprend les principales sociétés opérationnelles incluses dans les états financiers consolidés :

		% intérêts en 2011	% intérêts en 2012
Argentine	Umicore Argentina S.A.	100,00	100,00
Australie	Umicore Australia Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Australia Pty Ltd.	100,00	100,00
Autriche	Oegussa GmbH	91,29	91,29
Belgique	Umicore Financial Services (BE 0428.179.081)	100,00	100,00
	Umicore Autocatalyst Recycling Belgium N.V. (BE 0466.261.083)	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Belgium (BE 0402.964.625)	100,00	100,00
	Umicore Abrasives (BE 0881.426.726)	100,00	100,00
	Umicore Specialty Materials Brugge (BE 0405.150.984)	100,00	100,00
Brésil	Coimpa Industrial Ltda	100,00	100,00
	Umicore Brasil Ltda	100,00	100,00
	Clarex Ltda	100,00	100,00
Canada	Umicore Canada Inc.	100,00	100,00
	Umicore Autocat Canada Corp.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals Canada Inc.	100,00	100,00
Chine	Umicore Hunan Fuhong Zinc Chemicals Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services (Shanghai) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services (Hong Kong) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Shanghai Co., Ltd.	75,00	75,00
	Umicore Autocat (China) Co. Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Technical Materials (Suzhou) Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Jubo Thin Film Products (Beijing) Co., Ltd.	80,00	100,00
	Umicore Jewellery Material Processing (Foshan) Co., Ltd.	91,21	91,21
France	Umicore France S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Building Products France S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Climeta S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore IR Glass S.A.S.	100,00	100,00
	Umicore Autocat France S.A.S.	100,00	100,00
Allemagne	Umicore AG & Co. KG (*)	100,00	100,00
	Umicore Bausysteme GmbH	100,00	100,00
	Umicore Metalle & Oberflächen GmbH	100,00	100,00
	Allgemeine Gold- und Silberscheideanstalt AG	91,21	91,21
	Umicore Galvanotechnik GmbH	91,21	91,21
	Umicore Mining Management GmbH	100,00	100,00
Hongrie	Umicore Building Products Hungary kft.	100,00	100,00
Italie	Umicore Building Products Italia s.r.l.	100,00	100,00
	Italbras S.p.A.	100,00	100,00
Japon	Umicore Japan KK	100,00	100,00
	Umicore Shokubai Japan	0,00	60,00
Liechtenstein	Umicore Thin Film Products AG	100,00	100,00
Luxembourg	Umicore International	100,00	100,00
	Umicore Autocat Luxembourg	100,00	100,00
	Umicore Shokubai	0,00	60,00
Malaisie	Umicore Malaysia Sdn Bhd	100,00	100,00
Pays-Bas	Schöne Edelmetaal BV	91,21	91,21
	Umicore Nederland BV	100,00	100,00
Norvège	Umicore Norway AS	100,00	100,00
	Umicore Finance Norway	100,00	100,00

		% intérêts en 2011	% intérêts en 2012
Philippines	Umicore Specialty Chemicals Subic Inc.	78,20	78,20
Pologne	Umicore Building Products Polska	100,00	100,00
Portugal	Umicore Portugal S.A.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Lusitana Metais Lda	100,00	100,00
Afrique du Sud	Umicore South Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Africa (Pty) Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Catalyst South Africa (Pty) Ltd.	65,00	65,00
Corée du Sud	Umicore Korea Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services Korea Co., Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Materials Korea Ltd	100,00	100,00
Espagne	Umicore Building Products Iberica S.L.	100,00	100,00
Suède	Umicore Autocat Sweden AB	100,00	100,00
Suisse	Umicore Strub	100,00	100,00
	Allgemeine Suisse SA	91,21	91,21
Taiwan	Umicore Thin Film Products Taiwan Co Ltd	100,00	100,00
Royaume-Uni	Umicore Coating Services Ltd.	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services UK Ltd	100,00	100,00
Etats-Unis	Umicore USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Autocat USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Building Products USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Precious Metals NJ LLC	100,00	100,00
	Umicore Marketing Services USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Optical Materials USA Inc.	100,00	100,00
	Umicore Shokubai USA Inc.	0,00	60,00
	Umicore Technical Materials North America	100,00	100,00

Une liste exhaustive des sociétés du Groupe ainsi que leur siège d'exploitation sera déposée à la Banque Nationale de Belgique lors du dépôt des comptes consolidés.

(*) A la suite de l'intégration d'Umicore AG & Co. KG dans les comptes consolidés d'Umicore en conformité avec la Section 325 du Code Commercial allemand, cette société ne doit pas présenter des états financiers consolidés conformément à l'article 264b du Code Commercial allemand.

F6 Conversion des états financiers libellés en devises étrangères

Les principaux taux de change utilisés pour la conversion en euro des comptes des sociétés du Groupe rapportant en devises étrangères sont détaillés ci-dessous. Toutes les filiales, entreprises associées et joint-ventures ont pour devise fonctionnelle la devise du pays où elles sont situées, sauf Element Six Abrasives (Irlande) dont la devise fonctionnelle est le dollar américain.

	Taux de clôture		Taux moyens	
	2011	2012	2011	2012
Dollar américain	USD	1,294	1,319	1,392
Livre sterling	GBP	0,835	0,816	0,868
Dollar canadien	CAD	1,322	1,314	1,376
Franc suisse	CHF	1,216	1,207	1,233
Yen japonais	JPY	100,200	113,610	110,959
Réal brésilien	BRL	2,427	2,696	2,331
Rand sud-africain	ZAR	10,483	11,173	10,097
Yuan chinois	CNY	8,159	8,221	8,996
Won sud-coréen (100)	KRW	14,987	14,062	15,412

F7 Information sectorielle

INFORMATION 2011 PAR BUSINESS GROUP

(EUR milliers)

	Annexe	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate & non alloué	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires total		1.931.964	729.258	1.618.439	11.649.330	25.887	-1.473.939	14.480.939
Chiffre d'affaires externe		1.896.115	722.725	1.497.359	10.338.853	25.887		14.480.939
Chiffre d'affaires intersectoriel		35.850	6.533	121.080	1.310.477	0	-1.473.939	0
Revenus totaux (métal exclus)		814.241	358.158	519.437	636.769	0	-10.182	2.318.423
Revenus externes		813.441	358.158	519.437	627.389	0	-2	2.318.423
Revenus intersectoriels		800	0	0	9.380	0	-10.180	0
Résultat d'exploitation	F9	89.915	27.824	48.376	274.266	-35.160		405.221
Résultat d'exploitation récurrent		83.709	34.716	53.587	267.170	-46.055		393.127
Résultat d'exploitation non-récurrent		-1.206	-6.377	-10.616	1.286	10.895		-6.018
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation		7.412	-515)	5.405	5.810	0		18.112
Entreprises mises en équivalence	F9	6.851	6.331	16.757	0	-2.502		27.437
Récurrent		5.743	6.331	13.367	0	-2.502		22.939
Non-récurrent		-46	0	7.086	0	0		7.040
Effet IAS 39		1.154	0	-3.696	0	0		-2.542
EBIT	F9	96.766	34.155	65.133	274.266	-37.662		432.658
EBIT récurrent		89.452	41.047	66.954	267.170	-48.557		416.066
EBIT non-récurrent		-1.252	-6.377	-3.530	1.286	10.895		1.022
Effet IAS 39 sur l'EBIT		8.566	-515	1.709	5.810	0		15.570
Amortissements	F9	29.958	26.617	26.842	43.538	10.096		137.051
EBITDA	F9	126.724	60.772	91.975	317.804	-27.566		569.709
EBITDA récurrent		119.410	67.664	93.643	310.708	-38.461		552.964
Actif total consolidé		1.166.204	735.586	876.641	1.115.423	404.680	-585.374	3.713.160
Actif des secteurs		1.117.921	702.959	743.061	1.115.423	400.248	-585.374	3.494.237
Participations dans les entreprises associées		48.283	32.627	133.580	0	4.432	0	218.923
Passif total consolidé		399.262	277.259	315.363	791.025	2.515.625	-585.374	3.713.160
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31	640.291	390.119	612.518	421.017	117.843		2.181.788
Capitaux engagés au 30/06	F31	733.164	436.614	615.471	394.851	110.535		2.290.635
Capitaux engagés au 31/12	F31	768.242	457.434	571.967	321.426	49.754		2.168.823
Capitaux engagés moyens au 1 ^{er} semestre	F31	686.728	413.367	613.995	407.934	114.189		2.236.212
Capitaux engagés moyens au 2 ^{ème} semestre	F31	750.703	447.024	593.719	358.139	80.145		2.229.729
Capitaux engagés moyens de l'année	F31	718.715	430.195	603.857	383.036	97.167		2.232.970
ROCE	F31	12,45%	9,54%	11,09%	69,75%	-49,97%		18,63%
Investissements	F34	49.469	67.571	31.559	55.743	8.232		212.574
Total dépenses R&D	F9	87.167	17.938	22.450	15.372	19.989		162.916
R&D reconnus dans les charges d'exploitation	F9	68.767	14.731	15.010	14.672	17.606		130.786
R&D reconnus dans les résultats des sociétés mises en équivalence"		5.838	0	7.440	0	2.383		15.661
R&D capitalisé en immobilisation incorporelle	F34	12.562	3.207	0	700	0		16.469

INFORMATION 2012 PAR BUSINESS GROUP

(EUR milliers)

	Annexe	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate & Non alloué	Eliminations	Total
Chiffre d'affaires total		1.871.884	763.694	1.508.441	9.589.561	28.797	-1.214.361	12.548.014
Chiffre d'affaires externe		1.845.081	757.176	1.348.793	8.568.167	28.797		12.548.014
Chiffre d'affaires intersectoriel		26.802	6.518	159.648	1.021.393		-1.214.361	0
Revenus totaux (métal exclus)		866.147	366.413	523.248	681.257		-9.500	2.427.565
Revenus externes		865.347	366.413	523.248	672.557			2.427.565
Revenus intersectoriels		800			8.700		-9.500	0
Résultat d'exploitation	F9	73.980	-15.505	46.517	251.791	-50.403		306.379
Résultat d'exploitation récurrent		80.410	13.994	44.580	258.775	-47.905		349.854
Résultat d'exploitation non-récurrent		-5.704	-29.975	1.223	-7.859	-2.498		-44.813
Effet IAS 39 sur le résultat d'exploitation		-726	476	714	875	0		1.339
Entreprises mises en équivalence	F9	9.850	4.202	10.600		-2.433		22.219
Récurrent		10.546	4.202	9.930		-2.435		22.243
Non-récurrent		-8		-1.834		1		-1.841
Effet IAS 39		-688		2.504		1		1.817
EBIT	F9	83.830	-11.303	57.117	251.791	-52.836		328.599
EBIT récurrent		90.956	18.196	54.510	258.775	-50.340		372.097
EBIT non-récurrent		-5.712	-29.975	-611	-7.859	-2.497		-46.654
Effet IAS 39 sur l'EBIT		-1.414	476	3.218	875	1		3.156
Amortissements	F9	33.442	32.378	28.431	47.398	10.310		151.959
EBITDA	F9	117.272	21.075	85.548	299.189	-42.526	0	480.558
EBITDA récurrent		124.398	50.574	82.941	306.173	-40.030	0	524.056
Actif total consolidé		1.201.072	765.669	802.992	945.081	441.704	-488.619	3.667.899
Actif des secteurs		1.153.830	731.683	677.105	945.081	429.896	-488.619	3.448.976
Participations dans les entreprises associées		47.242	33.986	125.887		11.808		218.923
Passif total consolidé		415.472	285.383	244.936	616.138	2.594.588	-488.619	3.667.899
Capitaux engagés au 31/12 de l'année précédente	F31	768.242	457.434	571.967	321.426	49.754		2.168.823
Capitaux engagés au 30/06	F31	813.419	483.506	602.240	264.060	71.636		2.234.861
Capitaux engagés au 31/12	F31	795.496	476.273	572.949	327.338	87.341		2.259.397
Capitaux engagés moyens au 1 ^{er} semestre	F31	790.831	470.470	587.104	292.743	60.695		2.201.842
Capitaux engagés moyens au 2 ^{ème} semestre	F31	804.458	479.890	587.595	295.699	79.489		2.247.129
Capitaux engagés moyens de l'année	F31	797.644	475.180	587.349	294.221	70.092		2.224.486
ROCE	F31	11,40%	3,83%	9,28%	87,95%	-71,82%		16,73%
Investissements	F34	88.787	57.378	29.328	67.785	10.340		253.618
Total dépenses R&D	F9	99.241	17.267	23.950	20.328	21.321	0	182.107
R&D reconnus dans les charges d'exploitation	F9	79.995	12.564	15.498	20.328	19.468		147.853
R&D reconnus dans les résultats des sociétés mises en équivalence"		6.131	105	8.452		1.853		16.541
R&D capitalisé en immobilisation incorporelle	F34	13.115	4.598					17.713

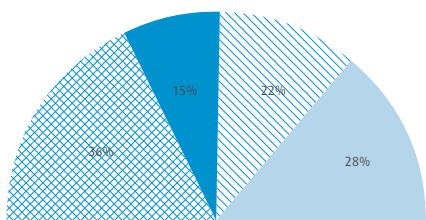
INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2011

	Annexe	Europe	dont Belgique	Asie- Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	(EUR milliers) Total
Chiffre d'affaires total		11.014.765	473.427	1.034.153	1.685.034	474.021	272.966	14.480.939
Actif long terme total		871.718	474.446	230.238	101.700	61.667	15.498	1.280.821
Investissements	F34	124.897	72.056	52.069	17.782	14.858	2.968	212.574

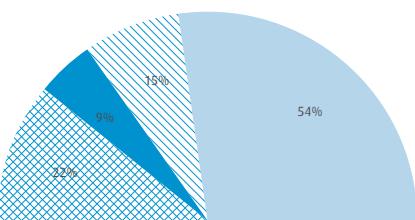
INFORMATION GÉOGRAPHIQUE 2012

	Annexe	Europe	dont Belgique	Asie- Pacifique	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Afrique	(EUR milliers) Total
Chiffre d'affaires total		9.463.047	332.547	1.170.643	1.282.130	424.937	207.257	12.548.014
Actif long terme total		948.379	541.625	255.944	106.141	19.193	14.095	1.343.752
Investissements	F34	156.033	82.897	63.167	21.992	11.656	770	253.618

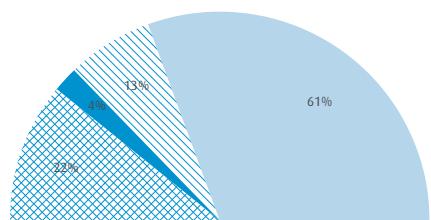
REVENUS (HORS MÉTAL) PAR BUSINESS GROUP



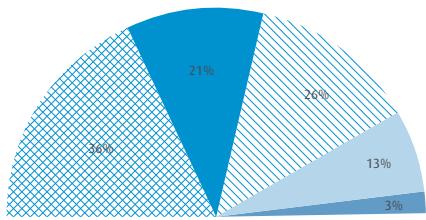
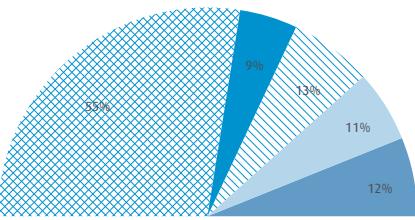
EBITDA RÉCURRENT PAR BUSINESS GROUP



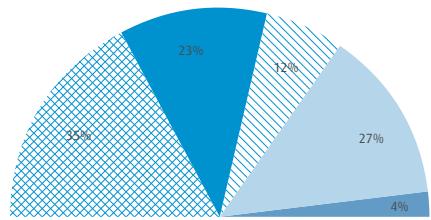
EBIT RÉCURRENT PAR BUSINESS GROUP



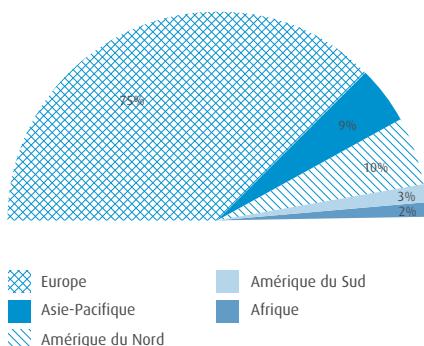
CAPITAUX ENGAGÉS, MOYENNE PAR BUSINESS GROUP

FRAIS DE RECHERCHE ET
DÉVELOPPEMENT PAR BUSINESS GROUP

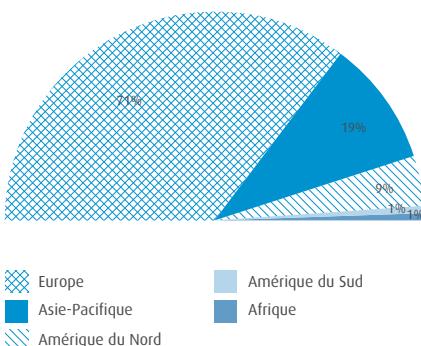
INVESTISSEMENTS PAR BUSINESS GROUP



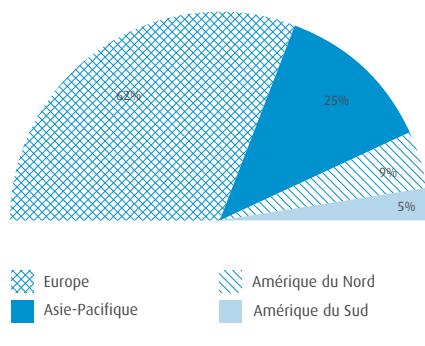
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR RÉGION



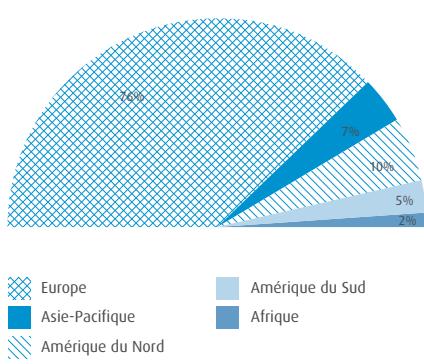
ACTIF LONG TERME PAR RÉGION



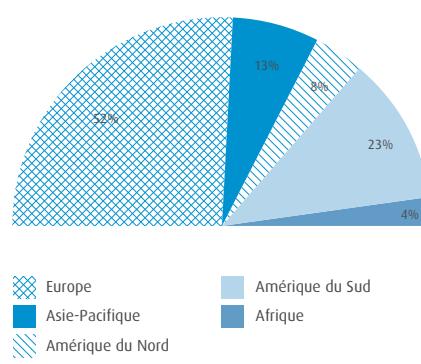
INVESTISSEMENTS PAR RÉGION



RÉMUNÉRATIONS & AVANTAGES SOCIAUX PAR RÉGION



IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT PAR RÉGION



Les informations sectorielles sont présentées selon une dimension de type "business" comme définie ci-dessous.

Les résultats d'un segment, ses actifs et passifs comprennent tous les éléments qui lui sont directement attribuables ainsi que les rubriques qui peuvent raisonnablement être allouées à un segment.

La tarification des ventes intersectorielles repose sur un système de prix de transfert entre sociétés indépendantes. En l'absence de références de prix de marché pertinents, des mécanismes de prix coûtant majoré ont été utilisés. Le chiffre d'affaires et les revenus prennent en considération les opérations intra-groupe. Celles-ci sont principalement relatives aux activités de recyclage et aux ventes de métaux raffinés du secteur d'activités Recycling vers les autres secteurs d'activités et doivent être estimées afin de déterminer la performance du secteur d'activités concerné.

Vu que ces transactions ne peuvent pas être considérées comme externe, elles sont éliminées au niveau du Groupe afin de présenter une vue nette.

Business groups

Le Groupe s'articule autour des secteurs d'activité suivants :

Catalysis

Ce segment comprend les business units Automotive Catalysts et Precious Metals Chemistry. Leurs activités se concentrent sur le développement et la production de systèmes catalytiques utilisés pour diminuer les émissions des moteurs à explosion et également dans le domaine de la chimie et des sciences de la vie. Ce segment inclut les joint-ventures Ordeg, ICT Japan qui est en cours de liquidation et ICT USA pour 9 mois suite au changement dans l'accord de joint-venture tel qu'expliqué dans l'annexe F8.

Energy Materials

Ce segment comprend les business units Cobalt & Specialty Materials, Electro-Optic Materials, Rechargeable Battery Materials et Thin Film Products. Ces business units développent et produisent des matériaux principalement utilisés pour le stockage d'énergie (batteries rechargeables) et pour la production d'énergie verte. Le raffinage des métaux mis en œuvre dans ces applications et issus de sources secondaires fait partie de l'activité de ces business units. Ce

segment inclut les sociétés mises en équivalence suivantes : beLife, beLife Intermediates, Ganzhou Yi Hao Umicore Industries, Jiangmen Chancsun Umicore Industry et Todini.

Performance Materials

Ce segment comprend les business units Building Products, Electroplating, Platinum Engineered Materials, Technical Materials et Zinc Chemicals. Ces activités ont pour objectif de développer et produire des matériaux fonctionnels qui sont utilisés dans divers types d'applications tels que la décoration, l'électronique, l'électricité, le verre de haute pureté et la construction. La business unit Zinc Chemicals recycle également des produits secondaires à base de zinc afin de sécuriser une partie de son approvisionnement. Ce segment comprend également la participation d'Umicore dans Element Six Abrasives, Rezinal et IEQSA.

Recycling

Ce segment comprend les business units Precious Metals Refining, Jewellery & Industrial Metals, Precious Metals Management et Battery Recycling. Leurs activités se concentrent sur le recyclage de produits en fin de vie et le raffinage de résidus industriels contenant des métaux précieux et spéciaux.

Corporate

Corporate regroupe les activités corporate et les fonctions opérationnelles communes ainsi que l'unité Group's Research, Development & Innovation dont fait partie le programme de développement de piles à combustible. Cette activité "Pile à combustible" inclut les joint-ventures Solvicore GmbH et Solvicore Management GmbH.

La note réfère aux activités continuées sauf en ce qui concerne le bilan. Dans l'information selon la dimension secondaire, les montants présentés sous la ligne "Actifs long terme" n'incluent pas les investissements long terme, les prêts octroyés à long terme, les créances long terme, les impôts différés actifs ainsi que les avantages sociaux comme stipulé par la norme IFRS 8. La performance des segments est revue par les décideurs opérationnels sur base de l'EBIT/résultat d'exploitation récurrent. Comme illustré dans le tableau ci-dessus, la différence entre le résultat d'exploitation récurrent et le résultat d'exploitation tel que présenté dans le compte de résultat, consiste en le résultat d'exploitation non récurrent et l'impact IAS 39 dont les définitions se trouvent dans le glossaire.

Les sociétés associées sont allouées au secteur d'activité qui correspond le mieux à leur activité.

F8 Regroupements d'entreprises

	(EUR milliers)	
	Annexes	Juste valeur
Actifs long terme		8.243
Actifs court terme		110.719
Passifs long terme		0
Passifs court terme		99.807
Actifs nets acquis		19.155
Part du groupe dans les actifs nets acquis		11.493
Goodwill	F15	994
Part des tiers dans les actifs nets acquis	F15	7.662
Prix d'achat		-12.487
Part des tiers dans le prix d'achat		-8.324
Liquidités et quasi-liquidités acquises		9.631
Mouvement net de trésorerie pour les filiales consolidées globalement		-11.180

Suite à une modification de l'accord de joint venture avec Nippon Shokubai, Umicore a augmenté ses parts de 50% à 60%. Cette transaction a été traitée en utilisant la méthode du goodwill partiel. Umicore Shokubai fournit des catalyseurs automobiles pour les producteurs japonais de véhicules légers et diesel lourds partout dans le monde. Umicore Shokubai a son centre de production et de R&D à Himeji (Japon). Umicore Shokubai déploie sa technologie pour ses clients japonais au sein des infrastructures de production et commerciales d'Umicore en Amérique du Nord, du Sud, en Europe et en Chine.

La joint-venture va profiter de la réputation de Nippon Shokubai comme entreprise japonaise de renom et respectée d'envergure internationale ainsi que de ses relations établies avec des producteurs automobiles japonais.

Le sous-groupe Umicore Shokubai a généré une perte nette de EUR 982 milliers lors du dernier trimestre 2012 principalement générée par l'exercice de juste valeur du stock commercial d'ouverture (EUR 1.159 milliers) relatif à l'allocation du prix d'achat.

Les ventes du sous-groupe s'élevaient à EUR 64 million lors du dernier trimestre 2012.

F9 Résultat d'exploitation

PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION

	(EUR milliers)	
	2011	2012
Ventes	14.420.854	12.476.292
Prestations de services	60.085	71.722
Chiffre d'affaires⁽¹⁾	14.480.939	12.548.014
Autres produits d'exploitation⁽²⁾	56.902	62.670
PRODUITS D'EXPLOITATION	14.537.841	12.610.684
Approvisionnements et matières premières ⁽³⁾	-12.902.623	-10.996.184
Rémunérations et avantages sociaux	-672.049	-717.025
Amortissements sur actifs immobilisés	-137.051	-151.959
Réductions de valeur sur actifs immobilisés	-8.705	-29.856
Réductions de valeur sur stocks et créances douteuses	-19.508	119
Amortissements et réductions de valeur⁽⁴⁾	-165.264	-181.696
Services, raffinage sous-traité et coûts de production	-376.287	-396.188
Royalties, licences, consulting et commissions	-24.009	-24.314
Autres charges d'exploitation	-6.370	-3.230
Augmentation (diminution) des provisions	-16.749	-2.980
Utilisations de provisions	21.470	20.269
Moins-values sur cessions d'actifs	-919	-3.945
Autres charges d'exploitation⁽⁵⁾	-402.864	-410.388
CHARGES D'EXPLOITATION	-14.142.800	-12.305.293

1) Les prestations de services comprennent principalement les produits de contrats de travail à façon.

2) Les autres produits d'exploitation comprennent la refacturation de coûts à des tiers pour EUR 30,5 millions, des subsides pour 4,7 millions, des royalties et licences pour EUR 4,2 millions, des montants relatifs aux droits d'émission de CO₂ pour EUR 4,7 millions des récupérations des assurances pour EUR 2,5 millions et EUR 1,4 millions liés à des dossiers de récupération fiscale.

3) Les approvisionnements et matières premières contiennent de l'eau, du gaz et de l'électricité pour EUR 80,8 millions en 2012 (EUR 82,6 millions en 2011).

4) Des réductions de valeurs sur des immobilisés ont été pris et transférés en résultat non-récurrent. Ceux-ci sont relatifs à des ajustements de production.

5) Les impôts autres que les impôts sur le résultat s'élèvent à EUR 16,0 millions.

DÉPENSES R&D

	Annexe	2011	2012
R&D reconnus dans "Autres charges d'exploitation"		130.786	147.853
R&D reconnus dans "Résultats des sociétés mises en équivalence"		15.661	16.541
R&D capitalisé en "Immobilisation incorporelle"	F14	16.469	17.713
Dépenses totaux R&D		162.916	182.107

Les dépenses totales en R&D sont de EUR 182,1 millions, soit une hausse de 12% par rapport à 2011 (EUR 162,9 millions en 2011) et dont EUR 165,6 millions dans des sociétés consolidées globalement (EUR 147,3 millions en 2011). Les frais de R&D enregistrés dans les autres frais d'exploitation s'élèvent à EUR 147,9 millions. Les frais de développement capitalisés se sont quant à eux élevés à EUR 18 millions. Ces deux dernières années, Umicore a aligné sa définition de R&D au sein de la société en se basant sur la définition Frascati, reconnu au niveau international. Les chiffres 2011 ainsi que ceux du premier trimestre 2012 ont été revus en conséquence.

ÉLÉMENTS NON-RÉCURRENTS ET EFFETS IAS 39 INCLUS DANS LES RÉSULTATS

(EUR milliers)

Annexe	2011			2012			Non-récurrent	Impact IAS 39
	Total	Récurrent	Non-récurrent	Impact IAS 39	Total	Récurrent		
Chiffre d'affaires	14.480.939	14.480.939	0	0	12.548.014	12.548.014		
Autres produits d'exploitation	56.902	52.107	4.256	539	62.670	61.071	1.861	-262
Produits d'exploitation	14.537.841	14.533.046	4.256	539	12.610.685	12.609.086	1.861	-262
Approvisionnements et matières premières	-12.902.624	-12.933.016	0	30.392	-10.996.184	-10.985.023	-3.116	-8.045
Rémunérations et avantages sociaux	-672.049	-670.522	-1.527	0	-717.025	-711.950	-5.074	0
Amortissements et réductions de valeur	-165.264	-143.410	-15.287	-6.567	-181.696	-160.775	-24.986	4.065
dont amortissements	-137.051	-136.898	-153	0	-151.959	-151.959		
Autres charges d'exploitation	-402.863	-393.877	-2.733	-6.253	-410.388	-402.471	-13.497	5.580
Charges d'exploitation	-14.142.799	-14.140.824	-19.548	17.572	-12.305.293	-12.260.220	-46.674	1.600
Produits des investissements financiers	10.178	904	9.274	0	988	988		
Résultat d'exploitation	405.220	393.127	-6.018	18.112	306.379	349.854	-44.813	1.339
Contribution nette des entreprises mises en équivalence	27.436	22.939	7.040	-2.542	22.218	22.243	-1.841	1.817
EBIT	432.656	416.065	1.022	15.570	328.598	372.097	-46.654	3.155
EBITDA	569.709	552.963	1.175	15.570	480.556	524.055	-46.654	3.155
Coûts financiers	F11 -22.437	-29.839	7.401	0	-31.004	-23.388	0	-7.616
Impôts sur le résultat	F13 -76.006	-72.386	7.617	3.997	-59.688	-67.325	5.418	2.219
Résultat net	334.212	313.841	806	19.567	237.906	281.383	-41.237	-2.242
dont part des minoritaires	9.262	9.275	83	-95	4.461	6.148	-1.733	46
dont part du Groupe	324.950	304.565	15.271	5.114	233.444	275.235	-39.504	-2.288

Les éléments non récurrents ont eu un impact négatif de EUR 47 millions sur l'EBIT. La majeure partie de ce montant (EUR 42 millions) est liée à des ajustements de la production et la réduction des effectifs qui y est associée. Ce montant concerne principalement Energy Materials, en réponse à un marché plus difficile, pour le photovoltaïque en particulier. La production de cibles AZO chez Thin Film Products a cessé et la capacité de production de substrats en germanium réduite. Le montant total inclus également l'impact de la consolidation de la production d'optiques en germanium comme annoncée précédemment. Les ajustements dans le périmètre dans les autres secteurs d'activités incluent la fermeture du site de recyclage de bijoux à Foshan (Chine), la réduction de la production chez Element Six Abrasives (Afrique du Sud) et la diminution des effectifs chez Automotive Catalysts en Afrique du Sud.

Umicore a également comptabilisé des provisions environnementales pour EUR 2 millions principalement liées au projet d'assainissement des sols actuellement en cours à Viviez, France. Les réductions de valeurs sur stock permanent, résultant d'une baisse des prix des métaux, se sont élevées à EUR 3 millions. L'impact de ces charges non récurrentes sur le résultat net (part du Groupe) était de EUR 40 millions.

IAS 39 a engendré un effet positif de EUR 3 millions sur l'EBIT et un impact négatif de EUR 2 millions sur le résultat net (part du Groupe). Cela s'explique par les différences de timing qu'impose IFRS, principalement dans les couvertures transactionnelles et structurelles des métaux et des devises. Tous les impacts IAS 39 dans le compte de résultats sont hors trésorerie.

F10 Rémunérations et avantages sociaux

RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX

(EUR milliers)

	2011	2012
Salaires et avantages sociaux directs	-491.798	-524.350
Autres charges de personnel	-26.941	-25.783
Personnel temporaire	-13.113	-10.435
Paiement en actions	-8.342	-5.325
Rémunérations	-540.194	-565.893
Contributions de l'employeur à la sécurité sociale	-105.663	-112.743
Contributions à des avantages déterminés	-15.666	-14.438
Contribution à un régime de pension à cotisation déterminée	-15.104	-13.696
Contributions volontaires de l'employeur - autres	-2.972	-5.526
Pensions versées directement aux bénéficiaires	-5.105	-5.000
Provisions pour avantages sociaux (-dotation / +utilisation et reprises)	12.655	272
Pensions et autres avantages sociaux	-26.192	-38.388
RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES SOCIAUX	-672.049	-717.025

EFFECTIFS MOYENS DANS LES SOCIÉTÉS ENTIÈREMENT CONSOLIDÉES

(EUR milliers)

	2011	2012
Cadres	1.789	1.872
Non-cadres	8.072	8.409
Total	9.861	10.281

PAIEMENT EN ACTIONS

(EUR milliers)

	Annexes	2011	2012
Nombre d'options octroyées	F28	677.375	603.375
Modèle de valorisation			Present Economic Value
Volatilité estimée (% pa)		30,00	30,00
Taux sans risque (% pa)		3,80	1,40
Augmentation monétaire du dividende (% pa)		0,10	0,10
Probabilité de départ avant le droit d'exercer (% pa)		NA	NA
Probabilité de départ après avoir le droit d'exercer (% pa)		5,00	10,00
Seuil minimum de gain (% pa)		50,00	30,00
Proportion qui exerce étant donné que le seuil minimal de gain est atteint (% pa)		30,00	100,00
Juste valeur par option déterminée à la date d'octroi (EUR)		11,08	7,36
Juste valeur totale d'options octroyées		7.506	4.439
2.700 actions octroyées à 36,32 EUR		98	
13.500 actions octroyées à 37,966 EUR		513	
3.000 actions octroyées à 37,95 EUR		114	
3.000 actions octroyées à 37,27 EUR		112	
2.700 actions octroyées à 37,51 EUR			101
21.750 actions octroyées à 36,07 EUR			785
Juste valeur totale des actions octroyées		837	886
PAIEMENT EN ACTIONS		8.343	5.325

Le Groupe a reconnu une charge pour les paiements fondés sur des actions de EUR 5.325 milliers au cours de cette année.

La partie de ce montant liée à l'octroi d'options sur actions est calculée par un actuarié externe, en utilisant le modèle de Present Economic Value qui prend en compte l'ensemble des composantes du paiement fondé sur des actions ainsi que la volatilité des actions sous-jacentes. Cette volatilité a été déterminée en utilisant la volatilité historique du rendement des actionnaires du Groupe sur différentes périodes moyennes et sous différentes conditions. Aucune autre condition de marché n'a été prise en compte dans la base de calcul de la juste valeur.

La partie du coût liée à l'octroi d'actions est valorisée en tenant compte de la valeur réelle des actions octroyées, à la date de l'octroi. Courant 2012, des actions supplémentaires ont été proposées à la direction, résultant en une charge pour la période de EUR 886 milliers.

Les remises sur les contributions de sécurité sociale octroyées par les autorités à Umicore Belgique relatives à des incitants liés entre autres à des primes d'équipe, des heures supplémentaires et des frais de R&D, sont publiés à partir de 2011 sous la rubrique "Sécurité sociale" dans les rémunérations et avantages sociaux.

F11 Coûts financiers nets

	(EUR milliers)	
	2011	2012
Produits d'intérêts	4.646	2.903
Charges d'intérêts	-20.658	-9.006
Actualisation des provisions	-9.811	-10.937
Résultat de change	7.443	-10.345
Autres produits financiers	479	385
Autres charges financières	-4.536	-4.004
Total	-22.438	-31.004

En 2012, la charge d'intérêts nette de EUR 6.103 milliers est en diminution par rapport aux EUR 16.012 milliers de 2011 principalement en raison de la diminution du taux d'intérêt moyen pondéré. L'actualisation des provisions concerne principalement les provisions pour avantages sociaux et, dans une moindre mesure, les provisions environnementales. Ce montant est influencé par la valeur actualisée de ces provisions dépendant elle-même de changements éventuels du taux d'actualisation, de l'échéance des sorties de liquidités futures et de la comptabilisation de nouvelles provisions long terme. La plupart de ces actualisations en 2012 ont été comptabilisées en Belgique, en Allemagne et en France.

Les résultats de change comprennent les gains et pertes de change réalisés ainsi que les résultats non réalisés provenant de la conversion au taux de clôture de la période des éléments monétaires du bilan. Ils comprennent également les gains et pertes liés aux ajustements de juste valeur des instruments financiers en devises étrangères (voir Annexe F33).

Les autres charges financières incluent des ristournes sur paiement comptant, des charges bancaires et des autres honoraires financiers.

F12 Produits des investissements financiers

	(EUR milliers)	
	2011	2012
Plus et moins-values sur cessions d'immobilisations financières	9.266	-499
Dividendes	841	913
Produits d'intérêts sur immobilisations financières	13	43
Réductions de valeur sur investissements financiers	58	531
Total	10.178	988

F13 Impôts sur le résultat

	(EUR milliers)	
	2011	2012
IMPÔT SUR LE RÉSULTAT		
Reprise au compte de résultats		
Impôt courant	-72.759	-58.734
Charge d'impôts différés (produits)	-3.247	-954
Charge fiscale totale	-76.006	-59.688
RELATION ENTRE CHARGE FISCALE ET RÉSULTAT AVANT IMPÔTS		
Résultat d'exploitation	405.220	306.379
Coûts financiers nets	-22.438	-31.004
Résultat avant impôts des sociétés consolidées globalement	382.783	275.375
Taux d'imposition théorique moyen pondéré (%)	-30,34	-29,86
Impôt théorique au taux moyen pondéré	-116.122	-82.214
Ajustements		
Dépenses non déductibles	-15.359	-12.917
Revenus exonérés	8.039	1.371
Dividendes exonérés des sociétés consolidées et associées	-3.250	-1.116
Profits et pertes taxés à taux réduit	0	
Incitants fiscaux déductibles	33.432	31.956
Impôts calculés sur d'autres bases	-1.845	-1.100
Utilisation de pertes fiscales non reconnues précédemment	27.001	32.769
Réductions de valeur des actifs d'impôts différés	-8.755	-15.376
Changement de taux de taxation applicable	559	-65
Exonérations fiscales	3.221	1.404
Autres crédits d'impôts (à l'exclusion des crédits R&D)	49	230
Précomptes mobiliers étrangers retenus à la source non imputables	-2.708	-6.831
Ajustements d'exercices précédents	954	-1.363
Autres	-1.224	-6.436
Charge fiscale de l'année	-76.006	-59.688

Le taux d'imposition théorique moyen pondéré du groupe a légèrement évolué de 30,34% en 2011 à 29,86% en 2012.

Si l'on exclut l'impact des éléments non récurrents, y compris l'effet IAS 39, le taux de taxation effectif pour l'année 2012 est de 20,6%. Celui-ci est légèrement supérieur à celui de 2011 en raison d'une répartition géographique différente des profits et d'un impact positif lié à des actifs fiscaux.

F14 Immobilisations incorporelles autres que goodwill

(EUR milliers)

	Frais de développement	Concessions, brevets, licences, etc.	Logiciels	Droits d'émission CO,	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	23.842	11.016	89.957	6.240	25.154	156.210
Amortissements cumulés	-425	-9.981	-68.326	0	-5.469	-84.202
Valeur comptable nette au début de l'exercice précédent	23.418	1.035	21.631	6.240	19.684	72.007
. Acquisitions	16.469	1.936	3.340	0	2.810	24.556
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-2.139	-207	-8.784		-163	-11.293
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")			-253	-3.842		-4.095
. Droits d'émission				1.845		1.845
. Ecarts de conversion	353	90	-100		-13	330
. Autres mouvements	1.107		20.266	759	-20.399	1.732
Au terme de l'exercice précédent	39.208	2.852	36.092	5.003	1.919	85.074
Valeur d'acquisition	41.793	12.899	112.930	8.845	7.504	183.971
Amortissements cumulés	-2.585	-10.047	-76.838	-3.842	-5.586	-98.898
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	39.208	2.852	36.092	5.003	1.919	85.074
. Acquisition par regroupement d'entreprises		2	2			5
. Acquisitions	17.414	19	1.506		6.748	25.688
. Cessions		-640	-17	0	-2.257	-2.914
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-5.585	-331	-8.557		-104	-14.577
. Réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-401			-1.899		-2.300
. Reprises de réductions de valeur (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")			25	321		346
. Droits d'émission				2.419		2.419
. Ecarts de conversion	-229	-21	-376		-11	-636
. Autres mouvements		640	9.222		-1.408	8.453
Au terme de l'exercice	50.407	2.521	37.898	5.843	4.887	101.557
Valeur d'acquisition	58.959	12.889	122.068	9.522	10.568	214.006
Amortissements cumulés	-8.552	-10.368	-84.169)	-3.679)	-5.684	-112.452
Valeur comptable nette	50.407	2.521	37.898	5.843	4.884	101.554

Les "acquisitions" incluent principalement la capitalisation de frais relatifs à des logiciels ainsi que de frais de développement générés en interne. EUR 18,3 millions constituent des charges internes dont EUR 17,1 millions sont liés aux frais de développement et EUR 1,2 millions à des logiciels.

La ligne "Autres mouvements" montre principalement des transferts entre immobilisations corporelles en cours et immobilisations incorporelles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné dans l'annexe F35.

F15 Goodwill

	(EUR milliers)	
	31/12/2011	31/12/2012
Au terme de l'exercice précédent		
Valeur d'acquisition	99.991	100.273
Réductions de valeur cumulées	-2.502	-2.044
Valeur comptable nette au terme de l'exercice précédent	97.489	98.229
. Acquisition par regroupement d'entreprises		993
. Ecarts de conversion	740	127
. Autres mouvements		
Au terme de l'exercice	98.229	99.348
Valeur d'acquisition	100.273	101.353
Réductions de valeur cumulées	-2.044	-2.005
Valeur comptable nette	98.229	99.348

Ce tableau détaille le goodwill relatif aux sociétés consolidées globalement. Le goodwill relatif aux sociétés mises en équivalence est explicité dans l'annexe F17.

Les variations de la période sont principalement liées au nouveau goodwill enregistrés pour les entités Umicore Shokubai (voir annexe F8) et aux différences de change.

Les goodwills ont été alloués aux segments primaires comme suit:

	(EUR milliers)				
	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Total
31/12/11	36.335	27.672	15.807	18.415	98.229
31/12/12	37.238	27.650	16.038	18.421	99.348

La direction teste annuellement si les goodwills doivent être réduits de valeur conformément au principe comptable décrit dans l'annexe F2. Le montant recouvrable des unités génératrices de trésorerie auxquelles les goodwills ont été alloués est calculé sur base de leur valeur d'usage, et ce à l'aide de modèles d'actualisation des flux de trésorerie futurs, eux-mêmes basés sur les plans opérationnels du Groupe établis sur une période de 5 ans. Les indicateurs macro-économiques utilisés – tels que les taux de change des devises et le prix des métaux – sont basés sur les conditions de marché en vigueur. Le modèle de 2012 utilise un taux de taxation moyen de 25% (25% en 2011) et un coût moyen pondéré du capital après taxes (wacc) de 8,5% (tel que 2011). Ces indicateurs sont en ligne avec les prévisions de taux de taxation effectifs et de structure du capital. Le taux de croissance de perpétuité utilisé pour déterminer la valeur terminale est de 2% en moyenne (tel que 2011). Les taux d'intérêts sont basés sur des informations fournies par des organismes internationaux tels que la BNB ou la BCE.

F16 Immobilisations corporelles

(EUR milliers)

	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage	Mobilier et matériel roulant	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Au début de l'exercice précédent						
Valeur d'acquisition	596.960	1.314.086	171.620	17.707	85.755	2.186.127
Amortissements cumulés	-315.861	-932.323	-117.856	-15.578		-1.381.617
Valeur comptable au début de l'exercice précédent	281.099	381.763	53.764	2.129	85.755	804.510
. Acquisitions	11.945	44.728	13.136	2.525	115.684	188.017
. Cessions	-678	-1.191	-326	-2	-212	-2.408
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-25.106	-84.626	-15.300	-563		-125.595
. Réductions de valeur nettes (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-67	-3.533	-1.153	-11		-4.764
. Ecarts de conversion	2.683	2.112	11	127	-915	4.019
. Autres mouvements	32.825	65.143	8.287	-42	-105.657	555
Au terme de l'exercice	302.701	404.396	58.420	4.164	94.655	864.336
Valeur d'acquisition	640.870	1.396.322	184.475	28.414	94.655	2.344.736
Amortissements cumulés	-338.169	-991.926	-126.055	-24.250		-1.480.400
Valeur comptable au terme de l'exercice précédent	302.701	404.396	58.420	4.164	94.655	864.336
. Acquisition par regroupement d'entreprises	42	6.898	569		128	7.636
. Acquisitions	32.530	48.246	10.911	566	135.611	227.864
. Cessions	-86	-3.365	-1.645	-273	53	-5.316
. Amortissements actés (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-27.322	-92.567	-16.539	-967		-137.395
. Réductions de valeur nettes (inclus dans "Amortissements et réductions de valeur")	-8.377	-18.785	-728			-27.890
. Ecarts de conversion	-1.749	-5.035	-1.022	-310	-657	-8.774
. Autres mouvements	23.268	71.806	8.456	994	-112.719	-8.195
Au terme de l'exercice	321.008	411.595	58.420	4.174	117.070	912.268
dont leasing	1.565		87			1.652
Valeur d'acquisition	691.172	1.473.474	186.519	30.379	117.070	2.498.615
Amortissements cumulés	-370.164	-1.061.879	-128.099	-26.204		-1.586.346
Valeur comptable nette	321.008	411.595	58.420	4.174	117.070	912.268
Leasing						
Valeur d'acquisition	2.406	59	217			2.683
Amortissements cumulés	-842	-59	-131			-1.032
Valeur comptable nette	1.565	0	87			1.652

Les investissements en immobilisations corporelles non liés à des travaux d'entretien ont enregistré une hausse significative chez Catalysis suite à l'augmentation de capacité pour les véhicules légers et les diesels poids lourds en Chine et en Europe, et à la construction de centres de développement technologiques en Chine, au Japon et au Brésil. Chez Energy Materials, les investissements ont été moins importants qu'en 2011. Cependant le niveau d'investissement est resté élevé, en particulier à cause de la poursuite des expansions de capacité de production chez Rechargeable Battery Materials. Les investissements ont été aussi quelque peu inférieurs chez Performance Materials. Les investissements se maintiennent à un niveau élevé chez Recycling, conséquence de l'expansion des installations d'échantillonnage et des nouvelles installations de traitement de l'eau et des émissions gazeuses à Hoboken (Belgique).

La ligne "Autres mouvements" comprend essentiellement des transferts entre les encours et les autres catégories d'immobilisations.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les immobilisations corporelles, autre que ce qui est mentionné à l'Annexe F35.

F17 Participations mises en équivalence

Les participations mises en équivalence sont constituées essentiellement des entreprises associées et joint ventures suivantes:

PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

	Pays	Devise fonctionnelle	Pourcentages 2011	Pourcentages 2012
SOCIÉTÉS ASSOCIÉES				
Ganzhou Yi Hao Umicore Industries	Chine	CNY	40,00	40,00
IEQSA	Pérou	PEN	40,00	40,00
Element Six Abrasives	Luxembourg	USD	40,22	40,22
Jiangmen Chancsun Umicore Industry Co., Ltd.	Chine	CNY	40,00	40,00
Todini	Italie	EUR	48,00	48,00
JOINT-VENTURES				
ICT Japan	Japon	JPY	50,00	50,00
ICT USA	Etats-Unis	USD	50,00	50,00
Ordeg	Corée du Sud	KRW	50,00	50,00
Rézinal	Belgique	EUR	50,00	50,00
SolviCore GmbH & Co KG	Allemagne	EUR	50,00	50,00
SolviCore Management GmbH	Allemagne	EUR	50,00	50,00
BeLife	Belgique	EUR	49,00	
BeLife intermediate	Belgique	EUR	51,00	

En 2012 la joint-venture beLife a été mise en place avec Prayon pour la production de LFP (lithium iron phosphate). Cette joint-venture est intégrée dans la business unit Rechargeable Battery Materials du secteur d'activités Energy Materials. ICT USA n'est plus une société mise en équivalence et est maintenant consolidée globalement sous le nom d'Umicore Shokubai USA. ICT Japan était en cours de liquidation à fin décembre 2012.

Les mouvements dans les autres réserves sont principalement relatifs à des mouvements des avantages postérieurs à l'emploi découlant de changements d'hypothèses actuarielles chez Element 6 Abrasives et Solvicore et à des mouvements de réserves pour couvertures stratégiques chez Rézinal.

	Valeur comptable nette	Goodwill	Total	(EUR milliers)
Au terme de l'exercice précédent	171.976	46.947	218.923	
. Augmentation de capital	116			116
. Résultat de l'exercice	22.218			22.218
. Dividendes	-24.705			-24.705
. Acquisitions	2.975			2.975
. Cessions	-3.336			-3.336
. Autres réserves	-2.046			-2.046
. Ecarts de conversion	-270	140		-130
. Transferts				
Au terme de l'exercice	166.928	47.088	214.017	
dont joint-ventures	61.095	355	61.450	

La part d'Umicore dans les postes du bilan et de compte de résultats des principales sociétés associées aurait été la suivante :

	31/12/11	31/12/12
Actifs	253.259	230.903
Passifs	125.820	106.261
Chiffre d'affaires	263.791	299.397
Résultat net	23.263	13.849

La part d'Umicore dans les postes du bilan des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	31/12/11	31/12/12
Actifs court terme		164.313	112.843
Actifs long terme		13.398	24.438
Passifs court terme		112.319	65.685
Passifs long terme		818	7.853

La part d'Umicore dans les postes du compte de résultats des joint-ventures aurait été la suivante :

	(EUR milliers)	31/12/11	31/12/12
Résultat d'exploitation		6.837	12.634
Résultat financier		-1.176	-1.359
Impôts		-1.622	-2.906
Résultat net du Groupe		4.040	8.369

F18 Actifs financiers disponibles à la vente et prêts octroyés

	Actifs financiers disponibles à la vente	Prêts octroyés	(EUR milliers)
IMMobilisations financIerEs long terme			
Au début de l'exercice précédent	76.152	769	
. Variations de périmètre	76.152	769	
. Augmentations	515	45	
. Diminutions	-41	-13	
. Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	63	-	
. Ecarts de conversion	-17	32	
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	-28.939	263	
. Autres mouvements	-2	-	
Au terme de l'exercice précédent	47.730	1.095	
. Variations de périmètre	47.730	1.095	
. Augmentations	70	3.858	
. Diminutions	-399	-7	
. Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	505	54	
. Ecarts de conversion	-19	-	
. Juste valeur reconnue dans les fonds propres	(a)	-10.788	
. Autres mouvements	6	-	
Au terme de l'exercice	37.105	5.087	
IMMobilisations financIerEs court terme			
Au terme de l'exercice précédent	10	1.051	
. Variations de périmètre	10	1.051	
. Augmentations	-	665	
. Diminutions	-33	3.673	
. Réductions de valeur (inclus dans "Produits des investissements financiers")	26	-374	
. Ecarts de conversion	-	-	
. Autres mouvements	-	-55	
Au terme de l'exercice	3	4.960	

(a) essentiellement lié à l'ajustement juste valeur des actions Nyrstar et à l'investissement dans Pangaea.

F19 Stocks

	(EUR milliers)	31/12/11	31/12/12
Analyse des stocks			
Produits de base avec couverture (valeur brute)		1.092.256	1.053.766
Produits de base sans couverture (valeur brute)		154.093	143.951
Consommables (valeur brute)		75.084	80.377
Réductions de valeur		-61.291	-59.844
Avances		35.332	11.047
Contrats en cours		9.537	5.811
Total des stocks		1.305.010	1.235.108

Les stocks ont diminué de EUR 69,9 millions. Cet diminution est due à une diminution des avances ainsi qu'à une diminution des quantités d'argent et d'or partiellement compensée par des prix plus élevés pour l'or, le platine et le palladium. Des réductions de valeur ont été enregistrées sur le stock métal permanent pour un montant de 3,9 millions.

Sur base du prix des métaux et des taux de change en vigueur à la date de clôture, la valeur du stock métal serait supérieure à la valeur comptable actuelle de quelques EUR 972,6 millions. Toutefois, la plupart de ces stocks ne peuvent être réalisés parce qu'ils sont nécessaires aux opérations commerciales et industrielles.

Il n'y a aucun gage ou aucune restriction en ce qui concerne les stocks.

F20 Créances commerciales et autres créances

	Annexes	31/12/11	31/12/12
A LONG TERME			
Dépôts et garanties en espèces		6.576	8.304
Autres créances à plus d'un an		7.682	8.261
Avantages sociaux		372	453
Total		14.630	17.018
A COURT TERME			
Créances commerciales (brutes)		748.195	671.963
Créances commerciales (réduction de valeur)		-12.309	-10.202
Autres créances (brutes)		78.608	82.782
Autres créances (réductions de valeur)		-7.509	-6.905
Intérêts à recevoir		136	124
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	16.537	8.452
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	6.490	8.437
Comptes de régularisation		37.380	33.726
Total		867.528	788.377

Les créances commerciales à court terme ont diminué de EUR 79,2 millions. Cette diminution est principalement liée à une activité moins importante.

L'augmentation des autres créances commerciales est principalement due à la TVA à récupérer.

Les autres créances commerciales long terme incluent un montant de EUR 6.674 milliers relatif à des "droits à remboursement" liés à une provision pour un plan médical qu'Umicore France a repris de Nyrstar France en 2007 et que Nyrstar France s'engage à rembourser sur toute la durée du plan (voir aussi l'Annexe F27 relative aux Provisions pour avantages sociaux).

	Total	Non dû	(EUR milliers)			
			Dû entre		60-90 jours	>90 jours
			0-30 jours	30-60 jours		
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	734.919	616.025	88.999	16.100	2.743	11.052
Autres créances (brutes)	78.608	74.100	3.258	213	108	930
BALANCE AGÉE DE L'EXERCICE						
Créances commerciales (hors créances douteuses) - brutes	660.721	559.568	75.475	17.316	1.420	6.941
Autres créances (brutes)	82.781	76.421	4.050	897	19	1.394

Risque de crédit - créances commerciales et autres créances

	Créances commerciales (réductions de valeur)	Autres créances (réductions de valeur)	(EUR milliers)	
			Total	
AU DÉBUT DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT				
. Changement de périmètre	594	324		918
. Réductions de valeur reconnues en résultat	-697	-2.149		-2.846
. Reprises de réductions de valeur	1.688	13		1.701
. Réductions de valeur nettoyées avec le montant brut	143			143
. Autres mouvements	83	888		974
. Ecarts de conversion	487	-3		484
Au terme de l'exercice précédent	-12.309	-7.508		-19.813
AU DÉBUT DE L'EXERCICE				
. Changement de périmètre	-12.309	-7.508		-19.813
. Réductions de valeur reconnues en résultat	-994			-994
. Reprises de réductions de valeur	977	504		1.481
. Réductions de valeur nettoyées avec le montant brut	1.498			1.498
. Autres mouvements	89	97		186
. Ecarts de conversion	538	3		541
Au terme de l'exercice	-10.202	-6.905		-17.105

Par défaut, tous les secteurs d'activité utilisent l'assurance crédit comme moyen de limiter le risque crédit lié aux créances commerciales. EUR 410 millions des créances commerciales du Groupe sont couverts par des limites de crédit assurées. L'indemnité en cas de non paiement s'élève à 95% avec une limite annuelle maximum de EUR 20 millions.

Certains secteurs d'activité travaillent sans assurance crédit mais mettent en place des limites de crédit sur base de l'information financière et de la connaissance de l'entreprise qui sont approuvées par le management. En 2012, les réductions de valeur nettes ont diminué.

F21 Impôts différés

	(EUR milliers)					
	31/12/2011		31/12/2012			
IMPÔTS DIFFÉRÉS						
Impôts à recevoir					17.067	29.861
Impôts différés actifs					88.492	91.772
Impôts dus					-57.742	-35.519
Impôts différés passifs					-46.089	-36.417
	Actifs		Passifs		Net	
	2011	2012	2011	2012	2011	2012
Au terme de l'exercice précédent	108.795	88.491	-43.702	-46.089	65.093	42.402
Impôts différés reconnus dans le compte de résultats	-6.544	2.509	3.296	-3.463	-3.247	-954
Impôts différés reconnus dans les fonds propres	-11.843	1.998	-5.810	12.946	-17.653	14.945
Acquisition par regroupement d'entreprises		508				508
Ecarts de conversion	-1.645	-1.720	-144	105	-1.789	-1.615
Transferts	-272	-16	272	83	-0	67
Autres mouvements	-2	3	0	0	-2	3
Au terme de l'exercice	88.491	91.772	-46.089	-36.417	42.403	55.355
IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR CATÉGORIES DE DIFFÉRENCES TEMPORELLES						
Immobilisations incorporelles	11.496	13.244	-10.875	-14.259	621	-1.015
Goodwill des sociétés consolidées globalement	112	186	-1.369	-1.515	-1.257	-1.329
Immobilisations corporelles	5.130	4.595	-24.038	-22.925	-18.908	-18.330
Participations mises en équivalence	87	0	-206	0	-119	0
Créances long terme	555	414	-2.914	-3.075	-2.359	-2.661
Stocks	28.714	27.462	-35.988	-36.294	-7.274	-8.832
Créances court terme	8.712	12.455	-17.230	-5.243	-8.518	7.212
Fonds propres - part du Groupe	5	93	-8.757	-6.979	-8.752	-6.886
Dettes financières long terme et autres dettes	666	448	-1.281	-1.483	-615	-1.035
Provisions pour avantages sociaux long terme	32.089	49.761	-818	-412	31.271	49.349
Provisions pour environnement long terme	20.346	19.289	-2.682	-2.749	17.664	16.540
Provisions pour autres risques et charges long terme	7.401	7.970	-894	-942	6.507	7.028
Dette financière court terme	656	339	0	0	656	339
Provisions pour environnement court terme	5.458	4.510	-153	5.458	4.357	4.357
Provisions pour autres risques et charges court terme	5.222	2.885	-222	-161	5.000	2.724
Dettes commerciales et autres dettes	26.353	15.919	-7.470	-15.106	18.883	813
Impôts différés total liés aux différences temporaires	153.002	159.570	-114.744	-111.296	38.258	48.274
Pertes fiscales à reporter	63.470	62.580			63.470	62.580
Déductions pour investissements	4.006	5.023			4.006	5.023
Intérêts notionnels	23.568	17.506			23.568	17.506
RDT à reporter	16.413	1.603			16.413	1.603
Autres	1.884	-1.428			1.884	-1.428
Impôts différés actifs non reconnus	-105.195	-78.203			-105.195	-78.203
Total actif/passif d'impôts différés	157.148	166.651	-114.744	-111.296	42.404	55.355
Compensation d'actifs et de passifs au sein de mêmes entités fiscales	-68.656	-74.879	68.656	74.879		0
Situation nette	88.492	91.772	-46.089	-36.417	42.404	55.355

	2011 Base	2012 Base	2011 Taxe	2012 Taxe
--	--------------	--------------	--------------	--------------

MONTANT DES DIFFÉRENCES TEMPORELLES DÉDUCTIBLES, PERTES FISCALES ET CRÉDITS D'IMPÔTS NON UTILISÉS POUR LESQUELS AUCUN ACTIF D'IMPÔT DIFFÉRÉ N'A ÉTÉ COMPTABILISÉ AU BILAN

Date d'expiration sans limite de temps

319 701	241 120	105 195	78 203
---------	---------	---------	--------

Les variations de différences temporaires de la période sont enregistrées en compte de résultats, sauf celles provenant d'éléments reconnus directement dans les autres éléments du résultat global.

Les mouvements principaux des impôts différés reconnus dans les autres éléments du résultat global sont des impôts différés générés par des différences temporaires incluses sous les lignes "dettes commerciales et autres dettes" pour un montant négatif de EUR 3.637 milliers, "provisions pour avantages sociaux long terme" pour un montant positif de EUR 17.220 milliers et "créances commerciales et autres créances" pour un montant positif de EUR 997 milliers.

Les impôts différés actifs ne sont reconnus que si leur utilisation est probable c'est-à-dire si un résultat positif est prévu dans les périodes futures. Le Groupe estime que la période d'utilisation des impôts différés actifs est de 5 à 10 ans. L'impôt réel des périodes futures peut être différent des estimations faites lors de l'enregistrement des impôts différés.

Durant la période, un montant d'impôts différés actifs de EUR 78.203 milliers n'a pas été reconnu et est essentiellement lié à des pertes fiscales (EUR 51.010 milliers), des intérêts notionnels reportés (EUR 17.506 milliers), des revenus définitivement taxés reportés (EUR 1.603 milliers), des déductions pour investissements (EUR 5.023 milliers) et à des différences temporaires sur les immobilisations corporelles (EUR 1.798 milliers).

En application de l'IAS 12, un impôt différé passif, qui pourrait potentiellement s'élever à EUR 56 millions, n'a pas été reconnu sur les réserves immunisées des sociétés belges car la direction confirme que ce passif ne sera pas encouru dans un avenir prévisible.

F22 Liquidités et quasi-liquidités

	31/12/11	31/12/12	(EUR milliers)
LIQUIDITÉS ET QUASI-LIQUIDITÉS			
Dépôts à terme auprès des banques	17.809	11.826	
Autres dépôts à terme	3.439	142	
Établissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités	82.733	119.458	
Total liquidités et quasi-liquidités	103.981	131.427	
Découverts bancaires (compris dans les dettes financières court terme au bilan)	3.776	439	
Situation nette de trésorerie à la clôture (voir tableau de financement consolidé)	100.205	130.988	

Tous les montants de trésorerie sont entièrement disponibles pour le Groupe.

La gestion prudente du risque de liquidité implique le maintien de dépôts monétaires et de titres négociables et l'accès au financement grâce à la disponibilité de lignes de crédit confirmées ainsi que par la possibilité de dénouer des positions de marché. Il est en effet impératif que – suite à la nature dynamique de ses opérations – le Groupe puisse disposer de la flexibilité en matière de sources de financement par l'existence de lignes de crédit confirmées.

Les excédents de liquidité sont investis pour des périodes très courtes sous forme de dépôts répartis auprès d'un nombre limité de banques.

Les liquidités excédentaires sont investies pour de très courtes périodes et sont réparties dans un nombre limité d'institutions financières disposant d'une notation de crédit satisfaisante.

F23 Écarts de conversion et autres réserves

(EUR milliers)

	Réserves pour actifs financiers disponibles à la vente	Réserves de couverture stratégique	Impôts différés reconnus directement dans les autres éléments du résultat global	Avantages postérieurs à l'emploi, découlant de changements d'hypothèses actuarielles	Réserves pour paiements fondés sur des actions	Écarts de conversion	Total
Solde au 1^{er} janvier de l'exercice précédent	52.613	-66.161	36.250	-66.054	24.503	-36.691	-55.541
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	-28.939	21.845	-4.121	-12.519	8.342		-15.392
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global	0	40.238	-13.520	0	0		26.719
Transferts de/vers réserves					-1.225		-1.225
Variations de périmètre	0	0	0	0	0	0	0
Autres mouvements	0	0	0	0	0	0	0
Ecarts de conversion	0	617	-169	-1.198	0	2.570	1.820
Solde au 31 décembre de l'exercice précédent	23.674	-3.461	18.440	-79.771	31.620	-34.121	-43.620
Solde au 1^{er} janvier de l'exercice	23.674	-3.461	18.440	-79.771	31.620	-34.121	-43.620
Profits et pertes reconnus dans les autres éléments du résultat global	-10.788	-3.410	18.829	-57.025	5.325		-47.069
Profits et pertes sortis des autres éléments du résultat global		10.834	-4.063				6.771
Transferts de/vers réserves				655	-7.197		-6.542
Variations de périmètre				43			43
Ecarts de conversion		-24	32	370		-11.980	-11.602
Solde au 31 décembre de l'exercice	12.886	3.939	33.237	-135.728	29.748	-46.101	-102.020

Le détail de la part du Groupe dans les écarts de conversion et autres réserves est repris ci-dessous :

Les profits et pertes reconnus en réserves pour actifs financiers disponibles à la vente sont liés aux ajustements de juste valeur sur les actions Nyrstar et sur l'investissement dans Pangaea (voir l'Annexe F18 sur les actifs financiers disponibles à la vente).

Les pertes nettes reconnues en réserves de couverture stratégique (EUR 3.410 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique nouveaux ou présents à l'ouverture et pas encore parvenus à maturité à la fin de la période. Les pertes nettes sorties des réserves (EUR 10.834 milliers) sont les changements de juste valeur des instruments de couverture stratégique présents à l'ouverture et parvenus à maturité durant la période et dont une perte de EUR 13,4 millions est passée en compte de résultats suite à l'expiration de couvertures stratégiques.

De nouvelles pertes actuarielles nettes sur des plans à prestation définie postérieure à la pension ont été reconnus en réserves pour avantages postérieurs à l'emploi pour EUR 57.025 milliers principalement en raison de taux d'actualisation décroissants.

En 2012, les plans d'actions et d'options sur actions ont généré un mouvement de EUR 5.325 milliers sur la réserve pour paiements fondés sur des actions (voir l'Annexe F10 sur les rémunérations et avantages sociaux). Un montant de EUR 7.197 milliers a été transféré vers les réserves suite à l'exercice d'options pendant la période.

La variation des écarts de conversion est principalement liée à un effet combiné du renforcement du KRW, du GBP et du NOK par rapport à l'EUR et d'une dévalorisation du ZAR, du CNY, de l'USD du JPY et du BRL par rapport à l'EUR.

F24 Dettes financières

(EUR milliers)

	Prêts bancaires à long terme	Autres prêts à long terme	Total
LONG TERME			
Solde au début de l'exercice précédent	40.002	154.882	194.884
. Augmentation	10.000	0	10.000
. Diminution	-30.001	-994	-30.995
. Transferts	0	-150.009	-150.009
Solde au terme de l'exercice précédent	20.001	3.879	23.878
. Augmentation			
. Diminution		-1.007	-1.007
. Ecarts de conversion			
. Transferts	-20.000	-10	-20.010
Solde au terme de l'exercice	0	2.862	2.861
DETTES À LONG TERME ÉCHEANT DANS L'ANNÉE			
Au terme de l'exercice précédent	1	150.951	150.952
. Augmentations / diminutions	100.000	-150.021	-50.021
Au terme de l'exercice	100.000	930	100.930

	Prêts bancaires à court terme	Découverts bancaires	Papiers commerciaux	Autres prêts	Total
COURT TERME					
Au terme de l'exercice précédent	63.446	3.776	121.484	6.997	195.703
. Augmentations / diminutions (y compris écarts de conversion)	-31.059	-3.338	92.081	-3.270	54.414
Au terme de l'exercice	32.387	438	213.565	3.727	250.117

La dette financière nette du groupe a diminué de EUR 44 millions principalement en raison d'une forte génération de liquidité opérationnelle en 2012.

L'emprunt obligataire de EUR 150 millions émis en 2004 (coupon de 4,875% par an) a été remboursé en février 2012.

Les emprunts bancaires consistent en :

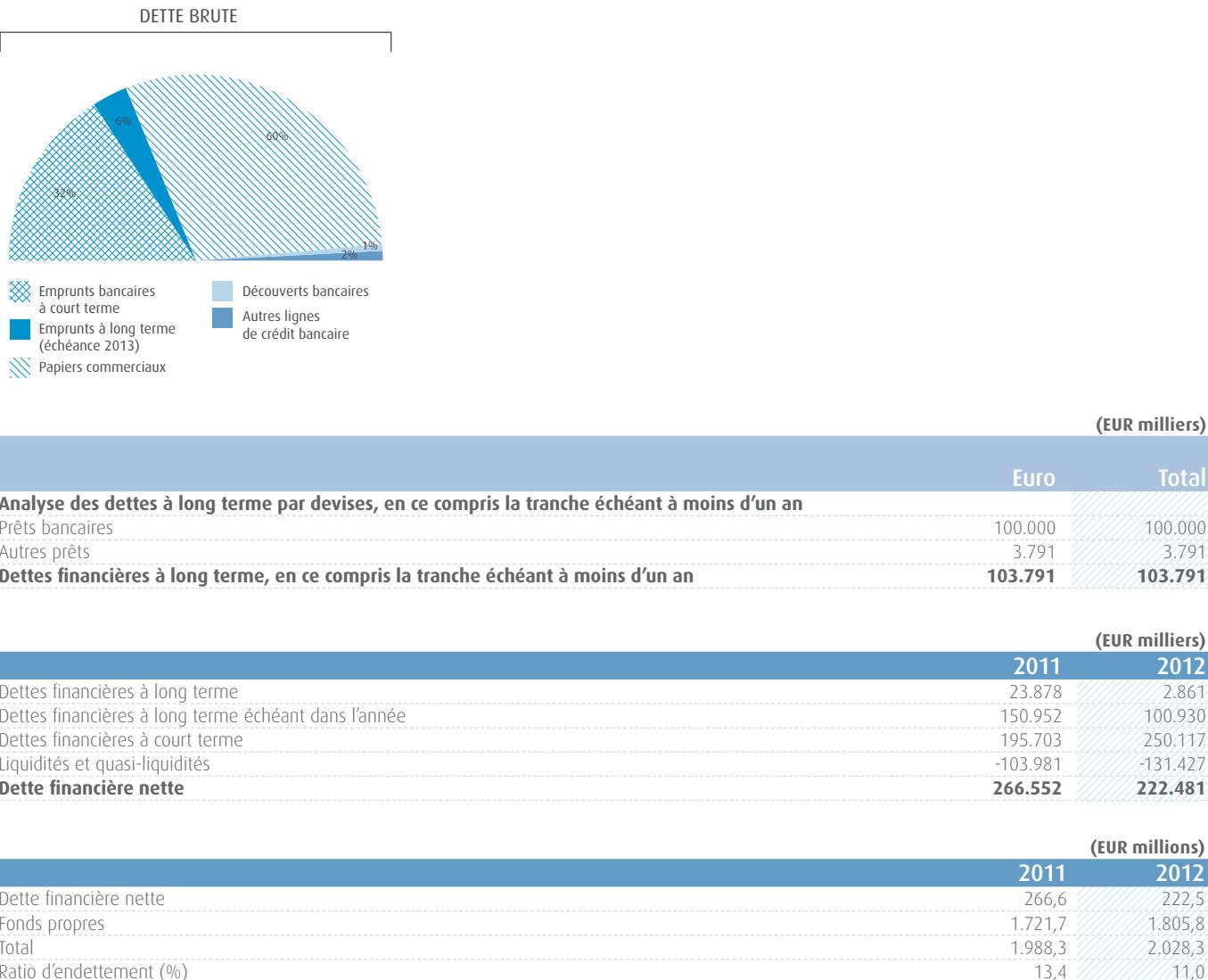
- un emprunt de EUR 20 millions échitant en décembre 2013 et portant un intérêt de 5,36% par an. La juste valeur de cet emprunt était de EUR 20,99 millions au 31 décembre 2012, basée sur une méthode de DCF.
- une avance en cours de EUR 80 millions liée à la tranche restante de EUR 170 millions de l'emprunt bancaire syndiqué échéant en juin 2013. Ces avances étant à très court terme (1 mois), la valeur nominale peut être utilisée comme juste valeur.

Au 31 décembre 2012, il n'y avait aucune avance en cours relatives aux EUR 250 millions du nouvel emprunt bancaire syndiqué échéant en juillet 2016.

Le ratio d'endettement de 11% à fin 2012 (13,4% en 2011) est bien endéans les limites de structure de capital visées par le Groupe.

Les dates de maturité des emprunts bancaires à court terme sont à très court terme et sont décidées par le département trésorerie du Groupe aux conditions de marché et selon la gestion quotidienne de la trésorerie.

Une partie des dettes financières à long terme est soumise à des conventions financières standards. Umicore n'a dû faire face à aucune violation de ces conventions d'emprunt que ce soit en 2012 ou lors des années précédentes. Le suivi des conventions de dettes est sous la responsabilité du département Trésorerie du Groupe. Afin de suivre cette activité, des certificats d'observation sont émis deux fois par an et envoyés aux agents bancaires. Cette méthode est une obligation faisant partie des règles d'octroi d'un prêt étant donné que la marge d'intérêt est basée sur le ratio entre la dette nette et l'EBITDA.



F25 Dettes commerciales et autres dettes

	Annexes	31/12/11	(EUR milliers)	31/12/12
LONG TERME				
Dettes commerciales à plus d'un an		1.253		0
Autres dettes à plus d'un an		5.105		4.639
Subsides en capital		8.726		9.283
		15.084		13.922
COURT TERME				
Dettes commerciales à un an au plus		780.536		728.311
Acomptes reçus sur commandes		30.431		21.564
Impôts dus autres que les impôts de société		13.078		16.664
Dettes salariales et sociales		127.408		125.835
Autres dettes		28.687		18.067
Dividendes dus		7.814		7.518
Intérêts dus		7.571		600
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	F33	20.620		4.535
Juste valeur des autres instruments financiers	F33	22.106		8.708
Comptes de régularisation		110.198		90.559
		1.148.450		1.022.361

Les dettes commerciales ont diminué de 126 millions, principalement en raison de volumes moins importants.

Les dettes fiscales autres que les impôts de société sont principalement relativement à la TVA.

F26 Liquidité des dettes financières

Exercice précédent	Maturité contractuelle					Total	
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à	1 an	1 à 5 ans		
DETTE FINANCIÈRE							
Court terme							
Prêts bancaires à court terme	32.704	13.382	17.360			63.446	
Découverts bancaires	205	0	3.572			3.776	
Papiers commerciaux	121.484	0	0			121.484	
Autres prêts	6.842	0	155			6.997	
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année	1	0	0			1	
Autres prêts long terme échéant dans l'année	38	150.076	837			150.951	
Long terme							
Prêts bancaires long terme			20.000	0	20.000		
Autres prêts long terme			3.045	832	3.878		
DETTE COMMERCIALE ET AUTRES DETTES							
Court terme							
Dettes commerciales à un an au plus	487.191	288.689	4.656			780.536	
Acomptes reçus sur commandes	1.331	22.459	6.641			30.431	
Impôts dus autres que les impôts de société	12.048	100	930			13.078	
Dettes salariales et sociales	50.303	28.646	48.460			127.408	
Autres dettes	22.159	3.091	3.438			28.687	
Dividendes dus	7.814	0	0			7.814	
Intérêts dus	6.923	499	149			7.571	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	6.550	1.813	12.257			20.620	

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle						
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à	1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Exercice précédent							
Juste valeur des autres instruments financiers	9.779	12.278	48				22.106
Comptes de régularisation	75.526	14.637	20.035				110.198
Long terme							
Dettes commerciales à plus d'un an				750	503		1.253
Autres dettes à plus d'un an				2.448	2.657		5.105
Subsides en capital				493	8.234		8.726

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle						
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois à	1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total
Exercice actuel							
DETTES FINANCIÈRES							
Court terme							
Prêts bancaires à court terme	2.535	5.635	24.218				32.387
Découverts bancaires	219	220					439
Papiers commerciaux	213.565						213.565
Autres prêts	152	3.726	-152				3.726
Prêts bancaires long terme échéant dans l'année			100.000				100.000
Autres prêts long terme échéant dans l'année	39	78	813				930
Long terme							
Prêts bancaires long terme							
Autres prêts long terme					2.861		2.861
DETTES COMMERCIALES ET AUTRES DETTES							
Court terme							
Dettes commerciales à un an au plus	476.548	245.914	5.849				728.311
Acomptes reçus sur commandes	3.324	11.645	6.595				21.564
Impôts dûs autres que les impôts de société	18.089	-4.225	2.809				16.673
Dettes salariales et sociales	48.061	28.087	49.686				125.834
Autres dettes	4.293	11.742	2.032				18.067
Dividendes dûs	7.518						7.518
Intérêts dûs	11	571	18				600
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de cash-flow hedge	153	541	3.841				4.535
Juste valeur des autres instruments financiers	3.283	5.297	128				8.708
Comptes de régularisation	71.918	9.341	9.300				90.559
Long terme							
Dettes commerciales à plus d'un an							
Autres dettes à plus d'un an					4.639		4.639
Subsides en capital					1.354	7.929	9.283

F27 Provisions pour avantages sociaux

Le Groupe a diverses obligations légales et implicites de buts à atteindre, dont la majorité se situe dans les activités belges, françaises et allemandes, la plupart étant des régimes de fin de carrière.

	(EUR milliers)				
	Avantages postérieurs à l'emploi - pensions et autres	Avantages postérieurs à l'emploi - autres	Prestations de préretraite et autres	Autres avantages sociaux à long terme	Total
Au terme de l'exercice précédent	130.820	18.354	29.614	14.236	193.023
. Dotations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	12.716	571	9.657	2.560	25.503
. Reprises (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-664			-43	-707
. Utilisations (inclus dans "Rémunérations et avantages sociaux")	-14.781	-858	-8.323	-1.104	-25.067
. Impact taux d'intérêt et actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	6.828	718	1.038	612	9.197
. Ecart de conversion	-6	-131	100	-25	-61
. Transferts	54	-1.607	1.120	433	0
. Reconnus dans les autres éléments du résultat global	51.705	5.332			57.037
. Autres mouvements	50				50
Au terme de l'exercice	186.721	22.379	33.207	16.669	258.975

Le premier tableau indique les soldes et les mouvements sur les provisions pour avantages sociaux uniquement pour les entreprises consolidées. Il existe une différence entre la ligne "Reconnus en fonds propres" et ce qui est indiqué dans l'annexe F23 étant donné que cette dernière inclut également les entreprises associées et joint-ventures qui sont comptabilisés selon la méthode de mise en équivalence. L'augmentation de la provision à fin 2012 est principalement due à une diminution matérielle des taux d'actualisation pendant la période.

La direction s'attend à ce que les dépenses à court terme restent dans le même ordre de grandeur que celles de l'année précédente et de l'année en cours.

Comme expliqué dans l'annexe F20, une créance commerciale long terme a été reconnue en tant que "droits à remboursement" liés à une provision pour un plan médical qu'Umicore France a repris de Nyrstar France en 2007 et que Nyrstar France s'engage à rembourser sur toute la durée du plan. Tout changement de cette provision affecte de la même manière les "droits à remboursement" enregistrés en créances commerciales long terme. Si ce changement est relatif à des variations des hypothèses actuarielles, la provision et l'actif correspondant sont ajustés via l'état des profits et pertes reconnus.

Le tableau suivant, présenté en vertu de la version amendée d'IAS 19, a été établi sur base des rapports d'actuaires externes pour quasi la totalité des plans. Les hypothèses utilisées sont recommandées par les actuaires locaux. La référence pour la zone Euro et l'indice IBOXX AA. Des indices similaires sont utilisés dans les autres pays.

Les tables de mortalité utilisées sont spécifiques aux pays concernés.

	(EUR milliers)		
	31/12/11	Mouvements	31/12/12
		2012	
Belgique	26.503	13.185	39.688
France	21.280	6.196	27.476
Allemagne	126.922	47.011	173.933
Sous-total	174.705	66.392	241.097
Autres entités	18.318	-440	17.878
Total	193.023	65.952	258.975

	(EUR milliers)	
Droits à remboursement		
À la fin de l'exercice précédent		
Remboursement		6.004
Rendement attendu		-417
Gains et pertes actuariels sur droits à remboursement		261
À la fin de l'exercice		826
		6.674

(EUR milliers)

2011 2012

VARIATION DES OBLIGATIONS AU TITRE DE PRESTATIONS DÉFINIES**Obligations au titre de prestations définies au début de l'exercice****312.573** **319.517**

Coût des services rendus	15.819	21.526
Charge d'intérêts	14.184	14.782
Cotisations des participants au régime	559	553
Amendements	-745	899
Pertes (Gains) actuariels	1.132	66.463
Prestations versées par le régime / l'entreprise	-24.664	-24.241
Charges payées	-81	-75
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement / cession d'entreprises)	-68	-62
Variation de taux de change	808	-169
Obligations au titre de prestations définies en fin d'exercice	319.517	399.193

2011 2012

VARIATION DES ACTIFS DU RÉGIME**Juste valeur des actifs au début de l'exercice****120.945** **125.785**

Rendement attendu des actifs du régime	5.252	5.434
Gains/(Pertes) actuariels générés sur les actifs	-6.871	5.834
Cotisations versées par l'entreprise	29.796	26.397
Cotisations versées par les participants au régime	559	553
Prestations versées par le régime/l'entreprise	-24.664	-24.241
Charges payées	-81	-75
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement / cession d'entreprises)		1
Ecart de conversion	849	-115
Juste valeur des actifs en fin d'exercice	125.785	139.573

Les régimes de retraite en Belgique, en France, au Liechtenstein, au Pays-Bas, aux Etats-Unis, au Japon et en Norvège sont partiellement ou totalement financés par des actifs couvrant une part importante des obligations. Tous les autres régimes sont peu financés ou non financés.

(EUR milliers)

2011 2012

MONTANTS COMPTABILISÉS AU BILAN**Valeur actualisée des obligations financées**

221.705 274.941

Juste valeur des actifs de couverture

125.785 139.571

Déficit (surplus) résultant de régime financé**95.920** **135.368****Valeur actualisée des obligations non financées**

97.812 124.252

Gains (pertes) actuariels nets non reconnus

-1 2

(Coût) Gain sur services passés non reconnus

-707 -647

Passif (actif) net

193.024 258.975

COMPOSANTES DU COÛT DES SERVICES**Montants comptabilisés dans le compte de résultats**

Coût des services rendus	15.819	21.526
Charge d'intérêts	14.184	14.782
Rendement attendu des actifs du régime	-5.252	-5.434
Rendement attendu des droits à remboursement	-298	-261
Amortissement des coûts des services passés incl. §58(a)	-612	959
Amortissement des pertes (gains) net incl. §58(a)	1.830	3.560
Charge totale du régime reconnue dans le compte de résultats	25.671	35.132
Rendement réel sur les actifs de couverture	-1.619	11.268
Rendement réel sur droits à remboursement	618	1.087

	(EUR milliers)	
	2011	2012
Charges comptabilisées dans les autres éléments du résultat global		
Montant cumulé des gains et pertes actuariels comptabilisés	49.210	55.906
Gains et pertes actuariels de la période	6.457	54.872
Transferts de/vers réserves	0	
Minorités	47	669
Gains et pertes actuariels sur droits à remboursement	-1	1
Autres mouvements	9	-698
Ecart de conversion	184	121
Charge totale du régime reconnue dans le SoCI des filiales consolidées globalement	55.906	110.872
Gains et pertes actuariels de la période, sociétés associées et joint-ventures	23.864	24.856
Total reconnu dans le SoCI	79.770	135.728

La charge d'intérêts et le rendement de l'actif de régime de retraite ainsi que l'impact du taux d'actualisation sur les régimes non relatifs à des avantages postérieurs à l'emploi sont enregistrés au compte de résultats dans la rubrique "Coûts financiers" (cf. Annexe F11). Tous les autres éléments des dépenses de l'année sont repris en résultat d'exploitation, plus particulièrement sous la rubrique "Salaires et avantages sociaux directs".

Les gains actuariels de l'année reconnus dans les capitaux propres sont expliqués principalement par une variation du taux d'actualisation sur les plans de pensions ainsi que par la différence entre le rendement attendu et le rendement réel des actifs du régime.

	2011	2012
HYPOTHÈSES ACTUARIELLES PRINCIPALES		
Hypothèses moyennes pondérées pour déterminer le coût des services à la fin de l'année		
Taux d'actualisation (%)	4,72	3,29
Taux d'augmentation des salaires (%)	3,08	2,95
Taux d'inflation (%)	2,07	2,07
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,56	1,60
Hypothèses moyenne-pondérées utilisées pour déterminer le coût net		
Taux d'actualisation (%)	4,60	4,72
Taux attendu à long terme sur les actifs au cours de l'exercice (%)	4,60	4,60
Taux d'augmentation des salaires (%)	2,99	3,08
Taux d'inflation (%)	2,06	2,07
Taux d'augmentation des pensions (%)	1,65	1,56
	2012	Rendement
	Pourcentage des actifs du régime	attendu des actifs du régime
Actifs du régime		
Capitaux propres (%)	19,88	5,13
Titres de créance (%)	57,65	4,01
Immobilier (%)	5,78	4,50
Autres (%)	16,68	4,20
Total (%)	100,00	4,29

Les autres actifs de régime sont principalement investis dans des contrats d'assurance et dans des dépôts bancaires à terme. Le rendement à long terme attendu sur les hypothèses d'actifs est documenté pour les régimes individuels comme recommandé par les actuaires locaux.

	2011	2012			
HISTORIQUE DES GAINS ET DES PERTES					
Déférence entre le taux attendu et réel sur les actifs de couverture					
Montant	6.871	-5.834			
Pourcentage des actifs du régime (%)	5,00	4,00			
Expérience (gain)/pertes sur les obligations du régime					
Montant	6.929	5.515			
Pourcentage de la valeur actualisée des obligations du plan (%)	2,00	1,00			
	2011	2012			
INFORMATIONS REQUISES POUR LES RÉGIMES D'ASSISTANCE MÉDICALE POSTÉRIEURS À L'EMPLOI					
Hypothèse d'évolution des coûts médicaux					
Taux d'évolution à court terme (%)	2,65	2,68			
Taux d'évolution à long terme (%)	2,65	2,68			
Année au cours de laquelle le taux d'évolution à long terme est atteint	NA	NA			
	2012	2012			
Sensibilité					
	+1%	-1%			
Sensibilité des hypothèses d'évolution pour les régimes d'assistance médicale postérieurs à l'emploi					
Impact sur le coût du service total et sur le coût financier	-43	59			
Impact sur le coût des services rendus	-165	227			
	(EUR milliers)				
	2011	2012			
RÉCONCILIATION DES ÉLÉMENTS DE BILAN					
Passif (actif) au bilan	190.799	193.023			
Charge comptabilisée dans le compte de résultats	25.671	35.132			
Montants comptabilisés directement en capitaux propres au cours de l'exercice	5.841	56.249			
Cotisations de l'employeur versées à des fonds au cours de l'exercice	-16.458	-13.356			
Cotisations de l'employeur versées directement au cours de l'exercice	-13.338	-13.042			
Credit à remboursement	618	1.087			
Transfert net (+/-) (y compris impact de regroupement / cession d'entreprises)	-68	-65			
Ajustement de taux de change - (gains)/pertes	-39	-56			
Passif / (actif) à la clôture du bilan	193.023	258.975			
Au 31 décembre	2008	2009	2010	2011	2012
Valeur des obligations au titre de prestations définies	270.134	294.378	312.573	319.517	399.193
Juste valeur des actifs du régime	106.650	110.898	120.945	125.785	139.573
Déficit (surplus) du régime	163.484	183.480	191.628	193.732	259.620
Ajustement expérience actifs du régime	10.020	-2.734	-780	6.871	-5.834
Ajustement expérience obligations du régime	6.168	1.407	-476	6.929	5.515

La contribution aux plans au cours de l'année commençant après la date du bilan est estimée à EUR 24,4 millions.

L'impact the IAS 19 revised sera non significatif par rapport aux fonds propres du groupe.

F28 Plans d'options sur actions accordés par la société

Plan	Échéance	Exercice	Prix d'exercice (EUR) (le prix d'exercice peut être plus élevé dans certains pays)	Nombre d'options à exercer
ISOP 2006	02/03/2016	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	22,55	95.000
			24,00	7.500
	02/03/2013		22,55	7.500
ISOP 2007	16/02/2017	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	26,55	183.500
			27,36	10.000
	16/02/2014		26,55	4.500
ISOP 2008	14/04/2018	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	32,57	232.750
			32,71	26.000
	14/04/2015		32,57	177.750
			32,71	1.250
ISOP 2009	15/02/2016	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	14,44	351.500
			14,68	21.000
				372.500
ISOP 2010	14/02/2017	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	22,30	691.750
ISOP 2011	13/02/2018	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	38,07	581.375
			39,25	65.000
			38,54	31.000
ISOP 2012	12/02/2019	tous les jours ouvrables d'Euronext Bruxelles	35,32	514.500
			37,67	56.500
			36,00	32.375
Total				603.375
				3.090.750

ISOP signifie "Incentive Stock Option Plan" (plan international pour les cadres).

Les plans d'options sur actions accordés sont octroyés immédiatement sans conditions. Au moment où l'action est exercée, des actions détenues en propre sont utilisées. Les options non exercées à la date d'expiration expirent automatiquement.

	(EUR milliers)			
	2011		2012	
	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice	Nombre d'options sur actions	Moyenne pondérée du prix d'exercice
DÉTAILS DES OPTIONS EN CIRCULATION				
Au début de l'année	3.223.625	22,98	3.593.375	26,35
Octroyées dans l'année	677.375	38,20	603.375	35,58
Exercées dans l'année	297.448	17,04	1.106.000	23,51
Expirées dans l'année	10.177			
Fin de la période	3.593.375	26,35	3.090.750	29,17
Exercables fin d'année	3.593.375	26,35	3.090.750	29,17

Les options en circulation fin de l'année ont une durée de vie résiduelle moyenne pondérée se terminant en juillet 2017.

F29 Provisions environnementales

	(EUR milliers)		
	Provisions pour assainissement du sol et réhabilitation du site	Autres provisions environnementales	Total
Au terme de l'exercice précédent	87.162	3.477	90.639
. Dotations	4.484	611	5.095
. Reprises	-1.698		-1.698
. Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-10.518	-1.539	-12.057
. Actualisation (inclus dans "Coûts financiers nets")	1.740		1.740
. Ecarts de conversion	-730		-730
Au terme de l'exercice	80.441	2.549	82.990
Dont:			
- A long terme	68.143	2.007	70.150
- A court terme	12.298	542	12.840

Les provisions environnementales légales et constructives sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions pour environnement ont diminué de EUR 7.649 milliers, les nouvelles dotations étant plus que compensées par des utilisations et reprises de provisions existantes, reflétant l'exécution continue de programmes de réhabilitation identifiés dans lesquels le Groupe est engagé.

L'augmentation des provisions pour l'assainissement et la réhabilitation est principalement relative à la revue des coûts de certains programmes en France (Viviez).

La plupart des utilisations de provisions de la période sont liées à la réalisation de programmes de réhabilitation de sites en France (Viviez) et en Belgique (Angleur, Olen et Hoboken). La plupart des reprises de provisions pour l'assainissement et la réhabilitation de sites ont été prises en France (Auby).

En 2012, aucun mouvement majeur n'est à relever en ce qui concerne les provisions relatives aux déchets radioactifs en Belgique (Olen). Cependant, les négociations continuent avec les autorités compétentes afin de trouver une solution de stockage durable et acceptable mais à un rythme modéré.

Le mouvement des autres provisions environnementales est principalement lié au besoin et à l'utilisation des droits d'émission CO₂ en Belgique.

La direction s'attend à ce que la sortie de liquidités découlant de la mise en œuvre de ces projets se produise essentiellement endéans les 5 prochaines années.

F30 Provisions pour autres risques et charges

(EUR milliers)

	Provisions pour restructuration et réorganisation	Provisions pour autres risques et charges	Total
Au terme de l'exercice précédent	10.331	59.562	69.892
. Variations de périmètre		48	48
. Dotations	8.916	11.002	19.918
. Reprises	-1.256	-18.728	-19.984
. Utilisations (inclus dans "Autres charges d'exploitation")	-4.916	-3.653	-8.569
. Ecarts de conversion	-135	-3.078	-3.213
. Transferts			
. Charges financières		-93	-93
Au terme de l'exercice	12.940	45.060	58.000
Dont: - A long terme	7.575	32.546	40.121
- A court terme	5.365	12.514	17.879

Les provisions pour restructuration et réorganisation, impôts, garanties, litiges, contrats déficitaires et retours de produits sont reconnues et mesurées sur base d'une estimation de la probabilité des sorties futures de liquidités ainsi que de données historiques fondées sur des faits et circonstances connus à la date de clôture. La charge effective pourra différer des montants reconnus.

Les provisions ont diminué de EUR 11,893 milliers, les nouvelles provisions étant plus que compensées par les reprises et les utilisations.

Les nouvelles provisions pour réorganisation et restructuration ont été prises principalement aux États-Unis (South-Plainfield), à Foshan (Chine), à Olen (Belgique) et à Balzers (Liechtenstein).

Les dotations et reprises de provisions pour autres risques et charges concernent principalement des provisions pour litiges, contrats déficitaires et garanties et touchent principalement l'Allemagne, le Brésil et la Belgique.

Elles incluent également des provisions pour contrats déficitaires liées à IAS 39. La reprise de la période pour les provisions IAS 39 pour contrats déficitaires s'élève à EUR 6.065 milliers. Le solde de cette provision à la fin de la période est de EUR 4.427 milliers.

Aucune estimation ne peut être réalisée en ce qui concerne la période de sortie de liquidités relative aux provisions pour autres risques et charges à long terme.

F31 Capitaux engagés

CAPITAUX ENGAGÉS ET ROCE		(EUR milliers)		
	Annexe	31/12/2011	30/06/2012	31/12/2012
Immobilisations incorporelles	F14, F15	183.303	194.930	200.903
Immobilisations corporelles	F16	864.336	882.196	912.268
Participations mises en équivalence	F17	218.923	227.132	214.015
Actifs financiers disponibles à la vente - long terme	F18	47.730	37.903	37.105
Stocks	F19	1.305.010	1.209.452	1.235.107
Créances commerciales et autres créances à long terme (hors avantages sociaux)	F20	14.258	15.524	16.566
Créances commerciales et autres créances à court terme ajustées		843.455	933.954	774.633
Impôts à récupérer		17.067	21.235	29.861
Actifs inclus dans les capitaux engagés		3.494.082	3.522.326	3.420.458
Dettes commerciales et autres dettes à long terme	F25	15.084	15.179	13.921
Dettes commerciales et autres dettes à court terme ajustées		1.127.830	1.106.641	1.017.827
Ecart de conversion	F23	-34.121	-23.096	-46.103
Provisions à long terme	F29, F30	113.434	111.350	110.271
Provisions à court terme	F29, F30	47.099	44.233	30.720
Impôts à payer		57.742	33.898	35.519
Passifs inclus dans les capitaux engagés		1.327.068	1.288.205	1.162.155
Capitaux engagés		2.167.018	2.234.121	2.258.303
IAS 39 et éliminations		-1.805	-739	-1.094
Capitaux engagés tels que publiés		2.168.823	2.234.860	2.259.397
Capitaux engagés moyens 2eme semestre		2.229.729	2.201.842	2.247.129
Capitaux engagés moyens de l'année		2.232.970		2.224.486
EBIT récurrent	F9	416.066		372.097
ROCE		18,63%		16,73%

Les créances et dettes commerciales court terme incluses dans les capitaux engagés ne prennent pas en compte les margin calls ainsi que les gains et pertes de mises au marché des instruments financiers de couverture stratégique.

Les capitaux engagés moyens des semestres sont calculés par la moyenne des capitaux engagés fin de période et fin de la période précédente. Les capitaux engagés moyens de l'année sont calculés par la moyenne des moyennes des capitaux engagés des deux semestres.

F32 Instruments financiers par catégorie

			(EUR milliers)			
			Juste valeur	Valeur comptable		
				"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales
ACTIFS						
Actifs financiers disponibles à la vente			47.740			47.740
Actifs financiers disponibles à la vente - Actions			47.740			47.740
Prêts octroyés par l'entreprise			2.147			2.147
Prêts octroyés par l'entreprise			2.147			2.147
Créances commerciales et autres créances			882.159	6.490	16.537	859.132
Long terme						
Dépôts et garanties en espèces			6.576			6.576
Autres créances à plus d'un an			7.682			7.682
Avantages sociaux			372			372
Court terme						
Créances commerciales (brutes)			748.195			748.195
Créances commerciales (réduction de valeur)			-12.309			-12.309
Autres créances (brutes)			78.608			78.608
Autres créances (réductions de valeur)			-7.509			-7.509
Intérêts à recevoir			136			136
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"			16.537		16.537	
Juste valeur des autres instruments financiers			6.490	6.490		
Comptes de régularisation			37.380			37.380
Liquidités et quasi-liquidités			103.981			103.981
Dépôts à terme auprès des banques			17.809			17.809
Autres dépôts à terme			3.439			3.439
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités			82.733			82.733
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)			1.036.027	6.490	16.537	965.260
						47.740
PASSIFS						
Dettes financières			379.048			370.534
Long terme						
Prêts bancaires			21.588			20.001
Autres prêts			3.879			3.879
Court terme						
Prêts bancaires court terme			63.447			63.447
Découverts bancaires			3.776			3.776
Papiers commerciaux			121.484			121.484
Autres prêts			164.874			157.947
Dettes commerciales et autres dettes			1.163.533	22.106	20.620	1.120.807
Long terme						
Dettes commerciales à plus d'un an			1.253			1.253
Autres dettes à plus d'un an			5.105			5.105
Subsides en capital			8.726			8.726
Court terme						
Dettes commerciales à un an au plus			780.536			780.536
Acomptes reçus sur commandes			30.431			30.431
Impôts dus autres que les impôts de société			13.078			13.078

		Valeur comptable (EUR milliers)				
		Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
Dettes salariales et sociales		127.408				127.408
Autres dettes		28.687				28.687
Dividendes dus		7.814				7.814
Intérêts dus		7.571				7.571
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"		20.620			20.620	
Juste valeur des autres instruments financiers		22.106		22.106		
Comptes de régularisation		110.198				110.198
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		1.542.581	22.106	20.620	1.491.341	0

		Valeur comptable (EUR milliers)				
		Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente
ACTIFS						
Actifs financiers disponibles à la vente		37.108				37.108
Actifs financiers disponibles à la vente - Actions		37.108				37.108
Prêts octroyés par l'entreprise		10.047				10.047
Prêts octroyés par l'entreprise		10.047				10.047
Créances commerciales et autres créances		805.395		8.437	8.452	788.506
Long terme						
Dépôts et garanties en espèces		8.304				8.304
Autres créances à plus d'un an		8.261				8.261
Avantages sociaux		453				453
Court terme						
Créances commerciales (brutes)		671.963				671.963
Créances commerciales (réduction de valeur)		-10.202				-10.202
Autres créances (brutes)		82.782				82.782
Autres créances (réductions de valeur)		-6.905				-6.905
Intérêts à recevoir		124				124
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"		8.452			8.452	
Juste valeur des autres instruments financiers		8.437		8.437		
Comptes de régularisation		33.726				33.726
Liquidités et quasi-liquidités		131.426				131.426
Dépôts à terme auprès des banques		11.826				11.826
Autres dépôts à terme		142				142
Etablissement de crédit, valeurs disponibles et autres quasi-liquidités		119.458				119.458
TOTAL DES INSTRUMENTS FINANCIERS (ACTIFS)		983.976	8.437	8.452	929.979	37.108

					(EUR milliers)				
				Valeur comptable					
				Juste valeur	"Held for trading" - sans comptabilité de couverture	Cash Flow Hedge - avec comptabilité de couverture	Prêts, créances et dettes commerciales	Disponibles à la vente	
PASSIFS									
Dettes financières		354.899						353.909	
Long terme									
Prêts bancaires		0						0	
Autres prêts		2.862						2.862	
Court terme									
Prêts bancaires court terme		133.377						132.387	
Découverts bancaires		439						439	
Papiers commerciaux		213.565						213.565	
Autres prêts		4.656						4.656	
Dettes commerciales et autres dettes		1.036.283		8.708		4.535		1.023.040	
Long terme									
Dettes commerciales à plus d'un an									
Autres dettes à plus d'un an		4.639						4.639	
Subsides en capital		9.283						9.283	
Court terme									
Dettes commerciales à un an au plus		728.311						728.311	
Acomptes reçus sur commandes		21.564						21.564	
Impôts dus autres que les impôts de société		16.664						16.664	
Dettes salariales et sociales		125.835						125.835	
Autres dettes		18.067						18.067	
Dividendes dus		7.518						7.518	
Intérêts dus		600						600	
Juste valeur des instruments financiers détenus à des fins de "cash-flow hedge"		4.535						4.535	
Juste valeur des autres instruments financiers		8.708		8.708					
Comptes de régularisation		90.559						90.559	
TOTAL INSTRUMENTS FINANCIERS (PASSIFS)		1.391.182		8.708		4.535		1.376.949	0

Les emprunts et les dettes ont été émises au taux du marché ce qui ne crée pas de différences majeures avec les dépenses effectives d'intérêt. Toutes les catégories d'instruments financiers d'Umicore sont à la juste valeur à l'exception des prêts bancaires et autres prêts à long terme pour lesquels la valeur comptable est différente de la juste valeur (voir l'Annexe F24).

La juste valeur des instruments financiers échangés sur des marchés actifs est basée sur la cotation de ces instruments à la date du bilan.

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas échangés sur un marché actif est déterminée en utilisant des méthodes d'estimation, principalement les flux de trésorerie actualisés, sur base d'hypothèses de marché existant à la date du bilan.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt est calculée comme la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimés. La juste valeur des contrats à terme de risques de change et de contrats métal est déterminée en utilisant les valeurs de change et de prix des métaux à terme à la date du bilan.

La juste valeur des actifs financiers cotés détenus par le groupe est le prix du marché. La juste valeur des passifs financiers est estimée en actualisant les flux de trésorerie contractuels futurs au taux d'intérêt du marché disponible pour des instruments financiers similaires.

La valeur comptable diminuée des réductions de valeur des créances commerciales et des dettes commerciales doit donner une valeur proche de la juste valeur.

32.1 Hiérarchie de la juste valeur

Le Groupe a adopté l'amendement IFRS 7 sur les instruments financiers qui sont mesurés au bilan à leur juste valeur, avec effet au 1^{er} janvier 2009. Cet amendement requiert la publication des mesures de juste valeur par niveau, basée sur l'hiérarchie de mesure suivante :

- Niveau 1 : juste valeur basée sur des prix cotés sur des marchés actifs pour des actifs et passifs semblables.
- Niveau 2 : juste valeur basée sur d'autres éléments que des prix cotés et observables pour l'actif ou le passif, directement ou indirectement.
- Niveau 3 : juste valeur des actifs et passifs non basée sur des données observables.

Dans le Groupe, les justes valeurs des actifs financiers disponibles à la vente sont mesurées sur base du niveau 1 sauf l'obligation Nyrstar qui est de niveau 2. Les instruments dérivés métal et devises sont mesurés sur base du niveau 2.

32.2 Analyse de sensibilité sur les instruments financiers

Le groupe Umicore est exposé au prix des marchandises, aux devises étrangères et risque de taux d'intérêt.

32.2.1 Prix des marchandises

La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux ventes aurait été EUR 9,1 millions plus basse/éllevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%. La juste valeur des instruments financiers de couverture stratégique liés aux achats aurait été EUR 2,1 millions plus basse/éllevée si le prix de l'électricité avait augmenté/diminué de 10%.

La juste valeur des autres instruments financiers liés aux ventes aurait été de EUR 15,1 millions plus basse/éllevée et la juste valeur des autres instruments financiers liés aux achats aurait été EUR 14,3 millions plus basse/éllevée si le prix des métaux avait augmenté/diminué de 10%.

32.2.2 Devises étrangères

La juste valeur des contrats à terme de devises vendues liée aux instruments financiers de couverture stratégique aurait été EUR 5,9 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 7,3 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises vendus liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 32,3 millions plus élevée si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 39,5 millions plus basse si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur des contrats à terme de devises achetés liés aux autres instruments financiers aurait été EUR 7,2 millions plus basse si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 8,8 millions plus élevée si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

La juste valeur de la position nette des actifs et passifs court-terme exposés au dollar américain aurait été EUR 26,6 millions plus basse si l'Euro avait augmenté de 10% par rapport au dollar américain et aurait été EUR 32,5 millions plus élevée si l'Euro avait diminué de 10% par rapport au dollar américain.

F33 Juste valeur des instruments financiers

Umicore couvre ses risques structurels et transactionnels sur les matières premières (métaux et énergie), les devises et les taux d'intérêts en utilisant respectivement des instruments dérivés sur les matières premières (cotés principalement au London Metal Exchange), des instruments dérivés sur devises et sur les swaps de taux d'intérêts avec des brokers réputés et des banques.

33.1 Instruments financiers de couverture stratégique

	(EUR milliers)			
	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012
Contrat à terme : marchandises vendues	217.505	97.164	3.390	6.232
Contrat à terme : marchandises achetées	-18.878	-22.201	-1.537	-1.857
Contrats à terme: devises vendues	105.966	88.980	-5.936	-458
Impact total juste valeur (sociétés consolidées globalement)			-4.083	3.917
Reconnu en créances commerciales et autres créances			16.537	8.452
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-20.620	-4.535
Impact total juste valeur pour les sociétés associées et les joint-ventures			294	22
Total			-3.789	3.939

Les principes et documentation des risques couverts ainsi que le timing lié aux opérations de couverture stratégique sont détaillés dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

La juste valeur des instruments de couverture effectifs est tout d'abord reconnue dans les réserves pour juste valeur dans les fonds propres et sont sortis des fonds propres dès que la transaction prévue ou conclue a lieu (voir l'annexe F23).

Les contrats à terme de marchandises vendues sont établis pour couvrir les métaux suivants: or, argent, platine, palladium et zinc.

Les contrats à terme de marchandises achetées sont établis pour couvrir principalement les risques liés au prix de l'électricité.

Les contrats à terme de devises sont établis pour couvrir l'USD vis-à-vis de l'EUR, du KRW, du BRL, du NOK et de l'AUD ainsi que l'EUR vis-à-vis du NOK.

La date de maturité moyenne des instruments financiers de couverture stratégique est juillet 2013 pour les contrats à terme de marchandises et juillet 2013 pour les contrats à terme de devises.

Les termes et conditions des contrats à terme sont les conditions habituelles du marché.

Dans les cas où une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par l'IAS 39 n'est pas disponible, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques structurels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des futurs flux de trésorerie probables et ne sont pas spéculatifs par nature.

Umicore n'a du faire face à aucune inefficacité sur les couvertures stratégiques dans le compte de résultat tant en 2011 qu'en 2012.

33.2 Autres instruments financiers

	(EUR milliers)			
	Montant contractuel ou notionnel		Juste valeur	
	31/12/2011	31/12/2012	31/12/2011	31/12/2012
Contrats à terme : marchandises vendues	144.905	99.771	447	953
Contrats à terme : marchandises achetées	-175.586	-118.934	-9.737	-4.785
Contrats à terme : devises vendues	339.767	362.118	-8.436	3.719
Contrats à terme : devises achetées	134.443	-115.685	2.110	-158
Impact fair value total (sociétés consolidées globalement)			-15.616	-271
Reconnu en créances commerciales et autres créances			6.490	8.437
Reconnu en dettes commerciales et autres dettes			-22.106	-8.708
TOTAL GROUPE			-15.616	-271

Les principes et la documentation liés aux couvertures transactionnelles du Groupe sont inclus dans l'annexe F3 Gestion des risques financiers.

En l'absence d'une documentation sur la comptabilité de couverture telle que définie par IAS 39, les instruments dérivés utilisés pour couvrir les risques transactionnels sur le métal et les devises sont comptabilisés comme s'ils étaient détenus à des fins de trading. Cependant, de tels instruments sont utilisés pour couvrir des transactions existantes et des engagements qui ne sont pas spéculatifs par nature.

La juste valeur est immédiatement reconnue dans le compte de résultats dans les "Autres produits d'exploitation" pour les instruments de couverture des marchandises et dans les "Coûts financiers nets" pour les instruments de couverture des devises.

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle				
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	Total
À la fin de l'exercice précédent					
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	0	1.636	4.664	9.966	16.265
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	1.723	1.708	257	0	3.688
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	627	74	-6	-3	693
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	26	49	190	8	272
Contrats à terme : devises achetées (autres)	1.157	656	297	0	2.110
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	-1.638	-1.837	-10.714	1.314	-12.874
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	-29	-25	-535	-949	-1.537
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	-115	-1.303	-1.822		-3.240
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-1.309	-7.394	-980	-748	-10.430
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	-100	-783	-2.812	-2.513	-6.208
Contrats à terme : devises vendues (autres)	-6.515	-1.401	-519	0	-8.436

(EUR milliers)

	Maturité contractuelle				
	< 1 mois	1 à 3 mois	3 mois - 1 an	1 à 5 ans	Total
À la fin de l'exercice					
INSTRUMENTS DÉRIVÉS ACTIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	0	1.668	4.747	0	6.415
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	386	899	2.468	0	3.754
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	699	266	19	-27	957
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	175	358	1.641	1	2.174
Contrats à terme : devises vendues (autres)	3.405	-8	322	0	3.719
Contrats à terme : devises achetées (autres)	4	3	0	0	7
INSTRUMENTS DÉRIVÉS PASSIFS (JUSTE VALEUR)					
Risque lié au prix des métaux					
Contrat à terme : marchandises vendues (CFH)	0	19	-193	0	-174
Contrat à terme : marchandises achetées (CFH)	-2	-52	-1.112	-708	-1.873
Contrat à terme : marchandises vendues (autres)	-1.329	-1.288	-5	0	-2.621
Contrat à terme : marchandises achetées (autres)	-1.709	-2.403	-1.810	0	-5.921
Risques liés aux devises					
Contrats à terme : devises vendues (CFH)	0	-466	-2.166	0	-2.632
Contrats à terme : devises vendues (autres)	0	0	0	0	0
Contrats à terme : devises achetées (autres)	-63	-120	18	0	-166

F34 Annexes au tableau de financement consolidé

34.1 Définitions

Le tableau de financement identifie les activités d'exploitation, d'investissement et de financement pour la période.

La méthode indirecte a été utilisée pour les cash-flows d'exploitation.

Le résultat net est corrigé en fonction des éléments suivants :

- * l'impact d'opérations sans effet sur la trésorerie telles que les provisions, les amortissements, les mises au marché, etc. et la variation du besoin en fonds de roulement;
- * des éléments reclassés en cash-flows d'investissement ou de financement.

	(EUR milliers)	
	2011	2012
AJUSTEMENTS POUR TRANSACTIONS NON-CASH		
Amortissements	137.051	151.959
Ajustements IAS 39	-25.513	6.278
(Reprises de) Pertes de valeur	8.647	29.326
Mises au marché des stocks et engagements	61.823	-28.740
Différence de change sur prêts long terme	12	-341
Réductions de valeurs sur stock et créances	12.940	3.946
Amortissements des subsides en capital	-501	-327
Paiements en actions	8.342	5.325
Variation des provisions	-12.876	-1.206
	189.926	166.220
AJUSTEMENTS POUR ÉLÉMENTS À PRÉSENTER SÉPARÉMENT OU À RECLASSEZ EN TRÉSORERIE D'INVESTISSEMENT OU EN TRÉSORERIE DE FINANCEMENT		
Impôts sur le résultat de la période	76.006	59.688
Charges (produits) d'intérêts	16.012	6.103
(Plus) moins-values sur cession d'actifs immobilisés	-8.994	43
Dividendes reçus	-841	-913
	82.183	64.922
ANALYSE DE LA VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT		
Stocks	-121.977	69.903
Créances commerciales et autres créances	-52.948	63.969
Dettes commerciales et autres dettes	170.855	-149.473
Variation selon le bilan consolidé	-4.070	-15.601
Transactions non cash (*)	8.718	21.485
Transactions publiées sous une autre rubrique (**)	-47.975	39.665
Impact des regroupements d'entreprises		9.131
Ecart de conversion	-5.249	-20.620
Variation selon le tableau de financement consolidé	-48.575	34.060

(*) Les transactions non cash sont essentiellement liées aux mises au marché des stocks et des engagements, aux hedgings stratégique et transactionnel et aux réductions de valeurs sur stocks et créances.

(**) Les transactions publiées sous une autre rubrique sont liées aux variations des soldes de dividendes, intérêts et taxes à recevoir et à payer.

	Liquidités et quasi-liquidités nettes	Emprunts (sans découverts bancaires)	Dette financière nette
Au terme de l'exercice précédent	100.205	366.756	266.551
Cash flow de la période	30.784	-13.287	-44.071
Au terme de l'exercice	130.989	353.469	222.480

34.2 Variation de la trésorerie d'exploitation

La variation de la trésorerie d'exploitation après impôts est positive de EUR 415,5 millions. Le besoin en fonds de roulement a diminué de EUR 34,1 millions, venant principalement des quantités plus faibles relatives à une activité moins intense.

34.3 Variation de la trésorerie d'investissement

Les liquidités utilisées à des fins d'investissement ont augmenté de EUR 58,3 millions en 2012. Les investissements atteignent EUR 253,5 millions. Les investissements sont en hausse significative chez Catalysis suite à l'augmentation de capacité pour les véhicules légers et les diesels poids lourds en Chine et en Europe, et à la construction de centres de développement technologiques en Chine, au Japon et au Brésil. Chez Energy Materials, les investissements ont été moins importants qu'en 2011. Cependant le niveau d'investissement est resté élevé, en particulier à cause de la poursuite des expansions de capacité de production chez Rechargeable Battery Materials. Les investissements ont été aussi quelque peu inférieurs chez Performance Materials. Les investissements se maintiennent à un niveau élevé chez Recycling, conséquence de l'expansion des installations d'échantillonnage et des nouvelles installations de traitement de l'eau et des émissions gazeuses à Hoboken (Belgique).

Les investissements incluent EUR 25,7 millions d'immobilisations incorporelles, principalement relatives à la capitalisation de frais liés au développement de programmes informatiques et de frais R&D (voir annexe F14).

34.4 Variation de la trésorerie de financement

Les liquidités utilisées dans des activités de financement sont principalement la conséquence de la diminution de l'endettement (EUR 16,8 millions), de la vente nette d'actions propres (EUR 25,9 millions), de l'augmentation de capital dans les minoritaires (EUR 5,5 millions) et du paiement de dividendes (EUR 129,4 millions) et d'intérêts nets (EUR 13,0 millions).

	(EUR milliers)	
	2011	2012
Acquisition d'immobilisations corporelles	188.018	227.770
Acquisition d'immobilisations incorporelles	24.556	25.688
Investissements	212.574	253.458

F35 Droits et engagements

	(EUR milliers)	
	2011	2012
Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe	71.984	64.008
Garanties constituées par le Groupe pour compte de tiers	6.388	8.516
Garanties reçues	104.442	105.356
Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais au risque du Groupe	470.002	414.793
Engagement d'acquisition et de cession d'immobilisations	1.037	225
Engagements commerciaux pour marchandises achetées (à recevoir)	141.834	74.178
Engagement commerciaux pour marchandises vendues (à livrer)	510.692	133.512
Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe	2.147.323	1.878.924
Droits et engagements divers	2.734	3.884
Droits et engagements divers	3.456.436	2.683.396

35.1 Garanties constituées par des tiers pour le compte du Groupe

sont des garanties sécurisées ou non, données par des tiers à des créanciers du Groupe, garantissant la décharge des dettes et engagements du Groupe, actuelles ou potentielles.

35.2 Garanties constituées par le Groupe pour le compte de tiers

sont des garanties ou des engagements irrévocables constitués par le Groupe ou par ses filiales pour compte de tiers afin de garantir la décharge satisfaisante de dettes ou d'engagements existants ou potentiels d'un tiers à un créateur.

Aucun engagement de prêt n'a été fait vis-à-vis de tiers.

35.3 Garanties reçues

sont des gages ou des garanties reçus garantissant la décharge satisfaisante de dettes et d'engagements existants ou potentiels de tiers vis-à-vis du Groupe ou ses filiales, à l'exception des garanties ou des valeurs en cash.

Les garanties reçues sont liées à des garanties de fournisseurs couvertes par des institutions bancaires. Ces garanties sont établies afin de couvrir la bonne exécution du travail effectué par ces fournisseurs. D'autres parties de ces garanties reçues sont aussi liées à des garanties de clients reçues des maisons mères au nom de l'une de leurs filiales. Un montant non matériel de ces garanties est lié aux garanties locatives.

Ces garanties sont prises aux conditions normales du marché et la juste valeur est égale à la valeur comptable. Aucune garantie n'a été remise en gage.

35.4 Biens et valeurs détenus par des tiers en leur nom mais aux risques du Groupe

sont les biens et les valeurs inclus dans le bilan du Groupe, qui ne sont pas présents sur les sites du Groupe mais pour lesquels le Groupe ou ses filiales prennent les risques mais aussi le bénéfice. Il s'agit essentiellement de prêts de métaux et de stocks en consignation ou détenus sous forme de travail à façon par des tiers.

35.5 Engagements commerciaux

sont des engagements de livraison ou de réception à des clients ou à des fournisseurs de métaux à prix fixe.

35.6 Biens et valeurs de tiers détenus par le Groupe

sont des biens et des valeurs temporairement détenus par le Groupe et ses filiales, qui ne sont pas la propriété du Groupe. Il s'agit essentiellement d'inventaires de tiers pris en leasing, en consignation ou pour travail à façon par le Groupe.

Le Groupe a des contrats de leasing métal (surtout or et argent) vis-à-vis de banques (in/out) et de tiers pour des périodes déterminées, généralement à court terme, et pour lesquels le Groupe paye ou reçoit des droits. En date du 31 décembre 2012, le Groupe a une position de leasing nette de EUR 631 millions (EUR 772 millions en 2011). Cette diminution est principalement liée à la diminution des leasings métal et à des prix plus bas des métaux leasés.

F36 Passifs latents

Le Groupe compte certains dossiers en cours qui peuvent être qualifiés d'actifs ou passifs latents suivant la définition des IFRSs.

36.1 Questions environnementales

Une pollution des sols et des nappes phréatiques, notamment causée par les activités historiques sur le site de Guarulhos (Brésil) avant l'acquisition par Umicore, a été découverte dans les alentours ainsi que dans une zone publique destinée à la réurbanisation. Cependant, aucun plan spécifique de développement n'a encore été conclu. De plus, l'Agence Fédérale Environnementale a été concertée pour la réhabilitation mais aucune recommandation n'est disponible à ce jour. Dès lors, la contribution potentielle d'Umicore ne peut être déterminée à ce stade. Selon les termes de l'accord par lequel Umicore a acquis l'entité détenant le site, Umicore pense pouvoir récupérer du moins partiellement les paiements qu'il devra faire suite à ce dossier.

36.2 Anciens employés de Gécamines

Plusieurs anciens employés de Gécamines, l'entité de l'Etat congolais qui a repris les actifs congolais d'Union Minière après son expropriation en 1967, se sont adressés aux tribunaux pour obtenir le paiement des sommes dues par Gécamines à l'occasion de leur licenciement. La Société Générale des Minerais, dont les droits et obligations ont été repris par Umicore suite à plusieurs réorganisations, a en effet accepté, de 1967 à 1974, de payer à certains employés de Gécamines des éléments de leur rémunération au cas où Gécamines se trouverait en défaut. En 1974, Gécamines avait accepté de préserver Umicore de cette obligation. Quoi que la validité de cette garantie pourrait être contestée, Umicore croit que ce dossier est dépourvu de fondement.

Même si Umicore prévoit d'être obligée de payer certaines sommes à d'anciens employés dans quelques cas, la société croit que globalement, au vu de la jurisprudence actuelle, le résultat de la procédure ne devrait pas avoir d'impact financier majeur sur le Groupe. Il est cependant impossible de faire une quelconque prédiction quant à la décision finale.

36.3 Passifs latents relatifs à des pensions chez Element Six

Suite à l'arrêt d'un plan de pension chez Element Six en Irlande en 2011, certains membres du programme ont porté plainte contre les administrateurs du programme. Element Six a donné une indemnité aux administrateurs qui devraient couvrir les dommages et intérêts ainsi que les coûts au cas où le tribunal soutiendrait la réclamation. Les administrateurs défendent vigoureusement la réclamation et Element Six pense que ceux-ci ont construit une bonne défense. Etant donné l'incertitude quant à l'issue de la procédure ainsi que du montant réclamé, aucune provision n'a été prise dans les états financiers d'Element Six en 2012.

36.4 Autres

Outre ce qui précède, le Groupe est confronté à une série d'actions et procédures connexes à son exploitation normale. De l'avis de la direction, ces actions et procédures ne risquent pas globalement d'entamer la situation financière d'Umicore.

F37 Parties liées

	(EUR milliers)	
	2011	2012
TRANSACTIONS AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES		
Produits d'exploitation	59.265	87.885
Charges d'exploitation	-43.863	-62.788
Produits financiers	10	130
Charges financières	-81	-62
Dividendes reçus	-11.703	-24.705
BALANCES AVEC SOCIÉTÉS ASSOCIÉES ET JOINT-VENTURES		
Créances commerciales et autres court terme	12.217	4.752
Dettes commerciales et autres court terme	5.305	10.341
CONSEIL D'ADMINISTRATION		
Salaires et autres compensations		
Partie fixe	220.000	220.000
Partie variable (jetons de présence)	217.000	200.500
Valeur des actions octroyées	98.064	101.288
Avantage en nature voiture de société du président	3.075	8.257
Aucun élément variable ou autre avantage (excepté les jetons de présence) ne sont associés aux postes d'administrateur. La société n'a accordé aucun prêt ni garantie aux membres du Conseil d'administration.		
COMITÉ DE DIRECTION		
Salaires et autres avantages		
Avantages sociaux à court terme	3.542.226	5.040.724
Autres avantages postérieurs à la pension	790.398	908.448
Autres avantages à long terme	1.170.913	864.521
Rémunération en actions ou liée aux actions	3.397.689	2.108.772

Les chiffres liés aux rémunérations et autres avantages du Conseil d'administration et du Comité de direction repris ci-dessus sont présentés suivant les normes comptables et par conséquent différent de l'information communiquée dans le Rapport de Rémunération inclus dans la section de Déclaration de Gouvernance.

Les cotisations patronales de sécurité sociale, si d'application, sont reprises ci-dessus dans la rubrique avantages à court terme. Cette information ne figure pas dans le Rapport de rémunération. L'indemnité de Ludo Vandervelden est inclue dans les avantages à court terme (voir explication dans le Rapport de rémunération).

En ce qui concerne les intérêssements liés aux actions, les chiffres relatifs aux actions octroyées figurent dans la rubrique rémunérations en actions ou liées aux actions et représentent la valeur des actions octroyées en 2012 pour les services rendus en 2011. Par contre, dans le Rapport de Rémunération figure la valeur des actions octroyées en 2013 pour les services rendus dans l'année sous revue càd 2012.

Les chiffres comptabilisés pour la partie non différée du bonus variable en espèce liés aux performances individuelles 2012 sont repris dans la rubrique autres avantages sociaux à court terme et représentent la partie provisionnée à la date du bilan. Le Rapport de rémunération présente les montants effectivement payés.

Les provisions enregistrées pour la partie différée du bonus en espèces de 2012 sont repris sous la rubrique autres avantages sociaux à long terme. Les montants à payer en 2014 et 2015 dépendront des mesures de performance à long terme et les montants exacts payés seront inclus dans le Rapport de rémunération pour les années en question.

F38 Evénements importants survenus après la clôture

Après la réunion du Conseil d'administration du 6 février 2013, Umicore a annoncé qu'un dividende brut de EUR 1,00 par action serait proposé à l'Assemblée annuelle des actionnaires, ce qui correspond à un paiement total de dividendes de EUR 111.827 milliers dont EUR 0,50 par action ont déjà été payés à titre de dividende intermédiaire en septembre 2012.

En janvier 2013, le Groupe a conclu un contrat de swap d'intérêts sur 5 ans fixant le taux pour un montant de EUR 150 millions.

F39 Bénéfice par action

BÉNÉFICE PAR ACTION	(EUR)	
	2011	2012
Hors activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	2,87	2,09
Bénéfice par action, dilué	2,85	2,08
Y compris activités non continuées		
Bénéfice par action, de base	2,87	2,09
Bénéfice par action, dilué	2,85	2,08
Résultat par action récurrent	2,69	2,47

Les chiffres suivants ont servi de numérateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ÉLÉMENTS DANS LE NUMÉRATEUR	Annexe	2011	2012
Bénéfice net consolidé, part du Groupe	F9	324.950	233.444
Hors activités non continuées		324.950	233.444
Y compris activités non continuées		324.950	233.444
Bénéfice net consolidé récurrent, part du Groupe	F9	304.565	275.235

Les nombres d'actions suivants ont servi de dénominateur dans le calcul du bénéfice par action en circulation et dilué :

ÉLÉMENTS DANS LE DÉNOMINATEUR	2011	2012
Nombre d'actions émises au 31 décembre	120.000.000	120.000.000
	9.243.938	8.113.488
	110.756.062	111.886.512
Nombre pondéré moyen d'actions en circulation	113.304.188	111.593.474
Dilution potentielle due aux plans d'options sur actions	904.087	752.607
Nombre pondéré moyen ajusté d'actions ordinaires	114.208.275	112.346.081

Les actions détenues en propre en vue de couvrir les plans d'options sur actions, ou disponibles à la revente, ne sont pas comprises dans le nombre d'actions en circulation. Le dénominateur utilisé pour le calcul du bénéfice par action dilué tient compte de l'ajustement pour plans d'options sur actions.

En 2012, aucune nouvelle action n'a été émise dans le cadre de l'exercice d'options sur actions avec droits de souscription. Pendant l'année, Umicore a utilisé 1.106.000 actions propres dans le cadre de l'exercice d'options sur actions et 24.450 pour l'octroi d'actions. Fin décembre 2012, Umicore détenait 8.113.488 de ses actions propres représentant 6,76% du nombre total d'actions émises à cette date.

F40 Évolution des normes IFRS

Les principes comptables retenus sont cohérents avec ceux de l'exercice précédent.

Les nouvelles normes, amendements aux normes et interprétations suivants ont été publiés et adoptés par l'Union européenne, mais ne sont pas encore obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1^{er} janvier 2012 :

- Amendements à la norme IAS 1 'Présentation des états financiers', date d'entrée en vigueur 1^{er} juillet 2012. L'amendement change les informations à fournir concernant les éléments présentés dans les autres éléments du résultat global dans l'état du résultat global.
- IAS 19 'Avantages du personnel' Révisée, date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 2013. Les amendements résultent dans des changements significatifs de la comptabilisation et de l'évaluation du coût des régimes à prestations définies et indemnités de fin de contrat de travail et d'informations à fournir pour tous les avantages du personnel.
- IFRS 10 'Etats financiers consolidés', date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 2013. La nouvelle norme se base sur les principes existants tout en considérant la notion du contrôle comme élément déterminant pour inclure une entité dans les états financiers consolidés.
- IFRS 11 'Accords conjoints', date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 2013. La nouvelle norme souligne l'importance de droits et obligations plutôt que de la forme juridique. L'utilisation de la méthode d'intégration proportionnelle n'est plus autorisée.
- IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités', date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 2013. Cette nouvelle norme comprend des dispositions concernant les informations à fournir pour toutes les formes de participations dans d'autres entités.
- IFRS 13 'Evaluation à la juste valeur', date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 2013. La nouvelle norme explique comment mesurer la juste valeur dans l'information financière.

Les nouvelles normes, amendements aux normes et interprétations suivants ont été publiés mais ne sont pas encore obligatoires pour les exercices comptables débutant au 1^{er} janvier 2012 et ne sont pas encore adoptés par l'Union européenne :

- IFRS 9 'Instruments financiers', date d'entrée en vigueur 1^{er} janvier 2015. La norme traite de la classification, l'évaluation et la décomptabilisation d'actifs et passifs financiers.
- Amendements aux normes IFRS 10 'Etats financiers consolidés', IFRS 11 'Accords conjoints' et IFRS 12 'Informations à fournir sur les participations dans d'autres entités'. Ces amendements apportent des clarifications aux dispositions transitoires de la norme IFRS 10 et fournissent des allégements sur les informations comparatives à présenter en limitant les retraitements à la période précédente. En outre, concernant les informations à fournir pour les entités structurées non consolidées, les amendements supprimeront l'obligation de présenter une information comparative pour les périodes précédentes à celle où la norme IFRS 12 est appliquée pour la première fois. La date d'application de ces amendements est fixée aux périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2013, en cohérence avec les dates d'application des normes IFRS 10, 11 et 12.

La direction détermine actuellement l'impact de ces nouvelles normes et amendements sur les opérations du Groupe.

F41 Rémunération du commissaire réviseur

La rémunération globale du commissaire lié à ses tâches d'audit des comptes statutaires et des filiales s'est élevée à EUR 2,6 millions, dont EUR 2,2 millions pour la révision des comptes statutaires (EUR 0,5 millions pour la société mère) et EUR 0,4 millions pour des missions d'audit non statutaires. Ce dernier montant comprend EUR 0,2 million pour des services d'audit et autres services d'attestation, EUR 0,1 million pour des services fiscaux et EUR 0,1 million pour d'autres services non relatifs à l'audit.

Comptes annuels abrégés de la société mère

Les comptes annuels d'Umicore sont présentés ci-après dans un schéma abrégé.

Conformément au code des sociétés, les comptes annuels d'Umicore et le rapport de gestion ainsi que le rapport du commissaire seront déposés à la Banque Nationale de Belgique.

Ces documents sont également disponibles sur demande à:

UMICORE

Rue du Marais 31 — B-1000 Brussels (Belgium)

Le commissaire a exprimé une opinion sans réserve sur les comptes annuels d'Umicore.

La réserve légale de EUR 50.000 milliers qui est incluse dans les réserves n'est pas distribuable.

	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
BILAN ABREGÉ AU 31 DÉCEMBRE			
1. ACTIF			
Actifs immobilisés	3.730.163	3.730.403	3.787.362
I. Frais d'établissement	57.818	72.409	79.483
II. Immobilisations incorporelles	298.155	302.174	317.085
III. Immobilisations corporelles	3.374.190	3.355.820	3.390.794
IV. Immobilisations financières			
Actifs circulants	1.092.649	1.342.747	957.086
V. Crédit à plus d'un an	838	798	783
VI. Stocks	407.073	566.508	465.396
VII. Crédit à un an au plus	506.455	508.993	259.283
VIII. Placements de trésorerie	158.852	259.349	219.265
IX. Valeurs disponibles	4.058	546	1.348
X. Comptes de régularisation	15.373	6.553	11.011
Total de l'actif	4.822.812	5.073.150	4.744.448
2. PASSIF			
Capitaux propres	1.368.935	1.415.121	1.449.756
I. Capital	500.000	500.000	500.000
II. Primes d'émission	6.610	6.610	6.610
III. Plus-value de Réévaluation	91	91	91
IV. Réserves	358.973	446.295	419.413
V. Résultat reporté	193.782	298.383	368.999
Vbis. Résultat de la période	303.720	156.153	146.723
VI. Subsides en capital	5.759	7.589	7.920
Provisions et impôts différés			
VII.A. Prov. Pour Risques Et Charges	90.526	86.205	96.967
Dettes	3.363.352	3.571.824	3.197.725
VIII. Dettes à plus d'un an	1.888.000	1.528.750	1.664.000
IX. Dettes à un an au plus	1.410.378	1.963.445	1.464.758
X. Comptes de régularisation	64.974	79.629	68.967
Total du passif	4.822.812	5.073.150	4.744.448
COMpte DE RÉSULTAT			
I. Ventes et prestations	2.628.689	4.579.923	4.473.315
II. Coût des ventes et des prestations	-2.503.054	-4.421.003	-4.313.756
Résultat d'exploitation	125.635	158.920	159.559
IV. Produits financiers	28.116	115.398	78.640
V. Charges financières	-67.675	-102.423	-94.046
Résultat courant avant impôts	86.076	171.896	144.152

		(EUR milliers)	31/12/2010	31/12/2011	31/12/2012
			2010	2011	2012
VII.	Produits exceptionnels		219.320	3.212	52.678
VIII.	Charges exceptionnelles		-1.748	-20.150	-50.129
IX.	Résultat de l'exercice avant impôts		303.649	154.958	146.701
X.	Impôts sur le résultat		72	1.195	22
XI.	Résultat de l'exercice		303.720	156.153	146.723
XII.	Prélevements/transfert aux réserves immun.		303.720	156.153	146.723
XIII.	Résultat de l'exercice à affecter		303.720	156.153	146.723
		(EUR milliers)	2010	2011	2012
AFFECTATIONS ET PRÉLÈVEMENTS					
A.	Résultat à affecter		574.122	653.656	600.668
1.	Bénéfice - Perte de l'exercice		303.720	156.153	146.723
2.	Bénéfice - Perte reportée		270.401	497.503	453.945
C.	Affectations aux capitaux propres		14.217	-87.322	26.882
2.	A la réserve légale		0	0	0
3.	A la réserve pour actions détenues en propre		14.217	-87.322	26.882
4.	Au capital		0	0	0
D.	Résultat à reporter ⁽¹⁾		497.503	453.945	515.723
2.	Bénéfice - Perte (-) à reporter		497.503	453.945	515.723
F.	Bénéfice à distribuer ⁽¹⁾		-90.836	-112.389	-111.827
1.	Dividendes		-90.836	-112.389	-111.827
	- actions ordinaires				

(1) Le montant total de ces deux postes sera adapté pour tenir compte du nombre d'actions propres détenues par Umicore à la date de l'assemblée générale des actionnaires du 30 avril 2013, le dividende de EUR 1,00 brut par action restant inchangé.

		(EUR milliers)	Nombre d'actions
ETAT DU CAPITAL			
A.	Capital social		
1.	Capital souscrit		
	Au terme de l'exercice précédent	500.000	120.000.000
	Au terme de l'exercice	500.000	120.000.000
2.	Représentation du capital		
2.1.	Catégories d'actions		
	Actions ordinaires	500.000	120.000.000
2.2.	Actions nominatives ou au porteur		
	Nominatives		7.061.498
	Au porteur		112.938.502
E.	Capital autorisé non souscrit		50.000
G. Structure de l'actionnariat ⁽¹⁾			
		% capital	Nombre d'actions
			Date de notification
BlackRock Investment Management		4,96	5.957.971
Fidelity Management and Research		3,34	4.008.663
Vanguard Precious Metals and Mining Fund		3,02	3.620.000
Autres		81,92	98.299.878
Actions propres détenues par Umicore		6,76	8.113.488
		100,00	120.000.000
	donc flottant	100,00	120.000.000

(1) Au 31 décembre 2012, 3.090.750 options sur actions Umicore sont encore à exercer. Ces options incluent 3.090.750 droits d'acquisition sur les actions existantes détenues par Umicore.

Déclaration de responsabilité de la direction

Par la présente, nous attestons qu'à notre connaissance, les états financiers consolidés clos le 31 décembre 2012, établis conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union européenne, et aux dispositions légales applicables en Belgique, donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats du Groupe et des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion contient un exposé fidèle sur l'évolution des affaires, les résultats et la situation de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation, ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels ils sont confrontés.

28 mars 2013,

Marc Grynberg
Chief Executive Officer

Rapport d'activité environnemental

Table des matières

Chiffres clés environnementaux	142
---------------------------------------	------------

Annexes aux chiffres clés environnementaux	142
---	------------

E1 Portée du rapport d'activité environnemental	142
E2 Rejets dans l'eau et dans l'air	143
E3 Gaz à effet de serre	144
E4 Énergie	146
E5 Consommation d'eau	147
E6 Produits et matériaux	147
E7 Déchets	149
E8 Pollution liée aux activités du passé	149
E9 Conformité aux réglementations et système de management	150
E10 Biodiversité	151

Chiffres clés environnementaux

	unité	annexes	2008	2009	2010	2011	2012
Métaux rejetés dans l'eau (charge)	kg	E2	6.789	5.915	6.495	5.782	5.724
Métaux rejetés dans l'eau (unités d'impact)		E2	301.271	442.575	389.676	306.627	249.146
DCO (demande chimique en oxygène)	kg	E2	323.653	235.266	258.309	252.681	278.131
Métaux rejetés dans l'air (charge)	kg	E2	-	11.950	13.582	13.867	16.901
Métaux rejetés dans l'air (unités d'impact)		E2	-	214.650	184.066	129.900	135.346
Emissions de SO _x	tonnes	E2	561	408	468	511	487
Emissions de NO _x	tonnes	E2	415	369	426	412	399
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2)	tonnes	E3	626.568	529.628	543.807	695.733	701.898
Consommation d'énergie	terajoules	E4	7.843	7.284	7.597	7.807	7.315
Consommation d'eau	milliers m ³	E5	5.220	4.670	4.617	4.567	4.689
Evaluation de la durabilité des produits	nombre	E6	-	-	-	3	7
Production totale de déchets	tonnes	E7	83.142	54.300	63.993	71.426	69.702
Déchets dangereux	tonnes	E7	54.405	34.555	38.533	43.588	47.789
dont recyclés	%	E7	13,1	6,5	7,7	9,8	7,5
Déchets non dangereux	tonnes	E7	28.737	19.745	25.460	27.837	21.914
dont recyclés	%	E7	70,8	62,3	59,8	64,9	54,7
Mesures dépassant les limites	nombre	E9	801	618	878	798	926
Taux de non-conformité	%	E9	1,3	1,1	1,4	1,4	1,1
Plaintes environnementales	nombre		-	-	-	-	24
Sites certifié ISO 14001	%	E9	79	86	86	92	93
Sites dont les activités peuvent avoir une impact potentiel sur des zones à biodiversité de haute valeur	nombre	E10	-	8	8	11	15

Annexes aux chiffres clés environnementaux

E1 Portée du rapport d'activité environnemental

Les chiffres environnementaux clés intègrent les données des sites industriels consolidés dont Umicore a la maîtrise opérationnelle. Par rapport à 2011, les données de quatre sites ne figurent plus au rapport, d'une part pour cause de fermeture d'usines (Cranston aux États-Unis et Maintal en Allemagne chez Performance Materials ainsi que Foshan en Chine chez Recycling), d'autre part en raison de la cessation des activités industrielles sur le site (Milan en Italie chez Performance Materials). Deux sites sont venus s'ajouter à la portée du rapport : Kobe (Japon, Energy Materials) et Yokohama (Japon, Performance Materials), ce qui porte le nombre total de sites rapportés à 65, contre 67 en 2011. Les données relatives à la consommation énergétique comprennent les deux sièges administratifs de Bruxelles (Belgique) et Bagnolet (France).

Dans le cadre de la procédure de reporting en vigueur chez Umicore, la plupart des sites rapportent leurs données environnementales réelles à la fin du troisième trimestre avec une prévision pour le quatrième trimestre. En janvier, le site procède à la vérification des valeurs prévisionnelles en vue d'identifier des divergences significatives et y apporte des corrections, le cas échéant. Les quatre sites les plus importants du point de vue de l'impact environnemental en 2012 - Hanau (Allemagne, Recycling, Catalysis & Performance Materials), Olen (Belgique, Energy Materials & Group R&D), Hoboken (Belgique, Recycling, Group P&T) et Changsha (Chine, Performance Materials) - rapportent leurs résultats sur l'année complète. Une analyse de sensibilité réalisée en 2012 sur les rejets de métaux dans l'air et la consommation d'énergie a révélé que la déviation potentielle de la performance environnementale du Groupe serait inférieure à 3% si l'on avait une erreur de 20% dans les données prévisionnelles.

Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de management environnemental, rendez-vous sur www.umincore.com/sustainability/environment/

E2 Rejets dans l'eau et dans l'air



L'objectif d'Umicore est de réduire, à l'échelle du Groupe, l'impact des métaux rejetés dans l'air et dans l'eau de 20% par rapport à 2009.

Les rejets de métaux dans l'eau se définissent comme le volume total, exprimé en kg/an, de métaux émis dans les eaux de surface après traitement des effluents. Si le site a recours à une station d'épuration des eaux externe, l'efficacité du traitement est prise en compte si le site en a connaissance.

Les rejets de métaux dans l'air se définissent comme le volume total, exprimé en kg/an, de métaux émis dans l'air en fraction solide à tous les points d'émission. Pour le mercure et l'arsenic, des fractions complémentaires en vapeurs/fumées sont aussi prises en compte.

Pour chacun des métaux rejetés dans l'eau et dans l'air, un facteur d'impact est appliqué pour représenter les niveaux de toxicité et d'écotoxicité des différents métaux rejetés dans l'environnement. Plus le facteur d'impact est haut, plus la toxicité est élevée pour l'organisme aquatique récepteur (rejets dans l'eau) ou la santé humaine (rejets dans l'air).

Les facteurs d'impact pour les rejets dans l'eau sont basés sur des données scientifiques créées dans le cadre de REACH (concentrations prévisibles sans effet pour les organismes vivants ou PNEC). Un facteur d'impact de 1 a été attribué au PNEC de l'antimoine de 113 µg/l. Les facteurs d'impact des rejets dans l'air sont basés sur les valeurs limites d'exposition (VLE) (références : American Conference of Industrial and Governmental Hygienists, 2011). Un facteur d'incidence de 1 a été attribué au VLE du zinc (ou son oxyde) de 2 mg/m³. Un facteur d'impact pour tous les métaux pertinents a ensuite été calculé en fonction de ces références.

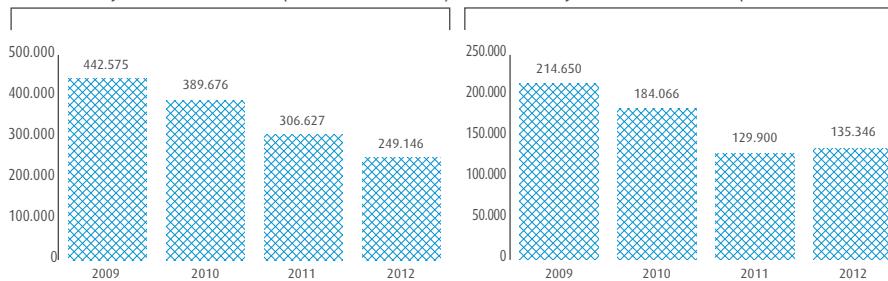
L'impact des métaux dans l'air et l'eau est exprimé en "unités d'impact/an". Les données relatives aux rejets de métaux ne sont pas normalisées par rapport au niveau d'activité.

Les émissions de SO_x et de NO_x sont exprimées en tonnes/an.

Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Métaux rejetés dans l'eau (charge)	kg	6.789	5.915	6.495	5.782	5.724
Métaux rejetés dans l'air (charge)	kg	-	11.950	13.582	13.867	16.901

MÉTAUX REJETÉS DANS L'EAU (UNITÉS D'IMPACT) MÉTAUX REJETÉS DANS L'AIR (IMPACT EENHEID)



Rejets de métaux dans l'eau

Les rejets de métaux dans l'eau à l'échelle du Groupe ont légèrement diminué, passant de 5.782 kg en 2011 à 5.724 kg en 2012. En termes d'impact des métaux, cela correspond à une réduction de 19% par rapport à 2011 et de près de 44% par rapport à 2009, année de référence.

Le business group Catalysis a rapporté une réduction significative des rejets de métaux dans l'eau, de 64 kg en 2011 à 29 kg en 2012. Cependant, ces charges ne constituent pas un élément essentiel dans l'ensemble des rejets de métaux dans l'eau à l'échelle du Groupe.

Les rejets de métaux dans l'eau du business group Energy Materials ont diminué de quelque 13%, passant de 927 kg en 2011 à 805 kg en 2012. Cette réduction s'explique principalement par la diminution des rejets de nickel et, dans une moindre mesure, des rejets d'argent sur le site d'Olen (Belgique, Energy Materials). L'impact total des rejets de métaux dans l'eau du business group Energy Materials a diminué de 72% par rapport à 2009, année de référence.

Le business group Performance Materials a réduit ses rejets de métaux dans l'eau de 1.683 kg en 2011 à 1.444 kg en 2012, soit un recul de 14%. Pour ce business group, l'impact des rejets de métaux dans l'eau a diminué de 40% comparativement à 2009.

Les rejets de métaux dans l'eau du business group Recycling ont augmenté de près de 11%, passant de 3.107 kg en 2011 à 3.446 kg en 2012, principalement à cause des rejets plus élevés de sélénium et d'antimoine. Cependant, l'impact correspondant a été réduit de 14% par rapport à 2011, essentiellement grâce à la réduction du thallium, un métal qui présente un facteur d'impact élevé dans les effluents. Par rapport à 2009, année de référence, l'impact a diminué de 7%, passant de 184.097 d'unités d'impact en 2009 à 170.412 unités en 2012.

Rejets de métaux dans l'air

En 2012, le site de Changsha (Chine, Performance Materials) a appliqué une méthode d'échantillonnage plus complète sur l'ensemble de ses points d'émission. Afin de permettre la comparaison, les données relatives aux rejets de métaux dans l'air présentées dans les rapports annuels de 2009 à 2011 ont été recalculées et ajustées en conséquence dans ce rapport. Ce recalculation s'est traduit par une augmentation de la charge de métaux rejetés dans l'air par rapport aux valeurs présentées précédemment. Cependant, vu le faible impact du zinc, ce recalculation n'a que modérément fait varier le total des unités d'impact émises dans l'air. Une analyse de sensibilité réalisée sur les données recalculées indique que dans le pire des cas, le calcul ne donnerait lieu qu'à une divergence de moins de 2% par rapport à l'impact des métaux dans l'air tel qu'actuellement présenté. Étant donné que nous ne disposons pas d'une base de données complète pour l'année 2008 et qu'une comparaison ne peut dès lors être effectuée, la charge des rejets dans l'air de l'année en question est mentionnée comme étant "non disponible".

La charge totale des rejets de métaux dans l'air à l'échelle du Groupe a augmenté pour atteindre 16.901 kg, contre 13.867 kg en 2011. Par conséquent, l'impact a légèrement augmenté, passant de 129.900 unités d'impact en 2011 à 135.346 unités en 2012, soit une hausse de 4%. Malgré cette hausse, l'impact des rejets de métaux dans l'air a reculé de 37% par rapport à l'année de référence 2009. Ceci s'explique principalement par une diminution des rejets de certains métaux ayant des facteurs d'impact élevés tels que le cadmium et le cobalt.

Les rejets de métaux du business group Catalysis ont diminué, passant de 60 kg en 2011 à 6 kg en 2012, principalement grâce à une réduction des rejets de nickel dans l'air, surtout sur le site de Burlington (Canada, Catalysis).

Le business group Energy Materials a rapporté une charge totale de rejets de métaux dans l'air de 985 kg, par rapport aux 1.178 kg enregistrés en 2011, soit une baisse de 16%. Celle-ci est principalement due à la diminution des rejets de nickel à Olen (Belgique, Energy Materials) et des rejets de cobalt à Cheonan (Corée, Energy Materials).

L'impact correspondant des métaux a diminué de 52%, passant de 66.490 unités d'impact pour l'année de référence 2009 à 31.860 unités en 2012. Cette réduction importante est due au recul, d'une part des rejets de cobalt dans l'air sur le site de Cheonan (Corée, Energy Materials) et de Fort Saskatchewan (Canada, Energy Materials), et d'autre part des rejets de nickel sur les sites d'Olen (Belgique, Energy Materials) et d'Arab (États-Unis, Energy Materials).

La charge totale des rejets de métaux dans l'air rapportée par le business group Performance Materials a augmenté, passant de 10.229 kg en 2011 à 13.467 kg en 2012, soit une hausse de quelque 32%. Cette augmentation est principalement imputable aux rejets de zinc dans l'air plus élevés à Angleur (Belgique, Performance Materials), Eijsden (Pays-Bas, Performance Materials) et Sancoale (Inde, Performance Materials), qui s'ajoutent, comme indiqué ci-dessus, à un ajustement des quantités pour le site de Changsha (Chine, Performance Materials). Néanmoins, le business group a enregistré une baisse de 57% de ses niveaux d'impact par rapport à 2009, grâce à la quasi-disparition des rejets de cadmium dans l'air sur son site de Glens Falls (États-Unis, Performance Materials). Malgré l'augmentation de la charge totale des métaux émis dans l'air, l'impact a diminué de 5% par rapport à 2011, principalement en raison de la réduction significative des rejets de plomb dans l'air sur le site de Heusden-Zolder (Belgique, Performance Materials).

Le business group Recycling a vu ses rejets de métaux augmenter légèrement, passant de 2.400 kg en 2011 à 2.443 kg en 2012, une hausse principalement imputable à une augmentation des rejets d'arsenic. Cette hausse constitue également la raison principale de l'augmentation de 16% de l'impact des rejets de métaux dans l'air par rapport à 2011. Cependant, l'impact de ces rejets a baissé de 20% par rapport à l'année de référence, passant de 107.781 d'unités d'impact en 2009 à 86.123 unités en 2012.

Données 2012 par business group – autres émissions

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
DCO (demande chimique en oxygène)	kg	6.585	78.715	9.209	183.621	278.131
Emissions de SO _x	tonnes	1	2	102	383	487
Emissions de NO _x	tonnes	100	86	56	157	399

Les émissions de la "demande d'oxygène chimique" totale (chemical oxygen demand ou COD) étaient de 278.131 kg, soit une légère augmentation par rapport aux 252.681 kg enregistrés en 2011. Les émissions totales de SO_x ont atteint 487 tonnes, contre 511 tonnes en 2011. Les émissions de NO_x sont restées stables à 399 tonnes en 2012, contre 412 tonnes en 2011.

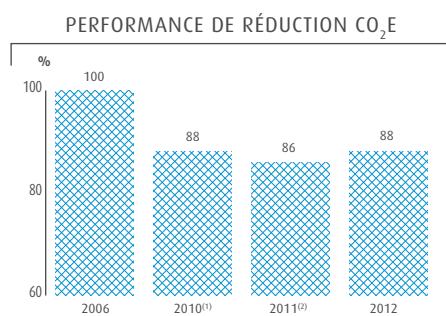
E3 Gaz à effet de serre



Nous avons choisi de mener des actions pointues en vue de réduire notre empreinte carbone et accroître notre performance énergétique. Afin de cadrer cette approche, nous avons instauré, en 2011, une politique en matière d'efficacité énergétique et d'empreinte carbone. Son axe principal repose sur la volonté de notre Groupe de réduire de 20% ses émissions d'équivalents CO₂ d'ici à 2015, par rapport à l'année de référence 2006 et en utilisant le même niveau d'activité qu'en 2006.

Données du Groupe - dans le cadre de l'objectif de réduction des émissions de CO₂

	unité	ligne de base 2006	2010	2011	2012
Emissions de CO ₂ e (champ d'application 1+2, objectif)	tonnes	745.935	597.226 ⁽¹⁾	635.136 ⁽²⁾	655.246



Définition des émissions de CO₂e dans le cadre de l'objectif de réduction des émissions de CO₂ :

Les émissions d'équivalents CO₂ (CO₂e) se définissent comme les émissions de CO₂e champ d'application 1, comprenant les principales émissions attribuables aux procédés (mais limitées au CO₂, au CH₄ et au N₂O) et les émissions de CO₂ du champ d'application 2. Un petit nombre d'ajustements, dont le rapportage est facultatif en vertu du Protocole des gaz à effet de serre (GES), a été pris en compte (par exemple exclusion des ventes de vapeur à des tiers). Cette mesure est abrégée en CO₂e (champ d'application 1+2, objectif).

Pour évaluer la réduction des émissions dans le cadre de notre Vision 2015, une base de référence 2006 a été calculée pour chaque site en multipliant le niveau d'activité réel de l'année rapportée (p. ex. 2012) par l'intensité des émissions de CO₂e en 2006 (cf. exemple). La base de référence 2006 pour le groupe est ensuite calculée en faisant la somme des bases de référence de chaque site. Exemples de paramètres d'activité sur des sites : tonnes produites par an, heures machine par an, tonnes d'intrants dans le procédé de recyclage par an.

(1) La référence 2006 par rapport à 2010 était de 677.542, soit une réduction de 12% en 2010 comparativement à 2006.

(2) La référence 2006 par rapport à 2011 était de 740.886, soit une réduction de 14% en 2011 comparativement à 2006.

Exemple :

En 2006, le site A a produit 1.000 tonnes du métal X et a émis 100 tonnes de CO₂e = intensité de 0,1 tonne de CO₂e/tonne de métal X

En 2012, le site A a produit 1.100 tonnes du métal X et a émis 100 tonnes de CO₂e = intensité de 0,09 tonne de CO₂e/tonne de métal X

La base de référence 2006 rapportée en 2012 : niveau d'activité de 2012 (1.100 tonnes) x intensité 2006 de 0,1 tonne de CO₂e/tonne = 110 tonnes de CO₂e.

Dès lors, les 100 tonnes d'émissions mesurées en 2012 représentent une réduction de 9% comparativement au tonnage qui aurait été émis dans les conditions d'exploitation de 2006.

La référence 2006 est recalculée annuellement. Elle se définit comme les émissions de CO₂e escomptées en tenant compte des volumes d'activité de l'année rapportée (p. ex. 2012), mais avec l'intensité de CO₂e de l'année de référence 2006. Les résultats de chaque année sont exprimés en pourcentage par rapport à la base de référence 2006 calculée pour le groupe et applicable à chaque exercice.

Le calcul de cet objectif couvre les activités et les sites entièrement consolidés qui font partie du Groupe au 31 décembre de l'exercice en question (de 2011 à 2015) et qui en faisaient aussi partie au 31 décembre 2010. Les résultats sont rapportés à l'échelle du groupe.

Objectif de réduction de CO₂e

En 2012, les émissions de CO₂e selon la portée de l'objectif ont atteint 655.246 tonnes. En 2006, les émissions de CO₂e selon la portée de l'objectif ont atteint 673.801 tonnes. En vue d'évaluer l'avancement de notre objectif, ce niveau d'émissions de CO₂e normalisé pour les activités de 2012 était de 745.935 tonnes. À la fin 2012, nous avions atteint une réduction de 12% par rapport à l'année de référence 2006, c'est-à-dire qu'à niveaux de production équivalents, nous avons émis 12% d'équivalents carbone en moins.

À la fin 2011, cette réduction était de l'ordre de 14%. La régression enregistrée en 2012 s'explique presque intégralement par une modification du mix énergétique intervenue chez certains fournisseurs d'électricité de nos sites allemands et norvégiens. Le retrait du nucléaire en Allemagne et la décision des fournisseurs d'électricité norvégiens de vendre de l'hydroélectricité à d'autres pays européens se sont traduits par une augmentation de l'empreinte carbone de l'énergie achetée par Umicore dans ces pays. Cette nouvelle donne, qui n'est nullement du ressort d'Umicore, a eu un impact négatif sur le champ d'application 2 de notre profil d'émissions. En données non corrigées des ajustements d'activités et par rapport à l'objectif fixé, nous avons enregistré une baisse de 3% des émissions en valeur absolue depuis 2006. À titre de comparaison, la réduction avait été de l'ordre de 6% à la fin 2011.

Ces prochaines années, la priorité sera d'encore redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de réduction de 20%. En 2012, nous avons mené à bien notre programme d'évaluation sur les 25 sites contribuant le plus à nos émissions de CO₂. Son objectif était d'identifier de nouvelles pistes d'amélioration de la performance énergétique et de réduction des émissions de CO₂. Nous avons retenu plus de 100 projets présentant un potentiel de réduction de l'intensité énergétique et des coûts. La réalisation de notre objectif dépendra de la concrétisation d'une grande partie d'entre eux ainsi que de deux initiatives sur des sites belges et chinois. Le changement de mix énergétique en Europe représente un risque pour la réalisation de notre objectif, étant donné que l'abandon de sources à faibles émissions de carbone dans certains pays a une incidence directe sur le champ d'application 2 des émissions d'Umicore (cf. ci-dessus).

Données du Groupe - émissions de CO₂e en valeur absolue

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Emissions absolues de CO ₂ e (champ d'application 1+2)	tonnes	626.568	529.628	543.262	695.733	701.898

Données par business group - émissions de CO₂e en valeur absolue

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Emissions absolues de CO ₂ e (champ d'application 1+2)	tonnes	87.135	169.955	158.417	285.879	701.898

Définition des émissions de CO₂e en valeur absolue (champ d'application 1+2) conformément au champ d'application 1+2 du protocole des GES :

Les volumes d'émissions de CO₂e en valeur absolue sont communiqués au niveau du Groupe et de ses business groups respectifs. Les émissions de CO₂e sont calculées suivant la définition et la méthodologie de rapportage du Protocole des GES (WBCSD et WRI, édition révisée 2004) pour les champs d'application 1 et 2. Pour Umicore, le champ d'application 2 comprend non seulement les achats d'électricité, mais aussi les achats de vapeur et d'air comprimé à des tiers (p. ex. au sein de parcs industriels). Le CO₂e comprend les gaz à effet de serre CO₂, N₂O et CH₄ pour le champ d'application 1 et les émissions attribuables aux procédés industriels. D'autres GES ne sont pas pertinents dans les activités d'Umicore. Le champ d'application 2 des émissions ne tient compte que du CO₂.

Le groupe de travail "Chemical Sector Working Group on GHG Measurement and Reporting" du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), auquel Umicore contribue activement, a établi des principes directeurs supplémentaires en vue de remédier aux anomalies observées dans le rapportage des GES. En tant que membre actif ce groupe de travail, Umicore a appliqué ces directives dans son rapport 2012. La publication des directives du secteur est disponible sur le site internet du WBCSD (<http://www.wbcsd.org/Pages/EDocument/EDocumentDetails.aspx?ID=15375&NoSe archContextKey=true>).

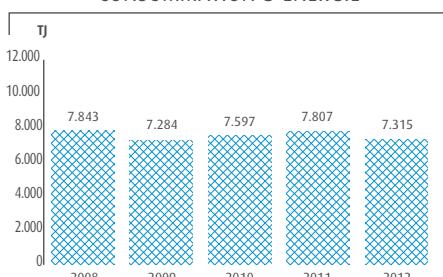
Émissions de CO₂e en valeur absolue

Les chiffres en valeur absolue communiqués pour les gaz à effet de serre en 2012 ne peuvent pas être comparés à ceux des années précédentes en vertu de cette définition.

Le rapport 2011 a été adapté à une mise en œuvre stricte de la version révisée en 2004 du protocole sur les GES. Les émissions attribuables aux procédés industriels ont été rapportées en 2011. Pour l'électricité, le facteur d'émission de CO₂ moyen du réseau de distribution a servi de facteur d'émission standard dans les cas où, précédemment, l'électricité verte avait été comptabilisée avec un facteur d'émission de CO₂ de 0 tonne/MWh.

D'autres corrections mineures ont été apportées au rapport 2011 afin d'établir un rapport clair et stable sur les émissions de CO₂e. Nous avons investi des moyens pour formuler des lignes directrices limpides à l'intention des sites, dans l'optique d'une interprétation et d'une mise en œuvre communes des règles d'établissement de rapport. Ces changements ont été imposés de manière à garantir la précision et la reproductibilité des rapports relatifs aux émissions de CO₂e et pour servir de base à l'objectif de réduction quantitatif du CO₂e. Cette décision induit néanmoins une discontinuité des chiffres relatifs au CO₂ en valeur absolue (champ d'application 1+2) communiqués en 2011 par rapport à ceux des années précédentes.

La nouvelle adaptation des principes directeurs relatifs aux émissions de gaz à effet de serre en vue de prendre en compte la directive du secteur chimique du WBCSD a eu des répercussions sur le rapport des émissions d'équivalents CO₂ en valeur absolue en 2012. Les activités de nouvelles entités comme Kobe, Yokohama et l'usine pilote UHT de Hoboken ont aussi influencé ces valeurs absolues.

E4 Énergie**Données du Groupe****CONSOMMATION D'ÉNERGIE**

Le groupe de travail "Chemical Sector Working Group on GHG Measurement and Reporting" du WBCSD (World Business Council for Sustainable Development), auquel Umicore contribue activement, a établi des principes directeurs en vue de remédier aux anomalies observées dans le rapportage des GES. Membre actif de ce groupe de travail, Umicore a déployé ces directives dans son rapport 2012. La publication des directives du secteur est disponible sur le site internet du WBCSD.

Le respect de cette directive induit, entre 2011 et 2012, une discontinuité des chiffres relatifs à la consommation énergétique, qui rend cette comparaison moins significative. L'impact équivaut à environ 300 térajoules, principalement au sein du business group Energy Materials.

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Consommation d'énergie	terajoules	726	2.210	1.841	2.528	7.315

En outre, des projets visant à améliorer la performance énergétique ont été mis en place sur les principaux sites, dans le cadre de l'objectif de développement durable défini pour la période 2006-2010. Les évaluations intervenues en 2011 et 2012 ont identifié de nouveaux projets de performance énergétique en plus de ces projets de développement durable. On pourrait mettre immédiatement en œuvre des projets mineurs, dont les besoins d'investissement, tout comme les effets, sont limités. Des projets plus importants, toujours en phase d'élaboration, n'auront un effet qu'une fois mis en place.

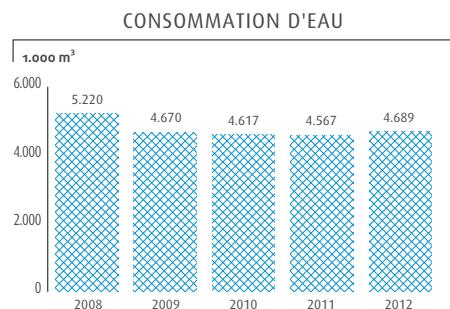
Les projets les plus importants en faveur de l'efficacité énergétique ont été réalisés sur les sites de Hoboken et Olen dans le cadre de la convention de référencement énergétique flamande que ces sites ont rejoint à la fin 2003. Les types de résidus traités par Recycling ont également eu leur rôle à jouer. Ce business group reçoit désormais des volumes plus élevés de matériaux dont le traitement est moins énergivore.

La consommation d'énergie indirecte de sources d'énergie primaire (achats d'électricité, de vapeur et d'air comprimé) s'est chiffrée à 2.592 térajoules, pour les sites de production et les bureaux. La consommation d'énergie directe de sources d'énergie primaire (essence, fioul, gaz naturel, GPL, charbon et coke) s'est élevée à 4.721 térajoules.

Pour l'exercice 2012, la consommation énergétique a reculé de 6,5% chez Catalysis, de 6% chez Performance Materials et de 2% chez Recycling par rapport à 2011. Les résultats d'Energy Materials ne sont pas comparables suite à l'application de la nouvelle méthodologie de rapportage (cf. ci-dessus).

E5 Consommation d'eau

Données du Groupe



La consommation d'eau se définit comme le volume total d'eau exprimé en milliers de m³/an provenant du réseau de distribution, des nappes souterraines, des eaux de surface et des eaux pluviales. Ces résultats ne tiennent pas compte du pompage d'eaux souterraines à des fins d'assainissement ni de l'eau de refroidissement restituée à son milieu aquatique d'origine.

La consommation d'eau totale du Groupe a légèrement augmenté, passant de 4.567 milliers de m³ en 2011 à 4.689 milliers de m³ en 2012. Aucune tendance significative n'a pu être dégagée au sein des différents business groups.

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Consommation d'eau	milliers m ³	720	1.706	710	1.553	4.689

E6 Produits et matériaux



Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Evaluation de la durabilité des produits	nombre	-	-	-	3	7

Au cours des trois dernières années, Group R&D et Corporate EHS ont mis au point une méthodologie propre à Umicore. Celle-ci permet d'évaluer la durabilité ses produits et services. Baptisée APS pour Assessment of Product (and services) Sustainability, elle met en œuvre une liste de 58 questions/réponses prédéfinies, assorties de facteurs d'évaluation et de pondération, et s'articule autour de huit thématiques. En 2011, pour juger de la faisabilité de l'APS, une équipe composée d'experts de R&D, EHS et des business units ont procédé à trois évaluations pilotes dans les business units Zinc Chemicals, Electro-Optic Materials et Jewellery & Industrial Metals.

Notre objectif est de tester six produits ou services, chaque année, de 2012 à 2015. Chaque business unit soumettra deux produits à l'étude. Nous disposons ainsi à terme d'un profil de durabilité pour une part représentative de nos activités.

En 2012, sept autres produits ou services ont fait l'objet d'une évaluation au sein des business units Technical Materials (2 cas), Automotive Catalysts, Precious Metals Chemistry, Thin Film Products, Technical Materials, Building Products et Precious Metals Refining.

Parmi les dix candidats évalués en 2011 et 2012, figurent des produits et services déployés sur des marchés de niche, des produits et services 'phares' ainsi qu'un produit en cours de développement. À la fin de 2012, le nombre des produits et services passés en revue à l'aide de l'outil représentait près de 10% des revenus d'Umicore.

Umicore a transmis à l'Agence européenne des Produits chimiques (ECHA) 114 enregistrements pour 100 substances différentes, couvrant 13 entités juridiques européennes. Les dossiers ont été préparés soit en collaboration avec d'autres sociétés au sein de consortiums, soit par Umicore uniquement. Tous les frais liés à la mise en conformité REACH, y compris le coût d'enregistrement, sont inclus dans les frais de fonctionnement normaux.

Nous surveillons attentivement tous les changements d'interprétation ainsi que les guides techniques, susceptibles d'avoir une incidence sur notre stratégie de déploiement REACH. Nous sommes activement impliqués dans des groupes de travail au sein de fédérations sectorielles pour garantir la cohérence de l'approche et la compréhension de la spécificité des métaux par les instances réglementaires et les entreprises.

Dans le cadre de la révision du "Guide technique : intermédiaires" par l'ECHA en 2010, Umicore a réévalué ses intermédiaires à l'aune d'une interprétation plus stricte des "Conditions strictement contrôlées". Elle a établi un plan d'action en vue de mettre à jour et compléter quelque 30 dossiers d'enregistrement à l'aide de méthodologies et conventions établies par le secteur métallurgique et proposées à l'ECHA. En raison de nouvelles connaissances acquises, 22 des enregistrements déposés précédemment ont été considérés comme redondants et ont été supprimés. En 2012, plusieurs enregistrements ont été actualisés en fonction des nouvelles données disponibles. De nouvelles avancées ont été enregistrées au sein de plusieurs consortiums en rapport avec les enregistrements prévus en 2013 et 2018.

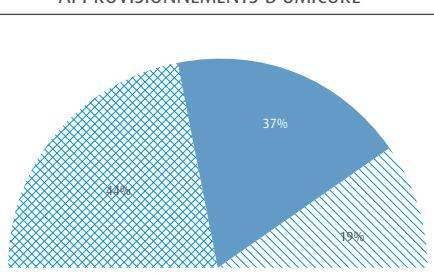
Pour la période 2006-2010, Umicore avait formulé l'objectif d'établir un ensemble de données toxicologiques, écotoxicologiques et physico-chimiques, nécessaire dans le cadre de la communication sur les risques, telles que les fiches de sécurité. Cependant, le déploiement de cet objectif a été considérablement entravé par les délais d'enregistrement des substances en vertu de la réglementation REACH, par le calendrier des nombreux consortiums et par la disponibilité d'informations auprès des fournisseurs. Dès lors, il a fallu redoubler d'efforts en 2012 pour atteindre l'objectif fixé.

En 2012, nous avons pu harmoniser cette procédure avec les travaux en cours dans le cadre de l'enregistrement REACH. Il faut quelque 959 ensembles de données pour les substances relevant du champ de cet objectif. À la fin 2012, un ensemble de données complet était disponible pour 40% de ces substances. 60% étaient toujours en cours d'élaboration dans le cadre du calendrier REACH. Certaines devraient être finalisées en 2013, mais la majorité d'entre elles seront achevées d'ici à 2018.

À la fin 2012, 4.200 produits avaient été regroupés dans le système IPDS (Integrated Product Data System), soit 270.000 Fiches de Sécurité, dans 111 pays et en 41 langues.

Efficacité des ressources

APPROVISIONNEMENTS D'UMICORE



Matières premières primaires : matériaux qui ont une relation directe avec leur première durée de vie, ce qui exclut les flux de sous-produits.

Matières premières secondaires : sous-produits issus des flux de matières premières primaires.

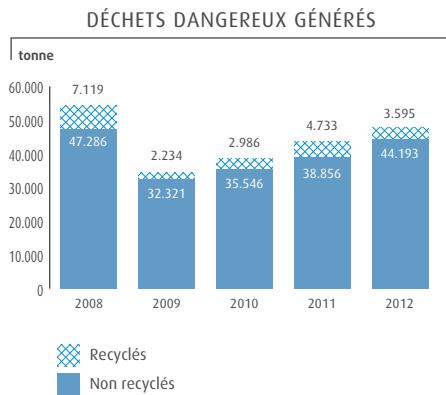
Matériaux en fin de vie : matériaux qui ont achevé leur premier cycle de vie et feront l'objet d'un recyclage pour entamer un deuxième ou un troisième cycle de vie.

Par défaut, les approvisionnements dont l'origine est inconnue sont considérés comme des matières primaires. Les données collectées s'expriment en termes de tonnage total d'approvisionnement.

En 2012, 44% des approvisionnements d'Umicore étaient d'origine primaire et 56% d'origine secondaire ou issus du recyclage. Ces niveaux sont comparables à 2011.

E7 Déchets

Données du Groupe



Les déchets se définissent comme le volume total de déchets, exprimé en tonnes/an.

Le taux de recyclage des déchets s'entend comme le rapport entre la part de déchets récupérés par des tiers (y compris les déchets récupérés sous forme d'énergie par incinération) et le volume total des déchets.

La distinction entre déchets dangereux et non dangereux s'effectue en fonction des réglementations de la région où l'entité déclarante est installée.

En 2012, 69.702 tonnes de déchets ont été générées, contre 71.426 tonnes en 2011, soit une baisse de 2,5%.

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Production totale de déchets	tonnes	2.652	26.611	11.256	29.182	69.702
Déchets dangereux	tonnes	1.206	17.876	5.923	22.784	47.789
dont recyclés	%	8,95	0,84	40,93	4,01	7,52
Déchets non dangereux	tonnes	1.446	8.735	5.334	6.399	21.914
dont recyclés	%	48,88	13,29	77,82	93,15	54,66

Le volume total de déchets dangereux a augmenté, passant de 43.588 tonnes en 2011 à 47.789 tonnes en 2012, soit une hausse de 9,6%. Cette hausse est principalement imputable à un volume de déchets dangereux plus élevé dans le business group Recycling, qui a vu augmenter ses volumes de boues de filtration des eaux usées de faible qualité et de résidus d'arsénite de calcium issus de la raffinerie de plomb. De plus, le business group Performance Materials a comptabilisé des volumes plus élevés de scories zincifères sur son site d'Eijsden (Pays-Bas), tandis que le site d'Olen (Belgique, Energy Materials) a généré des volumes plus importants de déchets liquides retraités par des tiers. Le taux de recyclage des déchets dangereux a diminué, passant de 9,8% en 2011 à 7,5% en 2012.

Les volumes totaux de déchets non dangereux se sont orientés à la baisse, passant de 27.837 tonnes en 2011 à 21.914 tonnes en 2012. Au total, 55% des déchets non dangereux ont été recyclés en 2012, par rapport à 65% en 2011.

E8 Pollution liée aux activités du passé

Le programme d'Umicore servant à évaluer la pollution des sols et de la nappe phréatique, et à y remédier si nécessaire, a bien progressé ces dernières années. Le chapitre suivant illustre les principaux programmes en cours, ainsi que les progrès engrangés en 2012.

Belgique

Contexte : Le 23 avril 2004, Umicore a signé, avec la société publique des déchets de la Région flamande (OVAM) et le ministre de l'Environnement de la Région flamande, une convention par laquelle Umicore s'engageait, dans les 15 prochaines années, à dépolluer quatre sites – dont Balen et Overpelt, qui font actuellement partie de Nyrstar depuis leur vente par Umicore en 2007, pour un montant prévu de 62 millions d'euros.

À Hoboken, dans le cadre du confinement des eaux souterraines, un tuyau de 300 m a été posé sur la rive de l'Escart afin d'éviter l'infiltration d'eaux souterraines contaminées. Les pouvoirs publics ont procédé à l'évacuation des restes et à la dépollution d'une ancienne usine à gaz dans la zone où l'usine de Hoboken envisage la construction d'une nouvelle station d'épuration des eaux usées.

À Olen, l'assainissement des eaux souterraines du site s'est poursuivi en 2012. Une nouvelle analyse des sols réalisée dans la foulée de l'assainissement de la rivière Bankloop a mis au jour une petite zone contaminée dans la cour de récréation d'une école riveraine. L'endroit a été assaini pendant les vacances

scolaires en vue de limiter les perturbations. En concertation avec les autorités de tutelle (FANC/AFCN et NIRAS/ONDRAF), Umicore a élaboré un document stratégique qui balise l'élaboration, l'autorisation et la mise en œuvre d'un plan de gestion des déchets au radium stockés dans l'usine.

Umicore a poursuivi d'autres mesures dans le cadre de la Convention, dont l'excavation des cendres de zinc de toutes les allées privées sur l'ensemble du périmètre de 9 km concerné par ladite Convention. Les travaux devraient s'achever en 2013. Les matériaux excavés sont entreposés en toute sécurité sur le site de Nyrstar à Balen.

France

À Viviez, Umicore a entamé un programme de réhabilitation de grande envergure, qui sera exécuté de 2011 à 2016. Le projet consiste à évacuer, rendre inertes et restocker en toute sécurité plus d'un million de mètres cubes de sols contaminés et de déchets. À la fin 2012, 390.500 m³ de terres contaminées et de déchets avaient été évacués et traités. En 2012, le chantier a reçu la visite des riverains et des médias locaux.

Allemagne

Umicore et ses prédecesseurs ont un long passé minier en Allemagne. La dernière mine en activité a fermé ses portes en 1978 près de Cologne. Plusieurs concessions minières souterraines sont toujours la propriété d'Umicore à ce jour. Depuis 2009, elles sont sous la tutelle d'Umicore Mining Heritage GmbH & Co. KG. La localisation des anciens puits et galeries a fait l'objet d'un géoréférencement. Toutes les informations ont été injectées dans un système de gestion de base de données géographiques.

USA

Umicore a poursuivi le traitement des eaux sortant d'un ancien site minier dans le Colorado (USA). Elle examine des technologies alternatives susceptibles d'abaisser la teneur en métaux des effluents et de réduire ainsi le volume déchets solides (boues) produit.

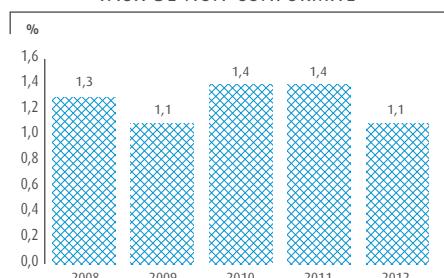
Brésil

Pendant l'évaluation des risques environnementaux, qui a lieu sur chaque site industriel d'Umicore, une pollution des eaux souterraines a été détectée à Guarulhos, au Brésil. Cette pollution historique date d'avant 2003, année où Umicore a repris ces activités. Umicore a mis en place des mesures immédiates afin de stopper la propagation de la contamination dans les zones environnantes. Pour ce faire, une barrière hydraulique a été installée et mise en service en 2011 pour retenir les eaux souterraines contaminées. En 2012, il a été décidé de s'atteler aux zones les plus contaminées dans la nappe afin d'en accélérer l'assainissement. Des essais pilotes sont réalisés à cette fin, avant d'entamer les activités à grande échelle. Umicore évalue aussi l'impact potentiel de la pollution liée à ses activités passées dans les zones riveraines du site d'exploitation.

E9 Conformité aux réglementations et système de management

Données du Groupe

TAUX DE NON-CONFORMITÉ



Le taux de non-conformité est exprimé par le rapport entre le nombre total de non-conformités et le nombre total de mesures de conformités. Une non-conformité correspond à un résultat de surveillance qui enfreint une valeur limitée définie dans un permis, une réglementation ou tout autre cadre réglementaire pertinent.

Le nombre total de mesures est le nombre total de mesures de l'impact environnemental exigées par le permis d'exploitation, le permis d'environnement ou un cadre comparable dans la région où l'entité rapportante déploie ses activités. Le nombre total correspond au nombre de mesures, multiplié par le nombre de paramètres par mesure.

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Umicore Group
Mesures dépassant les limites	nombre	67	13	811	35	926
Taux de non-conformité	%	0,17	0,16	2,86	0,31	1,06

En 2012, près de 87.000 mesures environnementales ont été effectuées sur l'ensemble des sites industriels d'Umicore, contre quelque 58.500 l'année précédente. Le renforcement des prescriptions des permis d'environnement sur les sites de Larvik (Norvège, Performance Materials) et Rheinfelden (Allemagne, Catalysis) expliquent en grande partie cette augmentation. Ces mesures visent à vérifier la conformité environnementale aux réglementations, permis et/ou normes locales en vigueur. Elles comprennent généralement l'échantillonnage et l'analyse des eaux usées, ainsi que le suivi de la qualité de l'air ambiant, sans oublier les mesures du bruit ambiant. Le nombre de non-conformités aux réglementations ou permis a baissé pour atteindre 1,1%, contre 1,4% en 2011. Aucune tendance nette ne s'est dégagée pour les différents business groups.

Six sites industriels sur 65 sont dispensés du déploiement d'un système de gestion environnementale certifié. Cette dispense est accordée à la suite d'une procédure stricte, qui confirme que les sites en question sont dépourvus d'impact environnemental notable, et ne tireraient donc pas profit d'un tel système. Sur les 59 sites industriels restants, 55 ont mis en place un système de management environnemental certifié ISO 14001. Les quatre autres sites envisagent son déploiement en 2013. Tous les grands sites exerçant une incidence notable sur l'environnement sont déjà certifiés ISO 14001 depuis de nombreuses années.

Au total, il y a eu 24 dépôts de plaintes pour atteinte à l'environnement. Elles concernaient essentiellement des nuisances sonores et olfactives. Vingt-deux dossiers de plaintes ont été d'ores et déjà clôturés.

E10 Biodiversité

Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Sites dont les activités peuvent avoir une impact potentiel sur des zones à biodiversité de haute valeur	nombre	-	9	9	11	15

L'indice de biodiversité correspond au nombre de sites qui déplacent leurs activités au sein ou à proximité de zones revêtant un haut intérêt pour la biodiversité, définies par les autorités régionales, nationales ou par des conventions internationales.

L'entreprise est convaincue que ses activités actuelles ont peu d'incidences néfastes sur la biodiversité au niveau des sites où elle est présente. Pour faire face à la pollution issue de ses activités du passé, elle met en œuvre des projets d'assainissement des sols et des nappes phréatiques (voir annexe E8).

Quinze sites ont déclaré exercer leurs activités à proximité d'une zone classée, sensible pour la biodiversité.

La stratégie d'Umicore comprend la réalisation d'une étude d'incidence détaillée sur l'environnement dans le cadre de ses principaux investissements, acquisitions et transferts fonciers.

Rapport d'activité social

Table des matières

Chiffres clés sociaux	154
------------------------------	------------

Annexes aux chiffres clés sociaux	154
--	------------

S1 Portée du rapport d'activité social	154
S2 Effectifs	155
S3 Développement du personnel	158
S4 Employeur attrayant	159
S5 Engagement vis-à-vis de la collectivité locale	160
S6 Relations avec les travailleurs	161
S7 Code de conduite	162
S8 Approvisionnement durable	162
S9 Santé des travailleurs	164
S10 Santé au travail	165
S11 Sécurité au travail	167

Chiffres clés sociaux

	unité	notes	2008	2009	2010	2011	2012
Effectif total (dont sociétés associées)	nombre	S2	15.450	13.728	14.386	14.572	14.438
Contrats temporaires	% de l'effectif	S2	4,60	3,83	4,01	4,77	4,21
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	S3	51,21	44,05	43,30	51,94	50,72
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif	S3	-	-	-	87,16	91,80
Taux de départs volontaires	% de l'effectif	S4	3,56	2,59	3,78	3,84	3,20
Employés travaillant dans un site reconnu en tant qu'employeur attrayant	% de l'effectif	S4	-	-	-	52,64	68,31
Dons	milliers d'€	S5	1.451,46	1.106,48	1.009,38	1.751,02	1.759,18
Sites dotés d'un plan de communication externe	% sites	S5	-	-	-	59,70	62,69
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif	S6	67,81	71,15	68,92	69,81	70,80
Taux d'absentéisme	%	S9	2,71	2,64	2,86	3,03	2,69
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' ⁽¹⁾	%	S10	-	-	-	5,2	4,3
Nombre de maladies professionnelles	nombre	S10	-	-	-	22	20
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	S10	-	-	-	4	6
Accidents mortels	nombre	S11	0	0	0	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	S11	87	48	56	60	49
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	S11	40	26	20	17	33
Taux de fréquence	accident/million d'heures de travail	S11	5,3	3,1	3,5	3,6	2,9
Taux de sévérité	jour perdu/milliens d'heures de travail	S11	0,17	0,08	0,13	0,11	0,11

(1) Rapport entre le nombre de résultats de contrôle biologique dépassant la valeur limite fixée par Umicore pour chaque substance dangereuse et le total de contrôles biologiques effectués.

Annexes aux chiffres clés sociaux

S1 Portée du rapport d'activité social

Au total, 99 sites consolidés sont inclus dans le rapport social. Les sites de Himeji et Tokyo (Japon, Catalysis) ont été ajoutés en raison de la participation d'Umicore à hauteur de 60% dans la coentreprise Umicore Shokubai. Ces deux sites ont rapporté leur effectif au dernier trimestre, mais aucun autre indicateur social en 2012. Le site de Maintal (Allemagne, Performance Materials) a fermé et les travailleurs de Warwick (Rhode Island, États-Unis) ont été réaffectés au site voisin d'Attleboro (Massachusetts, États-Unis). Le site de Foshan (Chine, Recycling) a été fermé en 2012, mais étant donné qu'il a encore rapporté des effectifs fin décembre, il est toujours inclus dans le rapport social.

30 sites de petite envergure (moins de 20 travailleurs) ont été dispensés de rendre compte de la répartition des heures de formation par sexe et catégories professionnelles, de l'état d'avancement du plan d'amélioration visant à faire d'Umicore un employeur attrayant ou de l'objectif relatif aux relations avec les parties prenantes.

Pour les indicateurs sociaux, les sites rapportent les données sur l'année entière. Les données relatives à l'état d'avancement des objectifs sociaux couvrent le troisième trimestre. Les mesures prévues au quatrième trimestre figurent aussi dans ce rapport.

Les indicateurs présentés se basent sur les données de sociétés entièrement consolidées, sauf mention contraire. Une remarque est donnée sous le tableau ou le graphique correspondant afin de mettre en évidence les indicateurs figurant pour la première fois au rapport. Ceux-ci ont majoritairement trait au champ d'application de la stratégie Vision 2015. Pour faciliter la lecture, les catégories d'indicateurs relevant spécifiquement de la Vision 2015 sont assorties d'une mention "Vision 2015". Pour en savoir plus sur l'état d'avancement de ces objectifs, consultez le rapport de gestion aux pages 12 à 37 et la revue par business group aux pages 38 à 67 du présent rapport. Pour obtenir de plus amples informations sur l'approche de management social d'Umicore, rendez-vous à l'adresse www.umincore.com/sustainability/social/

S2 Effectifs

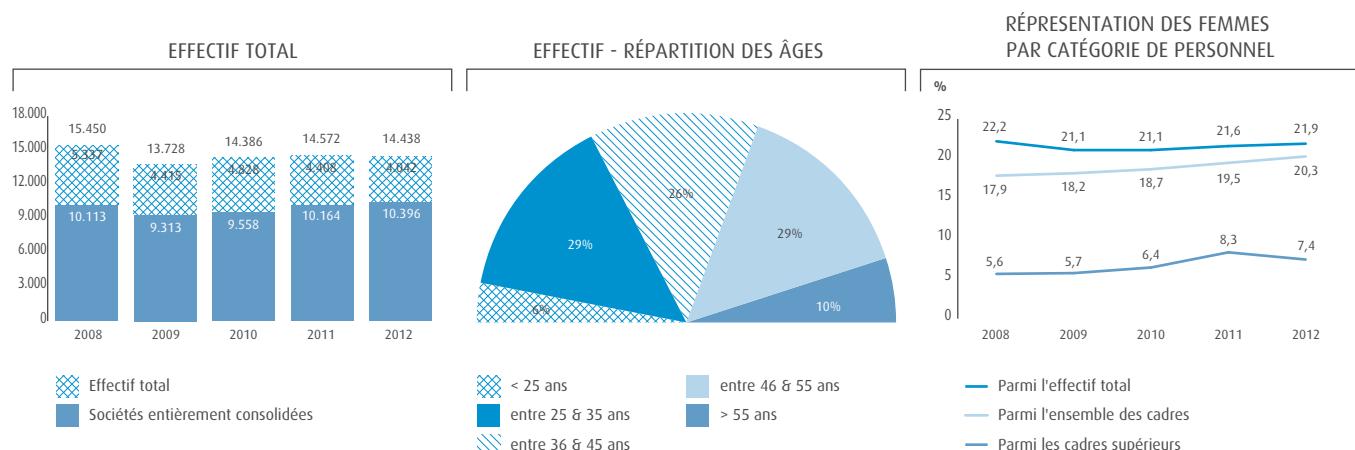
Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Effectif total (dont sociétés associées)	nombre	15.450	13.728	14.386	14.572	14.438
Effectif des entreprises consolidées	nombre	10.113	9.313	9.558	10.164	10.396
Effectif des sociétés associées	nombre	5.337	4.415	4.828	4.408	4.042
Employés masculins	nombre	7.866	7.353	7.546	7.972	8.121
Employés féminins	nombre	2.247	1.960	2.012	2.192	2.275
Employés à temps plein	nombre	-	-	-	9.494	9.699
Employés à temps partiel	nombre	-	-	-	670	697
Employés de < 25 ans	nombre	-	-	-	718	675
Employés entre 25 et 35 ans	nombre	-	-	-	2.796	2.968
Employés entre 36 et 45 ans	nombre	-	-	-	2.749	2.753
Employés entre 46 et 55 ans	nombre	-	-	-	2.951	2.982
Employés de > 55 ans	nombre	-	-	-	950	1.018
Contrats temporaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	4,60	3,83	4,01	4,77	4,21

Effectif total : nombre de travailleurs inscrits au registre du personnel d'Umicore à la fin de la période dans les sociétés entièrement consolidées et les entreprises associées. Ces statistiques tiennent compte des travailleurs à temps partiel et sous CDD, mais pas des contrats passifs, des travailleurs en incapacité de travail de longue durée et des sous-traitants.

CDD : travailleurs employés sous contrat à durée déterminée, inclus dans les effectifs des entreprises entièrement consolidées.

Temps partiel : réduction volontaire du temps de travail de la part du travailleur dont le nombre de postes, de jours ou d'heures de travail est réduit.



Données 2012 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Effectif total	nombre	7.690	910	1.118	3.203	1.517	14.438
Effectif des entreprises consolidées	nombre	6.732	884	697	1.742	341	10.396
Effectif des sociétés associées	nombre	958	26	421	1.461	1.176	4.042
Employés masculins	nombre	5.400	695	514	1.297	215	8.121
Employés féminins	nombre	1.332	189	183	445	126	2.275
Employés à temps plein	nombre	6.055	875	697	1.731	341	9.699
Employés à temps partiel	nombre	677	9	0	11	0	697
Contrats temporaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	5,24	1,70	0,57	2,81	4,99	4,21

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Effectif total	nombre	2.281	2.933	5.629	2.394	1.201	14.438
Effectif des entreprises consolidées	nombre	2.120	1.876	2.854	2.394	1.152	10.396
Effectif des sociétés associées	nombre	161	1.057	2.775	0	49	4.042
Employés masculins	nombre	1.638	1.573	2.232	1.979	699	8.121
Employés féminins	nombre	482	303	622	415	453	2.275
Employés à temps plein	nombre	2.029	1.752	2.687	2.213	1.018	9.699
Employés à temps partiel	nombre	91	124	167	181	134	697
Contrats temporaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	6,98	1,71	3,85	5,01	2,43	4,21

Effectif total

L'effectif total a diminué de 134 salariés pour atteindre 14.438. Dans les entreprises entièrement consolidées, les effectifs ont progressé de 232 travailleurs pour atteindre 10.396 personnes, en tenant compte de l'effet de la consolidation de la coentreprise Umicore Shokuba (Catalysis). Cette croissance est à mettre principalement à l'actif des business groups Catalysis (177), Recycling (65) et Energy Materials (49). L'augmentation des effectifs dans les activités à forts investissements de croissance a plus que compensé les réductions intervenues dans les autres domaines. Dans les sociétés associées, les effectifs ont été réduits de 366 salariés en raison d'ajustements de la production.

Répartition par genre

La proportion actuelle de femmes dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées est de 22%, soit un pourcentage qui reste compris dans une fourchette étroite entre 21% et 23% depuis ces cinq dernières années. Les femmes sont plus représentées dans les fonctions commerciales et administratives que dans les postes industriels. On relève des variations régionales significatives : la Belgique - nord de l'Europe et l'Amérique du Nord affichent un pourcentage de femmes salariées inférieur au reste du monde.

Contrats temporaires

Les contrats temporaires en pourcentage des effectifs des sociétés entièrement consolidées ont légèrement diminué pour atteindre 4,21% en 2012. Un nombre important de contrats temporaires n'ont pas été renouvelés, en particulier au second semestre, en raison du contexte économique difficile et de son impact sur les besoins de production.

Répartition par genre des managers

Si le pourcentage total des femmes salariées est resté relativement stable (cf. ci-dessus), la proportion de femmes managers est en augmentation constante, passant de 17% en 2007 à 20% en 2012. Après une période de hausse graduelle, le pourcentage de femmes travaillant au sein du senior management a légèrement diminué en 2012.

Vue d'ensemble des sites et des effectifs

	Sites de production	Autres sites	Effectifs
Europe			
Autriche	1		143
Belgique	8 (1)	3 (2)	3.180 (82)
République tchèque		1	4
Danemark		1	14
France	5	2	804
Allemagne	7 (2)	3 (2)	2.468 (385)
Hongrie		1	5
Irlande	1 (1)		238 (238)
Italie	1	3 (1)	79(10)
Liechtenstein	1		111
Luxembourg		2 (1)	9 (1)
Pays-Bas	2		128
Norvège	1		60
Pologne		1	10
Portugal		1	16
Russie		1	7
Slovaquie	1		35
Espagne		2 (1)	17 (4)
Suède	2 (1)	1	186 (145)
Suisse	1	3 (1)	32 (1)
Royaume-Uni	1	7 (4)	144 (92)
Asie-Pacifique			
Australie	1	2	57
Chine	11 (4)	7 (2)	2.158 (1.285)
Inde	1	2	80
Japon	4	3 (1)	211 (11)
Malaisie	1		60
Philippines	1		82
Corée du Sud	2 (1)	1	423 (161)
Taiwan	1	1	25
Thaïlande	1	1	103
Émirats arabes unis		1 (1)	4 (4)
Amérique du Nord			
Canada	3		233
Etats-Unis	8 (2)	4	677 (26)
Amérique du Sud			
Argentine	1		43
Brésil	3	1 (1)	655 (1)
Pérou	1 (1)		420 (420)
Afrique			
Afrique du Sud	3 (1)	1	1.517 (1.176)
Total	74 (14)	56 (17)	14.438 (4.042)

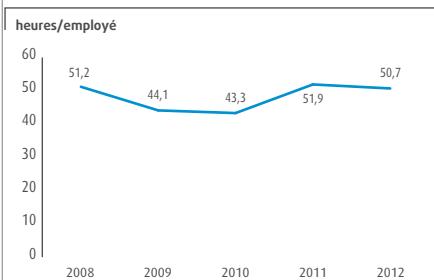
Les chiffres entre parenthèses font référence aux "sociétés associées et coentreprises". Quand un site dispose à la fois de sites de production et de bureaux (p. ex. Hanau, Allemagne), il est uniquement classé dans les sites de production.

S3 Développement du personnel**Données du Groupe**

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Sites dotés d'un plan local de formation et d'épanouissement professionnel des employés	% de sites	-	-	-	59,60	70,10
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif (sociétés consolidées)	-	-	-	87,16	91,80
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	51,21	44,05	43,30	51,94	50,72
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Hommes	heures/employé	-	-	-	53,20	51,75
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Femmes	heures/employé	-	-	-	47,37	46,04
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Cadre	heures/employé	-	-	-	61,84	64,15
Nombre moyen d'heures de formation par employé - Autre catégorie du personnel	heures/employé	-	-	-	48,55	45,57

Heures de formation : nombre moyen d'heures de formation par salarié, incluant tous les types de formation (formelle, sur le site, e-learning, etc.) auxquels l'entreprise apporte un appui et qui sont pertinents pour la business unit ou l'entreprise. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le total des effectifs des sociétés entièrement consolidées.

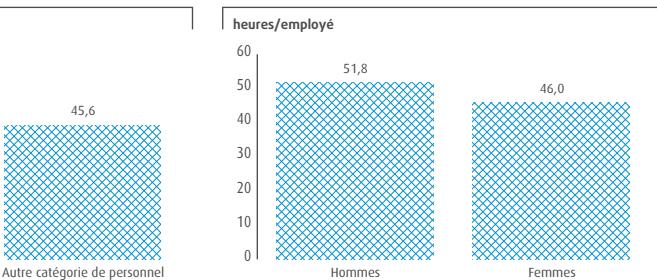
NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR EMPLOYÉ



NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR CATÉGORIE DE PERSONNEL



NOMBRE D'HEURES MOYEN DE FORMATION PAR EMPLOYÉ - HOMME/FEMME

**Données 2012 par région**

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Nombre d'heures moyen de formation par employé	heures/employé	46,56	37,75	76,29	60,27	65,41	50,72
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif (sociétés consolidées)	93,58	87,33	100,00	81,74	100,00	91,80

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Nombre moyen d'heures de formation par employé	heures/employé	72,92	47,29	40,18	52,29	40,03	50,72
Employés ayant une évaluation annuelle	% de l'effectif (sociétés consolidées)	87,73	91,79	90,50	96,07	93,32	91,80

Heures de formation

En 2012, le nombre d'heures de formation moyen par travailleur a atteint 50,72. Ce résultat se situe légèrement en deçà des niveaux de 2011, qui furent particulièrement élevés, en partie en raison de l'initiation et de la formation des travailleurs sur les nouveaux sites en Asie.

Les données indiquent que les managers reçoivent un nombre d'heures de formation plus élevé (64,15 heures) que les autres catégories de personnel (45,57 heures). En 2012, le lancement d'un système a été préparé. Le système, appelé My Campus, a été lancé en janvier 2013 pour tous les managers dans le monde et les employés en Belgique et en Allemagne. Le déploiement se poursuivra en 2013 et dans les prochaines années pour toucher progressivement tous les travailleurs. Si le niveau de formation est plus élevé pour les hommes (51,75 heures) que pour les femmes (46,04 heures), c'est parce que les hommes sont proportionnellement plus représentés dans la population actuelle des managers.

Évaluation annuelle

Cet indicateur a figuré pour la première fois au rapport de l'année passée. En 2012, près de 92% des travailleurs des sociétés entièrement consolidées ont fait au moins une fois sur l'année l'objet d'un entretien d'évaluation pour évoquer leur évolution de carrière. Bien que ce pourcentage soit élevé, des efforts sont encore fournis pour atteindre 100% d'ici à 2015.

S4 Employeur attrayant

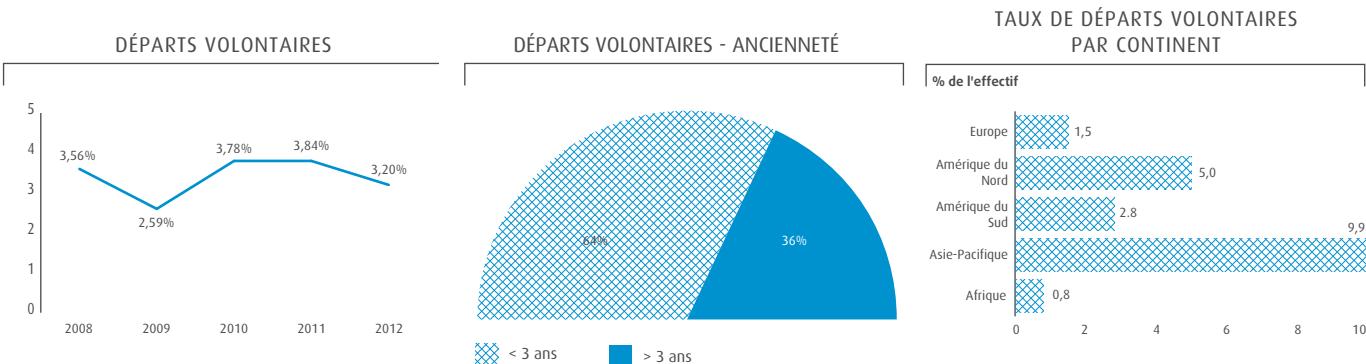


Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Sites dotés d'un plan local en vue de devenir un employeur attrayant	% de sites	-	-	-	70,15	76,12
Taux de départs volontaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	3,56	2,59	3,78	3,84	3,20
Départs volontaires - hommes	nombre	-	-	-	287	251
Départs volontaires - femmes	nombre	-	-	-	96	81
Départs volontaires - ancienneté < 3 ans	nombre	-	-	-	222	214
Départs volontaires - ancienneté > 3 ans	nombre	-	-	-	161	118
Employés travaillant dans un site reconnu en tant qu'employeur attrayant	% de l'effectif (sociétés consolidées)	-	-	-	52,64	68,31
Reconnaissances externes relatives aux employeurs attrayants	nombre	-	-	-	18	31

Départs volontaires : nombre de travailleurs qui quittent l'entreprise de leur plein gré (hors retraite et échéance d'un contrat à durée déterminée). Ce chiffre concerne les effectifs des sociétés entièrement consolidées.

Reconnaissance externe du statut d'employeur attrayant : prix ou consécration externe qui souligne la réputation d'employeur attrayant dont jouit un site ou Umicore.



Données 2012 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Taux de départs volontaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	1,51	4,96	2,81	9,89	0,79	3,20

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Taux de départs volontaires	% de l'effectif (sociétés consolidées)	2,78	6,31	2,83	1,92	2,44	3,20

Départs volontaires

Ces cinq dernières années, le pourcentage de départs volontaires a oscillé entre 2,6 et 3,8. Les 3,20% de 2012 sont conformes à cette tendance. Comme les années précédentes, des différences régionales significatives sont observables, la zone Asie-Pacifique affichant le taux de rotation le plus élevé (10%), l'Afrique (0,8%) et l'Europe (1,5%) les plus faibles. Le taux de rotation asiatique n'est pas en soi exceptionnel pour Umicore. Il s'explique notamment par la compétitivité et la souplesse du marché de l'emploi dans les économies émergentes.

Départs volontaires - en fonction du sexe et de l'ancienneté

24,4% des départs volontaires sont des femmes, soit un pourcentage légèrement plus élevé que leur représentativité (22%) dans les effectifs des sociétés entièrement consolidées. En 2012, 64,5% des départs volontaires sont intervenus durant les trois premières années d'activité au sein de l'entreprise.

Reconnaissance externe

Umicore encourage ses sites à faire valoir leur statut d'employeur attrayant. Dans les pays où les effectifs d'Umicore sont importants, des programmes de ce type sont déjà en place. Ils offrent une visibilité et une reconnaissance élevées, surtout dans l'Union européenne. Tous les sites belges et français ainsi que les principaux sites allemands font partie des Top Employers nationaux. Beaucoup de sites d'Umicore sont de petites ou moyennes entreprises. Leurs efforts de reconnaissance sont axés sur leur localité ou leur région, où des instances officielles de reconnaissance sont rarement disponibles. Dans certains cas, la reconnaissance peut émaner d'associations locales, telles qu'une fédération sectorielle ou la presse locale. Au total, 68,31% des salariés travaillent sur un site qui a été officiellement reconnu par une tierce partie en 2012.

Résultats de l'enquête d'opinion

Une enquête d'opinion internationale est régulièrement réalisée. L'enquête précédente s'est tenue en 2010 et la prochaine est prévue pour 2014. En 2012, tous les grands sites ont poursuivi la mise en œuvre de plans d'action visant à tirer des enseignements de l'enquête de 2010. L'objectif est d'améliorer encore le dialogue avec les travailleurs ainsi que leur bien-être.

S5 Engagement vis-à-vis de la collectivité locale



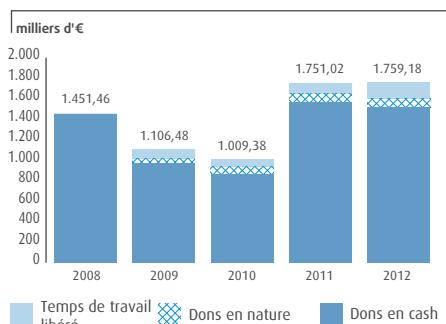
Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Sites dotés d'un plan définissant l'engagement vis-à-vis de la collectivité locale	% de sites	-	-	-	57,58	60,82
Total des dons	milliers d'€	1.451,46	1.106,48	1.009,38	1.751,02	1.759,18
Dons en cash	milliers d'€	-	966,61	865,34	1.568,80	1.514,60
Dons en nature	milliers d'€	-	89,10	73,59	104,97	159,98
Temps de travail libéré	milliers d'€	-	50,78	70,46	77,24	84,60
Sites dotés d'un plan de communication externe	% de sites	-	-	-	59,70	62,69

Dons : chaque business unit est invitée à allouer un budget annuel aux dons et aux parrainages consentis dans le cadre du programme de relations avec la collectivité de chaque site. Ce budget est censé correspondre à un montant égal à un tiers d'un pour cent de l'EBIT récurrent consolidé moyen annuel de la business unit (hors sociétés associées) des trois dernières années.

Le montant des dons communiqué pour 2007 et 2008 est un montant global. À compter de 2009, les dons ont été subdivisés en dons en espèces, dons en nature et bénévolat. Les dons à l'échelle du Groupe sont coordonnés par un comité philanthropique, qui rend compte à l'administrateur délégué.

DONS



Données 2012 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Total des dons	milliers d'€	1.487,49	97,62	65,30	86,68	22,08	1.759,18

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Total des dons	milliers d'€	151,02	163,89	171,46	530,49	742,32	1.759,18

Dons

En 2012, Umicore a effectué des dons pour un montant total de 1.759 milliers d'euros. Au niveau des business units, le montant total de 1.017 milliers d'euros est conforme à la recommandation de donner l'équivalent d'environ un tiers d'un pour cent de leur EBIT récurrent consolidé moyen annuel respectif des trois dernières années. Les dons complémentaires à l'échelle du Groupe ont atteint 742 milliers d'euros.

La plupart des dons effectués par les business units servent à financer des manifestations caritatives à proximité des sites, en appui aux collectivités locales. Cependant, les sièges de certaines business units soutiennent aussi des projets philanthropiques sur d'autres continents. À l'échelle du Groupe, les dons supervisés par le Comité philanthropique ont une portée planétaire. En 2012, les dons du Groupe sont allés notamment à deux grands projets pédagogiques de l'UNICEF en Haïti et en Inde, à trois projets coordonnés par Entrepreneurs for Entrepreneurs, ainsi qu'à des projets en faveur de la mobilité durable menés par des étudiants.

Communication externe

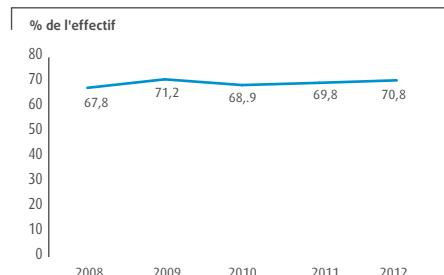
62,69% des sites disposent d'un plan de communication externe en vue d'instaurer un dialogue de qualité avec les populations locales. En fonction de l'amplitude du site et de ses liens avec les collectivités locales, ces plans de communication consistent en des lettres d'information, audiences publiques, réunions avec les pouvoirs locaux, visites de site accessibles aux riverains et communiqués de presse publiés dans les médias locaux.

S6 Relations avec les travailleurs

Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif (sociétés consolidées)	67,81	71,15	68,92	69,81	70,80

EMPLOYÉS REPRÉSENTÉS PAR UN SYNDICAT OU COUVERTS PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE DE TRAVAIL



Données 2012 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif (sociétés consolidées)	87,36	8,94	94,84	30,08	63,05	70,80

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Employés représentés par un syndicat ou couverts par une convention collective de travail	% de l'effectif (sociétés consolidées)	62,69	49,68	75,89	89,52	68,58	70,80

Convention collective de travail et syndicats

Au total, 70,8% des travailleurs d'Umicore sont syndiqués et/ou leurs salaires sont négociés dans le cadre d'une convention collective de travail. À l'échelon régional, on note d'importantes disparités en termes de représentation syndicale, la représentation la plus élevée revenant à l'Amérique du Sud et à l'Europe, la plus faible à l'Amérique du Nord et à la région Asie-Pacifique.

Convention de développement durable

En 2007, Umicore a signé une Convention de développement durable avec le syndical international IndustriALL, qui a été renouvelée en 2011 pour une période de quatre ans. Dans ce cadre, Umicore s'engage à respecter une série de principes : interdiction du travail des enfants et du travail forcé, liberté d'association des travailleurs et droit de négocier des conventions collectives de travail.

En 2012, dans le cadre de cette convention, le comité de surveillance a visité le site de Tulsa (États-Unis) avec des représentants des syndicats internationaux et de la direction.

Tous les sites font aussi l'objet d'un contrôle annuel. Selon ce dernier, aucun des sites d'Umicore ne présente un risque particulier de non-respect des principes de ladite convention.

S7 Code de conduite

En 2011, Umicore a établi pour la première fois un rapport interne systématique, à l'échelle du Groupe, concernant les principes du Code de conduite. Au total, 26 cas ont été signalés en 2012, impliquant 29 travailleurs. Le type d'action prise varie de la lettre d'avertissement au licenciement.

S8 Approvisionnement durable**Données 2012 par business group**

	unité	Approvisionnement direct et indirect					Approvisionnement indirect
		Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate ⁽²⁾	
Fournisseurs ⁽¹⁾ ayant approuvé la Charte d'approvisionnement durable	% fournisseurs	26	9	38	76		83

(1) Fournisseurs ayant reçu la Charte d'approvisionnement durable (uniquement les principaux fournisseurs de chaque business unit)

(2) Corporate comprend le département Procurement & Transportation et UMS Taiwan

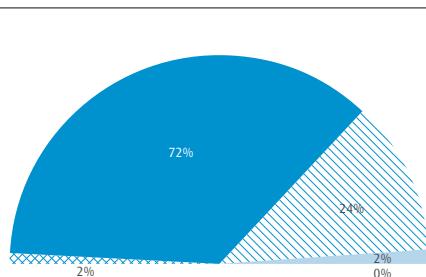
Champ de l'indicateur Adoption de la charte : cet indicateur englobe les principaux fournisseurs des activités d'approvisionnement indirect du département Purchasing & Transportation d'Umicore, et plus particulièrement les centrales d'achat en Belgique, en Allemagne, en France et au Brésil. Il regroupe les principaux fournisseurs des activités d'approvisionnement des business units pour les achats directs, et pour les achats indirects si ceux-ci sont effectués par les business units elles-mêmes.

Champ de l'indicateur Sociétés inspectées par Ecovadis : pour la Belgique, la France et l'Allemagne, l'indicateur englobe 132 fournisseurs sur les 577 invités à adopter la Charte d'approvisionnement durable. Pour le Brésil, il regroupe 62 fournisseurs sur les 65 invités à adopter la Charte d'approvisionnement durable. Leur sélection s'est effectuée sur la base d'une évaluation des risques, réalisée par Ecovadis, en termes de criticité, de dépendance, de durée de la relation et de dépenses y associées. Il ne s'agit que des fournisseurs desservant les centrales d'achat en Belgique, Allemagne, France et Brésil et principalement pour des approvisionnements indirects.

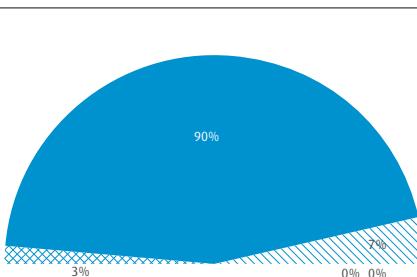
Approvisionnements directs : achat de biens et services par les business units et les sites, tels que les matières premières et les services (assurances, développement des activités, questions juridiques et financières).

Approvisionnements indirects : achats de matériaux, investissements et services liés aux activités industrielles et administratives et la gestion des stocks. Ils excluent généralement les achats de matières premières.

**SCORE DES FOURNISSEURS À L'ÉVALUATION ECOVADIS
BELGIQUE, FRANCE, ALLEMAGNE**



**SCORE DES FOURNISSEURS
À L'ÉVALUATION ECOVADIS - BRÉSIL**



- ☒ Score 1-2: risque relatif au développement durable élevé
- ☒ Score 3-4: quelques mesures de bases ont été prises pour le développement durable

- ☒ Score 5-6: systèmes de gestion du développement durable convenables
- ☒ Score 7-8: pratiques de développement durable avancées
- ☒ Score 9-10: systèmes de gestion du développement durable excellents

- ☒ Score 1-2: risque relatif au développement durable élevé
- ☒ Score 3-4: quelques mesures de bases ont été prises pour le développement durable

- ☒ Score 5-6: systèmes de gestion du développement durable convenables
- ☒ Score 7-8: pratiques de développement durable avancées
- ☒ Score 9-10: systèmes de gestion du développement durable excellents

Score moyen des fournisseurs évalués par thème - données Groupe 2012

	Corporate
Environnement	4,2
Relations sociales et droits de l'homme	3,8
Intégrité	3,5
Chaîne d'approvisionnement	3,3
Total	3,8

Formation en développement durable et approvisionnement durable

Un module d'e-learning a été développé en 2011 afin d'augmenter l'attention portée à l'approvisionnement durable au sein de l'entreprise. Le module d'apprentissage en ligne devait migrer vers la nouvelle plate-forme My Campus. Aucune formation n'a eu lieu en 2012, puisqu'il a été jugé plus utile de lancer une première vague de formations en 2013, après la migration.

Charte d'approvisionnement durable

Courant 2012, nos centrales d'achat régionales en Belgique, en France, en Allemagne et au Brésil ont mis à jour leurs sélections de "fournisseurs privilégiés" suivant des critères tels que la taille, la situation géographique et le type de produit ou service fourni (dont ceux indispensables à la bonne marche des business units d'Umicore). Plusieurs business units et sites chinois ont aussi désigné leurs "fournisseurs privilégiés" et les ont invités à adhérer aux principes de la charte.

Parmi les entreprises retenues, se trouvent des fournisseurs de biens et de services et quelques fournisseurs de matières premières (p. ex. métaux). Au total, 642 fournisseurs ont été retenus. À la fin 2012, 83% de ces 642 fournisseurs avaient officiellement marqué leur accord sur les dispositions de la charte. Les quatre business groups, ainsi que les sites chinois, ont choisi 156 fournisseurs, dont 34% avaient officiellement confirmé leur adoption de la charte à la fin 2012. Le taux d'adoption par les fournisseurs est plus faible dans les business units que dans les centres d'achat régionaux parce que ces derniers ont entamé le processus de déploiement un an plus tôt, dans le cadre de la phase initiale de mise en œuvre de la charte.

Évaluation des fournisseurs

Umicore a chargé Ecovadis d'évaluer la performance de 194 de ses fournisseurs en matière de développement durable (critères de sélection, cf. ci-dessus) dans les centrales d'achat en Belgique, en Allemagne, en France, en Allemagne et au Brésil. Cette procédure a donné lieu à une fiche d'évaluation indiquant, d'une part un score global, d'autre part un score pour chacune des 4 catégories durables (environnement, travail, pratiques commerciales équitables et chaîne d'approvisionnement). Les scores vont de 1 à 10, 1 correspondant à un risque élevé en termes de développement durable. 46 fournisseurs n'ont pas répondu au questionnaire. Sur les 148 fiches reçues, 114 entreprises affichaient un score de 3 ou 4, qui traduit la mise en œuvre de mesures standard en matière de développement durable. Seules trois entreprises ont un score inférieur ou égal à 2, soit un risque élevé. Dans l'ensemble, 31 entreprises se sont vu décerner un score supérieur à 4, ce qui signifie qu'elles disposent d'un "système de management durable approprié". Concernant le score moyen par catégorie, les fournisseurs ont inscrit le score moyen maximum sur le plan environnemental, mais le plus faible en matière de sensibilisation de leur chaîne d'approvisionnement au développement durable.

En 2012, les business units ont poursuivi le processus d'identification de leurs principaux fournisseurs. Certaines ont entrepris la phase d'évaluation en utilisant soit la méthodologie d'Ecovadis, soit une autre. Pour plus d'informations, consultez le rapport de gestion.

Plans d'amélioration

Toutes les fiches ont fait l'objet d'une évaluation au niveau des quatre principes de développement durable repris dans la Charte d'approvisionnement durable et d'un ensemble de critères minimaux. Courant 2012, nous avons lancé un programme pilote avec 15 fournisseurs parmi les moins bien notés en vue d'établir et de mettre en œuvre un plan d'amélioration. Ces fournisseurs se sont montrés désireux d'aborder l'aspect du développement durable avec Umicore. Plusieurs ont élaboré des mesures spécifiques pour améliorer leur performance en cette matière. À la faveur des séances d'information, comme ce fut le cas en 2011, nous avons pris conscience que le faible résultat était notamment imputable au manque de documentation fournie pour étayer les griefs formulés dans l'évaluation. À la mi-2012, le programme pilote a été élargi à d'autres fournisseurs de chaque centrale d'achat régionale. En 2013, chacune d'entre elles fera en sorte de nouer le dialogue avec les fournisseurs retenus.

Certaines business units sont parvenues à construire un dialogue avec les fournisseurs sur la base d'une évaluation du développement durable. Pour plus d'informations, consultez le rapport de gestion.

Pour en savoir plus sur la relation d'Umicore avec ses fournisseurs, consultez le chapitre "Engagement envers les parties prenantes" à la pages 190 et le rapport de gestion aux pages 33 à 35.

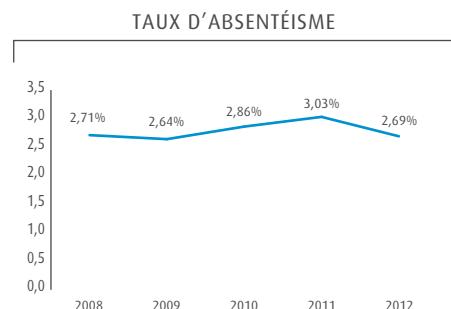
S9 Santé des travailleurs

Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'absentéisme	%	2,71	2,64	2,86	3,03	2,69

Taux d'absentéisme : nombre total de jours de travail perdus pour cause de maladie, excepté l'incapacité de travail de longue durée et le congé de maternité. Ce chiffre se rapporte au nombre total de jours de travail par an.

L'incapacité de travail de longue durée commence après trois mois de maladie ininterrompue.



Données 2012 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Taux d'absentéisme	%	3,34	1,66	1,64	0,94	3,13	2,69

Taux d'absentéisme

Au cours des cinq dernières années, le taux d'absentéisme a fluctué entre 2,64% et 3,03%. Un plafond a été atteint en 2011, à cause d'un taux exceptionnellement élevé de 7,07% en Amérique du Sud, dû à une épidémie de conjonctivite survenue en février et mars 2011 à São Paulo (Brésil). En 2012, le taux d'absentéisme global s'est élevé à 2,69%. Nous avons constaté des variations régionales : le taux d'absentéisme est le plus élevé en Europe et le moins élevé en Asie-Pacifique.

S10 Santé au travail



Tous les sites de production consolidés dont Umicore a le contrôle opérationnel et les deux principaux sièges administratifs sont inclus dans la portée du rapport sur la santé au travail. Par rapport à 2011, les données de quatre sites ne figurent plus au rapport, d'une part pour cause de fermeture d'usines (Cranston aux États-Unis et Maintal en Allemagne chez Performance Materials ainsi que Foshan en Chine chez Recycling), d'autre part en raison de la cessation des activités industrielles sur le site (Milan en Italie chez Performance Materials). Deux sites ont été ajoutés : Kobe (Japon, Energy Materials) et Yokohama (Japon, Performance Materials). La portée globale du reporting concerne donc désormais 64 sites industriels, contre 67 l'an dernier.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les travailleurs d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants n'y figurent pas.

Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de santé au travail, rendez-vous sur le site : www.uminicore.com/sustainability/social/

Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Taux d'exposition 'tous biomarqueurs agrégés' ⁽¹⁾	%	-	-	-	5,2	4,3
Taux d'exposition plomb (sang) ⁽²⁾	%	-	-	-	1,4	0,5
Taux d'exposition arsenic (urine) ⁽²⁾	%	-	-	-	2,2	1,4
Taux d'exposition cobalt (urine) ⁽²⁾	%	-	-	-	22,1	14,4
Taux d'exposition cadmium (sang) ⁽²⁾	%	-	-	-	0,8	1,7
Taux d'exposition cadmium (urine) ⁽²⁾	%	-	-	-	1,5	3,0
Taux d'exposition nickel (urine) ⁽²⁾	%	-	-	-	6	7
Travailleurs avec sensibilisation aux sels de platine	nombre	-	-	-	4	6
Travailleurs avec une perte auditive due au bruit	nombre	-	-	-	9	4
Travailleurs avec dermatites de contact	nombre	-	-	-	2	2
Travailleurs avec asthme professionnel dû à d'autres substances	nombre	-	-	-	0	1
Travailleurs avec troubles musculosquelettiques	nombre	-	-	-	11	7

(1) Rapport entre le nombre de le résultat de contrôle biologique dépassant la valeur limite fixée par Umicore défini pour chaque substance dangereuse et le total de contrôles biologiques effectués.

(2) Le taux d'exposition à un métal spécifique s'entend comme le rapport entre le nombre de travailleurs dont le résultat de contrôle biologique dépasse la valeur limite fixée par Umicore pour ce métal et le nombre de travailleurs exposés à ce métal. Basées sur les indices d'exposition biologique de l'American Conference of Governmental and Industrial Hygienists (réf. 2011), les valeurs limites d'Umicore sont toujours plus strictes que les valeurs légales.

À l'horizon 2015, l'objectif d'Umicore est d'amener le biomarqueur d'exposition sous la valeur limite fixée par Umicore en interne pour chaque individu exposé. Ces valeurs limites sont les suivantes :

Cadmium : 2 microgrammes par gramme de créatinine dans les urines et 0,5 microgramme par 100 ml de sang.

Plomb : 30 microgrammes par 100 ml de sang.

Cobalt : 15 microgrammes par gramme de créatinine.

Arsenic et nickel : 30 microgrammes par gramme de créatinine.

Sels de platine : pas de nouveaux cas de sensibilisation.

Le nombre de maladies professionnelles correspond au nombre de travailleurs chez qui, pendant la période de reporting, on a diagnostiqué une nouvelle maladie professionnelle ou des symptômes liés au travail.

En 2012, 4.511 échantillons biologiques ont été prélevés chez des travailleurs exposés à au moins un des métaux susmentionnés (à l'exception des sels de platine). 195 relevés ont révélé un résultat dépassant la valeur limite interne, ce qui porte le taux de dépassement total à 4,3%, contre 5,2% en 2011. Tous les travailleurs exposés professionnellement font l'objet d'un suivi régulier par un médecin du travail.

Plomb

L'exposition professionnelle au plomb représente un risque sanitaire potentiel dans les business groups Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Dans l'ensemble, 8 des 1.515 travailleurs exposés professionnellement ont dépassé la valeur limite de 30 µg/100 ml, ce qui porte le taux de dépassement à 0,5%, contre 1,4% en 2011.

La majorité des dépassements a été enregistrée au niveau du business group Recycling et était imputable à une charge corporelle (body burden) plus importante en raison d'une exposition passée à Hoboken (Belgique, Recycling).

Les travailleurs présentant des dépassements ont été affectés à d'autres postes de travail et feront l'objet d'un suivi par le médecin du travail.

Arsenic

L'exposition professionnelle à l'arsenic est susceptible de se rencontrer dans les business groups Energy Materials, Performance Materials et Recycling. Au total, 830 travailleurs sont professionnellement exposés à l'arsenic, dont 12 ont présenté des dépassements en 2012, ce qui porte le taux de dépassement à 1,4% pour l'arsenic, contre 2,2% en 2011.

Quatre dépassements ont été enregistrés à Olen (Belgique, Energy Materials) chez des travailleurs du site de production d'arsenic, tandis que le site de Hoboken (Belgique, Recycling) a comptabilisé 8 travailleurs présentant un dépassement de la valeur limite.

Cobalt

Dans l'ensemble, 695 travailleurs sont exposés professionnellement au cobalt, principalement au sein du business group Energy Materials, et dans une moindre mesure dans les business groups Recycling et Performance Materials. Les travailleurs dépassant la valeur limite ont été au nombre de 100, portant le taux de dépassement à 14,4%, soit une baisse significative par rapport au taux de 22,1% en 2011.

Tous les dépassements ont été recensés dans les business units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials. Depuis de nombreuses années, ces business units déplacent une approche en matière de santé au travail pour le cobalt, dont le contrôle biologique. En 2011, la valeur limite biologique a été abaissée de 30 à 15 microgrammes par gramme de créatinine, conformément aux données les plus récentes de la littérature scientifique sur l'exposition professionnelle et la toxicité du cobalt. Les business units sont occupées à élaborer des plans d'action pour réduire significativement l'exposition au cobalt dans les prochaines années.

Cadmium

L'exposition professionnelle au cadmium représente un risque sanitaire potentiel dans les business groups Performance Materials et Recycling.

Le cadmium dans les urines est un excellent biomarqueur de l'exposition à long terme, tandis que le cadmium dans le sang traduit une exposition professionnelle plus récente.

En 2012, 702 travailleurs ont été professionnellement exposés au cadmium.

La valeur limite de cadmium dans les urines a été dépassée chez 21 travailleurs, ce qui représente un taux de dépassement de 3,0%, contre 1,5% en 2011.

Au sein du business group Performance Materials, 6 travailleurs ont dépassé la valeur limite interne de cadmium dans les urines. Tous ces travailleurs étaient employés au sein de la business unit Technical Materials.

Dans le business group Recycling, 15 travailleurs exposés ont dépassé les valeurs limites de cadmium dans les urines, dont 9 à Hoboken (Belgique), essentiellement dans les départements échantillonnage et fonderie. Six dépassements ont été enregistrés à Amsterdam (Pays-Bas).

Des mesures techniques supplémentaires sont actuellement mises en œuvre pour réduire davantage cette exposition à l'avenir. En outre, des mesures de précaution telles que la rotation du personnel, le respect strict des consignes de protection respiratoire et d'hygiène corporelle sont mis en place en vue de minimiser l'exposition. Le site de Vicenza (Italie, Performance Materials) n'utilise plus le cadmium dans ses processus.

Douze travailleurs ont dépassé la valeur limite de cadmium dans le sang, soit un taux de dépassement de 1,7%.

Nickel

Les business groups Energy Materials, Performance et Recycling présentent une exposition professionnelle au nickel. En 2012, dans l'ensemble, 769 travailleurs ont été exposés au nickel, dont 54 ont dépassé les valeurs limites internes, soit un taux de fréquence de 7,0%, contre 6,0% en 2011.

La plupart des dépassements ont été recensés sur le site de Subic (Philippines, Energy Materials). Un plan d'action a été déployé pour améliorer les conditions de travail sur les lignes de production d'oxyde et d'acétate de nickel.

Sels de platine

Les business groups Catalysis et Recycling ont des postes de travail qui présentent une exposition aux sels de platine.

En 2012, une sensibilisation aux sels de platine a été découverte chez six travailleurs. Deux d'entre eux étaient employés au sein du business group Catalysis, les quatre autres au sein du business group Recycling. Ces travailleurs ont été soit transférés dans un atelier exempt d'exposition à ces substances, soit équipés d'équipements individuels offrant un niveau de protection accru. Tous les travailleurs exposés aux sels de platine font l'objet d'une surveillance dans le cadre d'un programme de santé au travail et passent régulièrement des examens de dépistage des allergies. Des relevés d'hygiène industrielle supplémentaires seront effectués afin de mieux cerner l'exposition et d'identifier les mesures à prendre pour endiguer l'exposition.

Autres risques en matière de santé au travail

En 2012, le diagnostic de perte auditive due au bruit industriel a été posé chez quatre travailleurs. Deux travailleurs ont développé une dermatite de contact et sept des troubles musculo-squelettiques d'origine professionnelle. À la suite de l'inhalation d'ammoniac, un travailleur a eu une bronchite. Tous les individus concernés font l'objet d'un suivi médical par le médecin du travail. Des mesures ont été prises pour éviter une détérioration de leur état.

S11 Sécurité au travail



Au total, 74 sites consolidés sont inclus dans le rapport de sécurité au travail. Par rapport à 2011, deux sites (Cranston, USA, Performance Materials ; Maintal, Allemagne, Performance Materials) ne sont plus repris dans le rapport de sécurité en raison de la cessation de leurs activités, mais un nouveau site a été ajouté (Suzhou, China, Catalysis). Pour en savoir plus sur l'approche d'Umicore en matière de gestion de la sécurité, rendez-vous sur le site www.unicore.com/sustainability/social/.

Les informations figurant dans cette annexe ne concernent que les travailleurs d'Umicore. Les données relatives à la santé au travail des sous-traitants sont communiquées séparément.

L'objectif d'Umicore est de parvenir à zéro accident avec arrêt de travail à l'horizon 2015.

Données du Groupe

	unité	2008	2009	2010	2011	2012
Accidents mortels	nombre	0	0	0	0	0
Accidents mortels sous-traitants	nombre	0	0	0	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	87	48	56	60	49
Accidents avec arrêt de travail sous-traitants	nombre	40	26	20	17	33
Taux de fréquence		5,3	3,1	3,5	3,6	2,9
Taux de fréquence sous-traitants		14,58	11,08	7,91	5,50	10,06
Jours calendaires perdu	nombre	2.840	1.280	2.090	1.771	1.897
Taux de sévérité		0,17	0,08	0,13	0,11	0,11
Blessures déclarables (RI)	nombre	371	352	210	221	160
Taux de fréquence RI		22,7	22,9	13,3	13,3	9,3
Taux des sites sans accidents avec arrêt de travail / total des sites ayant rapporté	%	-	-	-	77	85
Sites certifiés OHSAS 18001	%	-	14,5	28,0	30,0	32,0

Définition

Travailleur d'Umicore : individu qui fait partie de l'effectif total d'Umicore. Un travailleur d'Umicore peut être employé à temps plein, à temps partiel ou sous contrat à durée déterminée.

Sous-traitant : personne ne faisant pas partie de l'effectif total d'Umicore, qui fournit des services à cette dernière sur un de ses sites, conformément à un contrat.

Accident mortel : accident du travail ayant entraîné la mort.

Accident avec arrêt de travail : accident du travail entraînant plusieurs jours d'incapacité de travail.

Accident à déclarer : accident du travail nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec arrêt de travail.

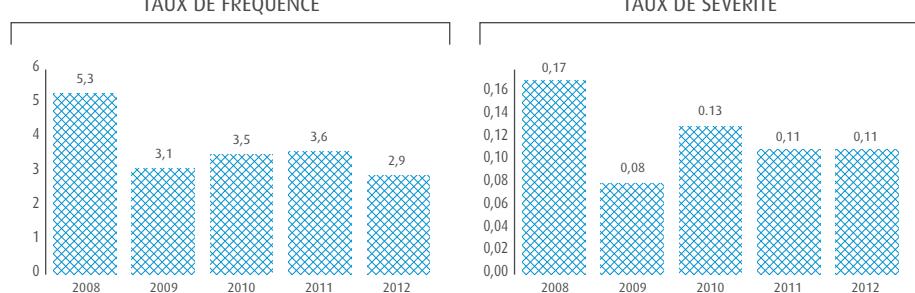
Taux de fréquence : nombre d'accidents avec arrêt de travail par million d'heures travaillées.

Taux de gravité : nombre de jours civils d'incapacité découlant d'un accident avec arrêt de travail par millier d'heures travaillées.

Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

TAUX DE FRÉQUENCE

TAUX DE SÉVÉRITÉ



Données 2012 par région

	unité	Europe	Amérique du Nord	Amérique du Sud	Asie-Pacifique	Afrique	Umicore Group
Accidents avec arrêt de travail	nombre	36	1	3	9	0	49

Données 2012 par business group

	unité	Catalysis	Energy Materials	Performance Materials	Recycling	Corporate	Umicore Group
Accidents mortels	nombre	0	0	0	0	0	0
Accidents avec arrêt de travail	nombre	4	9	10	23	3	49
Taux de fréquence	par million d'heures travaillées	1,1	3,0	2,1	6,2	1,4	2,9
Jours calendrier perdus	nombre	195	159	584	928	31	1.897
Taux de sévérité	par milliers d'heures travaillées	0,05	0,05	0,12	0,25	0,01	0,11

En 2012, on a enregistré 49 accidents avec arrêt de travail, contre 60 en 2011, soit un taux de fréquence de 2,86 en baisse par rapport à 3,61 en 2011. Au total, 1.897 jours civils ont été perdus en raison d'accidents avec arrêt de travail, soit un taux de gravité de 0,11 similaire à 2011.

Le nombre d'accidents à déclarer a atteint 160, contre 221 en 2011. En 2012, le taux de fréquence des accidents à déclarer a atteint 9,3.

Au total, 33 accidents avec arrêt de travail ont été consignés pour les sous-traitants, contre 17 en 2011, soit un taux de fréquence de 10,06, contre 5,50 en 2011.

En 2012, 85% des sites déclarants n'ont recensé aucun accident avec arrêt de travail, contre 77% en 2011. Vingt des 63 sites sont certifiés OHSAS 18001, le système de management de la santé et de la sécurité au travail, contre 19 en 2011.

Il n'y a pas eu d'accidents mortels en 2012.

Trente-six accidents avec arrêt de travail, soit 74% de leur total, se sont produits en Europe. Sur ce total, 26 se sont produits sur des sites belges et 7 sur des sites allemands. Sur les sites du continent américain, on a recensé 4 accidents, alors que 9 sont survenus dans la région Asie-Pacifique.

En 2012, le business group Catalysis a enregistré 4 accidents avec arrêt de travail, dont 3 dans la business unit Automotive Catalyst. Le nombre total de jours d'arrêt de travail a atteint 195, soit un taux de fréquence de 1,1 et un taux de gravité de 0,05. Le business group poursuit la mise en œuvre du programme SafeStart® sur tous ses sites d'exploitation. Ce programme est axé sur les attitudes habituelles et non intentionnelles en matière de sécurité. La business unit investit aussi massivement dans l'échange des meilleures pratiques. Elle a élaboré des tableaux de formation à la sécurité pour chaque fonction. Les progrès sont suivis à l'aide d'un tableau de bord d'indicateurs. Le système de management de tous les sites de production d'Automotive Catalyst est certifié OHSAS 18001. À la fin de l'année, le site de South Plainfield (USA, Recycling et Catalysis) n'avait connu aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis plus de cinq ans. Les sites d'Americana (Brésil, Catalysis), Karlskoga (Suède, Catalysis) et l'usine de Young Park à Port Elizabeth (Afrique du Sud, Catalysis) n'ont plus connu aucun accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants depuis au moins trois ans.

Le business group Energy Materials a enregistré 9 accidents avec arrêt de travail, contre 12 en 2011. Au total, 159 jours civils ont été perdus, soit un taux de fréquence de 3,0 et un taux de gravité de 0,05. Cinq accidents sont survenus dans la business unit Rechargeable Battery Materials. Les business units Cobalt & Specialty Materials et Electro-Optic Materials ont chacune enregistré deux accidents. La business unit Thin Film Products n'a pas enregistré d'accident avec arrêt de travail. En marge des actions ciblées au niveau du site, les business units Cobalt & Specialty Materials et Rechargeable Battery Materials poursuivent le déploiement d'une politique de sécurité assortie de règles en matière de santé et de sécurité, ainsi que d'un tableau de bord d'indicateurs pour suivre les progrès réalisés. La business unit Rechargeable Battery Materials a par ailleurs entamé un programme de leadership en matière de sécurité. La business unit Thin Film Products a déployé son projet Sécurité sur tous les sites en accordant une attention particulière à l'encadrement, la formation et les procédures en matière de sécurité. Dans le cadre du projet Sécurité de la business unit Electro-Optic Materials, des analyses de risques professionnels ont été menées sur tous les sites. Trois sites se sont distingués par leurs résultats excellents et constants en matière de sécurité, puisqu'ils affichent au moins cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants. Il s'agit de Dundee (Royaume-Uni, Energy Materials), Fort Saskatchewan (Canada, Energy Materials) et Hsinchu Hsien (Taïwan, Energy Materials).

Le business group Performance Materials a enregistré 10 accidents avec arrêt de travail, contre 14 en 2011. Au total, 584 jours civils ont été perdus. Le taux de fréquence a atteint 2,1 et le taux de gravité 0,12. Quatre accidents avec arrêt de travail sur 10 se sont produits dans la business unit Technical Materials. La business unit Zinc Chemicals a recensé trois accidents avec arrêt de travail. La business unit Building Products a enregistré deux accidents et la business unit Platinum Engineered Materials un accident. La business unit Electroplating n'en a enregistré aucun. La business unit Zinc Chemicals a réalisé une meilleure performance en matière de sécurité grâce à la mise en œuvre d'un programme de sécurité mobilisant activement tout le personnel sous la supervision d'un comité de sécurité pour la business unit. Ce programme comprend entre autres les tournées d'inspection de la sécurité et la formation et les procédures sur les principaux aspects de la sécurité. Les progrès sont suivis à l'aide d'un tableau de bord d'indicateurs. La business unit Technical Materials a intensifié son programme de rapports sur les incidents et la formation à l'identification des risques pour la sécurité. La business unit réalise, en interne, des vidéos sur des thèmes de sécurité essentiels. Les autres business units mettent en œuvre des programmes de sécurité établis en interne, calqués sur leurs besoins et priorités. Entre autres éléments novateurs, citons les calendriers «Sécurité» de la business unit, les réunions Galeries Sécurité et une campagne "Sicherheit im Blick". À la fin 2012, le site de Vicenza (Italie, Performance Materials) affichait plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Le business group Recycling a enregistré 23 accidents avec arrêt de travail, contre 26 en 2011. Au total, 928 jours civils ont été perdus. Le taux de fréquence est de 6,2 et le taux de gravité de 0,25. Avec 18 accidents avec arrêt de travail, la business unit Precious Metal Refining déploie actuellement un programme de sécurité intensif, qui s'articule autour de huit thématiques : rôles et responsabilités, communication, procédures sur les aspects primordiaux de la sécurité, formation, enquête en cas d'incident, propriété, sécurité des sous-traitants et tableau de bord des indicateurs. Le site de Hoboken (Belgique, Recycling) déploie également le programme SafeStart®. La business unit Jewellery & Industrial Materials déploie le programme Sécurité de DuPont®. À la fin 2012, le site de Markham (Canada, Recycling) affichait plus de cinq ans sans accident avec arrêt de travail ou accident déclarable impliquant du personnel d'Umicore, ni accident avec arrêt de travail impliquant des sous-traitants.

Trois autres accidents avec arrêt de travail sont survenus dans les services généraux, les bâtiments administratifs et les départements de recherche et développement.

Déclaration de gouvernance d'entreprise

Table des matières

Rapport de gouvernance d'entreprise	172	Engagement envers les parties concernées	189
G1 Contexte de gouvernance d'entreprise	172	G19 Fournisseurs	190
G2 Structure organisationnelle	172	G20 Clients	190
G3 Actionnaires	172	G21 Effectifs	190
G4 Conseil d'administration	173	G22 Investisseurs et bailleurs de fonds	191
G5 Comité de direction	175	G23 Société	191
G6 Informations pertinentes en cas d'offre publique d'acquisition	175	G24 Sociétés associées et coentreprises	191
G7 Conflits d'intérêts (article 524ter du Code des sociétés)	177	G25 Secteur public et autorités	192
G8 Commissaire	177	G26 Répartition du retour économique	193
G9 Code de conduite	177	Conseil d'administration	194
G10 Délit d'initié et manipulation boursière	177	Comité de direction	196
G11 Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009	177	Senior Management	197
Rapport de rémunération 2012	178		
G12 Rémunération du Conseil d'administration	178		
G13 Rémunération de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction	180		
G14 Transactions et détention d'actions et d'options sur actions en 2012	184		
G15 Politique de rémunération pour les deux prochaines années (2013-2014)	185		
Gestion des risques et contrôle interne	186		
G16 Gestion des risques	186		
G17 Catégorisation des risques	187		
G18 Description des risques	187		

Rapport de gouvernance d'entreprise

G1 Contexte de gouvernance d'entreprise

Umicore a adopté le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009 comme code de référence.

Ce code est disponible en anglais, en français et en néerlandais sur le site Internet de la Commission Corporate Governance (www.corporategovernancecommittee.be).

La Charte de gouvernance d'entreprise décrit de manière détaillée la structure de gouvernance de l'entreprise, ainsi que les politiques et les procédures du Groupe Umicore. Cette Charte peut être consultée sur le site web d'Umicore (www.umincore.com/governance), ou obtenue auprès de son département Group Communications.

Umicore a exposé sa mission, ses valeurs et les fondements de sa philosophie organisationnelle dans un document intitulé "The Umicore Way". Ce document décrit la façon dont Umicore envisage sa relation avec ses clients, ses actionnaires, ses collaborateurs et la société en général.

En termes de philosophie organisationnelle, Umicore opte pour la décentralisation et pour l'octroi d'une large autonomie à chacune de ses business units. Celles-ci veillent à leur tour à contribuer à la création de valeur pour le Groupe et à adhérer aux stratégies, aux politiques, et aux normes de celui-ci, ainsi qu'à sa démarche en faveur du développement durable.

Dans ce contexte, Umicore estime qu'une structure appropriée de gouvernance d'entreprise est une condition essentielle dans une optique de succès à long terme. Ceci suppose un processus décisionnel efficace, basé sur une répartition claire des responsabilités. Ce système doit permettre un parfait équilibre entre la culture d'entrepreneuriat au niveau des business units et des procédés efficaces de pilotage et de contrôle. La Charte de gouvernance d'entreprise définit de manière plus détaillée les responsabilités des actionnaires, du Conseil d'administration, de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction ainsi que le rôle spécifique du Comité d'audit et du Comité de nomination et de rémunération. Cette Déclaration fournit des informations sur les enjeux de la gouvernance concernant pour l'essentiel l'exercice 2012.

G2 Structure organisationnelle

Le Conseil d'administration est l'organe décisionnel suprême d'Umicore, sauf pour les questions que le Code des sociétés et les statuts d'Umicore réservent aux actionnaires. Le Conseil d'administration est assisté dans ses missions par un Comité d'audit et un Comité de nomination et de rémunération. La gestion courante d'Umicore a été déléguée à l'Administrateur Délégué, qui est également président du Comité de direction. Le Comité de direction se charge d'élaborer la stratégie globale pour la Société et de la soumettre à l'analyse et à l'aval du Conseil d'administration. Il est responsable de la mise en œuvre de la stratégie et doit assurer la supervision efficace des business units ainsi que des fonctions centralisées. Le Comité de direction a également la responsabilité d'analyser les différents risques et opportunités que pourrait rencontrer Umicore à court, moyen ou long terme (voir section sur la gestion des risques) et de faire en sorte que des systèmes soient mis en place afin de les gérer. Le Comité de direction est conjointement responsable de la définition et de la mise en œuvre de la démarche d'Umicore en faveur du développement durable.

Umicore est organisée en business groups, qui comprennent à leur tour des business units partageant des caractéristiques communes en termes de produits, de technologies et de marchés d'utilisateurs finaux. Certaines business units sont subdivisées en business lines, orientées vers leur marché. Afin d'apporter une structure d'assistance à l'échelle du Groupe, Umicore dispose de plates-formes de gestion régionale en Amérique du Sud, en Chine, en Amérique du Nord et au Japon. Le siège du Groupe est établi en Belgique. Il remplit, pour l'ensemble du Groupe, une série de fonctions de support, comme les finances, les ressources humaines, l'audit interne, les questions juridiques, la fiscalité et les relations avec le public et les investisseurs.

G3 Actionnaires

3.1 Actions émises – structure du capital

Au 31 décembre 2012, 120.000.000 actions d'Umicore étaient en circulation. L'historique de la représentation du capital d'Umicore est disponible sur www.umincore.com/investorrelations. L'identité des actionnaires ayant déclaré une participation égale ou supérieure à 3% au 31 décembre 2012 peut être consultée sous la rubrique "Comptes annuels abrégés de la société mère" (p. 138-139).

Au 31 décembre 2012, Umicore détenait 8.113.488 actions propres, soit 6,76% de son capital. Les informations concernant l'autorisation des actionnaires dans le cadre du rachat d'actions par Umicore et la situation actuelle concernant les rachats sont respectivement consultables dans la Charte de gouvernance d'entreprise et sur le site Internet d'Umicore.

Pendant l'exercice, 1.106.000 actions propres ont été affectées à l'exercice d'options sur actions du personnel et 24.450 ont servi à l'octroi d'actions, dont 2.700 aux membres du Conseil d'administration et 21.750 aux membres du Comité de direction.

3.2 Politique et paiement des dividendes

La politique d'Umicore consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Il n'existe pas de ratio fixe pour la distribution de dividendes. Le dividende est proposé par le Conseil d'administration à l'Assemblée générale ordinaire (ou annuelle) des actionnaires. Il ne sera payé aucun dividende si celui-ci est susceptible de nuire à la stabilité financière de l'entreprise.

En 2012, Umicore a payé un dividende brut de € 1,00 par action pour l'exercice 2011, soit une hausse de € 0,20 par action par rapport au dividende brut relatif à l'exercice 2010.

En août 2012, conformément à la politique d'Umicore en matière de dividende, le Conseil a décidé de payer un acompte sur dividende correspondant à la moitié du dividende total versé l'année précédente. Par conséquent, un acompte sur dividende brut de € 0,50 par action a été versé à partir du 6 septembre 2012. Le 6 février 2013, le Conseil a décidé de proposer aux actionnaires un dividende brut total de € 1,00 par action pour l'exercice 2012. Si l'affectation des bénéfices proposée aux actionnaires est adoptée, le dividende brut distribué en mai 2013 se chiffra dès lors à € 0,50 par action (c.-à-d. le dividende total diminué de l'acompte sur dividende préalablement payé).

Le System Paying Agent retenu pour le paiement du dividende de 2012 est:

KBC Banque
Avenue du Port 2
1080 Bruxelles

3.3 Assemblées générales des actionnaires en 2012

Les statuts d'Umicore stipulent que l'Assemblée générale annuelle des actionnaires a lieu le dernier mardi d'avril à 17 heures.

En 2012, l'Assemblée générale annuelle a eu lieu le 24 avril. Lors de cette assemblée, les actionnaires ont adopté les résolutions classiques concernant les comptes annuels, l'affectation des résultats et la décharge aux administrateurs et au commissaire pour l'exercice de leurs mandats respectifs en 2011. En outre, les actionnaires ont reconduit les mandats d'administrateur de Thomas Leysen et Marc Grynberg pour trois ans et celui de Klaus Wendel pour deux ans. Les actionnaires ont nommé Rudi Thomaes au poste de nouvel administrateur indépendant pour trois ans. L'Assemblée générale annuelle des actionnaires a également approuvé la rémunération du Conseil pour 2012. Les informations détaillées concernant la rémunération des administrateurs en 2012 peuvent être consultées dans le Rapport de Rémunération.

Une Assemblée générale spéciale des actionnaires, également tenue le 24 avril 2012, a approuvé des clauses de changement de contrôle contenues dans un contrat de ligne de crédit renouvelable ("revolving credit facility") conformément à l'article 556 du Code des sociétés.

Le 31 mai 2012, une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires a renouvelé l'autorisation accordée à la Société et à ses filiales d'acquérir des actions Umicore sur le marché réglementé dans les limites de 10% du capital social pour une durée de 18 mois.

G4 Conseil d'administration

4.1 Composition

Le Conseil d'administration, dont les membres sont nommés par l'Assemblée générale des actionnaires à majorité simple, sans quorum de présence, doit être composé d'au moins six membres. Leur mandat ne peut pas dépasser quatre ans. Dans la pratique, ils sont élus pour trois ans et sont rééligibles.

Les administrateurs peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale des actionnaires, à la majorité simple. Aucun quorum de présence n'est d'application pour la révocation d'administrateurs. Les statuts permettent au Conseil de coopter des administrateurs en cas de poste vacant. L'Assemblée générale des actionnaires suivante doit ensuite décider de la nomination définitive de l'administrateur en question. Ce dernier termine le mandat de son prédécesseur.

Au 31 décembre 2012, le Conseil d'administration était composé de dix membres: neuf administrateurs non exécutifs et un administrateur exécutif. À la même date, cinq des dix administrateurs étaient des administrateurs indépendants, tels que définis sous l'article 526ter du Code des sociétés et la disposition 2.3 du Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

Deux (c.-à-d. 20%) des dix membres du Conseil d'administration en fonction au 31 décembre 2012 étaient des femmes. Umicore entend atteindre le quota de représentativité d'un tiers imposé par le Code des sociétés et par les recommandations de la Commission belge Corporate Governance, et ce clairement dans le délai imposé, donc avant le 1^{er} janvier 2017. Dans ce contexte, le Comité de nomination et de rémunération et le Conseil d'administration tiendront compte du critère de mixité lors de l'examen des futures candidatures aux postes vacants au Conseil.

En 2011, la composition du Conseil d'administration a subi les modifications suivantes :

- le mandat de Guy Paquot est arrivé à échéance à l'Assemblée générale annuelle des actionnaires du 24 avril 2012 en raison de la limite d'âge imposée par la Charte de gouvernance d'entreprise;
- Rudi Thomaes a été désigné en tant que nouvel administrateur indépendant à la même date pour une durée de trois ans.

4.2 Réunions et thèmes

Le Conseil d'administration a tenu six réunions ordinaires en 2012. À une occasion, le Conseil a également pris des décisions par accord écrit à l'unanimité.

En 2012, le Conseil a abordé les principaux thèmes suivants :

- prestations financières du Groupe;
- approbation des états financiers annuels et semestriels;
- adoption des comptes annuels statutaires et consolidés dont l'affectation du résultat et la proposition de dividende annuel, ainsi que les rapports annuels statutaires et consolidés;
- approbation de l'ordre du jour des assemblées générales des actionnaires et convocation de celles-ci;
- budget;
- rapport de progrès concernant Vision 2015;
- projets d'investissement;
- évaluation en matière de développement durable;
- évaluation des risques pour l'entreprise;
- évolutions des affaires et technologies;
- projets M&A;
- analyse en matière de relations investisseurs, ressources humaines et de fiscalité;
- analyse des performances annuelles de l'Administrateur Délégué et des autres membres du Comité de direction en 2011;
- plan de relève du Conseil d'administration et du Comité de direction, dont la désignation de Filip Platteeuw et Stephan Csoma comme nouveaux membres du Comité de direction à compter du 1^{er} novembre 2012;
- distribution d'un acompte sur dividende.

Le Conseil a également visité l'usine de "battery materials" de Cheonan (Corée du Sud) ainsi que les sites de production de Technical Materials et de Solvicore à Hanau (Allemagne).

4.3 Analyse de la performance du Conseil et de ses Comités

La dernière analyse et évaluation de la performance, de la taille et de la composition du Conseil et de ses Comités a eu lieu en 2011. Cette évaluation a notamment consisté en des entretiens individuels avec les administrateurs et la secrétaire de la Société et a été faite sous la direction du Président assisté par le Comité de nomination et de rémunération et un conseiller externe. Les résultats de cette étude ont fait l'objet d'un débat lors de la réunion du Conseil du 8 juin 2011.

La prochaine évaluation aura lieu en 2013.

4.4 Comité d'audit

La composition du Comité d'audit ainsi que les qualifications de ses membres sont totalement en accord avec les exigences de l'article 526bis du Code des sociétés et du Code de gouvernance d'entreprise 2009.

Le Comité d'audit est composé de trois administrateurs non exécutifs, dont deux sont indépendants.

Ledit Comité s'est réuni à quatre reprises en 2012. En marge de l'analyse des comptes 2011 et de ceux du premier semestre 2012, le Comité a aussi abordé les thèmes suivants : le suivi réglementaire des lignes d'approvisionnement, le processus de lignes de crédit en matière de prêts de métaux, les changements en matière de prix de transfert ("transfer pricing"), les risques en matière de taux d'échange et les contrôles y relatés, l'état des lieux en matière de normes minimales de contrôle interne, et les rapports d'activité de l'audit interne. En outre, le Comité d'audit a procédé à une évaluation de sa propre performance et a analysé les honoraires du commissaire.

4.5 Comité de nomination et de rémunération

Le Comité de nomination et de rémunération se compose de trois administrateurs non exécutifs, dont deux sont indépendants. Il est présidé par le président du Conseil d'administration. Guy Paquot a été remplacé par Rudi Thomaes comme membre du Comité de nomination et de rémunération à compter du 24 avril 2012.

En 2012, ce Comité s'est réuni deux fois . Durant la même période, le Comité de nomination et de rémunération a examiné la politique de rémunération pour les membres du Conseil d'administration, ceux des Comités du Conseil, et ceux du Comité de direction. Il a également revu le règlement des plans d'octroi d'actions et d'options sur actions proposés en 2012, ainsi que le régime de rémunération variable pour 2012.

Il a été activement impliqué dans la désignation de Rudi Thomaes comme nouveau membre du Conseil d'administration. Le Comité a également assisté le Conseil d'administration dans le cadre de la désignation de Filip Platteeuw et Stephan Csoma en tant que nouveaux membres du Comité de direction et du remplacement de William Staron suite à sa retraite.

G5 Comité de direction

5.1 Composition

Le Comité de direction est conforme à la notion définie par l'article 524bis du Code des sociétés.

Il est composé d'au moins quatre membres. Il est présidé par l'Administrateur Délégué, qui est désigné par le Conseil d'administration. Les membres du Comité de direction sont nommés par le Conseil d'administration, sur proposition de l'Administrateur Délégué et sur recommandation du Comité de nomination et de rémunération.

Au 31 décembre 2012, le Comité de direction était constitué de huit membres, y compris l'Administrateur Délégué.

La composition du Comité de direction a subi les modifications suivantes en 2012:

- Le mandat de Ludo Vandervelden comme Chief Financial Officer et membre du Comité de direction a pris fin le 1^{er} novembre 2012;
- Filip Platteeuw a été nommé Chief Financial Officer et membre du Comité de direction à compter du 1^{er} novembre 2012;
- Pascal Reymondet, auparavant membre du Comité de direction comme Executive Vice-President Performance Materials, a été nommé Executive Vice-President Catalysis à partir du 1^{er} novembre 2012;
- Stephan Csoma a été nommé Executive Vice-President Performance Materials et membre du Comité de direction à compter du 1^{er} novembre 2012.

Suite à la retraite de William Staron à compter du 1^{er} janvier 2013, le Comité comptera dès lors sept membres, y compris l'Administrateur Délégué.

5.2 Analyse de la performance

Une analyse de la performance de chaque membre du Comité de direction est menée annuellement par l'Administrateur Délégué, puis discutée avec le Comité de nomination et de rémunération. Les résultats sont présentés au Conseil d'administration, qui en discute.

Chaque année, le Conseil se réunit également en séance non exécutive (c.-à-d. sans l'Administrateur Délégué) afin d'analyser et d'évoquer la performance de l'Administrateur Délégué.

Ces analyses ont eu lieu le 8 février 2012.

G6 Informations pertinentes en cas d'offre publique d'acquisition

6.1. Restrictions relatives au transfert de titres

Les statuts d'Umicore n'imposent aucune restriction en ce qui concerne le transfert d'actions ou d'autres titres.

En outre, la Société n'a connaissance d'aucune restriction imposée par la loi, excepté dans le cadre des réglementations relatives aux abus de marché.

Les options sur actions Umicore telles qu'octroyées à l'Administrateur Délégué, aux membres du Comité de direction et à certains employés d'Umicore en vertu de plans d'intéressement ne peuvent pas être transférés entre vifs.

6.2 Détenteurs de titres conférant des droits de contrôle spéciaux

Il n'y a pas de détenteurs de titres conférant des droits de contrôle spéciaux.

6.3 Restrictions relatives au droit de vote

Les statuts de la Société ne font état d'aucune restriction sur l'exercice des droits de vote par les actionnaires, à condition que les actionnaires concernés soient admis à l'Assemblée générale des actionnaires et ne soient pas déchus de leurs droits. Les conditions d'admission aux Assemblées générales figurent à l'article 17 des statuts de la Société. Conformément à l'article 7 des statuts, si un titre fait l'objet de droits concurrents, l'exercice des droits y afférents est suspendu jusqu'à la désignation d'une seule personne comme étant, à l'égard de la Société, propriétaire du titre.

À la connaissance du Conseil, au 31 décembre 2012, aucun des droits de vote afférents aux actions émises par la Société n'avait été suspendu en vertu de la loi, à l'exception des 8.113.488 actions détenues par la Société elle-même à cette date (article 622, §1 du Code des sociétés).

6.4 Plans d'actionnariat salarié où les droits de contrôle ne sont pas exercés directement par les employés

La Société n'a pas lancé de tels plans d'actionnariat salarié.

6.5 Conventions entre actionnaires

À la connaissance du Conseil, il n'y a pas de convention(s) entre actionnaires de nature à restreindre le transfert de titres et/ou l'exercice de droits de vote.

6.6 Modifications des statuts

Excepté pour les augmentations de capital décidées par le Conseil d'administration dans les limites du capital autorisé, seule une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires est habilitée à modifier les statuts d'Umicore. Une Assemblée générale des actionnaires peut uniquement délibérer sur des modifications statutaires (y compris les augmentations ou réductions du capital, ainsi que les fusions, les scissions et une liquidation) si au moins 50% du capital souscrit est représenté. Si le quorum de présence susmentionné n'est pas atteint, une nouvelle Assemblée générale extraordinaire doit être convoquée. Elle délibérera quelle que soit la part du capital souscrit représentée. En règle générale, les modifications des statuts de la Société ne sont adoptées que si elles recueillent 75% des votes. Le Code des sociétés impose une majorité supérieure dans des cas spécifiques, comme la modification de l'objet social ou de la forme juridique de la Société.

Les statuts d'Umicore n'ont pas été modifiés en 2012.

6.7 Capital autorisé – rachat d'actions

La Société peut procéder à une augmentation de capital sur décision du Conseil, dans les limites du capital autorisé. L'autorisation doit être accordée par une Assemblée générale extraordinaire des actionnaires. Le montant et la durée de l'augmentation sont limités. Par ailleurs, l'augmentation est soumise à des critères spécifiques en termes de justification et d'objectifs. L'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 26 avril 2011 (résolutions publiées le 10 juin 2011) a autorisé le Conseil d'administration à augmenter le capital du Groupe, en une ou plusieurs fois, d'un montant maximum de € 50.000.000. Au 31 décembre 2012, cette autorisation n'avait pas encore été utilisée. Elle est valable jusqu'au 9 juin 2016.

En vertu d'une résolution de l'Assemblée générale extraordinaire du 31 mai 2012, la Société peut acquérir ses actions dans les limites de 10% du capital souscrit, à un prix par action compris entre € 4 et € 75. Cette autorisation est valable pour 18 mois, jusqu'au 30 novembre 2013. La même autorisation a été accordée aux filiales de la Société. Aucun rachat d'actions n'a eu lieu en 2012 en vertu de cette autorisation ni de l'autorisation précédante (conférée le 29 octobre 2010). Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 30 avril 2013 ou, dans l'hypothèse où le quorum de présence légal ne serait pas atteint, du 23 mai 2013 de renouveler cette autorisation pour une durée prenant fin le 30 juin 2015.

6.8 Accords passés entre la Société et les membres du Conseil d'administration ou employés, ayant pour but d'indemniser ces derniers en cas de démission ou de licenciement sans raison valable, ou s'ils perdent leur emploi à la suite d'une offre publique d'acquisition

En cas de destitution dans les 12 mois suivant une prise de contrôle de la Société, tous les vice-présidents du Groupe ont droit à une indemnité équivalant à 36 mois du salaire de base. En ce qui concerne les membres du Comité de direction, il est renvoyé au rapport de rémunération (page 185).

G7 Conflits d'intérêts (article 524ter du Code des sociétés)

Le 8 février 2012, préalablement à toute délibération ou décision, Marc Grynberg a déclaré qu'il y avait un conflit d'intérêts direct de nature patrimoniale dans la mise en œuvre des décisions prises par le Conseil d'administration au sujet de l'évaluation de sa performance et de sa rémunération (y compris l'octroi d'actions et d'options).

En vertu de l'article 523 du Code des sociétés, Marc Grynberg n'a pris part ni aux délibérations ni au vote du Conseil d'administration concernant cette décision.

Les conséquences patrimoniales découlant de ces décisions sont décrites dans le rapport annuel du Conseil d'administration sur les comptes statutaires conformément au Code des sociétés.

En 2012, aucune transaction spécifique ou engagement contractuel n'ont été établis entre, d'une part, un membre du Conseil d'administration ou du Comité de direction et, d'autre part, Umicore ou une de ses filiales.

G8 Commissaire

L'assemblée générale annuelle du 26 avril 2011 a renouvelé le mandat du commissaire de PricewaterhouseCoopers Bedrijfsrevisoren/Réviseurs d'Entreprises BCVBA/SCCRL pour une durée de trois ans. Le commissaire est conjointement représenté par BVBA Marc Daelman, elle-même représentée par Marc Daelman et Emmanuèle Attout.

Les critères d'indépendance du commissaire peuvent être obtenus auprès de la Société ou consultés sur www.uminco.com/governance.

G9 Code de conduite

Umicore applique un Code de conduite à tous ses employés, représentants et membres du Conseil d'administration. Ce Code de conduite est indispensable si Umicore entend créer et maintenir une relation de confiance et de professionnalisme avec ses principaux partenaires, à savoir ses employés, ses partenaires commerciaux, ses actionnaires, les autorités et le public.

Le principal objectif du Code de conduite d'Umicore est de veiller à ce que toutes les personnes agissant pour le compte d'Umicore exercent leurs activités dans le respect de la déontologie, des lois et règlements, ainsi que des normes fixées par Umicore à travers ses politiques, directives et règles présentes et futures. Le Code de conduite contient une section spécifique consacrée aux plaintes et aux inquiétudes des travailleurs et des dénonciateurs.

Le Code de conduite se trouve à l'Annexe 4 de la Charte de gouvernance d'entreprise d'Umicore.

G10 Délit d'initié et manipulation boursière

La politique d'Umicore en matière d'abus de marché y compris de délit d'initié peut être consultée dans l'Annexe 5 de la Charte de gouvernance d'entreprise.

G11 Mise en conformité avec le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009

Les systèmes et procédures de gouvernance d'entreprise d'Umicore sont conformes au Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

Rapport de rémunération 2012

G12 Rémunération du Conseil d'administration

Politique de rémunération pour le Conseil d'administration

En principe, la rémunération des membres non exécutifs du Conseil d'administration doit être suffisante pour attirer, fidéliser et motiver les personnes ayant le profil déterminé par ledit Conseil. Le niveau de rémunération doit tenir compte des responsabilités et de l'engagement des membres du Conseil. Le Conseil d'administration adopte la politique de rémunération des administrateurs non exécutifs sur recommandation du Comité de nomination et de rémunération quant à la forme et la structure de cette rémunération. Le Comité de nomination et de rémunération étaie ses propositions sur un examen des conditions en vigueur sur le marché pour les entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL 20, ainsi que d'autres entreprises européennes de taille similaire dans le secteur de la chimie, des métaux et des matériaux. Les résultats de cette étude sont examinés en Comité de nomination et de rémunération et le Conseil détermine la rémunération à proposer pour les administrateurs non exécutifs et les membres des comités du Conseil d'administration lors de l'Assemblée générale annuelle des actionnaires.

Rémunération des administrateurs non exécutifs

La rémunération des membres non exécutifs du Conseil pour 2012 a été maintenue au niveau de l'année précédente et comprenait les éléments suivants:

- **Président**: honoraires fixes annuels: € 40.000 + € 5.000 par présence à chaque réunion + 300 actions Umicore.
- **Administrateur**: honoraires fixes annuels: € 20.000 + € 2.500 par présence à chaque réunion + 300 actions Umicore.

La rémunération des membres des comités du Conseil d'administration se présentait comme suit en 2012:

Comité d'audit

- **Président**: honoraires fixes annuels: € 10.000 + € 5.000 par présence à chaque réunion.
- **Membre**: honoraires fixes annuels: € 5.000 + € 3.000 par présence à chaque réunion.

Comité de nomination et de rémunération

- **Président**: € 5.000 par présence à chaque réunion.
- **Membre**: € 3.000 par présence à chaque réunion.

Aperçu de la rémunération du Conseil en 2012

Nom		(en €)	Participation aux réunions
Thomas Leysen (Président) (Administrateur non exécutif)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle Jetons de présence Valeur des 300 actions octroyées <i>Comité de nomination & rémunération</i> Jetons de présence Rémunération totale Avantage en nature voiture de société	40.000 5.000 11.254 5.000 91.254 8.257	6/6 2/2
Marc Grynberg (Administrateur exécutif)	<i>Conseil d'administration</i> Aucune rémunération en tant qu'Administrateur (cf. ci-dessous rémunération de l'Administrateur Délégué 2012)	-	6/6

Nom	Participation (en €) aux réunions
Isabelle Bouillot (Administrateur non exécutif, indépendant)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 20.000 Jetons de présence 2.500 Valeur des 300 actions octroyées 11.254 <i>Comité de nomination & rémunération</i> Jetons de présence 3.000 <i>Comité d'audit</i> Compensation fixe annuelle 5.000 Jetons de présence 3.000 Rémunération totale 69.254 6/6
Uwe-Ernst Buße (Administrateur non exécutif, indépendant)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 20.000 Jetons de présence 2.500 Valeur des 300 actions octroyées 11.254 Rémunération totale 43.754 5/6
Arnoud de Pret (Administrateur non exécutif)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 20.000 Jetons de présence 2.500 Valeur des 300 actions octroyées 11.254 <i>Comité d'audit</i> Compensation fixe annuelle 10.000 Jetons de présence 5.000 Rémunération totale 76.254 6/6
Ines Kolmsee (Administrateur non exécutif, indépendant)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 20.000 Jetons de présence 2.500 Valeur des 300 actions octroyées 11.254 <i>Comité d'audit</i> Compensation fixe annuelle 5.000 Jetons de présence 3.000 Rémunération totale 54.190 5/6
Shohei Naito (Administrateur non exécutif, indépendant)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 20.000 Jetons de présence 2.500 Valeur des 300 actions octroyées 11.254 Rémunération totale 46.254 6/6
Jonathan Oppenheimer (Administrateur non exécutif)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 20.000 Jetons de présence 2.500 Valeur des 300 actions octroyées 11.254 Rémunération totale 38.754 3/6
Guy Paquot (Administrateur non exécutif, indépendant) Mandat échu lors de l'AG annuelle du 24 avril 2012	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 6.230 Jetons de présence 2.500 Valeur des 95 actions octroyées 3.564 <i>Comité de nomination & rémunération</i> Jetons de présence 3.000 Rémunération totale 17.794 1/1
Rudi Thomaes (Administrateur non exécutif, indépendant) Nommé lors de l'AG annuelle du 24 avril 2012	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle 13.770 Jetons de présence 2.500 Valeur des 205 actions octroyées 7.690 <i>Comité de nomination & rémunération</i> Jetons de présence 3.000 Rémunération totale 34.460 4/4

Nom		Participation (en €) aux réunions
Klaus Wendel (Administrateur non exécutif)	<i>Conseil d'administration</i> Compensation fixe annuelle Jetons de présence Valeur des 300 actions octroyées	20.000 2.500 11.254
	Rémunération totale	46.254
		6/6

G13 Rémunération de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction

Remuneration policy for the CEO and Executive Committee

Politique de rémunération s'appliquant à l'Administrateur Délégué et au Comité de direction

Le Comité de nomination et de rémunération définit les principes de la politique de rémunération pour l'Administrateur Délégué et le Comité de direction, et les soumet à l'aval du Conseil d'administration. Il s'efforce d'avoir une rémunération fixe à l'image du degré de responsabilité et en phase avec les pratiques du marché, ainsi qu'une rémunération variable attrayante qui récompense la performance de la société en fonction de critères financiers et durables.

L'enveloppe de rémunération et d'avantages pour l'Administrateur Délégué et les membres du Comité de direction comprend les éléments suivants : rémunération fixe, rémunération variable, intérêssements liés aux actions assujetties à une période de blocage (octroi d'actions gratuites et plans d'options sur actions), régime de pension et autres avantages.

La rémunération de l'Administrateur Délégué et des membres du Comité de direction est revue une fois par an par le Comité de nomination et de rémunération. Chaque année, une étude est réalisée pour évaluer la compétitivité des enveloppes de rémunération. Umicore compare l'ensemble des rémunérations directes des membres du Comité de direction par rapport aux sociétés cotées au BEL 20 et à des entreprises européennes comparables.

En prévision des modifications dans la législation belge en matière de gouvernance d'entreprise sur la rémunération variable des membres du Comité de direction, le Conseil d'administration a approuvé le 10 février 2010 l'instauration d'une nouvelle politique de rémunération variable pour le Comité de direction à partir de l'année de référence 2010. Cette politique est conforme à la loi belge du 6 avril 2010, qui oblige entre autres à différer le paiement de la moitié de la rémunération variable et de la conditionner à des objectifs ou des critères sur plusieurs années.

Changements concernant la rémunération de l'Administrateur Délégué et du Comité de direction à partir du 1er janvier 2012

Fin 2011, afin de fixer des niveaux de rémunération adéquats pour son Administrateur Délégué et ses vice-présidents exécutifs, Umicore a mené une étude de l'enveloppe de rémunération des administrateurs exécutifs des entreprises cotées en Bourse et faisant partie de l'indice BEL 20 ainsi que d'autres entreprises multinationales semblables à Umicore en termes de taille et de complexité.

Les résultats de cette étude, qui ont été examinés par le Comité de nomination et de rémunération le 7 février 2012, ont révélé que la rémunération fixe annuelle se positionnait dans le bas de la fourchette, bien en deçà de la médiane, tandis que l'enveloppe de rémunération totale était adéquatement positionnée. L'étude a révélé en particulier que, proportionnellement à la rémunération fixe, la valeur des options sur actions était trop élevée par rapport aux valeurs du marché.

Sur la base d'une proposition du Comité de nomination et de rémunération, le Conseil d'administration a décidé le 8 février 2012 de rééquilibrer certaines composantes de l'enveloppe de rémunération tout en conservant la valeur totale. Il a approuvé les modifications suivantes, avec prise d'effet en janvier 2012.

Enveloppe de rémunération de l'Administrateur Délégué

Le Conseil d'administration a décidé de porter, à partir du 1^{er} janvier 2012, la rémunération annuelle fixe de l'Administrateur Délégué de € 520.000 à € 660.000 et sa rémunération annuelle variable en espèces maximale de € 520.000 à € 540.000, dont la moitié est assujettie à un paiement différé. Parallèlement, le nombre d'options sur actions offertes annuellement est passé de 90.000 à 75.000 à partir du 1^{er} janvier 2012. Les autres composantes et les règles relatives à l'enveloppe de rémunération sont restées inchangées.

Enveloppe de rémunération des membres du Comité de direction

Le Conseil d'administration a décidé d'adapter la rémunération annuelle fixe au coût de la vie et de convertir 7.500 options en une combinaison de rémunération fixe et variable pour chaque membre du Comité de direction. Par conséquent, à partir de l'année de référence 2012, tous les membres du Comité de direction ont droit à la même rémunération annuelle variable en espèces maximale de € 300.000 (comparée à € 280.000 précédemment), dont la moitié fait l'objet d'un paiement différé. Par ailleurs, comme susmentionné, le nombre d'options sur actions octroyées annuellement à chaque membre du Comité de direction est passé de € 25.000 à 17.500 à partir du 1^{er} janvier 2012. Les autres composantes et les règles relatives à l'enveloppe de rémunération sont restées inchangées.

Pour l'année de référence, les données individuelles pour l'Administrateur Délégué relatives à tous les éléments de rémunération figurent dans le tableau de la page 182 du présent rapport de rémunération. Pour les autres membres du Comité de direction, les données concernant les rémunérations fixe et variable, la retraite et les autres avantages sont regroupées, tandis que les données relatives aux intérêssements liés aux actions (actions et plans d'options sur actions) sont fournies sur une base individuelle.

Rémunération et avantages pour l'Administrateur Délégué

Rémunération fixe

En 2012, l'Administrateur Délégué a reçu une rémunération fixe de € 660.000.

Régime de rémunération variable en espèces et critères d'évaluation

A partir de l'année de référence 2012, la rémunération annuelle variable en espèces maximale de l'Administrateur Délégué s'élève à € 540.000, dont la moitié fait l'objet d'un paiement non-différé basé sur la performance individuelle annuelle, ainsi que la performance financière globale annuelle du groupe, la réalisation des objectifs stratégiques ainsi que des objectifs de développement durable du groupe et le respect de ses valeurs.

L'autre moitié, qui fait l'objet d'un paiement différé, est basée sur le critère de rentabilité du groupe Umicore, à savoir son ROCE (rendement des capitaux engagés), publié dans le rapport annuel. Le paiement différé est effectué sur plusieurs années. La moitié de cette somme est versée après deux ans, sur la base de la moyenne de deux ans du ROCE. L'autre moitié est payée après trois ans, en prenant pour référence la moyenne de trois ans du ROCE. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= versement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Lorsque le pourcentage de ROCE se situe entre l'un des objectifs susmentionnés, le montant à verser est calculé au prorata. Le pourcentage de paiement sera appliqué à la rémunération annuelle variable en espèces potentielle pertinente, c.-à-d. un quart de la rémunération annuelle variable en espèces maximale de l'année de référence pour chaque année de versement différé.

La rémunération variable en espèces peut être convertie, en tout ou en partie, en actions d'Umicore, au libre choix de l'Administrateur Délégué.

Aucune disposition quelconque autorise la Société à recouvrir quelque partie de la rémunération variable de l'Administrateur Délégué.

Au début de chaque année de référence, les objectifs individuels sont examinés lors d'une séance du Comité de nomination et de rémunération. Ils sont présentés par le Président lors d'une réunion du Conseil d'administration, puis examinés et adoptés par le Conseil.

La performance annuelle de l'Administrateur Délégué est évaluée par le Comité de nomination et de rémunération. Les résultats de l'évaluation sont présentés par le Président et abordés en séance du Conseil d'administration, en l'absence de l'Administrateur Délégué.

En 2013, l'Administrateur Délégué recevra une rémunération variable en espèces s'élevant à € 150.000 brut. Cette somme représente la composante individuelle non différée de sa rémunération variable en espèces pour 2012.

Outre la rémunération variable en espèces individuelle non différée pour 2012, l'Administrateur Délégué recevra également en 2013 la deuxième moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2010, basé sur la moyenne de trois ans du ROCE pour les années de référence 2010, 2011 et 2012. Le ROCE atteint 17,6% en moyenne pour ces trois années, donnant lieu à un pourcentage de paiement de 100% à appliquer sur un quart de la rémunération annuelle variable en espèces maximale pour l'année 2010, ce qui correspond à un montant de € 125.000.

L'Administrateur Délégué recevra également en 2013 la première moitié du paiement différé de sa rémunération variable en espèces pour l'année de référence 2011, basé sur la moyenne de deux ans du ROCE pour les années de référence 2011 et 2012. Le ROCE atteint 17,7% en moyenne pour ces deux années, donnant lieu à un pourcentage de paiement de 100% à appliquer sur un quart de la rémunération annuelle variable en espèces maximale pour l'année 2011, ce qui correspond à un montant de € 130.000.

Intérêssements liés aux actions (octroi d'actions et options sur actions)

Des actions Umicore sont octroyées à l'Administrateur Délégué, sur décision du Conseil d'administration, en reconnaissance des services rendus l'année précédente. Le nombre d'actions octroyées à l'Administrateur Délégué en 2013 pour services rendus en 2012 s'élève à 3.000 actions avec un prix à l'octroi de € 36,375 par action et une valeur totale à l'octroi de € 109.125. Le Conseil d'administration a approuvé cet octroi le 6 février 2013. Les actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

En 2012, 75.000 options sur actions ont été octroyées à l'Administrateur Délégué dans le cadre du plan d'intéressement 2012 via des options sur actions, mis en œuvre par le Conseil d'administration le mercredi 8 février 2012. Ces options ont un prix d'exercice de € 35,32 et une valeur notionnelle (calculée sur la base du modèle de Present Economic Value) de € 551.768 lors de l'octroi. Elles peuvent être levées du 1^{er} mars 2015 au 12 février 2019. Les options sur actions permettent à leur bénéficiaire d'acquérir un nombre donné d'actions Umicore à un prix déterminé (le prix d'exercice), dans un délai défini.

Les actions et options sur actions ne sont pas liées à des critères de performance individuelle ou d'entreprise. Dès lors, elles ne doivent pas être considérées comme une rémunération variable au sens de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise.

Pension et autres avantages

Les pensions comprennent à la fois les régimes à cotisations définies et le coût des services lié aux régimes à prestations définies. Autres avantages: frais de représentation, avantages en nature (voiture de société) et assurances.

Rémunération totale de l'Administrateur Délégué pour 2012

Le tableau ci-dessous détaille toutes les composantes de la rémunération perçue par l'Administrateur Délégué pour l'année de référence.

Rémunération touchée par l'Administrateur délégué Marc Grynberg - en €	2011	2012
Statut de l'Administrateur délégué	Indépendant	Indépendant
Rémunération fixe	520.000	660.000
Rémunération variable		
Pour l'année en cours	255.000	150.000
Différée pour l'année précédente	125.000	130.000
Différée pour l'année précédent l'année précédente		125.000
Rémunération brute totale en cash	900.000	1.065.000
Elements non cash		
- Valeur notionnelle des actions octroyées (services rendus dans l'année de réf.)	108.000	109.125
- Valeur notionnelle à l'attribution des options sur actions	997.200	551.768
- Retraite		
Plan à contributions définies	185.534	195.030
Plan à prestations définies (coût des services)	50.274	52.807
- Autres avantages : Frais de représentation, voiture de société, assurances	30.747	47.092
Total	2.271.755	2.020.822

Rémunération et avantages pour les membres du Comité de direction

Rémunération fixe

La rémunération fixe diffère pour chaque membre du Comité de direction, en fonction de critères comme l'expérience. Pour l'année 2012, le Comité de direction (à l'exclusion de l'Administrateur Délégué) a reçu au total € 3.029.251 de rémunération fixe, y compris l'indemnité qui a été payée à Ludo Vandervelden lorsque son contrat de Chief Financial Officer a été résilié.

Régime de rémunération variable en espèces et critères d'évaluation

Umicore a adopté un régime de rémunération variable en espèces qui entend faire en sorte que tous les membres du Comité de direction soient récompensés en fonction de leurs performances individuelles annuelles ainsi que des résultats globaux du groupe Umicore.

Tous les membres du Comité de direction auront droit au même potentiel de rémunération annuelle variable en espèces pour l'année de référence 2012 s'élevant à € 300.000, dont la moitié est octroyée sous la forme d'un versement non différé basé sur la performance individuelle annuelle (en ce compris le respect des valeurs du groupe, la performance environnementale et sociale).

L'autre moitié, qui fait l'objet d'un paiement différé, est basée sur le critère de rentabilité du groupe, à savoir son ROCE (rendement des capitaux engagés), publié dans le rapport annuel. Le paiement différé est examiné sur plusieurs années. La première moitié est versée après deux ans, sur la base de la moyenne de deux ans du ROCE. L'autre moitié est payée après trois ans, en prenant pour référence la moyenne de trois ans du ROCE. La fourchette du ROCE est fixée entre 7,5% (= paiement de 0%) et un maximum de 17,5% (= versement de 100%). Lorsque le pourcentage du ROCE se situe entre l'un des objectifs susmentionnés, le montant à verser est calculé au prorata. Le pourcentage de versement sera appliqué au potentiel de rémunération variable en espèces de l'année de référence pour chaque année de versement différé.

Aucune disposition quelconque autorise la Société à recouvrir quelque partie de la rémunération variable des membres du Comité de direction.

Au début de chaque année de référence, l'Administrateur Délégué fixe les objectifs individuels annuels de chaque membre du Comité de direction sur la base de leurs domaines de responsabilité. Les objectifs individuels annuels sont spécifiques, mesurables, acceptés, réalisables, définis dans le temps et tiennent compte des objectifs de développement durable du Groupe.

La performance annuelle de chaque membre du Comité de direction est initialement évaluée par l'Administrateur Délégué. Les résultats des évaluations et les propositions de rémunération variable en espèces sont présentés par l'Administrateur Délégué au Comité de nomination et de rémunération avant d'être adoptés par le Conseil d'administration.

En 2013, les membres du Comité de direction recevront au total € 395.000 de rémunération variable en espèces s'agissant de l'élément individuel non différé de leur rémunération variable en espèces pour 2012. En cas d'année de référence incomplète 2012 un pro-rata sera appliquée.

Outre le paiement de la partie non différée pour 2012, les membres du Comité de direction recevront en 2013 la deuxième moitié de leur rémunération annuelle variable en espèces différée pour l'année de référence 2010, basé sur la moyenne de trois ans du ROCE pour les années de référence 2010, 2011 et 2012. Le ROCE du groupe atteint 17,6% en moyenne pour ces trois années, donnant lieu à un pourcentage de paiement s'élevant à 100% qui s'applique à un quart de la rémunération annuelle variable en espèces maximale pour 2010, ce qui correspond à € 70.000 pour chaque membre du Comité de direction ayant officié comme Executive Vice President pour l'année 2010 entière, ou un pro-rata de ce montant en cas d'une année incomplète de service. Le montant total s'élève à € 315.000.

Les membres du Comité de direction recevront également en 2013 la première moitié de leur rémunération annuelle variable en espèces différée pour l'année de référence 2011, basé sur la moyenne de deux ans du ROCE pour les années de référence 2011 et 2012. Le ROCE du groupe atteint 17,7% en moyenne pour ces deux années, donnant lieu à un pourcentage de paiement s'élevant à 10% qui s'applique à un quart de la rémunération annuelle variable en espèces maximale pour 2011, ce qui correspond à € 70.000 pour chaque membre du Comité de direction ayant officié comme Executive Vice President pour l'année 2011 entière, ou un pro-rata de ce montant en cas d'une année incomplète de service. Le montant total s'élève à € 350.000.

Intéressements liés aux actions (octroi d'actions et options sur actions)

Des actions Umicore sont octroyées aux membres du Comité de direction, après approbation du Conseil d'administration, en reconnaissance des services rendus l'année précédente. Le nombre d'actions octroyées aux membres du Comité de direction en 2013 pour services rendus en 2012 s'élève à 16.000 (3.000 pour chaque membre à l'exception de Stephan Csoma et Filip Platteeuw qui ont chacun reçu 500 actions ayant été nommés le 1^{er} novembre 2012). La valeur cumulée de ces titres s'élevait à € 581.745. Lors de l'octroi, le prix de chaque action s'élevait à € 36,375, à l'exception de celles de William Staron (€ 36,29). Le Conseil d'administration a approuvé cet octroi le 6 février 2013. Les actions sont bloquées pendant trois ans et ne sont pas soumises à quelque droit de déchéance.

En 2012, 105.000 options sur actions (17.500 par membre) ont été octroyées aux membres du Comité de direction dans le cadre du plan d'intéressement 2012 via des options sur actions, mis en œuvre par le Conseil d'administration le 8 février 2012. Les options ont un prix d'exercice de € 35,32 pour chaque membre du Comité de direction, à l'exception de Pascal Reymondet, qui suit les règles françaises avec un prix d'exercice de € 37,67. La valeur notionnelle totale à l'octroi (calculée sur la base du modèle de Present Economic Value) s'élevait à € 772.476. Les options peuvent être levées du 1^{er} mars 2015 au 12 février 2019.

Les actions et options sur actions ne sont pas liées à des critères de performance individuelle ou d'entreprise. Dès lors, elles ne doivent pas être considérées comme une rémunération variable au sens de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise.

Pension, indemnités et autres avantages

Les pensions comprennent à la fois les régimes à cotisations définies et le coût des services lié aux régimes à prestations définies. Les autres avantages incluent les frais de représentation, les voitures de société, les assurances et indemnités d'expatriation. S'agissant des indemnités d'expatriation, deux membres du Comité de direction jouissent d'avantages habituellement dévolus aux expatriés, conformément aux pratiques en vigueur sur le marché local. En ce qui concerne William Staron, qui a pris sa retraite comme membre du Comité de direction au 31 décembre 2012, les dispositions relatives à la pension liées à son contrat de travail ont été exécutées sans coût additionnel. Le coût total des pensions des membres du Comité de direction s'est élevé à € 505.875 en 2012. Le 5 septembre 2012 le Conseil d'administration a abordé la composition du Comité de direction. Suite à ces discussions le Conseil d'administration a approuvé des modifications à la composition du Comité de direction à partir du 1^{er} novembre 2012 sous réserve d'objections de la part du Comité de nomination et de rémunération. Lors de sa réunion du 18 septembre 2012 le Comité de nomination et de rémunération n'a pas formulé d'objections concernant les modifications proposées tels que décrites dans le rapport de gouvernance d'entreprise (page 175). A ce titre, Ludo Vandervelden a accepté un rôle de leadership en dehors du Comité de direction et dès lors son contrat comme Chief Financial Officer a pris fin le 31 octobre 2012. Conformément aux dispositions de son contrat signé en 2011 une indemnité équivalente à 12 mois de son salaire annuel de base a été versé. Ainsi qu'approuvé par le Comité de nomination et de rémunération le 18 septembre 2012 un prorata de rémunération variable en espèces basée sur sa performance individuelle en 2012 a fait partie de cette indemnité.

Total général des rémunérations du Comité de direction pour 2012

Rémunération globale perçue par les membres du Comité de direction en 2012 (Administrateur délégué non inclus) - en €

	2011	2012
Rémunération fixe (y compris indemnité de résiliation)	2.005.260	3.029.251
Rémunération variable		
Pour l'année en cours	655.000	395.000
Différée pour l'année précédente	385.000	350.000
Différée pour l'année précédent l'année précédente	315.000	
Rémunération brute totale en cash	3.045.260	4.089.251

Elements non cash

- Valeur notionnelle des actions octroyées (services rendus dans l'année de réf.)	676.530	581.745
- Valeur notionnelle à l'attribution des options sur actions	1.662.000	772.476
- Retraite		
Plan à contributions définies	197.854	238.364
Plan à prestations définies (coût des services)	238.884	269.511
- Autres avantages : Frais de représentation, voiture de société, assurances, avantages liés à l'expatriation	351.054	394.701
Total	6.171.582	6.346.048

G14 Transactions et détention d'actions et d'options sur actions en 2012**Transactions et détention d'options sur actions dans le chef du Comité de direction en 2012**

Nom	Options détenues au 31/12/2011	Options octroyées en 2012	Nombre d'options exercées	Prix moyen d'exercice (en €)	Année d'octroi des options exercées	Nombre d'option expirées	Options détenues au 31/12/2012*
Marc Grynberg	330.000	75.000	15.000	31,77	2007 / 2008	0	390.000
Stephan Csoma **	30.000	6.000	15.000	23,51	2008 / 2009	0	21.000
Denis Goffaux	28.500	17.500	0			0	46.000
Hugo Morel	125.000	17.500	75.000	24,52	2007 / 2008 / 2009	0	67.500
Filip Platteeuw **	16.500	4.500	3.500	32,57	2008	0	17.500
Pascal Reymondet	100.000	17.500	25.000	14,44	2009	0	92.500
William Staron	50.000	17.500	0			0	67.500
Marc Van Sande	90.000	17.500	15.000	26,55	2007	0	92.500

* Ces options peuvent être exercées à des prix d'exercice situés entre € 14,44 et € 39,25

** Options octroyées dans le cadre de leur fonction antérieure à leur désignation comme membre du Comité de direction

Les détails des options exercées ou autres opérations sur actions du Comité de direction ou des membres du Conseil d'administration sont disponibles sur www.fsma.be

Détention d'actions du Comité de direction en 2012

Nom	Actions détenues au 31/12/2011	Actions détenues au 31/12/2012
Marc Grynberg	143.000	146.000
Stephan Csoma	2.000	0
Denis Goffaux	5.000	4.500
Hugo Morel	27.250	6.000
Filip Platteeuw	3.600	1.000
Pascal Reymondet	14.750	17.750
William Staron	8.250	9.250
Marc Van Sande	21.800	15.000
Total	225.650	199.500

Détention d'actions du Conseil d'administration en 2012

Nom	Actions détenues au 31/12/2011	Actions détenues au 31/12/2012
Thomas Leysen	871.320	626.620
Isabelle Bouillot	300	600
Uwe-Ernst Buflé	300	600
Arnoud de Pret	5.300	5.600
Ines Kolmsee	205	505
Shohei Naito	300	600
Jonathan Oppenheimer	300	600
Rudi Thomaes	-	905
Klaus Wendel	7.425	7.725
Total	885.450	643.755

Relations contractuelles

Compte tenu de l'ancienneté de Marc Grynberg au sein du groupe Umicore, le Conseil a pris les décisions suivantes en 2008:

- En cas de résiliation du contrat par Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de son salaire annuel de base lui sera versée.
- Une indemnité totale équivalant à trois ans du salaire de base annuel sera versée à l'Administrateur Délégué en guise d'indemnité minimale s'il est mis un terme à son emploi dans un délai de 12 mois suivant une prise de contrôle à la suite d'une offre d'achat (non cumulable avec la disposition précédente).
- Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

Contrats entre Umicore et les membres du Comité de direction

En vertu d'une décision du Conseil prise en 2007, s'il est mis un terme au mandat d'un membre du Comité de direction dans un délai de douze mois suivant une prise de contrôle de la Société, le membre concerné peut prétendre à une indemnité totale équivalant à 36 mois du salaire de base annuel. Cette disposition s'applique à tous les membres du Comité de direction à l'exception de Denis Goffaux, qui a signé son contrat de travail le 1^{er} juillet 2010, de Ludo Vandervelden, qui a signé son contrat de travail le 1^{er} octobre 2011, ainsi que de Stephan Csoma et Filip Platteeuw, qui ont signé leur contrat de travail le 1^{er} novembre 2012.

Arrangements individuels en cas de rupture de contrat par Umicore

Stephan Csoma et Filip Platteeuw ont été nommés membres du Comité de direction le 1^{er} novembre 2012. Compte tenu de leur ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de leur salaire de base annuel leur sera versée en cas de résiliation de leur contrat. Conformément à la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise, le Comité de nomination et rémunération a approuvé ces indemnités le 18 septembre 2012 sous réserve d'objections du Conseil d'administration. Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

Denis Goffaux a été nommé Chief Technology Officer le 1^{er} juillet 2010. Compte tenu de son ancienneté au sein du groupe Umicore, une indemnité totale équivalant à 18 mois de son salaire de base annuel lui sera versée en cas de résiliation de son contrat. Dans le cadre de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise, le Comité de nomination et rémunération a recommandé cet arrangement, approuvé par le Conseil d'administration le 1^{er} juin 2010. Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale.

Les contrats d'Hugo Morel et de Marc Van Sande ont été signés avant l'entrée en vigueur de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise. En cas de résiliation l'indemnité est calculée en fonction de l'âge, de l'ancienneté au sein du groupe Umicore et de l'ensemble des rémunérations et avantages.

Pascal Reymondet a un contrat de travail allemand signé le 1^{er} mars 1989. Dès lors, il n'existe aucun arrangement contractuel en cas de résiliation. Le droit allemand sera d'application.

William Staron avait un contrat de travail américain. Il n'existe aucun arrangement contractuel en cas de résiliation et aucun versement n'a été effectué à l'occasion de sa retraite le 31 décembre en dehors des obligations liées à sa pension.

Le contrat de travail de Ludo Vandervelden avait été signé en 2011. Dans le cadre de la loi belge du 6 avril 2010 relative au gouvernement d'entreprise, l'indemnité totale en cas de résiliation de contrat équivaut à 12 mois du salaire de base annuel. Le Conseil d'administration est libre de juger si la rémunération variable en espèces est censée faire partie de l'indemnité finale. Son contrat a pris fin le 31 décembre 2012 et, ainsi que précisé ci-dessus, une indemnité a été versée.

G15 Politique de rémunération pour les deux prochaines années (2013-2014)

Le Conseil d'administration ne s'attend pas à adopter des modifications fondamentales concernant la politique de rémunération dans le courant de cette année ni de l'année prochaine.

Gestion des risques et contrôle interne

G16 Gestion des risques

La prise de risques calculés fait partie intégrante du développement des activités de toute entreprise. Le Conseil d'administration d'Umicore est responsable en dernier ressort de l'évaluation du profil, en tenant compte de la stratégie de l'entreprise et de facteurs externes tels que la conjoncture, le positionnement de la concurrence, les évolutions technologiques, etc. Il doit aussi s'assurer que les procédures adéquates soient mises en place afin de gérer ces risques. La direction d'Umicore a pour mission d'exploiter au mieux les perspectives commerciales tout en limitant les éventuelles pertes pour l'entreprise. Pour ce faire, Umicore dispose d'un système global de gestion des risques. L'objectif de ce dernier est de permettre à l'entreprise d'identifier les risques de manière préventive et dynamique, et de les maintenir à un niveau acceptable, dans la mesure du possible. Umicore possède également des mécanismes de contrôle interne. Ceux-ci offrent à la direction une garantie raisonnable que la société est à même d'atteindre ses objectifs. Ces contrôles concernent l'efficacité et les performances des activités, la fiabilité de ses procédures financières et du reporting, ainsi que sa conformité aux législations et réglementations. Ils permettent d'atténuer les risques liés aux erreurs et aux fraudes.

16.1 Processus de gestion des risques

Chaque business unit d'Umicore évolue dans un environnement présentant des attentes spécifiques en matière de croissance et différents degrés d'incertitudes économiques et technologiques. Dès lors, le premier niveau d'identification des risques concerne les business units proprement dites.

Dans le processus de gestion des risques, la première phase consiste à permettre et à encadrer l'identification des risques majeurs. Umicore a instauré un processus d'évaluation des risques commerciaux qui doit être mis en place par chaque business unit et département du Groupe. Cette procédure impose à l'ensemble des entités de procéder à un examen des risques afin d'identifier tout risque significatif (qu'il soit financier ou non) susceptible d'empêcher l'entreprise d'atteindre ses objectifs et de mener à bien ses plans stratégiques. Ce processus requiert une description détaillée de chacun de ces risques sur une fiche de risque. Outre l'évaluation de l'impact potentiel et de sa probabilité, la fiche de risque doit aussi comporter des informations sur l'état d'avancement des plans de gestion ou d'atténuation et leurs responsables.

Ces fiches de risque sont ensuite communiquées au membre du Comité de direction responsable du domaine d'activité en question. Une analyse consolidée est effectuée au niveau du Comité de direction; ces résultats sont ensuite présentés au Comité d'audit et au Conseil d'administration. Le Comité d'audit, pour le compte du Conseil d'administration, procède à une analyse annuelle des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques de l'entreprise et en examine continuellement les aspects particuliers.

Chaque business unit ou département du Groupe endosse la responsabilité de l'atténuation de ses risques propres. Il incombe au Comité de direction d'intervenir lorsque la gestion d'un certain risque dépasse les compétences d'une business unit donnée. Par ailleurs, de façon plus générale, le Comité de direction et l'Administrateur délégué sont responsables de l'identification et de l'approche adoptée en matière de risques ayant un impact sur le Groupe dans son ensemble, tels le positionnement stratégique, le financement ou les risques macroéconomiques. Un rôle de surveillance revient au département d'audit interne d'Umicore en vue de donner une vue d'ensemble du processus de gestion des risques.

16.2 Système de contrôle interne

Umicore a adopté le référentiel COSO pour sa gestion des risques et en a adapté les divers éléments de contrôle à sa structure organisationnelle et ses processus. Le "Umicore Way" (www.umincore.com/en/aboutUs/umicoreWay/) et le "Code de conduite" sont les pierres angulaires du contrôle interne. Avec le concept de gestion par objectifs et la mise en place de rôles et responsabilités clairement définis, ils constituent le cadre opérationnel de l'entreprise.

Les mécanismes spécifiques de contrôle interne ont été élaborés par les business units, au niveau de leurs opérations, tandis que les fonctions opérationnelles communes et les services corporate donnent des orientations et établissent des contrôles pour les activités transversales de l'entreprise. Ils ont abouti à des politiques, des procédures et des chartes spécifiques dans des domaines comme la gestion de la chaîne d'approvisionnement, les ressources humaines, les systèmes d'information, la santé et la sécurité au travail, le droit, la sécurité interne, ainsi que la recherche et le développement.

Umicore dispose d'un système de Conditions minimales de contrôle interne (MICR) visant à réduire les risques financiers et à améliorer la fiabilité des rapports financiers.

Dans le cadre des MICR d'Umicore, toutes les entités du Groupe doivent se conformer à un ensemble de contrôles internes couvrant 164 activités de contrôle dans 12 processus et 134 entités de contrôle du Groupe. Dans le cadre des MICR, une attention particulière est portée sur le compartimentage des tâches et la définition claire des rôles et responsabilités. Chaque activité de contrôle est assortie d'un seuil de conformité, dans l'optique de concrétiser les objectifs de conformité dans toutes les entités d'Umicore. La majorité des entités ont encore enregistré des progrès en 2012. Le score de conformité moyen total s'est amélioré de 5%. La priorité est allée au respect des échéances de contrôle fixées dans les processus importants pour Umicore comme la couverture des métaux et la gestion des stocks. Dans ces deux domaines, l'amélioration a été supérieure à la moyenne. Le respect des MICR est contrôlé au moyen d'auto-évaluations annuelles approuvées ensuite par le senior management. Leurs résultats sont transmis au Comité de direction et au Comité d'audit du Conseil d'administration. Les évaluations de la conformité sont aussi analysées par le département d'audit interne dans le cadre de ses missions.

G17 Catégorisation des risques

Umicore est confrontée à des risques qui peuvent être répertoriés comme suit :

Stratégiques: risques liés à la conjoncture macroéconomique, au contexte financier, aux évolutions technologiques, à la réputation de l'entreprise, au contexte politique et au contexte législatif.

Opérationnels: risques en matière d'évolution de la demande des clients, d'approvisionnement en matières premières, de distribution des produits, de crédit, de production, de relations de travail, de ressources humaines, d'infrastructure IT, de santé et de sécurité au travail, de contrôle des émissions, d'impact des activités présentes ou passées sur l'environnement, de sécurité des produits, de sécurité des biens et des informations, et de reprise après sinistre.

Financiers: risques liés à la trésorerie, aux impôts, aux prévisions et à la budgétisation, à la précision et à la ponctualité des rapports, au respect des normes comptables, à la fluctuation du prix des métaux et des taux de change, ainsi qu'aux couvertures de risques.

La plupart des entreprises industrielles sont généralement confrontées à plusieurs des risques énumérés ci-dessus. Il n'entre pas dans nos intentions de détailler exhaustivement dans le présent rapport chacun des risques encourus par l'entreprise. Toutefois, la société a voulu mettre en exergue les principaux risques stratégiques et opérationnels pour Umicore, en raison de leur pertinence pour Umicore et ses objectifs Vision 2015 ou de la manière dont Umicore les aborde. Tous les risques financiers sont abordés en détail à la note F3 des États financiers consolidés.

G18 Description des risques

18.1 Risques stratégiques et opérationnels

18.1.1 Risque de marché

Umicore possède un portefeuille d'activités diversifié desservant un certain nombre de segments de marchés différents. Elle est présente à l'échelle mondiale pour la plupart de ses activités. Aucun des segments de marchés finaux ou industriels ne représente plus de 50% des ventes d'Umicore. En termes d'exposition globale, les principaux marchés finaux desservis par Umicore sont l'automobile, l'électronique grand public et la construction. Le modèle d'entreprise d'Umicore se base aussi sur l'approvisionnement en matériaux secondaires et en fin de vie à des fins de recyclage. Dans de nombreux cas, la disponibilité de ces matériaux dépend des niveaux d'activité de certains secteurs ou clients auxquels Umicore fournit ses services de recyclage en boucle fermée. Un portefeuille diversifié et une présence géographique étendue contribuent à atténuer les risques de surexposition à un marché en particulier.

Commentaires 2012: Une conjoncture économique plus difficile s'est développée pour de nombreux marchés finaux d'Umicore, en particulier au second semestre 2012. Cette situation a entraîné une baisse des volumes de vente et des primes produit pour certaines business units d'Umicore, surtout chez Performance Materials et Energy Materials.

18.1.2 Risque technologique

Umicore est un groupe de technologie des matériaux qui met l'accent sur le développement de matériaux et de procédés innovants. Le choix et le développement de ces technologies représentent à la fois la principale opportunité et le principal risque pour Umicore. Afin de gérer ce risque et d'améliorer l'efficacité de la sélection des technologies et de la mise en place des processus, Umicore a mis en œuvre un processus de gestion de l'innovation technologique. Chaque année, elle procède à des analyses technologiques au niveau du Comité de direction. Toutes les business units sont également tenues de procéder à une analyse technologique annuelle. L'objectif est de vérifier la pertinence, le potentiel et les risques des technologies sélectionnées ou poursuivies et de garantir leur conformité à la vision stratégique d'Umicore. En 2009, Umicore a adopté un système de suivi de la qualité de ses efforts en recherche et développement. Ce système repose principalement sur un outil d'auto-évaluation pour les business units et la R&D du Groupe.

En termes d'organisation, les efforts d'Umicore en matière de recherche et développement englobent des initiatives à la fois au niveau du Groupe et au niveau des business units. Un Chief Technology Officer (CTO) a été nommé en 2005. Il a pour mission de stimuler les différents efforts en matière de recherche et développement à travers le Groupe, tout en veillant à aligner la feuille de route R&D sur les priorités stratégiques et à équilibrer les besoins technologiques actuels et les perspectives à long terme. Cinq plates-formes technologiques offrent un cadre aux éléments R&D qui possèdent un degré élevé de pertinence pour l'ensemble du Groupe, autrement dit Fine Particle Technology, Recycling & Extraction Technology, Scientific and Technical Operations Support, Environment Health and Safety et Analytical Competences. Des efforts sont également déployés pour promouvoir les pratiques d'excellence en termes de gestion des connaissances, de partage de l'information, de formation et de networking au sein de la communauté R&D chez Umicore.

Dans la mesure du possible, l'objectif est de poursuivre ces efforts de financement, quelles que soient les fluctuations à court terme des performances financières du Groupe. Au sujet du risque lié à la propriété intellectuelle (IP), un comité IP au niveau du Groupe coordonne la protection de la propriété intellectuelle et encourage les pratiques d'excellence dans ce domaine au niveau des business units, qui possèdent leurs propres comités IP.

Commentaires 2012: En 2012, le Comité de direction a procédé à 14 analyses technologiques spécifiques, contre cinq en 2011. Ces analyses mettent l'accent sur les évolutions technologiques qui seront capitales à l'heure de concrétiser les ambitions de croissance définies dans Vision 2015. Elles ont porté à la fois sur le développement des produits et des procédés, dans le domaine des catalyseurs automobiles, des catalyseurs pour piles à combustible, des matériaux pour batteries rechargeables et des technologies de recyclage.

18.1.3. Risque d'approvisionnement

Afin de pouvoir assurer sa production, Umicore dépend d'approvisionnements en certains métaux ou matières premières à base de métaux. Certaines de ces matières premières sont relativement rares. Afin de réduire le risque de voir ces approvisionnements mis en péril, Umicore conclut dans la mesure du possible des contrats de longue durée avec ses fournisseurs. Dans certains cas, l'entreprise constitue des stocks stratégiques de certaines matières premières essentielles. Par ailleurs, l'entreprise tend à s'approvisionner en matières premières dans des zones géographiques distinctes. De même, en raison de l'importance qu'Umicore accorde au recyclage, ses besoins en approvisionnement ne dépendent que partiellement de matières premières primaires. En effet, une majeure partie des besoins de l'entreprise est couverte par des approvisionnements issus de sous-produits industriels ou de matériaux en fin de vie. Umicore s'emploie dans la mesure du possible à établir avec ses clients une relation basée sur un modèle en boucle fermée, combinant en une seule offre le produit acheté par le client et le recyclage des déchets découlant de son utilisation. Umicore a rédigé une Charte d'approvisionnement durable pour améliorer davantage l'approche de l'entreprise envers l'approvisionnement durable. Elle est mise en place en collaboration avec les fournisseurs d'Umicore.

Commentaires 2012: Umicore a réalisé de nouvelles avancées en 2012 dans le cadre de ses efforts de mise en conformité avec le Dodd Frank Act aux États-Unis (cf. aussi notre rapport annuel 2011 p. 156). Ses approvisionnements ne concernent pas des minéraux issus de zones de conflit, et la société n'est donc pas assujettie au Dodd Frank Act. Néanmoins, l'entreprise aborde préventivement cette question avec plusieurs de ses clients et fournisseurs. En 2012, elle a pris des mesures, en association avec des fédérations sectorielles ad hoc, afin d'offrir aux clients des garanties attestant que l'or qu'elle recycle et met en œuvre dans ses produits ne provient pas de zones de conflits. Chez Precious Metals Refining, une collaboration avec la London Bullion Market Association (LBMA) a été mise sur pied en vue d'effectuer un audit des procédés et des filières d'approvisionnement en 2013. Une procédure similaire a été entreprise chez Jewellery & Industrial Metals, en partenariat avec le Responsible Jewelry Council (RJC). Technical Materials, qui achète de l'étain à des fournisseurs ayant de l'intégrer dans divers produits, s'est attelée à obtenir des garanties de ses principaux fournisseurs quant à la non-provenance de zones de conflits. Au début 2013, Umicore a formellement adopté une politique relative aux minéraux issus de zones de conflits. Pour des commentaires généraux sur l'avancement du déploiement de la Charte d'approvisionnement durable d'Umicore, reportez-vous à la page 38 et à la note S8.

18.1.4. Risque de substitution

Umicore et ses clients entendent dégager le meilleur rapport coût/performance pour les matériaux. Le risque existe en permanence de voir les clients rechercher des matériaux de substitution afin de les intégrer à leurs produits, si Umicore devait ne pas offrir cet équilibre idéal. Ce risque est particulièrement présent dans les activités produisant des matériaux à base de métaux onéreux (en particulier ceux dont les prix sont depuis toujours sujets à volatilité). Umicore tente d'aller au-devant de cette tendance en développant elle-même des solutions de substitution faisant appel à des matériaux moins coûteux, aux prix moins volatils et, dans la mesure du possible, sans impact sur les performances du produit du client.

Commentaires 2012: En 2012, aucune évolution notable n'a eu lieu en matière de risque de substitution.

18.1.5 Risque législatif

À l'instar de nombreuses entreprises, Umicore est exposée aux changements du cadre réglementaire dans les pays et régions où elle déploie ses activités. Il convient de noter que les activités d'Umicore peuvent tirer parti de certaines tendances législatives, notamment celles relatives aux contrôles plus rigoureux des émissions des véhicules et au recyclage obligatoire des produits en fin de vie, comme les appareils électroniques.

Certaines législations environnementales représentent de véritables défis opérationnels. La directive REACH est entrée en vigueur en juin 2007 dans toute l'Union européenne. Elle a imposé la création de nouvelles procédures opérationnelles concernant l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques. Umicore a créé un réseau opérationnel de gestionnaires REACH au sein de chaque business unit, coordonné par un manager responsable de la mise en œuvre de REACH.

Umicore a transmis à l'Agence européenne des Produits chimiques (AEPC) 114 enregistrements pour 100 substances différentes, couvrant 13 entités juridiques européennes. Les fiches ont été préparées soit en collaboration avec d'autres sociétés au sein de consortiums, soit par Umicore uniquement. Tous les frais liés à la mise en conformité REACH, y compris le coût d'enregistrement, sont inclus dans les frais de fonctionnement normaux.

Umicore surveille attentivement tous les changements d'interprétation ainsi que les guides techniques, susceptibles d'avoir une incidence sur sa stratégie de déploiement REACH. La société est activement impliquée dans des groupes de travail au sein de fédérations sectorielles afin de garantir la cohérence de l'approche et la compréhension de la spécificité des métaux par les instances réglementaires et les entreprises.

Commentaires 2012: Concernant REACH, dans le cadre de la révision du "Guide technique: intermédiaires" par l'ECHA en 2010, Umicore a réévalué ses intermédiaires en tenant compte d'une interprétation plus stricte des "Conditions strictement contrôlées". Elle a établi un plan d'action en vue de compléter quelque 30 dossiers d'enregistrement à l'aide de méthodologies et conventions établies par le secteur métallurgique et proposées à l'ECHA. En raison de nouvelles connaissances acquises, 22 des enregistrements déposés précédemment ont été considérés comme redondants et ont été supprimés. En 2012, plusieurs enregistrements ont été actualisés en fonction des nouvelles données disponibles. De nouvelles avancées ont été enregistrées au sein de plusieurs consortiums en rapport avec les enregistrements prévus pour 2013 et 2018.

18.2 Risque financier

Comme mentionné ci-dessus, Umicore a mis en œuvre des Conditions minimales de contrôle interne afin de réduire les risques financiers. Voici les douze domaines concernés par ces MICR : le contexte de contrôle interne, la clôture et le reporting financier, les immobilisations corporelles, le Procure-To-Pay, l'Order-To-Cash, la gestion des stocks, la couverture, la trésorerie, les taxes, la gestion informatique, les ressources humaines, les voyages et événements. Un guide interne intitulé "The Umicore Financial Reporting Standard" fournit une définition commune des politiques comptables d'Umicore, de l'application de l'IFRS et des pratiques générales en matière d'établissement de rapports. Ci-dessous, nous vous résumons les trois principaux risques financiers. Vous trouverez une description complète des risques financiers et de leur gestion dans la note F3 des États financiers consolidés.

18.2.1 Risque de crédit et de dette

Umicore a pour but de protéger ses activités grâce à une gestion financière saine et au maintien d'un bilan solide. Bien qu'il n'y ait pas d'objectif fixé concernant le niveau de dette, la société cherche en permanence à maintenir un label d'investissement de première qualité. Nous nous efforçons également de maintenir un équilibre sain entre les dettes à court et à plus long terme, ainsi qu'entre les dettes à taux d'intérêt fixe et celles à taux variable. Umicore dispose d'un processus de surveillance pour évaluer le risque de contrepartie dans le chef des banques. Umicore est exposée au risque de non-paiement par des tiers pour des ventes de biens ou d'autres transactions commerciales. Elle gère ce risque en menant une politique de risque de crédit. L'assurance-crédit sert souvent à réduire le niveau global du risque. Toutefois, certaines activités n'utilisent aucune assurance. Il s'agit essentiellement d'activités ayant une grosse concentration de clients, ou une relation bien spécifique et assez proche avec ces derniers. Dans ce cas, le coût de l'assurance n'est pas justifié par rapport au risque encouru. Les managers sont également encouragés à prêter une attention particulière à l'évolution des créances commerciales. Cette démarche s'inscrit dans le contexte de gestion des besoins en fonds de roulement et est en phase avec les efforts consentis par le Groupe afin de diminuer les capitaux engagés. La plus grande partie de la rémunération variable des managers est liée au Rendement des Capitaux Engagés (ROCE).

18.2.2 Risque de change

Umicore doit faire face à des risques de change structurels, transactionnels et translationnels. Des risques de change structurels surviennent lorsque l'entreprise génère, dans une devise, des revenus supérieurs aux coûts supportés dans cette même devise. La plus grande sensibilité en la matière est celle dérivant du dollar US. Le risque transactionnel lié aux devises est couvert systématiquement, tandis que l'entreprise a parfois recours à des couvertures structurelles des devises pour sécuriser les futurs flux de trésorerie.

Par ailleurs, l'entreprise s'expose à un risque de change translationnel lors de la consolidation des revenus des filiales qui n'utilisent pas l'euro comme devise pour les états financiers. Ce risque ne fait généralement pas l'objet d'une couverture.

18.2.3 Risque lié au prix des métaux

Umicore est exposée à des risques liés au prix des métaux que le Groupe traite ou recycle. Le risque structurel est principalement imputable à l'influence des prix des métaux sur les bonis de métaux issus du traitement de matériaux fournis par nos clients. Les risques transactionnels relatifs au prix des métaux sont liés à la sensibilité envers les variations de prix entre le moment où les matières premières sont achetées (c.-à-d. quand le métal est "priced in") et celui où les produits sont vendus (c.-à-d. quand le métal est "priced out"). Un autre risque existe au sein du stock de métaux immobilisés. Il est lié à la chute du prix du marché sous la valeur comptable de ces stocks. Le risque transactionnel lié aux métaux est couvert systématiquement, tandis que l'entreprise a parfois recours à des couvertures structurelles des métaux pour sécuriser les futurs flux de trésorerie.

18.2.4 Fiscalité

La charge fiscale incluse dans les états financiers est la meilleure estimation fiscale du Groupe. Jusqu'à la finalisation des contrôles fiscaux par les autorités, une certaine incertitude plane quant aux impôts à payer pour la période. La politique du Groupe est de transmettre sa déclaration fiscale dans les délais légaux, et de collaborer avec l'administration fiscale pour être certaine que les affaires fiscales du Groupe soient aussi exactes que possible, et que toute divergence d'interprétation du droit fiscal soit résolue le plus rapidement possible. Étant donné l'ampleur et la nature internationale du Groupe, la TVA, la taxe de vente et les prix de transfert intra-entreprise sont des risques fiscaux inhérents, comme pour d'autres entreprises internationales. Les modifications apportées au droit fiscal ou à son application dans des domaines comme le prix de transfert, la TVA, les dividendes étrangers, les crédits d'impôt pour la R&D, ainsi que les abattements fiscaux, pourraient grever le taux d'imposition réel du Groupe, et avoir des répercussions défavorables sur ses résultats financiers.

Commentaires 2012: Aucun changement important n'est intervenu en ce qui concerne la nature ou la gestion des risques financiers encourus par Umicore en 2012.

Engagement envers les parties concernées

Umicore est une société cotée en Bourse. À ce titre, nous sommes en relation avec un certain nombre de parties qui portent un intérêt à la façon dont nous exerçons notre activité. La relation que notre entreprise est capable de bâtir avec ces parties ("stakeholders") a une influence directe sur nos résultats.

L'engagement envers les parties concernées se fait en premier lieu selon une approche locale où chaque site est tenu d'identifier ses parties concernées et d'établir des initiatives d'engagement adéquates à leur égard. Cette approche est traduite dans l'objectif Vision 2015 relatif aux collectivités locales. Dans de nombreux cas, par exemple le dialogue avec les clients et les fournisseurs, les relations avec les parties concernées sont gérées principalement au niveau des business units, en phase avec l'approche décentralisée d'Umicore pour la gestion de ses affaires.

Au niveau du Groupe, les objectifs Vision 2015 ont été en partie formulés sur la base des enseignements tirés d'un comité consultatif externe réuni en 2009 pour analyser l'approche de développement durable et le reporting d'Umicore. Ce comité consultatif s'est ajouté à un exercice interne mené avec des représentants des business units, des fonctions opérationnelles communes et des départements Corporate.

Umicore est un membre actif de plusieurs fédérations sectorielles. En leur sein, elle engage le dialogue avec des responsables politiques afin de les sensibiliser aux enjeux du secteur. Ces fédérations constituent des plates-formes essentielles, qui permettent à Umicore de mener une action plus élargie, à l'échelle du secteur, en faveur du développement durable. À un niveau plus informel, les membres de la direction d'Umicore sont régulièrement sollicités, ou se portent volontaires, pour participer à des forums de discussion sur les performances d'Umicore et sur son approche en matière de développement durable. De tels événements mettent en présence différents intervenants, dont des chefs d'entreprise, des universitaires et des membres de la société civile.

Ci-dessous, nous avons mis en évidence les principales parties concernées en rapport avec Umicore. Celles-ci ont été regroupées de façon générale, sur la base des catégories types des parties concernées qui s'appliquent à la plupart des organisations industrielles. Nous avons aussi indiqué la nature de la relation qui nous unit et avons brièvement décrit la façon dont se déroule la communication entre Umicore et les parties concernées.

G19 Fournisseurs

Umicore procure: des revenus

Les fournisseurs procurent: des matières premières, des transports, de l'énergie et d'autres biens et services

Umicore comprend quatre business groups, actifs sur cinq continents. Afin de fabriquer leurs produits, ces derniers ont non seulement besoin de matériaux, mais aussi d'énergie, de transport et d'une série d'autres services. Umicore compte plus de 10.000 fournisseurs dans le monde. Ces derniers ont tout intérêt à compter Umicore parmi leurs clients: en 2012, Umicore a payé à ces fournisseurs quelque € 11,4 milliards (y compris la valeur des métaux dans les matières premières).

Umicore entretient un dialogue permanent avec ses fournisseurs, essentiellement afin de définir des spécifications techniques et de convenir de conditions contractuelles acceptables pour toutes les parties, dans un esprit de partenariat à long terme pour les livraisons de matières premières et de prestations de service promptes et ininterrompues, ainsi que les paiements ponctuels. Les entités sont, en premier lieu, responsables des achats de matières premières, tandis que le rôle du département Purchasing and Transportation est de s'assurer que les besoins du Groupe en matière de transport, d'énergie et autres soient satisfaits.

L'approche d'Umicore est façonnée par sa Charte d'approvisionnement durable (www.umincore.com/sustainability/sustProcCharter/). Entrée en vigueur en 2010, cette charte sert de base à l'objectif Vision 2015 en matière d'approvisionnement durable. L'état d'avancement relatif à cet objectif est repris aux pages 33-35 du présent rapport.

G20 Clients

Umicore procure: des matériaux et des services

Les clients procurent: des revenus

Umicore ambitionne de fournir des matériaux pour une vie meilleure ("Materials for a better life"). Les matériaux produits par l'entreprise sont présents dans un large éventail d'applications qui apportent davantage de confort à la vie quotidienne et contribuent à un environnement plus propre.

La clientèle d'Umicore tend à s'internationaliser. En 2012, 46% des revenus ont été générés en dehors d'Europe.

Cette clientèle est généralement composée d'autres entreprises industrielles qui utilisent des matériaux Umicore dans la fabrication de leurs produits. Il est exceptionnel que l'entreprise fabrique des produits directement distribués au consommateur. Les business units ont la responsabilité d'aider leurs clients afin de mieux comprendre les dangers et les risques liés aux produits sur le marché ou en cours de développement. L'interaction avec les clients est un processus continu, pris en charge par les business units. Toutes les entités ont mis en place un système de feedback de la part de leurs clients. Ce dernier leur permet d'évaluer à intervalles réguliers le niveau de satisfaction des clients par rapport à leurs produits et services. Dans les domaines d'activité impliquant les technologies les plus avancées, cette relation avec le client est souvent fortement intégrée. En effet, la mise au point de produits de haute technologie demande en général plusieurs années de recherche et de développement en collaboration directe avec les clients en question.

G21 Effectifs

Umicore procure: rémunération, formation et perspectives d'apprentissage

Les employés procurent: aptitudes, compétences et productivité

Umicore et ses sociétés liées emploient quelque 14.400 personnes dans le monde. L'entreprise investit des ressources considérables afin de s'assurer un statut d'employeur de référence dans l'ensemble des régions où elle est active. En 2012, Umicore a versé au personnel de ses entreprises intégralement consolidées un montant total de € 566 millions, sous forme de rémunération et d'autres avantages. Les cotisations de sécurité sociale se sont chiffrées à € 113 millions.

Umicore s'engage non seulement à offrir à son personnel un niveau de rémunération compétitif et des conditions de travail optimales, mais aussi des possibilités de formation pratique et professionnelle. Le personnel est tenu d'adhérer aux principes et aux politiques formulées dans "The Umicore Way" et dans le Code de conduite d'Umicore. L'entreprise promeut un dialogue ouvert avec son personnel. A cette fin, une enquête d'opinion triannuelle est organisée.

Umicore respecte le principe de la négociation collective là où elle est demandée. Pratique courante en Europe, ces mécanismes de négociation collective et la présence même de syndicats ne constituent pas la norme dans certaines régions du monde, ou font l'objet de restrictions juridiques au niveau local. Umicore a signé un accord de développement durable avec la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie et la Fédération internationale des syndicats de travailleurs de la chimie, de l'énergie, des mines et des industries diverses portant sur la mise en application des politiques d'Umicore en matière de droits de l'Homme, d'égalité des chances, de conditions de travail, de comportement éthique et de protection de l'environnement

pour l'ensemble du Groupe. L'accord permet aux deux syndicats de participer de manière constructive à la poursuite de ces objectifs. Un comité de surveillance conjoint veille au déploiement de cet "Accord sur le Développement durable".

D'autres canaux de communications sont également utilisés à travers le Groupe tels que l'intranet du Groupe, des newsletters publiées par le Group et les business units et le magazine interne à diffusion internationale "Umicore Link" édité en six langues. En 2012, Umicore a développé une plateforme de gestion des apprentissages pour l'ensemble du Groupe afin de supporter ses objectifs en faveur du développement des travailleurs et en vue de devenir un employeur attrayant. Cette plateforme, qui comprend un outil social destiné à faciliter le partage des connaissances au sein de la société, a été lancée au début de l'année 2013 et sera déployée progressivement à travers le Groupe.

G22 Investisseurs et bailleurs de fonds

Umicore procure: un retour sur investissement

Les investisseurs procurent: des capitaux et des fonds

Les investisseurs accordant leur confiance à Umicore se sont fortement diversifiés. Fin 2012, le Groupe estime que ses actionnaires étaient principalement issus d'Europe et d'Amérique du Nord. Pour obtenir les informations les plus récentes concernant l'actionnariat, rendez-vous sur www.uminco.com/investorrelations.

Umicore s'efforce de proposer aux investisseurs des informations ponctuelles et précises. Ces efforts de communication comprennent des tournées de présentation par la direction et des visites de site, la participation à des conférences et à des foires destinées aux investisseurs individuels, des présentations sur le Web et des téléconférences. En 2012, le nombre d'analystes qui suivent les activités d'Umicore est resté stable : 19 ont publié des rapports concernant l'action Umicore.

La grande majorité des organismes de crédit et des créanciers de l'entreprise sont des institutions bancaires. Umicore dispose de lignes de crédit auprès de nombreuses banques, tant en Belgique qu'à l'étranger.

Pour l'essentiel, les relations avec ces banques relèvent de la compétence du département Finance du Groupe, même si chaque entité juridique au sein d'Umicore entretient des relations avec les milieux financiers.

G23 Société

Umicore procure: de la prospérité, ainsi que des produits et processus novateurs

La société procure: le permis d'exploiter

Par le biais de son personnel, Umicore participe à la création de valeur ajoutée dans les zones où elle est active. Bien que la création de valeur ajoutée constitue indubitablement un bénéfice, la façon dont celle-ci est créée revêt, elle aussi, une grande importance. En définitive, Umicore ne peut poursuivre ses activités que si elle en reçoit l'autorisation de la part de la société. Afin de conserver cette autorisation, Umicore tente, dans la mesure du possible, de mener ses activités dans un souci de développement durable. Cela va bien au-delà du respect des dispositions légales adoptées pour l'ensemble des sociétés. Umicore détermine ses propres normes, applicables à l'ensemble du Groupe et souvent plus strictes que les réglementations en vigueur dans les zones où l'entreprise exerce ses activités. Outre cet engagement envers le respect de pratiques opérationnelles rigoureuses, Umicore s'efforce aussi de mettre au point des matériaux qui amélioreront la qualité de la vie.

La façon la plus directe pour Umicore d'interagir avec la société est le contact avec les collectivités où elle est active. Un dialogue franc, en toute transparence, avec ces communautés fait partie intégrante des engagements d'Umicore envers les parties concernées ainsi que de ses objectifs Vision 2015. De même, certaines ONG déclarent périodiquement s'intéresser aux activités d'Umicore et à la façon dont l'entreprise les exerce. Umicore accueille favorablement ces marques d'intérêt et s'efforce de dialoguer avec ces groupes de façon constructive et ouverte.

Sur ses sites et à l'échelle du Groupe, Umicore fait des dons à un large éventail d'associations caritatives, dans le respect de sa politique interne et de ses lignes directrices. Umicore gère les engagements au niveau du Groupe grâce au "Comité pour les donations du Groupe" qui a pour mission de nouer le dialogue avec les groupes issus de la société civile et de fixer la portée des partenariats à l'échelle du Groupe. Les pages 35-37 de ce rapport fournissent plus d'informations sur ces initiatives.

G24 Sociétés associées et coentreprises

Umicore procure: des investissements et une assistance

Les sociétés associées et les coentreprises procurent: leur contribution aux bénéfices, une complémentarité technologique, un accès au marché

Umicore investit dans de nombreuses activités où elle n'exerce pas à 100% un contrôle de gestion. Les sociétés associées sont celles où Umicore exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans en avoir le contrôle. Sa participation y varie généralement de 20% à 50%. Les coentreprises supposent une répartition 50/50 de la participation et du contrôle. Les associations sont considérées comme une opportunité d'accélérer les avan-

cées technologiques ou de se positionner sur des marchés spécifiques. Umicore exerce un contrôle effectif sur la gestion de la moitié des dix sociétés liées et coentreprises dans lesquelles elle détient une participation. Quand Umicore n'exerce pas le contrôle de gestion, sa présence au Conseil d'administration lui permet de guider et contrôler la direction et de suivre les évolutions des activités. Umicore n'est pas habilitée à imposer ses politiques et procédures à ses sociétés liées (ou à toute coentreprise où elle ne détient pas la majorité des droits de vote). Toutefois, elle a clairement affirmé sa volonté de voir les activités menées à bien conformément aux principes de "The Umicore Way".

Umicore tient à préserver toute propriété intellectuelle qu'elle partage avec ses partenaires, qu'il s'agisse de sociétés liées ou de coentreprises. Leur liste complète figure en page 107 du présent rapport.

G25 Secteur public et autorités

Umicore procure: des impôts

Le secteur public et les autorités procurent: des services et le permis d'exploitation

En 2012, Umicore a versé un montant total de € 76 millions d'impôts dans le cadre de ses activités. De même, Umicore et son personnel ont acquitté quelque € 113 millions de cotisations sociales. Périodiquement, Umicore conclut des partenariats avec des institutions publiques, telles les universités, avec pour objectif premier d'approfondir certains projets de recherche. Occasionnellement, Umicore conclut également des partenariats avec des services publics. En 2012, un montant total d'environ € 7 millions lui a été attribué en tant que subvention, principalement pour des projets de R&D programmés. Environ € 15 millions correspondant aux subventions précédemment attribuées, ont été perçus en 2012. L'entreprise a pour principe d'exclure tout don aux partis ou organisations politiques.

En 2012, Umicore a encore intensifié ses efforts en vue d'améliorer les contacts avec les pouvoirs publics à travers le monde. Ces efforts sont coordonnés par le département Government Affairs, et se concentrent surtout en Europe, en Amérique du Nord et en République populaire de Chine. Umicore vise à accroître la visibilité et la compréhension de ses technologies, et à avoir voix au chapitre concernant les problèmes liés aux matériaux. En Europe, elle s'est focalisée sur la disponibilité des matières premières (en particulier avec la perspective d'une économie "circulaire"), l'efficacité des ressources et la législation concernant les déchets. Parmi les initiatives d'Umicore, citons l'accès à un financement public aux niveaux européen et national, surtout dans le contexte de programmes favorisant le développement des avancées technologiques ayant des avantages environnementaux.

Lorsqu'Umicore se sent concernée par certaines questions particulières, elle communique habituellement son opinion par l'intermédiaire des associations industrielles dont elle est membre. L'entreprise est consciente de la sensibilité que peut revêtir une prise de position sur certaines questions d'intérêt public. Dans cette optique, Umicore a développé des directives au niveau du Groupe portant sur la manière de gérer une situation de façon responsable (disponible sur le site Web du Groupe). Les principales affiliations d'Umicore (soit au niveau du Groupe, soit au niveau des business units) concernent actuellement les organismes repris ci-après.

Corporate

- World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)
- European Round Table of Industrialists (ERT)
- Eurometaux
- TransAtlantic Business Dialogue (TABD)
- Fédération française des minéraux, minéraux industriels et métaux non-ferreux (FEDEM)
- Agoria (fédération belge intersectorielle de l'industrie technologique)
- Fuel Cells Europe

Catalysis

- Associations de contrôle des émissions tant au niveau national que régional (États-Unis, Afrique du Sud, Brésil, Chine, UE) - voir www.automotivecatalysts.unicore.com/en/links/ pour une sélection de liens.
- Fédération chimique allemande (VCI)

Energy Materials

- Cobalt Development Institute
- Nickel Institute
- European Photovoltaic Industry Association (EPIA)
- Energy Materials Industrial Research Initiative (EMIRI)

Performance Materials

- International Zinc Association
- International Platinum Association
- European Precious Metals Federation
- German Precious Metals Federation

Recycling

- European Electronics Recyclers Association
- International Association of Electronics Recyclers
- International Association of Portable Rechargeable Batteries (RECHARGE)
- International Platinum Association
- International Precious Metals Institute
- International Antimony Association

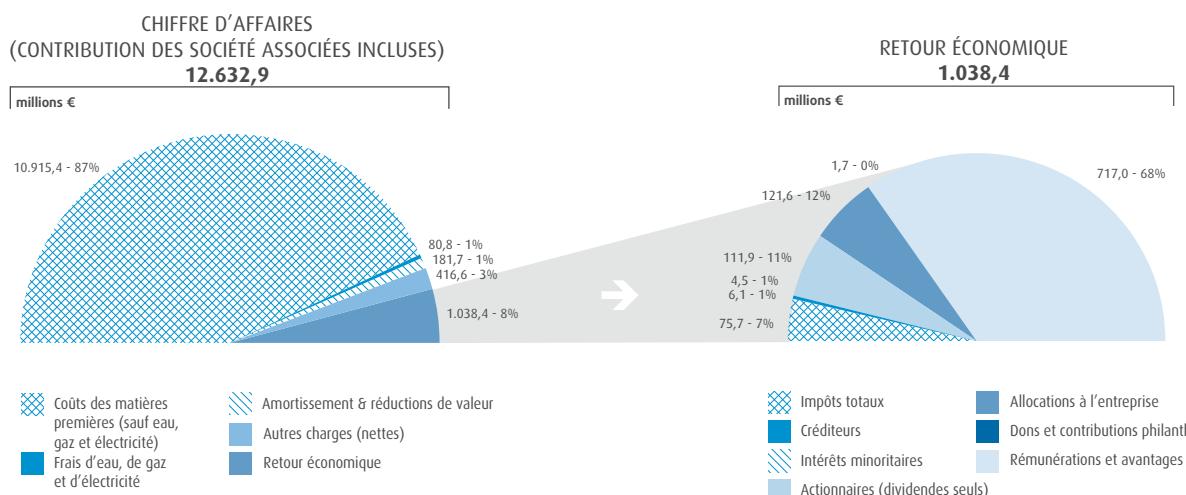
Plusieurs entités d'Umicore sont signataires du programme "Responsible Care" de l'industrie chimique et certaines sont, par ailleurs, membres du Conseil européen de l'industrie chimique (CEFIC).

G26 Répartition du retour économique

La majeure partie du chiffre d'affaires total d'Umicore a été affectée à la sécurisation de la composante "métal" des matières premières (les coûts qui sont généralement transférés aux clients). Après déduction des autres frais relatifs aux matières premières, des coûts liés à l'énergie ainsi que des amortissements, le retour économique à répartir était de € 1.038 millions.

La majeure partie (€ 717 millions) a été distribuée aux travailleurs sous forme de salaires et d'autres avantages. La majorité des avantages sociaux a été attribuée sous la forme de salaires, le solde étant constitué de cotisations sociales et de retraite, ainsi que d'autres avantages. Les intérêts nets payés aux créateurs se sont élevés à € 6 millions, tandis que les impôts aux administrations et pouvoirs publics des lieux où Umicore exerce ses activités atteignent € 76 millions. Les bénéfices attribués aux actionnaires minoritaires se sont élevés à € 4,5 millions.

Dépendant de l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée générale en avril 2013, un dividende brut de € 1,00 par action sera distribué pour l'année 2012, soit un versement provisionnel de € 112 millions (en tenant compte du nombre d'actions en circulation à la fin 2012). En septembre 2012, une partie de ce montant avait déjà été versée sous la forme d'un dividende intérimaire. Le solde sera payé en 2013, et ce conformément à la politique d'Umicore, qui consiste à payer un dividende stable ou en augmentation progressive. Umicore a effectué € 1,8 millions de dons à des œuvres caritatives, dont € 1,7 millions de contribution financière.



Conseil d'administration



Thomas Leysen



Marc Grynberg



Isabelle Bouillot



Jonathan Oppenheimer



Uwe-Ernst Buflé

Thomas Leysen, 52

Président, Administrateur non exécutif

Thomas Leysen a été nommé Président d'Umicore en novembre 2008 après avoir été Administrateur Délégué d'Umicore depuis 2000. Depuis le 1er octobre 2011, il est Président du groupe KBC, un groupe de bancassurance. Il est également Président de Corelio, un groupe de médias belge, et membre du Conseil de surveillance de Bank Metzler (Allemagne).

Administrateur depuis:
le 10 mai 2000

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire de 2015

Président depuis:
le 19 novembre 2008

Président du Comité de nomination et rémunération depuis:
le 19 novembre 2008

Marc Grynberg, 47

Administrateur Délégué, Administrateur exécutif

Marc Grynberg a été nommé Administrateur Délégué d'Umicore en novembre 2008. Il a dirigé la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et a officié en qualité de Chief Financial Officer (CFO) de 2000 à 2006. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Marc est titulaire d'un diplôme d'in-

génieur commercial de l'Université de Bruxelles (École de Commerce Solvay), et a travaillé chez DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève avant de rejoindre Umicore.

Administrateur depuis:
le 19 novembre 2008

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire de 2015

Administrateur Délégué depuis:
le 19 novembre 2008

Isabelle Bouillot, 63

Administrateur non exécutif indépendant

Isabelle Bouillot est diplômée de l'École Nationale d'Administration française. Elle a occupé différents postes dans les administrations publiques françaises, notamment comme conseillère économique du Président de la République de 1989 à 1991 et directrice du budget au ministère de l'Économie et des Finances de 1991 à 1995. Elle est ensuite entrée en 1995 à la Caisse des Dépôts et Consignations en tant qu'Administratrice déléguée adjointe en charge des activités financières et bancaires. De 2000 à 2003, elle a été Administratrice déléguée de la banque d'investissement du groupe CDC IXIS. Elle est actuellement Présidente de China Equity Links et membre du Conseil d'administration de Saint-Gobain.

Administrateur depuis:
le 14 avril 2004

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2013

Membre du Comité d'audit depuis: le 13 avril 2005

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis:
le 13 avril 2005

Jonathan Oppenheimer, 43
Administrateur non exécutif

Jonathan Oppenheimer a rejoint le Groupe De Beers en 1994 et a été Administrateur de De Beers S.A. de 2006 à août 2012. Il a été Managing Director de De Beers Consolidated Mining entre 2004 et 2006, de même que membre du Comité de direction de De Beers S.A. ainsi que Président de De Beers Canada Inc et du groupe d'entreprises Element Six Abrasives jusqu'en 2012.

Administrateur depuis:
le 5 septembre 2001

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire de 2014

Uwe-Ernst Buflé, 68

Administrateur non exécutif indépendant

Uwe-Ernst Buflé a été Administrateur Délégué de Degussa jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil de surveillance d'Akzo Nobel N.V. (Pays-Bas)

Administrateur depuis:
le 26 mai 2004

Expiration de mandat:

Assemblée générale ordinaire de 2014

Arnoud de Pret, 68

Administrateur non exécutif

Arnoud de Pret a travaillé chez Morgan Guaranty Trust Company à New York de 1972 à 1978. De 1978 à 1981, il a été trésorier du groupe Cockerill-Sambre, et jusqu'en 1990 il a été directeur financier du groupe et membre du Comité exécutif d'UCB. Il a été directeur financier et membre du Comité de direction d'Umicore de 1991 jusqu'en mai 2000. Il est membre du Conseil d'administration de Sibelco, d'UCB et de l'Integralea. Il est membre du Conseil de surveillance d'Euronext B.V. Amsterdam.

Administrateur depuis:
le 10 mai 2000

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire de 2014

Membre du Comité d'audit depuis: le 1er janvier 2001 (Président depuis le 26 avril 2011)

Ines Kolmsee, 42

Administrateur non exécutif indépendant

Ines Kolmsee détient plusieurs diplômes d'ingénieur (TU Berlin, Allemagne et Ecole des Mines de Saint-Etienne, France), ainsi qu'un diplôme MBA (Business School INSEAD – France/Singapour). Depuis



Arnoud de Pret



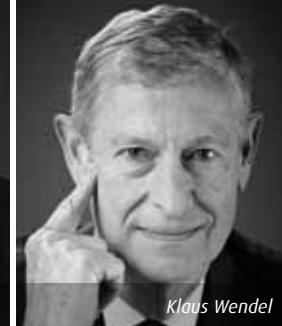
Ines Kalmsee



Shohei Naito



Rudi Thomaes



Klaus Wendel

2004 elle officie comme CEO de SKW Stahl-Metallurgie Group, un spécialiste chimique déployant des activités dans le monde entier. Elle est également membre du Conseil de surveillance de Fuchs Petrolub AG. Dans le passé elle a occupé plusieurs autres fonctions, parmi lesquelles celle de CFO chez Arques Industrie AG.

Administrateur depuis:
le 26 avril 2011

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire
de 2014

Membre du Comité d'audit depuis: le 26 avril 2011

Shohei Naito, 69
Administrateur non exécutif indépendant

Shohei Naito a débuté sa carrière au ministère japonais des Affaires Étrangères. Au sein du Ministère, il a occupé les fonctions de Directeur Général des Affaires Consulaires et de l'Immigration et de Chef du Protocole. Mr Naito a occupé différents postes diplomatiques dans le monde et a été nommé Ambassadeur en 1996. Depuis lors, il a servi en tant qu'Ambassadeur du Japon au Cambodge, au Danemark, en Lituanie, puis en Belgique. Il a quitté ses fonctions diplomatiques à la fin de l'année 2006.

Administrateur depuis:
le 25 avril 2007

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire
de 2013

Rudi Thomaes, 60
Administrateur non exécutif indépendant

M. Rudi Thomaes a étudié le droit à l'université d'Anvers. Il a été Administrateur Délégué de la Fédération des Entreprises de Belgique (FEB-VBO) de 2004 à septembre 2012. Il a précédemment été directeur général et Président du comité de gestion d'Alcatel Bell. Il est actuellement Secrétaire général de la Chambre de commerce internationale de Belgique et membre du Conseil de régence de la Banque Nationale de Belgique. Outre ces mandats, il est notamment Président du Conseil d'administration de RESTORE, une start-up basée à Anvers qui exerce dans le domaine des technologies de l'énergie ainsi que Président de Healthcare Belgium, une organisation à but non lucratif favorisant l'internationalisation du secteur médical belge.

Administrateur depuis:
le 24 avril 2012

Expiration de mandat:
Assemblée générale ordinaire
de 2015

Membre du Comité de nomination et rémunération depuis:
le 24 avril 2012

Klaus Wendel, 69
Administrateur non exécutif

Après une carrière dans le monde de la gestion financière au sein de General Electric (États-Unis), Siemens, Cockerill Sambre et CBR, Klaus Wendel a rejoint la Société Générale de Belgique en 1988 en qualité de membre du Comité de direction, responsable du contrôle du groupe. Depuis 2000, il est consultant indépendant.

Administrateur depuis:
le 28 décembre 1989
Expiration de mandat: Assemblée
générale ordinaire de 2014

Karel Vinck
Président Honoraire



Karel Vinck

Comité de direction



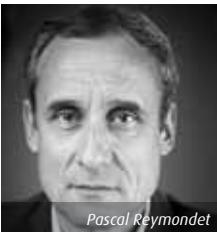
Marc Grynberg



Hugo Morel



Marc Van Sande



Pascal Reymondet



Denis Goffaux



Stephan Csoma



Filip Platteeuw

Marc Grynberg, 47 Administrateur Délégué

Marc Grynberg a été nommé Administrateur Délégué d'Umicore en novembre 2008. Il a dirigé la business unit Automotive Catalysts entre 2006 et 2008 et a officié en qualité de CFO de 2000 à 2006. Il a rejoint Umicore en 1996 en qualité de contrôleur de gestion du Groupe. Marc est titulaire d'un diplôme d'ingénieur commercial de l'Université de Bruxelles (École de Commerce Solvay) et a travaillé chez DuPont de Nemours à Bruxelles et à Genève avant de rejoindre Umicore.

Hugo Morel, 62

Executive Vice-President Recycling

Hugo Morel est titulaire d'une maîtrise d'ingénieur métallurgiste de l'Université de Louvain (KUL). Il a rejoint Umicore en 1974 et a occupé divers postes dans la production, dans les départements commerciaux, à la stratégie et à la direction générale de diverses unités. Il a dirigé la business unit Zinc Chemicals entre 1996 et 1997 et a été nommé à son poste actuel en 1998. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2002. Outre la gestion du business group Recycling, il est aussi responsable du département Purchasing & Transportation.

Marc Van Sande, 60

Executive Vice-President Energy Materials

Marc Van Sande est docteur en physique de l'Université d'Anvers et est titulaire d'un MBA. Il a rejoint Umicore en 1980, et a occupé plusieurs postes dans la recherche, le marketing et la production. En 1993, il a été nommé Vice-Président de la business unit Electro-Optic Materials et est entré au Comité de direction en tant qu'Executive Vice- President Advanced Materials en 1999. Il a occupé le poste de Chief Technology Officer entre 2005 et 2010. Il a depuis lors pris la direction du business group Energy Materials.

Pascal Reymondet, 53

Executive Vice-President Catalysis

Pascal Reymondet est licencié en sciences de la Stanford University et ingénieur diplômé de l'École Centrale de Paris. Il a occupé différents postes de direction au sein du groupe Degussa, dont la direction des usines de catalyseurs automobiles de Port Elizabeth et Burlington. Il est entré au Comité de direction d'Umicore en 2003 en tant que responsable de l'activité Precious Metals Products. En septembre 2007, il a été nommé à la tête du business group Zinc Specialties. Il a dirigé le business group Performance Materials de juin 2010 à octobre 2012. Depuis novembre 2012 il occupe la fonction d'Executive Vice- President Catalysis.

Denis Goffaux, 45 *Chief Technology Officer*

Denis Goffaux est titulaire d'un diplôme d'ingénieur des mines de l'Université de Liège. Il a rejoint Umicore Research en 1995 et a vécu et travaillé en Belgique, au Chili, en Chine et en Corée. Avant de rejoindre le Japon en 2006, Denis était à la tête de la business line Rechargeable Battery Materials et a développé l'activité avec succès au point de l'imposer leader dans les matériaux cathodiques pour batteries rechargeables lithium ion. En tant que Country Manager Japan, Denis a renforcé la présence industrielle et développé les activités commerciales d'Umicore au Japon. Il occupe son poste actuel depuis juillet 2010. Outre sa fonction de Chief Technology Officer, il est également responsable du département Environment, Health & Safety.

Stephan Csoma, 48

Executive Vice-President Performance Materials

Stephan Csoma a rejoint Umicore en 1992. Il est titulaire d'un diplôme d'économie de l'Université Catholique de Louvain et d'un diplôme de Chinois/Mandarin de l'université Fudan à Shanghai. Il possède une vaste expérience stratégique, opérationnelle et commerciale. Il a mis en place les premières opérations industrielles d'Umicore en Chine dans les années

90 et a dirigé les anciennes activités Cobalt d'Umicore en Afrique du Sud. Entre 2001 et 2005, il a dirigé la division Zinc Chemicals et de 2005 à 2009, il a été Senior Vice- President d'Umicore en Amérique du Sud. Il est ensuite devenu Senior Vice-President Government Affairs. Depuis novembre 2012, il occupe la fonction d'Executive Vice-President Performance Materials. Stephan a également conservé une responsabilité de supervision du département Government Affairs.

Filip Platteeuw, 40

Chief Financial Officer

Filip Platteeuw a rejoint Umicore en 2004 et a contribué à la scission de Cumerio en 2005. Il a ensuite dirigé l'équipe en charge de la création de Nyrstar et de son introduction réussie en bourse en 2007. En 2010, il est devenu Vice- President du département Corporate Development. Il a été nommé Chief Financial Officer (CFO) en novembre 2012. Filip est titulaire d'un master en Sciences Économiques de l'Université de Gand et d'un master en Financial Management de la Vlerick Management School. Filip possède une vaste expérience financière dont neuf ans dans les métiers de la banque d'investissement, la banque d'entreprise et de l'équity research au sein de KBC Banque. Il est également responsable des départements Corporate Development.

Senior Management

Catalysis



Dieter Lindner
Automotive Catalysts
Research & Technology



Michael Neisel
Automotive Catalysts
Europe & Africa



Joerg Von Roden
Automotive Catalysts
Asia Pacific



Matthias Grehl
Precious Metals Chemistry

Energy Materials



Michel Cauwe
Thin Film Products



Klaus Ostgathe
Rechargeable Battery Materials



Jan Vliegen
Cobalt & Specialty Materials



Arjang Roshan
Electro-Optic Materials

Performance Materials



Pierre Van de Bruaene
Building Products



Guy Beke
Zinc Chemicals



Joerg Beuers
Technical Materials



Jürgen Leyrer
Platinum Engineered Materials



Thomas Engert
Electroplating

Recycling



Dietmar Becker
Jewellery & Industrial Metals



Ralf Drieselmann
Precious Metals Management



Koen Demesmaeker
Precious Metals Refining



Sybolt Brouwer
Battery Recycling

Regions



Bernhard Fuchs
Greater China



Marcos Lucchese
South America

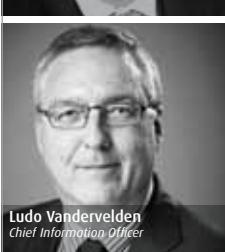


Luc Gellens
Japan



Ravila Gupta
North America

Corporate



Ludo Vandervelden
Chief Information Officer



Ignace De Ruijter
Human Resources



Guy Ethier
Environment, Health & Safety



Géraldine Nolens
Legal Affairs



Wilfried Müller
Group R&D



**RAPPORT DU COMMISSAIRE A L'ASSEMBLEE GENERALE DES ACTIONNAIRES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS POUR
L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2012**

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre de notre mandat de commissaire. Ce rapport inclut notre rapport sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2012 tels que définis ci-dessous, ainsi que notre rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires.

Rapport sur les comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de Umicore SA (« la Société ») et de ses filiales (conjointement le « Groupe »), établis sur la base des normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique. Ces comptes consolidés comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2012, le compte de résultats consolidé, l'état consolidé des profits et pertes reconnus directement dans les capitaux propres, l'état consolidé de l'évolution des capitaux propres et le tableau de financement consolidé pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les annexes reprenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Le total du bilan consolidé s'élève à EUR (ooo) 3.667.899 et le compte de résultats consolidé se solde par un bénéfice de l'exercice, part du Groupe, de EUR (ooo) 233.444.

Responsabilité du conseil d'administration relative à l'établissement des comptes consolidés

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement des comptes consolidés donnant une image fidèle conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et des dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique, ainsi que de la mise en place du contrôle interne qu'il estime nécessaire pour permettre l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Responsabilité du commissaire

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes consolidés sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux exigences déontologiques, ainsi que de planifier et de réaliser l'audit en vue d'obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes consolidés. Le choix des procédures mises en œuvre, y compris l'évaluation du risque que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, relève du jugement du commissaire. En procédant à cette évaluation des risques, le commissaire prend en compte le contrôle interne du groupe relatif à l'établissement de comptes consolidés donnant une image fidèle, cela afin de définir des procédures d'audit appropriées selon les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe. Un audit consiste également à apprécier le caractère approprié des méthodes comptables retenues, le caractère raisonnable des estimations comptables faites par l'organe de gestion, et l'appréciation de la présentation d'ensemble des comptes consolidés. Nous avons obtenu du conseil d'administration et des préposés de la société, les explications et informations requises pour notre contrôle.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion non modifiée.

Opinion non modifiée

A notre avis, les comptes consolidés présentés aux pages 75 à 137 du Rapport Annuel 2012, donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière consolidée du Groupe au 31 décembre 2012, ainsi que de ses résultats consolidés et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes internationales d'information financière (IFRS) telles qu'adoptées par l'Union Européenne et aux dispositions légales et réglementaires applicables en Belgique.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et du contenu du rapport annuel sur les comptes consolidés.

Dans le cadre de notre mandat, notre responsabilité est de vérifier le respect de certaines obligations légales et réglementaires. Sur cette base, nous faisons les mentions complémentaires suivantes, qui ne sont pas de nature à modifier la portée de notre opinion sur les comptes consolidés:

- Le rapport de gestion sur les comptes consolidés présenté aux pages 1 à 74 et 138 à 203 du Rapport Annuel 2012 traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels le groupe est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Sint-Stevens-Woluwe, le 27 mars 2013

Le commissaire
PwC Réviseurs d'Entreprises SCRL
Représenté par:

Marc Daelman
Réviseur d'Entreprises

Emmanuel Attout
Réviseur d'Entreprises



RAPPORT DU CONTRÔLE DE L'AUDITEUR INDEPENDANT SUR LE RAPPORT D'ACTIVITÉ ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL DU RAPPORT ANNUEL 2012 D'UMICORE SA ET DE SES FILIALES

Ce rapport a été établi conformément aux termes de notre lettre de mission datée du 4 mars 2013. Cette dernière stipule que nous avons été engagés afin de fournir un rapport de contrôle indépendant sur le rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2012 dans le Rapport annuel 2012 d'Umicore SA et de ses filiales (le "Rapport").

Responsabilité du Conseil d'Administration

La préparation des informations et des données incluses dans le Rapport ainsi que la déclaration que le Rapport d'Umicore SA et de ses filiales adhère aux lignes directrices de l'initiative "Global Reporting Initiative" ("GRI") G3.1 niveau d'application B+, telles qu'énoncées aux pages 141 à 169 et 204 à 208 (l'"Information Sur Le Sujet Considéré"), en concordance avec les critères cités dans le rapport d'activité environnemental et social ainsi que les recommandations du GRI (les "Critères"), relève de la responsabilité du Conseil d'Administration d'Umicore SA ("la Société").

Cette responsabilité comprend la sélection et l'utilisation de méthodes appropriées par rapport à l'établissement de l'"Information Sur Le Sujet Considéré", la fiabilité des informations sous-jacentes ainsi que l'utilisation d'hypothèses et d'estimations pour l'établissement d'informations particulières à fournir, raisonnablement dans les circonstances, sur le développement durable. En outre, la responsabilité du Conseil d'Administration comprend également la définition, la mise en place et le suivi de systèmes et procédures appropriés permettant la préparation de l'"Information Sur Le Sujet Considéré".

Responsabilité de l'auditeur indépendant

Notre responsabilité est d'exprimer, sur base de nos travaux, un avis indépendant sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré". Notre rapport a été conçu conformément aux termes décrits dans notre lettre de mission. Notre rapport est uniquement destiné à l'usage de la société Umicore dans le cadre de leur rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice terminé le 31 décembre 2012 et ne peut être utilisé à d'autres fins. Nous n'acceptons aucune responsabilité ou obligation pour dommages à l'égard de tiers, sauf la Société.

Nos travaux ont été réalisés conformément aux principes de la norme internationale de mission d'assurance (ISAE) 3000 "Assurance Engagements other than Audits or Reviews of Historical Information". Cette norme requiert que nous nous soumettions aux règles éthiques et que la mission soit planifiée et réalisée en vue d'obtenir une assurance limitée sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré", et que celui-ci ait été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux Critères déterminés par la Société.

L'objectif d'une mission d'assurance limitée est de réduire le risque d'assurance à un niveau acceptable faible dans les circonstances données en mettant en œuvre les procédures que nous jugeons nécessaires afin d'obtenir des éléments probants suffisants et appropriés fournis par une base raisonnable à l'expression d'une conclusion sous forme négative sur l'"Information Sur Le Sujet Considéré".

L'étendue de notre intervention a, notamment, compris les procédures suivantes:

- Evaluer et tester la conception et le fonctionnement des systèmes et des processus utilisés pour la collecte de données, le classement, la consolidation et la validation, y compris les méthodes utilisées pour le calcul et l'estimation des informations et des données incluses dans le rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2012 et présentées aux pages 141 à 169 du Rapport Annuel 2012;
- Menor des entretiens avec les personnes responsables, y compris les visiteurs de sites;
- Inspecter les documents internes et externes.

Nous avons évalué l'"Information Sur Le Sujet Considéré" par rapport aux Critères. L'exactitude et l'exhaustivité de l'"Information Sur Le Sujet Considéré" sont soumises à des limitations inhérentes, compte tenu de leur nature et des modalités de détermination, de calcul ou d'estimation de telles informations. Notre rapport du contrôle doit donc être lu en relation avec les Critères.

Conclusion

Sur base de nos travaux, tel que décrits dans ce rapport, nous n'avons pas eu connaissance d'éléments nous portant à croire que les informations et les données dans le rapport d'activité environnemental et social pour l'exercice clôturé le 31 décembre 2012 présentées aux pages 141 à 169 du Rapport annuel d'Umicore SA et de ses filiales, ainsi que les affirmations d'Umicore selon lesquelles le rapport répond aux exigences GRI G3.1 niveau d'application B+, n'est pas été établis, dans tous leurs aspects significatifs, conformément aux Critères.

Sint-Stevens-Woluwe, le 27 mars 2013

PwC Réviseurs d'Entreprises scrl
Représentée par

Marc Daelman
Réviseur d'Entreprises

PwC Bedrijfsrevisoren cuba, burgerlijke vennootschap met handelsvorm - PwC Reviseurs d'Entreprises scrl,
société civile à forme commerciale - Financial Assurance Services
Maatschappelijke zetel/Siège social: Woluwé Garden, Woluwédal 18, B-1932 Sint-Stevens-Woluwe
T: +32 (0)2 710 4211, F: +32 (0)2 710 4299, www.pwc.com
BTW/TVA BE 0429.501.944 / RPM Brussel - ING BE43 3101 3811 9501 - BIC BBRUBEBB /
RBS BE89 7205 4043 3185 - BIC ABNABEBR

Glossaire

Définitions économiques

Assemblage membrane-électrode

Cœur d'une pile à combustible PEM (à électrolyte polymère). La membrane à revêtement catalytique sépare les ions positifs et négatifs de la pile. Sous l'action du catalyseur, l'hydrogène se dissocie en protons et électrons. Les électrons, qui ne peuvent pas traverser la membrane, sont contraints de migrer de l'autre côté de la membrane en empruntant un circuit extérieur, ce qui va générer un courant électrique.

Batterie lithium-ion – Li-ion

Lithium-ion est une technologie pour batteries rechargeables dans lesquelles les ions lithium se déplacent de l'électrode positive (la cathode) vers l'électrode négative (l'anode) durant la charge, ce qui permet de stocker l'électricité. Lors de la décharge, les ions lithium retournent vers la cathode et libèrent donc de l'électricité.

Bijouterie fantaisie

Bijoux produits en série.

Carboxylate

Sel d'acide carboxylique (cf. "sels").

Catalyse/ catalyseur

La catalyse est l'action d'une substance, appelée catalyseur, qui provoque une transformation chimique ou l'accélère. Le catalyseur n'est pas consommé et peut donc être réutilisé.

Cathode

La cathode est l'électrode positive dans une batterie (rechargeable). Lors de la charge, les ions sont libérés de la cathode et migrent vers l'anode ce qui provoque le stockage

d'énergie. Lors de la décharge, les ions retournent vers la cathode et libèrent de l'électricité.

Circuit fermé

Pour Umicore, un "circuit fermé" consiste à récupérer des matériaux secondaires chez les clients (p. ex. résidus de production) ou des matériaux en fin de vie (p. ex. téléphones mobiles et catalyseurs automobiles usagés) pour en récupérer la part de métal et la réinjecter dans le cycle économique.

Coentreprise

Engagement contractuel d'Umicore et d'une autre partie afin d'entreprendre une activité économique dans le cadre d'une participation conjointe. Les coentreprises sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Couplage croisé

En chimie organique, terme générique désignant une série de réactions permettant l'association de deux radicaux hydrocarbures à l'aide d'un catalyseur métallique.

DEEE

Directive relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. Il s'agit d'une directive de la Communauté européenne, transposée en droit européen en février 2003, qui fixe des objectifs en matière de collecte, de recyclage et de valorisation de tous les types d'équipements électriques. Elle a été modifiée à plusieurs reprises. Les modifications les plus récentes sont entrées en vigueur en 2012.

Diesel pour poids lourds - HDD

Poids lourds diesel – Matériel roulant sur route (camions et bus)

ou hors route (engins lourds pour l'industrie et l'extraction minière, locomotives et matériel agricole).

Dodd Frank Act

Nom complet : Dodd-Frank Wall Street Reform and Consumer Protection Act. Le Dodd Frank Act vise à promouvoir la stabilité financière des États-Unis en responsabilisant le système financier et en améliorant la transparence.

Dons caritatifs

Don à une association sans but lucratif, non destiné au bénéfice commercial d'Umicore. Les dons peuvent se faire en espèces ou en nature. Les dons à des partis politiques sont interdits.

Électrolyse

En chimie, l'électrolyse est une méthode consistant à appliquer un courant électrique continu pour provoquer une réaction chimique non spontanée.

Euro 6

Norme européenne d'émissions des gaz d'échappement pour les nouveaux véhicules et dont la mise en œuvre est prévue en 2014.

Filtre à particules diesel (FPD)

Dispositif mis au point pour éliminer les particules fines et les suies des gaz d'échappement des moteurs diesel.

Filtre à particules essence

Dispositif mis au point pour éliminer les particules fines et les suies des gaz d'échappement des moteurs à essence.

Flan

Produit quasi fini qui ne nécessite qu'une intervention limitée de la part du client. Exemples : flans en germanium à polir avant leur mise en œuvre dans les applications optiques ou flans destinés à la frappe de monnaies.

Galvanoplastie

La galvanoplastie est un procédé de placage au moyen d'un courant électrique qui déplace les ions métalliques dans une solution (électrolyte) pour couvrir un autre matériau. Le procédé est principalement employé pour déposer une couche de matériau et ainsi conférer les propriétés désirées à cet autre matériau.

LCD

Écran à cristaux liquides

LED – Diode électroluminescente

Les LED sont une source de lumière à base de semi-conducteur offrant une large gamme d'avantages par rapport aux ampoules à incandescence, dont une durée de vie plus longue et une meilleure efficacité énergétique.

LFP

Lithium fer phosphate – type de produit chimique cathodique destiné aux batteries lithium-ion rechargeables.

Manuel de Frascati

Le manuel de Frascati est un document rédigé et publié par l'OCDE. Il énonce les principes régissant la collecte de données statistiques en matière de recherche et de développement.

Matériaux de contact

Matériaux (contenant généralement de l'argent) utilisés pour leurs propriétés conductrices dans les applications électriques, par exemple les interrupteurs.

Métathèse (des oléfines)

Réaction organique de redistribution de liaisons oléfiniques (alcènes) catalysées par un catalyseur métallique.

NMC – Lithium (nickel-manganèse-cobalt) oxyde

Type de matériau pour cathode assez récent qui est utilisé pour le marché émergent des véhicules électriques ou hybrides, mais aussi de plus en plus dans l'électronique portable.

OCDE

Organisation de coopération et de développement économiques.

Oxyde d'étain-indium – ITO

Oxide conducteur transparent utilisé dans des couches spéciales pour sa conductivité électrique et sa transparence d'un point de vue optique. Il est utilisé dans différentes applications telles que les écrans plats, le photovoltaïque et le verre architectural.

Photovoltaïque – PV

Le photovoltaïque est une méthode de production d'électricité qui convertit directement le rayonnement solaire en électricité.

Photovoltaïque à concentrateur

Technique de concentration de l'énergie solaire sur un panneau photovoltaïque à l'aide de loupes ou de miroirs.

PIB

Produit intérieur brut (indice de croissance économique).

Plate-forme (automobile)

Association d'un châssis et d'un moteur mise en œuvre sur un ou plusieurs modèles de véhicules de tourisme, parfois par des constructeurs différents.

Platinoïdes – pgm

Platine, palladium, rhodium, ruthénium, iridium et osmium (pour Umicore, il s'agit principalement des trois premiers).

Sciences de la vie

Synonyme de biotechnologies : domaine de la biologie appliquée qui concerne l'utilisation des organismes vivants et des processus biologiques dans l'ingénierie, les technologies, la médecine et d'autres domaines.

Société associée

Entité où Umicore exerce une influence notable sur les politiques financières et opérationnelles, sans en avoir le contrôle. Elle y détient généralement une participation de 20% à 50%. Les sociétés associées sont comptabilisées selon la méthode de mise en équivalence.

Soudure

Terme désignant le procédé d'assemblage de métaux à l'aide d'un métal d'apport chauffé au-delà de son point de fusion et versé entre deux pièces métalliques ou plus.

Substrat

Surface sur laquelle une couche d'une autre substance est appliquée. Dans le domaine des catalyseurs automobiles, le substrat est une structure en nid d'abeille qui augmente la surface de contact, sur laquelle une solution catalytique est déposée. Dans le domaine photovoltaïque, les semi-conducteurs

tels que le germanium sont utilisés comme substrat sur lequel les autres couches de la cellule solaire sont déposées.

UHT – Ultra Haute Température

Umicore a déposé un brevet d'un procédé à ultra haute température ($>3000^{\circ}\text{C}$) utilisant la technologie du plasma en vue de traiter et de recycler des matériaux, ce qui permet d'utiliser moins d'énergie que les procédés traditionnels.

Véhicule électrique ou hybride – (H)EV

Véhicule (voiture particulière ou autre) qui fonctionne totalement ou partiellement grâce à un moteur électrique ou hybride, plutôt qu'avec du diesel ou de l'essence.

Véhicule léger

Principalement les voitures familiales roulant à l'essence, au diesel ou à l'aide d'une autre source d'énergie.

Définitions financières

Actions en circulation

Actions émises - actions propres.

Bénéfice par action récurrent

Résultat récurrent net, part du Groupe/nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action, de base

Résultat net, part du Groupe/nombre moyen d'actions en circulation.

Bénéfice par action, dilué

Résultat net, part du Groupe/(nombre moyen d'actions en circulation + (nombre de nouvelles actions potentielles à émettre en vertu des plans d'options sur actions

existants x impact de dilution des plans d'options).

Capitalisation boursière

Cours de clôture x nombre total d'actions en circulation.

Capitaux engagés

Fonds propres totaux - réserves juste valeur + dette financière + provisions pour avantages sociaux - impôts différés actifs et passifs - effet IAS 39.

Cash-flow avant financement

Variation de la trésorerie d'exploitation + variation de la trésorerie d'investissement.

Dépenses de recherche & développement

Dépenses de recherche & développement brutes, incluant les coûts capitalisés.

Dette financière nette

Dettes financières à plus d'un an + dettes financières à un an au plus - placements de trésorerie et valeurs disponibles.

EBIT

Résultat d'exploitation des entreprises consolidées (produits des investissements financiers inclus) + part du Groupe dans le résultat net des entreprises comptabilisé selon la méthode de mise en équivalence.

EBIT non récurrent

Inclut les éléments non récurrents relatifs aux mesures de restructuration, réductions de valeur d'actifs et autres produits et coûts de faits ou transactions qui sont clairement distincts des activités courantes de l'entreprise. Les réductions de valeur sur stocks de métaux bloqués indéfiniment sont incluses dans l'EBIT non récurrent des business groups.

EBIT récurrent

EBIT - EBIT non récurrent - effet IAS 39.

EBITDA récurrent

EBIT récurrent + amortissements récurrents des entreprises consolidées.

Effet IAS 39

Déférences temporaires (de nature non-cash) dans la prise en compte de revenus, en cas de non-application, ou d'impossibilité d'obtenir une comptabilité de couverture IAS aux :

a) Couvertures transactionnelles, ce qui implique que les éléments couverts ne peuvent pas être évalués à leur juste valeur de marché, ou

b) Couvertures structurelles, ce qui signifie que la juste valeur des instruments de couverture est reconnue dans les résultats au lieu des fonds propres jusqu'à ce que la transaction prévue ou l'engagement se réalise, ou

c) Dérivés implicites dans des contrats (entièrement) exécutés, ce qui implique que le changement de la juste valeur sur les dérivés implicites doit être reconnue dans le compte de résultats à l'opposé du composant non (entièrement) exécuté sur lequel le changement de juste valeur ne peut pas être reconnu dans le compte de résultats.

EPS

Bénéfice par action pour actionnaires.

Investissements

Investissements capitalisés en immobilisations incorporelles et corporelles.

Marge opérationnelle récurrente

EBIT récurrent des entreprises consolidées/revenus (hors métal).

Moyenne des capitaux engagés

Pour les semestres : moyenne des capitaux engagés au début et à la fin de la période; pour les années : moyenne des moyennes semestrielles.

Ratio d'endettement

Dettes financières nettes/(dettes financières nettes + total des capitaux propres).

Rendement des capitaux engagés (ROCE)

EBIT récurrent/capitaux engagés moyens.

Répartition géographique des revenus

Revenus du Groupe selon la zone géographique, tenant compte des revenus des sociétés associées et des coentreprises, au prorata de la participation d'Umicore. Pour les activités de recyclage, la composante revenus repose sur la localisation des fournisseurs de matières premières, en fonction des charges de raffinage.

Revenus (hors métal)

Tous les éléments de revenus – valeur des métaux achetés.

Taux d'imposition réel récurrent

Charges d'impôts récurrentes/résultat récurrent avant impôts des entreprises consolidées.

Les définitions financières reprises ci-dessus se rapportent à des indicateurs de performance non IFRS, sauf celles du 'Bénéfice par action, de base' et du 'Bénéfice par action, dilué'.

Définitions sociales, environnementales et autres**Accident déclarable**

Blessure suite à un accident lié au travail et nécessitant plusieurs interventions de premiers soins ou un programme de travail adapté, à l'exclusion des accidents avec arrêt de travail.

Accident avec arrêt de travail

Accident de travail entraînant au moins une journée d'incapacité de travail.

APS (Assessment of Product (and services) Sustainability)

Cette méthodologie propre à Umicore vise à évaluer la durabilité de ses produits et services. Elle met en œuvre une liste de 58 questions/réponses prédéfinies, assorties de facteurs d'évaluation et de pondération, et s'articule autour de huit thématiques.

Biodiversité

Diversité existante parmi les organismes vivants de tout type dont les écosystèmes terrestres, marins, aquatiques et mixtes et les complexes écologiques dont ils font partie ; ceci comprend la diversité au sein des espèces, entre les espèces et celle des écosystèmes.

Biomarqueur d'exposition

Substance ou son métabolite qui est mesuré dans les fluides biologiques (par exemple le sang) afin d'évaluer l'exposition interne du corps.

Champ d'application 1, 2, 3 des émissions de CO₂e

Champ d'application 1 des émissions de CO₂e : émissions directes de gaz à effet de serre d'une entreprise déclarante.

Champ d'application 2 des émissions de CO₂e : émissions de gaz à effet de serre d'une entreprise déclarante, associées à la production d'électricité, au chauffage et au

refroidissement et aux achats d'air comprimé ou de vapeur pour sa propre consommation.

Champ d'application 3 des émissions de CO₂e : émissions indirectes d'une entreprise déclarante, autres que celles concernées par le champ 2.

Cogénération

Utilisation de la chaleur pour générer de l'électricité.

Concentrés

Minerai ou métal séparé de la roche ou de la terre dans lequel il est naturellement présent.

Cycle de vie (évaluation du)

Évaluation de la somme des effets d'un produit (p. ex. émissions de gaz à effet) à chaque stade de son cycle de vie, notamment l'extraction des ressources, la production, l'utilisation et l'élimination des déchets.

Décibel

Unité de mesure du bruit.

Demande chimique en oxygène

Mesure indirecte de la quantité de pollution organique qui ne peut pas être biologiquement oxydée dans un échantillon d'eau.

Départs volontaires

Nombre de travailleurs partant de leur propre volonté (excepté mises à pied, retraite et fin de contrat à durée déterminée). Ce nombre se rapporte au nombre total des effectifs.

Dépassemment

Résultat d'une analyse de contrôle biologique qui excède la valeur limite (interne).

Emissions attribuables aux procédés industriels

Emissions générées par des procédés de fabrication, telles que le CO₂ issu de la décomposition du carbonate de calcium (CaCO₃).

Fiches de données (ESS)

Ensemble défini de données relatives aux propriétés physico-chimiques et toxicologiques d'un produit.

Épuration

Procédé mettant en œuvre des dispositifs de maîtrise de la pollution atmosphérique en vue d'éliminer certaines particules ou certains gaz des rejets industriels.

Équivalent CO₂

Unité universelle de mesure indiquant le potentiel de réchauffement planétaire (PRP) de chacun des six gaz à effet de serre, exprimée en PRP d'une unité de dioxyde de carbone. Elle est utilisée pour évaluer l'émission (ou la non-émission) des différents gaz à effet de serre par rapport à une base de référence commune.

ESS

Environnement, santé & sécurité.

Évaluation des risques

Évaluation des risques émanant des substances existantes pour l'homme (travailleurs et consommateurs) et pour l'environnement dans l'optique d'une meilleure gestion de ces risques.

Gaz à effet de serre- GES

Les GES sont les six gaz répertoriés par le Protocole de Kyoto : dioxyde de carbone (CO₂), méthane (CH₄), protoxyde d'azote (N₂O), hydrofluorocarbures (HFC), perfluorocarbures (PFC) et hexafluorure de soufre (SF₆).

Heures de formation par personne

Nombre moyen d'heures de formation par travailleur – incluant les formations internes, externes et sur le terrain. Les formations sur le terrain peuvent comprendre les heures pendant lesquelles une personne est formée sur le lieu de travail

sans être totalement productive. Le nombre total d'heures de formation est divisé par le nombre total des effectifs.

Intermédiaire

Substance fabriquée, consommée ou utilisée dans un procédé chimique en vue de sa transformation en une autre substance.

ISO 14001

Norme de l'Organisation internationale de normalisation relative aux systèmes de gestion environnementale (réf. ISO).

Matières recyclées

Toute matière arrivée en fin de son premier cycle de vie et retraitée afin de lui donner une deuxième, troisième, etc. vie.

Matières secondaires

Produits résiduels issus du cycle de production des matériaux primaires.

Meilleures techniques disponibles

Terme relatif à la technologie mise en œuvre pour limiter les rejets polluants.

Microgramme par décilitre de sang

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans le sang.

Microgramme par gramme de créatinine

Unité de mesure de la concentration d'un métal dans les urines.

Minéraux issus de zones de conflit

Minéraux extraits dans un contexte de conflit armé ou de violation des droits de l'Homme, en particulier l'or, l'étain, le tungstène et le tantalite, dans le cadre du Dodd Frank Act (voir ci-dessus).

OHSAS 18001

Occupational Health and Safety Assessment Series ; un système de gestion de la santé et de la sécurité.

Potentiel de réchauffement planétaire

Facteur décrivant l'impact du forçage radiatif (degré de perturbation de l'atmosphère) d'une unité d'un gaz à effet de serre donné par rapport à une unité de CO₂.

Protocole de Kyoto

Protocole de la CCNUCC (Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques). Il impose aux pays répertoriés à l'annexe B (pays développés) de respecter, sur la période 2008-2012, des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre par rapport à leurs niveaux de 1990.

REACH

“Enregistrement, Évaluation et Autorisation des substances Chimiques” (nouvelle politique chimique de l'Union européenne).

Référentiel COSO

Le Committee Of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission est une organisation à but non lucratif mise en place par le secteur privé qui a établi un modèle standard du contrôle interne qui peut servir de référence aux entreprises et organisations afin d'évaluer leur système de contrôle interne.

Rotation du personnel

Exprimée en termes de départs volontaires : nombre de travailleurs qui quittent l'entreprise de leur plein gré (hors licenciements, retraite et échéance d'un contrat à durée déterminée). Ce nombre s'entend par rapport à l'effectif total.

SafeStart®

Programme avancé de formation et de développement des compé-

tences en matière de sensibilisation à la sécurité.

Sécurité des procédés

Questions de sécurité relatives à l'utilisation et au stockage de substances chimiques dangereuses qui peuvent représenter un risque pour les personnes et l'environnement à proximité.

Sels

En chimie, les sels sont les composants ioniques qui peuvent résulter d'une réaction de neutralisation d'un acide ou d'une base.

Taux d'absentéisme

Nombre total de jours de travail perdus pour cause de maladie excepté maladie de longue durée et congés de maternité. Ce chiffre se rapporte au nombre total de jours de travail par an.

Taux de fréquence des accidents

Nombre d'accidents avec journées de travail perdues par million d'heures travaillées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Taux de gravité des accidents

Nombre de journées de travail perdues par millier d'heures travaillées. Les accidents sur le chemin du travail ne sont pas pris en compte.

Travailleurs temporaires

Travailleurs Umicore avec un contrat temporaire. Ils ne sont pas considérés comme faisant partie du personnel fixe, mais sont repris dans le total des effectifs.

Index GRI

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2012
Généralités		
Stratégie et analyse		
1.1	Déclaration de l'Administrateur délégué et du Président	8-11
1.2	Description des impacts, risques et opportunités majeurs	8-11; 4; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G18
Profil de l'organisation		
2.1	Nom de l'organisation	Couverture
2.2	Principaux produits et services et marques correspondantes	1-5; 25
2.3	Structure opérationnelle de l'organisation, avec description des principales divisions, entités opérationnelles, filiales et coentreprises	1-5; 29; 39; 47; 49; 53; 57; 61; 63
2.4	Lieu où se trouve le siège de l'organisation	Intérieur de couverture arrière; couverture arrière
2.5	Nombre de pays où l'organisation est implantée et noms des pays où se trouvent les sites principaux	2; Rapport d'activité social: S2
2.6	Nature du capital et forme juridique	Intérieur de couverture arrière
2.7	Marchés où l'organisation opère	2-5; 13-14; 19; 29; 39-41; 45; 47-49; 51; 53-55; 57; 61-63
2.8	Taille de l'organisation	2-3; Rapport d'activité social: S2; Rapport d'activité économique et états financiers: bilan consolidé;
2.9	Changements significatifs de la taille, de la structure de l'organisation ou de son capital	41; 49; 212; Rapport d'activité social: S1, S10, S11; Rapport d'activité environnemental: E1
2.10	Récompenses reçues en 2011	5; 7; 17; 22-23; 33-35; 43; 50; 65; Rapport d'activité social: S4
Paramètres du rapport		
3.1	Période considérée	Couverture; intérieur de couverture; 212; Rapport d'activité environnemental: E2
3.2	Date du dernier rapport publié	Rapports annuels: http://www.uminco.com/reporting/Home/Archive/
3.3	Cycle considéré	Couverture; intérieur de couverture; Rapports annuels: http://www.uminco.com/reporting/Home/Archive/
3.4	Personne à contacter pour toute question sur le rapport ou son contenu	Intérieur de couverture arrière Général: tim.weekes@uminco.com Financière: geoffroy.raskin@uminco.com Social: mark.dolfyn@uminco.com Environnemental: bert.swennen@uminco.com
3.5	Processus de détermination du contenu du rapport	212; Déclaration de gouvernance d'entreprise:
3.6	Périmètre du rapport	Engagement envers les parties concernées 212; Rapport d'activité social: S1, S8, S10, S11; Rapport d'activité environnemental: E1, E3, E8, E9
3.7	Limites spécifiques du champ ou du périmètre du rapport	212; Rapport d'activité social: S1, S8, S10, S11; Rapport d'activité environnemental: E1, E3, E8, E9
3.8	Principes adoptés pour la communication des données concernant les coentreprises et filiales	212; Rapport d'activité social: S1; Rapport d'activité environnemental: E1; Rapport d'activité économique et états financiers: F17; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G24
3.9	Techniques de mesure des données et bases de calcul	212; Rapport d'activité social: S1-S11; Rapport d'activité environnemental: E1-E10; Rapport d'activité économique et états financiers: F1

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2012
3.10	Explication des conséquences de toute reformulation d'informations communiquées dans des rapports antérieurs et la raison de cette reformulation	212; Rapport d'activité social: S1, S10, S11; Rapport d'activité environnemental: E1; Approche managériale générale: http://www.unicore.com/sustainability/
3.11	Changements significatifs, par rapport à la période couverte par les rapports antérieurs, du champ, du périmètre ou des méthodes de mesure utilisées	212; Rapport d'activité social: S1, S8, S10, S11; Rapport d'activité environnemental: E1, E2, E3
3.12	Index GRI	212; cette page
3.13	Validation du rapport	212; Approche managériale générale: http://www.unicore.com/sustainability/ ; Supervision et contrôle: http://www.unicore.com/governance/fr/supervision/
Gouvernance, engagements et dialogue		
4.1	Structure de gouvernance de l'organisation	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G2, G4, G5; Approche managériale générale: http://www.unicore.com/sustainability/
4.2	Statut non exécutif du Président du Conseil d'administration	194; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G2
4.3	Nombre, sexe des membres et statut des membres du Conseil d'administration : indépendants et exécutifs ou non	194-195; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G2, G4
4.4	Mécanismes permettant aux actionnaires et aux salariés de faire des recommandations au Conseil d'administration	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G3, G9, G10, G11, G21; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite: http://www.unicore.com/governance/fr/
4.5	Lien entre les rémunérations et la performance de l'organisation (y compris sociale et environnementale)	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G12-G15; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite: http://www.unicore.com/governance/fr/
4.6	Processus mis en place pour éviter les conflits d'intérêt	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G7, G9-G11; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite: http://www.unicore.com/governance/fr/
4.7	Processus de détermination des qualifications et de l'expertise exigée des membres du Conseil d'administration	Charte de gouvernance d'entreprise: http://www.unicore.com/governance/fr/charterF/
4.8	Lignes directrices et politiques internes	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G1; G9; The Umicore Way: http://www.unicore.com/en/aboutUs/umicoreWay/ ; Charte de gouvernance d'entreprise et Code de conduite: http://www.unicore.com/governance/fr/
4.9	Procédures d'identification des risques	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G16-G18
4.10	Processus d'évaluation de la performance propre du Conseil d'administration	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G4, G5; Charte de gouvernance d'entreprise: http://www.unicore.com/governance/fr/charterF/
4.11	Explications sur les actions en matière de principe de précaution	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G16, G18
4.12	Charters, principes et autres initiatives, d'origine extérieure en matière économique, environnementale et sociale, auxquelles l'organisation a souscrit ou donné son aval	COSO; Guide OCDE ; ILO Human Rights; Responsible Care; SRI; FTSE; PACI; GRI; WBCSD
4.13	Affiliation à des associations industrielles	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G24
4.14	Liste des groupes de parties prenantes inclus par l'organisation	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G19-G26
4.15	Base d'identification et de sélection des parties prenantes	Déclaration de gouvernance d'entreprise: Engagement envers les parties concernées, G19-G26; Approche relative à l'engagement envers les parties concernées: http://www.unicore.com/sustainability/stakeholders/
4.16	Démarche de dialogue avec les parties prenantes, et notamment la fréquence	Déclaration de gouvernance d'entreprise: Engagement envers les parties concernées, G19-G26; Approche relative à l'engagement envers les parties concernées: http://www.unicore.com/sustainability/stakeholders/

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2012
4.17	Questions et préoccupations clés soulevées via le dialogue avec les parties prenantes et manière dont l'organisation y a répondu, notamment lors de l'établissement de son rapport	Déclaration de gouvernance d'entreprise: engagement envers les parties concernées; Approche managériale générale: http://www.uminco.com/sustainability/ ; Approche relative à l'engagement envers les parties concernées: http://www.uminco.com/sustainability/stakeholders/
Déclaration d'approche managériale		
5		Déclaration d'approche managériale: http://www.uminco.com/sustainability/context/
Indicateurs économiques		
Performance économique		
EC1 (BASE)	Valeur économique créée et distribuée	2; 6; 13-17; 39-41; 47-49; 53-55; 61-64; Etats financiers: F8, F9, F39; Rapport d'activité économique; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G26
EC2 (BASE)	Implications financières et autres risques et opportunités pour les activités de l'organisation liés aux changements climatiques	27-28; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G18; Approche managériale environnementale: http://www.uminco.com/sustainability/environment/ ; The Umicore Way: http://www.uminco.com/en/aboutUs/umicoreWay/ ; Etats financiers: F27
EC3 (BASE)	Etendue de la couverture des retraites avec des plans de retraite à prestations définies	
EC4 (BASE)	Subventions et aides publiques significatives reçues	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G25
Impacts économiques indirects		
EC8 (BASE)	Développement et impact des investissements avec bénéfice public	6; 34-37; 43; 50; 56; 65; Rapport d'activité social: S5; Rapport d'activité environnemental: E8; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G25
Indicateurs environnementaux		
Matières		
EN2 (BASE)	Pourcentage de matières consommées provenant de matières recyclées	2; Rapport d'activité environnemental: E6
Energie		
EN3 (BASE)	Consommation d'énergie directe répartie par source d'énergie primaire	Rapport d'activité environnemental: E4
EN4 (BASE)	Consommation d'énergie indirecte répartie par source d'énergie primaire	Rapport d'activité environnemental: E4
EN5 (SUPPLÉMENTAIRE)	Energie économisée grâce à l'efficacité énergétique	Rapport d'activité environnemental: E4
EN6 (SUPPLÉMENTAIRE)	Initiatives pour fournir des produits et des services reposant sur des sources d'énergie renouvelables ou à rendement amélioré	14; 28; 49; 67; Rapport d'activité environnemental: E4; Position d'Umicore au sujet de la réduction de l'empreinte carbone: http://www.uminco.com/sustainability/environment/positionStatements/carbonReduction.htm (indicateur rapporté partiellement)
EN7 (SUPPLÉMENTAIRE)	Initiatives pour réduire la consommation d'énergie indirecte et réductions obtenues	28; Rapport d'activité social: S8; Position d'Umicore au sujet de la réduction de l'empreinte carbone: http://www.uminco.com/sustainability/environment/positionStatements/carbonReduction.htm (indicateur rapporté partiellement)
Eau		
EN8 (BASE)	Volume total d'eau prélevé, par source	Rapport d'activité environnemental: E5

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2012
Biodiversité		
EN11 (BASE)	Emplacement et superficie des sites dans ou au voisinage d'aires protégées et en zones riches en biodiversité en dehors de ces aires protégées	Rapport d'activité environnemental: E10 (indicateur rapporté partiellement)
Emissions, effluents et déchets		
EN16 (BASE)	Emissions totales, directes ou indirectes, de gaz à effet de serre, en poids	Rapport d'activité environnemental: E3
EN17 (BASE)	Autres émissions indirectes pertinentes de gaz à effet de serre, en poids	Rapport d'activité environnemental: E3
EN18 (SUPPLÉMENTAIRE)	Initiatives pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et réductions obtenues	27-28; 43; 49-50; 56; 64-67; Rapport d'activité environnemental: E3
EN20 (BASE)	Emissions de NOx, SOx et autres émissions significatives dans l'air, par type et par poids	Rapport d'activité environnemental: E2
EN21 (BASE)	Total des rejets dans l'eau, par type et par destination	Rapport d'activité environnemental: E2
EN22 (BASE)	Masse totale de déchets, par type et par mode de traitement	Rapport d'activité environnemental: E7
Produits et services		
EN26 (BASE)	Initiatives pour réduire les impacts environnementaux des produits et des services, et portée de celles-ci	19; 29-30; 45; 51; 67; Rapport d'activité environnemental: E2, E6 (indicateur rapporté partiellement)
Emploi, relations sociales et travail décent		
Emploi		
LA1 (BASE)	Effectif total par type d'emploi, contrat de travail et zone géographique	2; 6; Rapport d'activité social: S2
LA2 (BASE)	Turnover du personnel en nombre de salariés et en pourcentage	6; 23; Rapport d'activité social: S4
Relations entre la direction et les salariés		
LA4 (BASE)	Pourcentage de salariés couverts par une convention collective	Rapport d'activité social: S6
Santé et sécurité au travail		
LA7 (BASE)	Taux d'accidents du travail, de maladies professionnelles, d'absentéisme, nombre de journées de travail perdues et nombre total d'accidents du travail mortels, par zone géographique	6; 21-22; 24-25; 43; 49; 55-56; 64; Rapport d'activité social: S9, S10, S11 (indicateur rapporté partiellement)
LA9 (SUPPLÉMENTAIRE)	Questions de santé et de sécurité couvertes par des accords formels avec les syndicats	23-24; Rapport d'activité social: S6; Accord de développement durable: http://www.uminco.com/sustainability/social/sustDevAgreement/2011SDAgreement.pdf
Formation et éducation		
LA10 (BASE)	Nombre moyen d'heures de formation par an, par salarié et par catégorie professionnelle	6; 22-23; Rapport d'activité social: S3
LA12 (SUPPLÉMENTAIRE)	Pourcentage de salariés bénéficiant d'entretiens d'évaluation et d'évolution de carrière périodiques	22; Rapport d'activité social: S3 (indicateur rapporté partiellement)
Diversité et égalité des chances		
LA13 (BASE)	Composition des organes de gouvernance et répartition des employés par sexe, tranche d'âge, appartenance à une minorité et autres indicateurs de diversité	194-196; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G4, G5; Rapport d'activité social: S2. Les minorités ne sont pas identifiées car dans certains pays où Umicore opère, il est interdit de poser des questions sur ce sujet (p. ex. USA et France).
Droits de l'Homme		
Pratiques d'investissement et d'achat		
HR2 (BASE)	Pourcentage de fournisseurs et de soustractants majeurs dont le respect des droits de l'Homme a fait l'objet d'un contrôle ; mesures prises	33-34; Rapport d'activité social: S8; Déclaration de gouvernance d'entreprise: G18

Référence	Indicateur	Pages de référence dans le Rapport annuel 2012
HR3 (BASE)	Nombre total d'heures de formation des salariés sur les politiques et procédures relatives aux droits de l'Homme applicables dans leur activité ; pourcentage de salariés formés	33-34; Rapport d'activité social: S8; Tous les travailleurs reçoivent une formation informelle sur le Code de conduite http://www.uminco.com/governance/fr/CodeOfConduct/
Liberté syndicale et droit de négociation		
HR5 (BASE)	Activités identifiées au cours desquelles le droit à la liberté syndicale et à la négociation collective risque d'être menacé ; mesures prises pour assurer ce droit	Rapport d'activité social: S6, S8; Accord de développement durable: http://www.uminco.com/sustainability/social/sustDevAgreement/2011SDAgreement.pdf
Interdiction du travail des enfants		
HR6 (BASE)	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents impliquant le travail d'enfants ; mesures prises pour contribuer à interdire ce type de travail	Rapport d'activité social: S6, S8; Accord de développement durable: http://www.uminco.com/sustainability/social/sustDevAgreement/2011SDAgreement.pdf
Abolition du travail forcé ou obligatoire		
HR7 (BASE)	Activités identifiées comme présentant un risque significatif d'incidents relatifs au travail forcé ou obligatoire ; mesures prises pour contribuer à abolir ce type de travail	Rapport d'activité social: S6, S8; Accord de développement durable: http://www.uminco.com/sustainability/social/sustDevAgreement/2011SDAgreement.pdf
Société		
Communautés		
SO1 (BASE)	Pourcentage des activités ayant des programmes d'engagement envers les communautés locales, d'évaluation des impacts des activités et de développement	35; 37; Rapport d'activité social: S5
Corruption		
SO2 (BASE)	Pourcentage et nombre total de domaines d'activité stratégique soumis à des analyses de risques en matière de corruption	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G15; G24; Umicore est signataire de la PACI
SO3 (BASE)	Pourcentage de salariés formés aux politiques et procédures anti-corruption de l'organisation	Tous les travailleurs reçoivent une formation informelle sur le Code de conduite http://www.uminco.com/governance/fr/CodeOfConduct/
Politiques publiques		
SO5 (BASE)	Affichage politique, participation à la formulation des politiques publiques et lobbying	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G25
SO6 (SUPPLÉMENTAIRE)	Total des contributions versées en nature et en espèces aux partis politiques, hommes politiques et institutions connexes	Déclaration de gouvernance d'entreprise: G25
Responsabilité du fait des produits		
Santé et sécurité des consommateurs		
PR1 (BASE)	Etapes du cycle de vie où sont évalués en vue de leur amélioration les impacts des produits et des services sur la santé et la sécurité, et pourcentage de catégories de produits et de services significatives soumises à ces procédures	30; Rapport d'activité environnemental: E6 (indicateur rapporté partiellement)
Etiquetage des produits et des services		
PR3 (BASE)	Type d'information sur les produits et les services requis par les procédures et pourcentage de produits et de services significatifs soumis à ces exigences d'information	30; Rapport d'activité environnemental: E6

Notes

Notes

À propos du présent rapport

Le Rapport annuel 2012 d'Umicore offre une vue complète et intégrée des performances économique, financière, environnementale et sociale de l'entreprise en 2012.

Ce Rapport se subdivise en deux parties : une partie dédiée à la stratégie, une autre aux rapports d'activité et états financiers. La partie Rapport de gestion (pages 1 à 67) présente Umicore et se concentre sur ses principales performances de 2012 liées à sa stratégie Vision 2015. Le chapitre Rapport d'activité (pages 68 à 212) regroupe les états financiers, le rapport d'activité environnemental, le rapport d'activité social et le rapport de gouvernance ainsi que les annexes. Tous les éléments du Rapport annuel 2012 sont consultables sur le centre de reporting à l'adresse www.umincore.com/reporting.

Approche globale

Le Rapport annuel d'Umicore a pour principale mission d'illustrer l'approche stratégique de l'entreprise (Vision 2015). Cette stratégie intègre des objectifs économiques, environnementaux et sociaux clairement définis. L'approche d'Umicore vise à intégrer le reporting de ses performances économiques, environnementales et sociales. Cette approche est le fruit d'une concertation avec les parties prenantes, internes et externes, menée de 2009 à 2011. Elle est inspirée par le concept de "reporting intégré" comme étant développé par l'International Integrated Reporting Council.

Portée du rapport

En termes de portée globale, le Rapport annuel 2012 d'Umicore concerne les activités de l'entreprise pour l'exercice financier/année civile 2012. Aucun changement de périmètre significatif n'est à signaler pour 2012. Le présent rapport est le second à faire le point sur l'état d'avancement des objectifs 2015. Le chapitre Rapport d'activité décrit la portée de l'ensemble des objectifs et comporte un bref descriptif de la méthodologie employée pour les indicateurs de performance. Quand les données sont disponibles, les indicateurs de performance du présent document font l'objet d'une comparaison rétroactive à cinq ans par rapport à 2008.

Au niveau économique le rapport porte sur les activités intégralement consolidées. Les états financiers tiennent aussi compte des contributions financières de l'ensemble des sociétés associées et des coentreprises. Le périmètre des éléments environnementaux et sociaux du rapport se limite aux entités entièrement consolidées. Les éventuels écarts sont commentés dans le chapitre correspondant ou dans les annexes du Rapport annuel complet.

Données

Les données relatives aux éléments économiques et financiers du rapport sont récoltées dans le cadre de processus de gestion et de consolidation financière de l'entreprise. Les données environnementales et sociales sont recueillies par des systèmes de gestion de ces données et intégrées dans un outil de reporting centralisé, avec les données économiques et financières.

Certification

Le présent rapport a été vérifié en toute indépendance par PwC Réviseurs d'Entreprises (PwC). L'audit des informations financières réalisé par PwC se fonde sur l'ensemble des états financiers consolidés IFRS, sur lesquels elle a émis une opinion sans réserve. Ces états financiers consolidés IFRS et le rapport du commissaire aux comptes figurent respectivement en pages 76 à 139 et 198 de ce Rapport. Les données sociales et environnementales reprises dans ce document sont préparées sur base des mêmes principes de celles qui ont été utilisées pour préparer les rapports d'activité environnemental et social consultables aux pages 141 à 169. Le rapport du commissaire indépendant établi par PwC sur les rapports sociaux et environnementaux figure en page 199 du présent Rapport annuel.

Le rapport a atteint le niveau B+ défini par la Global Reporting Initiative (GRI). Un index GRI détaillé peut être consulté en pages 204 - 208 du Rapport annuel complet. La Global Reporting Initiative (GRI) est une organisation multipartite, pionnière du cadre de reporting sur le développement durable le plus largement utilisé. Celui-ci énonce les lignes directrices et les indicateurs de performance à la disposition des entreprises et des organisations désireuses de mesurer leurs performances économiques, environnementales et sociales et d'en rendre compte.

Présentation et feedback

Umicore souhaite améliorer son reporting grâce à un engagement et un dialogue continu avec les parties prenantes. Les principaux éléments sociaux du rapport sont présentés aux syndicats internationaux lors du comité de contrôle commun organisé en mars. Le document complet est présenté aux actionnaires lors de l'Assemblée générale annuelle fin avril. Umicore s'engage aussi à tenir compte, dans ses cycles de reporting à venir, de tous les points d'amélioration relevés par le commissaire indépendant (PwC).

Nous encourageons les lecteurs à nous faire part de leurs commentaires dans la version imprimée ou électronique du rapport (détails ci-contre).

Information supplémentaire

L'information supplémentaire concerne l'approche d'Umicore en matière de gestion économique, environnementale et sociale. Ces éléments sont disponibles sur le site internet d'Umicore (www.umincore.com/sustainability/) et doivent être considérés comme faisant partie intégrante du présent rapport.

Calendrier financier⁽¹⁾

30 avril 2013

Assemblée générale des actionnaires (exercice 2012)
Revue trimestrielle T1 2013

3 mai 2013

Actions ex-dividendes

8 mai 2013

Mise en paiement du dividende

30 juillet 2013

Résultats du premier semestre 2013

23 octobre 2013

Revue trimestrielle T3 2013

Feedback

Donnez-nous votre avis sur ce rapport.
Envoyez-nous un e-mail à
stakeholder@umicore.com

Informations complémentaires

Cotation en Bourse

Euronext Brussels

Informations générales

Tim Weekes

Téléphone : 32-2-227.73.98

E-mail : tim.weekes@umicore.com

Informations économiques

Geoffroy Raskin

Téléphone : 32-2-227.71.47

E-mail : geoffroy.raskin@umicore.com

Informations sociales

Mark Dolfyn

Téléphone : 32-2-227.73.22

E-mail : mark.dolfyn@umicore.com

Informations environnementales

Bert Swennen

Téléphone : 32-2-227.74.45

E-mail : bert.swennen@umicore.com

Langues

Ce rapport est également disponible en anglais et néerlandais

Internet

Ce rapport annuel peut être téléchargé sur le site : www.umicore.com/reporting

Siège social d'Umicore

Rue du Marais 31, B-1000 Bruxelles – Belgium

Téléphone : 32-2-227.71.11

Fax: 32-2-227.79.00

Internet : www.umicore.com

E-mail : info@umicore.com

Numéro d'entreprise : 0401574852

Numéro de TVA : BE 0401 574 852

Éditeur responsable

Umicore Group Communications

Tim Weekes

Téléphone : 32-2-227.73.98

E-mail : tim.weekes@umicore.com

Conception & réalisation

The Crew - www.thecrewcommunication.com

Photos

Jean-Michel Byl, Dimitri Lowette,
Juarez Godoy (p.31), Paul Kozlowski (p.53, 56-57),
Anka Van Raemdonck (p.32, 65),
UNICEF Belgique - Frédéric Van Wayenbergh (p.36)

Impression

Albe De Coker



(1) Dates sous réserve de modification. Pour les mises à jours, veuillez consulter le site internet d'Umicore.

Ce rapport est imprimé sur du papier couché machine silk sans bois certifié FSC. Le procédé utilisé pour la fabrication de ce papier est constamment amélioré pour réduire au maximum l'impact sur l'environnement. Les usines qui produisent ce papier sont toutes certifiées FSC (Forest Stewardship Council) ou PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification Schemes).

Umicore
Société Anonyme
rue du Marais 31
B-1000 Bruxelles, Belgique

Tél +32 2 227 71 11
Fax +32 2 227 79 00
e-mail info@umicore.com
www.umicore.com

TVA BE 0401 574 852
Numéro d'entreprise 0401574852
Siège social: rue du Marais 31
B-1000 Bruxelles - Belgique